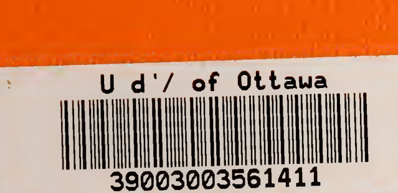

U d'/ of Ottawa
39003003561411



GARCIA MORENO

DÉCLARATION DE L'AUTEUR.

Si nous donnons quelquefois à notre héros le nom de *saint* ou de *martyr,* nous ne prétendons en aucune manière, prévenir, par ces qualifications, le jugement du Souverain Pontife, à qui nous soumettons humblement notre personne et nos écrits.



La Victime des francs-maçons.

GARCIA MORENO

PRÉSIDENT DE L'ÉQUATEUR

VENGEUR ET MARTYR

DU

DROIT CHRÉTIEN

(1821 - 1875)

PAR

LE R. P. A. BERTHE

De la Congrégation du T. S. Rédempteur

Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. (Garcia Moreno.)

NEUVIÈME ÉDITION

(trente-sixième mille)

TOME SECOND



PARIS

RETAUX-BRAY, LIBRAIRE-ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 82

1892





IMPRIMI POTEST.

In festo S. Norberti, 6 Junii 1892.

Gavillet, Sup. Prov. Gall.

IMPRIMATUR.

Car. Leleux, Vic. Cap.

Atrebati, in solemn. SS. Trinitatis 1892.

GARCIA MORENO

SECONDE PARTIE

LA CROISADE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE XV

UN CONTRE TOUS

(1864.)

Au commencement de 1864, sous la pression des rudes épreuves par lesquelles il venait de passer, Garcia Moreno se demanda s'il lui était humainement possible, de continuer la lutte contre toutes les forces révolutionnaires de l'intérieur et de l'étranger. Libéraux et radicaux s'obstineraient à détruire le concordat; les francs-maçons de la Colombie s'uniraient à ceux du Pérou pour fraterniser avec Urbina et organiser de nouvelles invasions : comment maîtriser cette meute furieuse avec une armée trop souvent commandée par des traîtres, et une constitution assez inepte pour forcer le pouvoir à se croiser les bras devant l'anarchie ?

Cette dernière considération l'impressionnait vivement. Déjà, en 1861, il déclarait le gouvernement impossible si l'on ne modifiait la constitution : « Désordres, luttes sanglantes, calamités de toute espèce, disait-il, voilà les maux que recèle cette boîte de Pandore. Placé dans l'alternative de ruiner l'État ou de violer la loi, je décline le pouvoir. » Il revint sur cette décision par déférence pour ses amis ; mais aujourd'hui que le congrès de 1863 avait notablement aggravé la position, détruit la discipline militaire par la suppression du

jugement verbal en campagne, assuré l'impunité aux conspirateurs par l'abrogation de la loi très prudente et très sage qui châtiait la simple tentative de rébellion, et découronné le pouvoir en lui enlevant sa plus belle prérogative, le droit de grâce : n'était-ce pas une folie d'affronter la tempête sur ce vaisseau sans gouvernail?

Devant cette situation sans issue, Garcia Moreno manifesta, dès le 10 janvier, immédiatement après le traité de Pinsaqui, son dessein bien arrêté de rentrer dans la vie privée ; mais cette nouvelle excita dans le peuple une telle explosion de supplications et de larmes qu'il dut abandonner ce projet. Encouragé par le dévouement de ses amis politiques, il se remit à l'œuvre avec une nouvelle énergie, convoqua le congrès en session extraordinaire afin de soumettre à son approbation le traité récemment conclu avec la Colombie, et, pour remplacer à la vice-présidence le démissionnaire Borrero, il présenta aux suffrages des électeurs le brave Carvajal, son ministre et son ami, lequel fut élu par cinq mille voix, aux acclamations du peuple, en dépit des révolutionnaires de toute nuance. Les bons citoyens se reprenaient à espérer, quand un verdict scandaleux de la haute cour de justice provoqua une crise beaucoup plus grave.

On se rappelle que les conjurés de Quinche, Espinel, Molineros, Endara, Velez, Carthagena et consorts, avaient été déférés à la cour suprême pour crime de trahison. Nul doute sur la culpabilité des accusés : l'acte même du pronunciamento, véritable tissu d'injures contre le président, déclarait le gouvernement déchu et invoquait pour l'abattre le secours de Mosquera, dont les troupes avaient alors passé la frontière ; dans sa déposition, Molineros avouait qu'Espinel, le chef du complot, avait par lettres excité le président de la Colombie à envahir l'Équateur, en lui promettant le con-

cours des populations ; les prévenus étaient convaincus d'avoir parcouru les villages pour les enrôler sous le drapeau de Mosquera et combattre avec lui les armées nationales, crime de trahison prévu par tous les codes. Or, la cour suprême, foulant aux pieds toute justice, déclara qu'une conspiration à main armée contre le gouvernement, en présence de l'ennemi, et avec le concours de l'ennemi, ne constituait pas un acte de trahison, mais une simple tentative de rébellion non suivie d'effet, et par conséquent non punissable d'après le congrès de 1863. Évidemment, avec une pareille jurisprudence et des juges aussi avisés, le pouvoir tombait, pieds et poings liés, aux mains de la Révolution,

Aussi indigné que découragé, Garcia Moreno envoya sa démission au congrès extraordinaire, dont les sessions venaient de s'ouvrir. Un message explicatif, empreint d'une noble tristesse, rappelait le désastre de Cuaspud, « causé par la scandaleuse désertion de certains corps que la suppression du jugement verbal en campagne avait habitués à l'indiscipline. » L'énergie des populations, auxquelles on a tout enlevé, « sauf la volonté de résister jusqu'au trépas » a sauvé le pays. Il stigmatisait ensuite « ces misérables sans honneur et sans patrie », qui avaient tenté d'installer sous la protection de l'ennemi une ombre ridicule de gouvernement. « Malgré leur scélératesse, ajoutait-il, je n'eusse point tardé à leur faire grâce, si l'on n'avait dépouillé le pouvoir, même du droit de pardonner. Aujourd'hui encore, je demanderais volontiers une amnistie illimitée pour toutes les fautes commises pendant la guerre ; mais, après que la cour suprême a foulé aux pieds la vérité et les lois en déclarant que des traîtres avérés sont innocents du crime de trahison, je regarde tout acte de générosité comme souverainement intempestif. » Il présenta ensuite les projets de lois qui lui paraissaient

nécessaires, tant pour remédier aux maux causés par les décrets de 1863 que pour combler certaines lacunes de la législation, puis remit sa démission au président de l'assemblée dans les termes qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions.

« Avant toute autre délibération, disait-il, veuillez me décharger du pouvoir qui m'a été confié. Déjà dans la législature précédente, j'avais le dessein de céder à un citoyen plus digne, la noble mais ingrate tâche de gouverner un pays où le bien est si difficile à faire : le patriotisme et l'honneur me firent un devoir de rester au poste, alors menacé par l'ennemi ; aujourd'hui que la paix est solidement rétablie, vous ne devez ni ne pouvez m'empêcher de chercher un peu de repos dans le calme de la vie privée. Si dans l'exercice du pouvoir j'ai commis des fautes, vous me donnerez des juges ; si vous estimez que je n'ai rien négligé pour développer la prospérité de la République, il me restera la satisfaction d'avoir accompli mon devoir, la seule que j'ambitionne. Daigne le ciel accorder à ma patrie des jours heureux sous le gouvernement de mon successeur. »

Ces nobles sentiments produisirent sur les membres de l'assemblée une émotion d'autant plus vive que leur opposition tracassière de 1863 avait surtout déterminé cette démission. Leurs préventions contre Garcia Moreno s'évanouirent devant sa retraite volontaire. Cet ambitieux, qu'on se figurait affamé de pouvoir, descendait bénévolement du fauteuil. Ce despote, peu soucieux des lois, venait de remettre les facultés extraordinaires dont on l'avait investi pendant la guerre, sans avoir exilé un individu ni arraché une piastre au plus faible de ses subordonnés. Après la guerre, au lieu d'entretenir une armée de prétoriens pour terrifier le pays, il n'avait gardé qu'un millier d'hommes, le strict nécessaire pour maintenir l'ordre. Sans doute, il refu-

sait de sanctionner les réformes concordataires, mais ces réformes n'étaient-elles pas entachées de violence et d'exagération? D'ailleurs, si cet homme de fer se retirait, qui donc serait assez fort pour empêcher le retour des radicaux? Sous l'empire de ces considérations, les membres du congrès refusèrent d'accepter la démission du président. Ils s'unirent au peuple pour le forcer à garder le pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat, et scellèrent la réconciliation en votant le retrait des décrets de 1863 ainsi que les divers projets de lois présentés dans le message. Bon gré, mal gré, l'Équateur ne pouvait se passer de Garcia Moreno.

Le dénouement inattendu de cette longue lutte entre les pouvoirs publics exaspéra le parti révolutionnaire. Lâché par le champion de la Colombie, privé de la coopération active du parlement, il ne lui restait pour abattre le président que le poignard du sicaire. Ce moyen ne répugnait nullement aux traditions de la secte, surtout qu'Urbina et ses complices n'avaient point à redouter les suites d'un assassinat. En cas de réussite, on les porterait en triomphe; en cas d'insuccès, la cour suprême de Quito réduirait l'affaire à une simple tentative de rébellion non suivie d'effet. Ils combinèrent donc un plan d'action qui devait mettre en mouvement toutes leurs forces et enlacer le président dans les mailles d'un immense filet. Du Pérou, devenu leur arsenal et leur boulevard, ils lanceraient des vaisseaux sur Guayaquil ou d'autres points de la côte, pendant que des bandes organisées par leurs soins envahiraient l'Équateur du côté de la Nouvelle-Grenade. Dans la bagarre, leurs complices de l'intérieur se déferaient de Garcia Moreno par ruse ou violence, et les populations soulevées acclameraient le libérateur Urbina. Les conjurés croyaient pouvoir compter sur plusieurs officiers de l'armée, en particulier sur le général

Thomas Maldonado, depuis longtemps ennemi personnel du président.

Très brave sur un champ de bataille, Maldonado n'avait ni assez de tête ni assez de cœur pour immoler au devoir sa folle et rancuneuse vanité. S'estimant le premier personnage de la République, il en voulait à Garcia Moreno, non seulement de l'éclipser, mais de ne pas reconnaître suffisamment ses mérites et ses services. Son ressentiment, ou plutôt sa haine, lui faisait un besoin de s'unir aux ennemis les plus décriés du président. On l'accusa même d'avoir tramé une espèce de conspiration militaire sur le champ de bataille de Cuaspud. Malgré les ordres de Florès, il aurait entraîné ses divisions d'avant-garde à quatre lieues du gros de l'armée, invectivé comme un furieux contre le tyran, et peut-être insurgé ses troupes, si ses soldats scandalisés ne lui eussent représenté qu'un patriote et un homme de guerre ne devait pas choisir un pareil moment pour censurer le chef de l'État[1]. Tout récemment encore l'orgueilleux Maldonado, soutenu par les organes du radicalisme, avait brigué la vice-présidence contre le ministre Carvajal et n'avait obtenu qu'une quarantaine de voix dans la circonscription de Quito. Urbina escomptait avec raison la colère et le dépit de cet outrecuidant personnage.

Le complot ourdi et les rôles distribués, il s'agissait de préparer le peuple aux plus exécrables attentats en déconsidérant le président. La presse étrangère, à la dévotion du parti révolutionnaire, jeta feu et flammes contre « le tyran qui faisait de l'Équateur un bagne, ou

[1] Voir *Los liberales del Guayas*, Quito 1868. Cette brochure ajoute que Maldonado, en séparant ainsi l'armée de ses meilleures troupes, faillit la perdre. Florès a écrit, dit-on, qu'aucun Équatorien n'a trahi son pays dans la journée de Cuaspud. Il y a des preuves du contraire, et d'ailleurs, il s'agit ici, non de la bataille de Cuaspud, mais d'un fait qui aurait eu lieu les jours précédents.

plutôt un vaste couvent de fanatiques; la liberté de la presse, la première des libertés, était morte sous les coups de l'autocrate ». Pour légitimer leurs conspirations et soulever l'Amérique contre Garcia Moreno, ils recommençaient à exploiter le « protectorat français » et la « question mexicaine », quand un conflit entre l'Espagne et le Pérou éclata fort à propos pour servir de thème à leurs accusations.

L'amiral Pinzon, chef des forces navales espagnoles, venait [1], sans prétexte plausible et sans instruction de son gouvernement, d'occuper les îles Chincha, partie intégrante du territoire péruvien. L'agent diplomatique Mazarredo avait même dans un *Memorandum* imprudent lâché le grand mot de *revendication*, désavoué plus tard. Là-dessus, tapage effroyable dans toutes les républiques de l'Amérique méridionale. On ne réclamait rien moins qu'une confédération de tous les états contre l'Espagne, « cette marâtre qui voulait à toute force ressaisir ses fils émancipés pour leur infliger un nouveau martyre de trois siècles ». Une fois lancés sur ce terrain, les libéraux, comme le catholique Borrero, luttèrent avec les radicaux d'éloquence et d'enthousiasme. Sommé de prendre parti, Garcia Moreno déclara « que l'Équateur garderait une prudente expectative et une stricte neutralité, tant que l'Espagne n'aurait pas approuvé l'usurpation de son agent. Il se réservait d'agir en commun avec les États sud-américains quand le péril de l'un deviendrait vraiment une menace contre l'existence des autres; mais, fondé sur l'esprit chevaleresque de la nation espagnole, il exprimait la conviction que le gouvernement de Sa Majesté Catholique désapprouverait l'acte inexplicable de l'amiral Pinzon. Il offrait en même temps sa médiation et ses bons offices pour arriver à une solution prompte et amicale du conflit. »

[1] En Avril 1864.

Cette conduite prévoyante et circonspecte, les journaux du parti révolutionnaire ne manquèrent pas de l'interpréter comme une insulte au Pérou et un abandon des droits de l'Amérique. Le cabinet de Lima refusa la médiation proposée sous le ridicule prétexte qu'il n'y avait point matière à négociations diplomatiques. On stigmatisa de tous côtés, non sans indignation, « cette politique d'abstention et d'indifférente neutralité ». Sans respect pour ces foudres de guerre, Garcia Moreno demanda pourquoi l'Équateur devait faire acte d'hostilité contre l'Espagne pendant qu'on se croisait les bras à Bogota, à Santiago, et même à Lima? Aussi longtemps que le Pérou, le premier intéressé dans la question, gardait une attitude expectante, pourquoi ses voisins sortiraient-ils de la neutralité?

Il avait trop raison; aussi lui répondit-on par des torrents d'injures. La honte monte au front quand on voit des catholiques, sous l'inspiration de leurs haines libérales, fournir leur note, et quelquefois la plus outrageante, à ce concert de bandits. Borrero chargea de son mieux pendant trois mois son ami des anciens jours. Il ne rougit pas d'appeler sa politique « la honte de l'Équateur ». Son intime, le docteur Vega, gouverneur de Cuenca, suspendu de ses fonctions pour abus de pouvoir, démissionna bruyamment « afin de combattre sans trêve ni merci la tyrannie théocratique, la plus humiliante et la plus désastreuse de toutes ». Le radical Pedro Carbo, au nom du conseil municipal de Guayaquil, protesta violemment contre l'occupation des îles Chincha, risquant ainsi de brouiller son pays avec l'Espagne; ce qui lui valut une verte réprimande du président, et la menace de la déportation s'il continuait ses diatribes insensées contre un gouvernement ami de l'Équateur. Les journaux du Pérou, presque tous à la dévotion d'Urbina, déclamaient contre « le Caïn qui

cache son poignard, mais dont le front est marqué de la tache du fratricide ». Pour se débarrasser d'un monstre comme Garcia Moreno, « le fer, le feu, le poison, étaient également légitimes[1] ». Le Pérou, disaient-ils, devait se ruer sur cet ennemi de l'Amérique, odieux à son pays ainsi qu'au monde civilisé, et s'emparer de Guayaquil par voie de représailles. Évidemment l'heure était venue pour les conjurés d'exécuter le complot ourdi contre l'Équateur et son chef.

Peu de temps auparavant[2], les conspirateurs graciés par la cour suprême, les Espinel, les Endara, les Molineros, avaient joué sur la place de Guayaquil le prologue de la lugubre tragédie dont nous allons dérouler les scènes sous les yeux de nos lecteurs. En apprenant la réconciliation du président et du congrès, ces furieux se décidèrent à tenter une insurrection à l'aide de brigands qui devaient massacrer les opposants, piller la ville et l'incendier en cas de résistance. Heureusement une indiscrétion mit le gouverneur sur la piste des coupables, qui furent tous arrêtés. Garcia Moreno se rendit à Guayaquil, les fit juger selon la rigueur des lois; puis, montrant une longanimité et une patience peut-être excessives, il usa en faveur des criminels relaps du droit de grâce qu'il avait peu auparavant sollicité du congrès. Marcos Espinel et ses complices furent déclarés libres, après avoir promis pour l'avenir une inviolable fidélité. D'après certains renseignements particuliers, le président se convainquit en même temps que Maldonado intriguait près des officiers de la garnison. Il lui reprocha cette déloyauté, et comme le général voulait se défendre : « Je ne veux rien savoir de plus, lui dit Garcia Moreno ; je vous pardonne, mais si jamais je

[1] *Mercurio de Lima*, nos 557 et suiv.

[2] Le 31 Mars.

vous reprends à conspirer, tout général que vous êtes, je vous ferai fusiller sur la place de Quito. »

Le 23 juin, moins de trois mois après cet acte de généreuse clémence, au signal donné par leurs complices du Pérou, ces scélérats incorrigibles, Maldonado à leur tête, complotaient à Quito un assassinat en règle, contre la personne du président. Leur plan, très habilement combiné, consistait à s'emparer de la caserne d'artillerie, où l'on avait incarcéré les bandits amenés de Guayaquil. Ces hommes de sang, délivrés et soudoyés par Maldonado, auraient profité de l'obscurité de la nuit pour assassiner leur implacable ennemi et les principaux personnages de la capitale dévoués à sa politique. Un ancien urbiniste, Jaramillo, aide de camp de Garcia Moreno, s'était engagé à livrer son maître. Le meurtre accompli, Urbina, ou peut-être Maldonado, proclamé chef suprême, la révolution se propageait comme une traînée de poudre, grâce à l'action combinée des radicaux disséminés dans les grands centres, et des réfugiés déjà embarqués sur les vaisseaux du Pérou pour envahir les provinces maritimes.

Cette fois Maldonado n'avait rien épargné pour assurer le succès. Les conjurés, parmi lesquels figurait l'audacieux Juan Borja, connaissaient parfaitement leurs rôles. On avait corrompu l'officier de garde qui devait, le 23 juin, livrer la caserne. Afin de dérouter les soupçons, Maldonado avait quitté la capitale quelques jours auparavant pour se confiner dans sa maison de Latacunga. Mais toutes les précautions deviennent inutiles quand Dieu n'est pas du complot.

Le jour de l'exécution, quelques heures avant de se rendre à la caserne, les conjurés se réunirent dans une maison voisine pour concerter les dernières mesures à prendre. A ce moment-là même, un de leurs amis, qu'une imprudente confidence avait mis au courant du fatal

secret, vaincu par ses remords, révélait au président tous les détails de la conspiration. Sans perdre un instant, Garcia Moreno vole à la caserne et fait comparaître l'officier de garde : « Je vous donne cinq minutes, lui dit-il, pour me révéler les noms de vos complices et me fournir les preuves écrites de la conjuration qui doit éclater cette nuit ; sinon, vous serez fusillé comme un traître. » Se voyant découvert, le malheureux officier se mit à trembler, désigna ses complices, livra les papiers dont il était dépositaire, et indiqua la maison où les assassins se trouvaient rassemblés. Pour s'en débarrasser d'une manière expéditive, Garcia Moreno n'avait qu'à les attendre et les recevoir à coups de fusils ; mais, pour ne pas donner aux révolutionnaires le prétexte de transformer en guet-apens un acte de justice, il préféra saisir les coupables dans leur repaire et les jeter en prison. Malheureusement l'arrestation eut lieu avant l'arrivée de Maldonado qui, au premier bruit de ce dénouement inattendu, disparut de la capitale et s'enfuit dans les bois.

A la lumière de ces sinistres éclairs, Garcia Moreno comprit mieux encore l'extrême danger de sa situation. La Révolution avait juré sa mort et ne désarmerait pas. Le pardon généreusement octroyé aux assassins n'avait fait qu'envenimer leur fureur. Il fallait les vaincre ou périr avec ce peuple qui le suppliait à genoux de ne pas l'abandonner. L'Hercule chrétien, seul contre tous, accepta le défi de la Révolution, et jura que, lui vivant, l'horrible mégère ne règnerait plus sur son pays.

Avant tout, il résolut de la terrifier par un acte de solennelle justice. Les sicaires avaient mis la main sur un général assez influent pour démoraliser l'armée, assez perverti pour conspirer contre sa patrie avec les radicaux du Pérou et de la Colombie, assez criminel pour se faire chef de brigands et d'assassins : cet homme,

qui personnifiait les crimes et les espérances du parti, il fallait à toute force en faire un exemple. « Que Maldonado se cache bien, dit-il un jour, car s'il tombe dans mes mains, je serai obligé d'étouffer la Révolution dans son sang. » Aussi s'inquiéta-t-il assez peu des autres conspirateurs du 23 juin. « Il n'est pas juste, dit-il, que ces misérables périssent, pendant que leur chef est en vie. » Il se contenta de les exiler au Brésil [1]. Quant à Maldonado, le colonel Ignacio Vintimilla reçut l'ordre de battre tout le pays, vallées et montagnes, haciendas et forêts, pour découvrir son refuge. Les gouverneurs devaient lui prêter main-forte, surveiller leurs provinces et incarcérer ceux qui donneraient asile au coupable ou favoriseraient son évasion. Et toutefois le président désirait que le fugitif s'échappât pour n'avoir pas à remplir un terrible devoir.

De leur côté, les révolutionnaires n'épargnaient aucun effort pour sauver leur grand chef. Pendant deux mois que durèrent les perquisitions, le pays au comble de l'angoisse s'attendait chaque jour à une invasion que le libérateur Urbina préparait dans les ports du Pérou. « Urbina arrive avec quatre cents soldats, écrivait Garcia Moreno le 16 juillet. Vu sa couardise, s'il entreprend la lutte avec ce petit nombre d'hommes, c'est qu'il compte sur les traîtres de l'intérieur. Raison de plus pour nous débarrasser du traître Maldonado. Cela fait, nous tâcherons, avec l'aide de Dieu, de bien recevoir Urbina. »

A dater de ce moment, l'Équateur fut assailli de tous côtés par une vraie bande infernale, le 21 juillet, une compagnie de pirates, équipés par Urbina aux frais du Pérou, se jeta sur la province de Manabi pour l'insurger

[1] Juan Borja tomba malade en prison. Ses proches obtinrent de le transporter dans sa maison, mais l'obstiné révolutionnaire refusa toute espèce de grâce et mourut dans son cachot.

et la piller. Ils mettaient tout à feu et à sang, quand le gouverneur Salazar, avec une troupe de braves, se porta à leur rencontre. Reçus d'abord par une vive fusillade, les soldats s'élancèrent sur les bandits, la baïonnette en avant, et en massacrèrent un bon nombre. Quelques-uns parvinrent à s'échapper, mais les chefs furent faits prisonniers et fusillés sans miséricorde. Dix jours après, le 27 juillet, la province d'Orient devenait le théâtre d'un autre mouvement iusurrectionnel. Les complices de Maldonado, Lamotha, Jaramillo, Aguilar, Suarez et leurs compagnons, expédiés au Brésil, se révoltèrent contre leur escorte en traversant le Napo, s'emparèrent du gouverneur, et, après avoir saccagé les propriétés, torturé les jésuites, dépouillé les sauvages, prononcèrent la déchéance de « l'autocrate Garcia Moreno » pour acclamer, en qualité de chef suprême « le restaurateur de la patrie, l'illustre don José Maria Urbina ». En même temps, on apprenait que d'autres séides d'Urbina enrôlaient des bandes de flibustiers dans les provinces méridionales de la Nouvelle-Grenade pour envahir le district d'Ibarra, avec la complicité des autorités colombiennes, notoirement dévouées à la Révolution. Enfin, le 24 août, après plusieurs mois de préparatifs, les vaisseaux d'Urbina, équipés par le Pérou, sortaient du petit port de Payta et débarquaient des centaines de soldats sur divers points de la côte, notamment à Machala et Santa Rosa.

Au milieu de l'horrible tempête, Garcia Moreno, impassible comme le roc battu par les flots, levait des troupes, organisait la défense, donnait des ordres aux généraux, et de plus en plus se persuadait de la nécessité de terrifier les révolutionnaires de l'intérieur en frappant un grand coup, lorsque le 24 août, le jour même où les soldats d'Urbina mettaient le pied sur le sol équatorien, Maldonado fut découvert et arrêté dans

une hacienda, près de Guayaquil. Sur l'ordre de Garcia Moreno, le colonel Vintimilla chargea de fers son prisonnier et l'emmena sous bonne escorte à Quito.

Il y eut un moment de stupeur dans le clan radical, mais la réflexion rendit l'espoir aux conjurés. D'après le droit en vigueur, le président n'avait que deux partis à prendre : condamner le coupable à la déportation, en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, ou le livrer aux juges. La déportation n'était qu'une plaisanterie depuis que les complices de Maldonado, les Lamotha, les Jaramillo, avaient trouvé moyen d'insurger le Napo et de s'enfuir au Pérou ; on trouverait bien sur n'importe quelle route, un contingent de frères et amis pour terrasser les sbires et délivrer Maldonado. Quant aux juges, on ne redoutait guère leur verdict depuis l'affaire de Quinche. Le tribunal ne verrait dans le complot du 23 juin qu'une tentative de rébellion non suivie d'exécution, le crime resterait impuni, et Maldonado, porté en triomphe par les radicaux, livrerait le pays à l'envahisseur Urbina. C'était la mort de la nation.

Malheureusement pour les radicaux, Garcia Moreno n'acceptait pas qu'une nation doive se résigner à périr plutôt que de violer la légalité constitutionnelle, ni qu'un chef de gouvernement, à moins d'y être forcé, puisse sans crime obéir à la Révolution qui lui crie de se démettre ou de se soumettre. Il croyait, avec les vrais philosophes de tous les temps et de tous les pays, que les lois éternelles l'emportent sur les fictions parlementaires, que les constitutions sont faites pour les peuples et non les peuples pour les constitutions, et que, par conséquent, si la loi constitutionnelle met une nation en danger de mort, le salut du peuple devient la loi suprême. « Quand la légalité suffit, disait-il avec Donoso Cortès, vive la légalité; quand la légalité ne suffit plus pour sauver un peuple, vive la dictature. » Dans le cas

présent, après avoir montré l'impasse où se trouvait acculé le pays, il dit aux conseillers qui l'entouraient : « Personne ne croira jamais que, pour sauver la constitution, ce morceau de papier qu'on déchire ici tous les quatre ans, je sois obligé de livrer la République à ses bourreaux. » Et, de sa propre autorité, chargé par Dieu de pourvoir au salut du peuple dans un cas suprême, il décréta que le traître Maldonado serait fusillé le lendemain, 30 août, sur la place Saint-Dominique.

La veille de l'exécution, il descendit lui-même dans la prison pour annoncer au condamné qu'il allait mourir. Il s'efforça de lui faire comprendre l'atrocité de son crime, mais il trouva un homme dur et hautain, fier de ses forfaits parce qu'il se croyait sûr de l'impunité. « Maldonado, lui dit-il, ne comptez pas sur les juges prévaricateurs qui se font un jeu de perdre les sociétés en absolvant les plus grands criminels. Je vous ai dit un jour que si je vous reprenais à conspirer, vous seriez fusillé sur la place de Quito. Préparez-vous à paraître devant Dieu, car demain à pareille heure vous aurez cessé de vivre. » Maldonado connaissait l'implacable fermeté de son chef : il demanda un prêtre et mit ordre à sa conscience.

Le 30 août, avant l'exécution fixée à cinq heures, le colonel Dalgo reçut l'ordre d'échelonner les troupes de son bataillon sur tout le parcours que devait suivre le condamné pour se rendre de la prison au lieu de l'exécution. Quand on aperçut les sinistres préparatifs, la ville entière se leva sous une impression de surprise et d'épouvante. Le moment était d'autant plus critique que tous, citoyens et soldats, s'intéressaient vivement à Maldonado et à sa respectable famille. On espérait encore que le président, satisfait d'avoir terrifié les révolutionnaires par cet appareil lugubre, ferait grâce au dernier moment. Déjà des députations se formaient

pour intercéder en faveur du coupable, mais Garcia Moreno avait consigné sa porte. Un de ses amis ayant réussi à forcer le passage, il lui imposa silence et le fit garder à vue dans une salle du palais. La femme du général Maldonado, récemment arrivée de Latacunga, vint lui faire ses adieux, ce qui porta au comble l'émotion des assistants. Le mot de grâce volait de bouche en bouche. Des foules, accourant du palais, annonçaient que l'acte de clémence allait être signé, si bien qu'au milieu du tumulte le colonel Dalgo, inquiet et troublé, envoya son aide de camp à Garcia Moreno pour lui demander des ordres définitifs : « Dites-lui, s'écria le président que si, à cinq heures, je n'entends pas les coups de fusil du peloton d'exécution, c'est lui qui sera fusillé. » Quelques instants après, Maldonado payait de sa vie son infâme trahison.

La foule revenait silencieuse et terrifiée quand on vit tout à coup Garcia Moreno sortir seul du palais, traverser avec un calme imperturbable militaires et civils, et se rendre hors de la ville pour inspecter certains travaux dont il s'occupait en ce moment. Le soir même, il rédigea et lança dans tout le pays cette proclamation laconique :

« Équatoriens, votre repos, vos biens, votre vie même, sont menacés depuis trop longtemps par des criminels que l'or du Pérou a corrompus, et dont notre législation assure l'impunité. L'invasion de Manabi, la révolution sanglante projetée au mois de juin, les brigandages du Napo, le soulèvement de Machala, les enrôlements de la Nouvelle-Grenade, les efforts tentés en ce moment pour insurger les paisibles populations de nos côtes, prouvent jusqu'à l'évidence que l'immoralité et l'impunité de quelques misérables mettent l'ordre public en danger.

« Dans cette épouvantable crise, le gouvernement

doit opter entre deux partis extrêmes : laisser l'ordre public, vos intérêts les plus chers, vos lois, votre constitution, sombrer dans l'anarchie sous les coups de ces brigands, ou prendre sur lui la grave mais glorieuse responsabilité de comprimer leurs fureurs par des moyens sévères mais justes, terribles mais nécessaires. Je serais indigne de la confiance dont vous m'avez honoré si j'hésitais un instant à encourir n'importe quelle responsabilité pour sauver la patrie.

« Aussi, qu'on le sache bien, ceux que l'or aura corrompus tomberont sous le plomb vengeur ; au crime succèdera le châtiment, et, je l'espère, aux périls qui nous menacent, la paix, objet de vos désirs. S'il faut sacrifier ma vie pour obtenir ce résultat, je l'immolerai de bon cœur à votre repos et à votre félicité. »

C'était la justification de l'exécution qui venait d'avoir lieu et l'annonce des sévérités du lendemain. Naturellement les révolutionnaires crièrent à la tyrannie, à la cruauté, à l'arbitraire. Pour les confondre, il leur remit sous les yeux les principes proclamés autrefois par *La Democracia* journal du président Urbina, rédigé par son ministre Espinel : « La générosité et la clémence envers les ennemis de la patrie, disaient alors ces bons radicaux, sont des vertus mal entendues. La compassion envers des individus doit fléchir devant la justice, quand le salut du peuple l'exige. Si la société peut faire disparaître un coupable pour un délit de droit commun, à plus forte raison des criminels qui conspirent sa ruine. Les grands malfaiteurs doivent subir dès ce bas monde le châtiment de leurs forfaits : ainsi l'exige la justice, ainsi le réclame la vindicte publique. » Au congrès de 1865, comme dans la proclamation que nous venons de citer, Garcia Moreno n'a pas invoqué d'autre principe pour justifier sa conduite : « Placé dans l'alternative ou de livrer ma

patrie aux mains d'insignes malfaiteurs ou de la sauver en les exterminant sur l'échafaud, je ne pouvais ni ne devais hésiter [1]. »

Délivré de Maldonado, le président tourna ses armes contre Urbina. Celui-ci, à la tête de cinq ou six cents bandits, occupait la ville de Machala. Avec ses trois grands capitaines Roblez, Franco et Léon, il se croyait sûr d'allumer l'incendie sur tous les points de la côte, et de propager la révolution, de cités en cités, jusqu'à la capitale. Dans une proclamation emphatique, il s'annonçait « comme un libérateur député par le continent américain pour abattre l'allié de l'Espagne et affranchir le peuple du concordat et des institutions monarchiques. Sa politique, à lui, serait toujours subordonnée aux vrais intérêts de son pays et de l'Amérique. Appelé par la grande majorité de la nation, il se présentait sans crainte, persuadé que son retour comblerait les vœux de tous les patriotes. » Il ne s'en aperçut guère à Machala, car, en voyant ses bandes indisciplinées faire main-basse sur tous les objets à leur convenance, piller les caisses publiques et traiter les gens comme des bêtes de somme, les habitants épouvantés disparurent les uns après les autres. Il ne resta, pour signer son pronunciamento que les repris de justice et quelques malheureux terrorisés ou raccolés à prix d'argent.

Déjà cet accueil peu rassurant, joint à l'exécution de Maldonado, lui donnait à réfléchir, lorsqu'un décret de Garcia Moreno, qui le mettait hors la loi, ainsi que ses complices, abattit complètement son courage. « L'Équateur, disait le président, n'est en guerre avec personne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, par conséquent, Urbina et ses bandits, arrivés de l'étranger pour révolutionner et saccager le pays, doivent être considérés

[1] Message de 1865.

comme des corsaires et traités en corsaires. Les autorités leur appliqueront la loi, non des belligérants, mais des incendiaires et des assassins. » Des bataillons, expédiés de Guayaquil sur Machala, avaient ordre de s'emparer par tous les moyens possibles du traître Urbina, afin de lui faire expier sur l'échafaud la longue série de ses forfaits.

Toujours prudent, au lieu d'attendre les troupes de Guayaquil, le « libérateur » déménagea au plus vite avec trois cents hommes, sous prétexte d'insurger la province de Loja, mais en réalité pour gagner sans courir aucun risque la frontière du Pérou. Son ami Roblez disparut avec lui sous couleur d'aller à Payta chercher des renforts. Franco et Léon, restés seuls pour soutenir le choc des troupes équatoriennes, furent battus piteusement à Santarosa, le 17 septembre, et s'enfuirent avec les débris de leur bande jusqu'à Zapotillo, où le brave Urbina avait établi son camp et imposait son pronunciamento aux populations éperdues. Quand, un mois après, le général Gonzalez et le colonel Vintimilla, entièrement maîtres de la côte, arrivèrent à Zapotillo avec infanterie et cavalerie pour en déloger les envahisseurs, on leur apprit que ces foudres de guerre, tremblant à leur approche, avaient passé la frontière et se trouvaient en sûreté chez leurs bons amis du Pérou.

Ainsi avorta cette expédition, préparée depuis six mois par la révolution cosmopolite pour renverser son mortel ennemi. Les urbinistes, unis aux assassins de l'intérieur, appuyés par deux gouvernements, avaient échoué contre l'énergie d'un seul homme. La campagne terminée, Garcia Moreno parcourut les provinces envahies, visita Guayaquil, Machala, Santarosa, Loja, Cuenca, et distribua des récompenses à ceux qui avaient vaillamment combattu. Il félicita les populations de

leur courageuse fidélité, fit grâce aux malheureux qui s'étaient laissé corrompre par frayeur ou par surprise, mais se montra inexorable envers les soutiens et complices d'Urbina. Dans la prison de Cuenca se trouvait un chef d'insurgés nommé Campoverde. Cet audacieux bandit n'avait pas craint de soulever le petit bourg de Canar en faveur d'Urbina et d'attaquer, à la tête de trois cents hommes, la ville de Cuenca qu'il savait totalement dépourvue de garnison. Mais les habitants, propriétaires, commerçants, étudiants, s'étaient défendus avec tant de courage, qu'après une demi-heure d'un combat sanglant, Campoverde avait dû rendre les armes et se constituer prisonnier. Condamné à mort par un conseil de guerre, il devait subir sa peine le jour même où Garcia Moreno fit son entrée à Cuenca. On profita de cette circonstance pour solliciter la grâce du coupable. « Si vous invoquez la justice, répondit l'inflexible Garcia Moreno, montrez que cet homme n'est pas coupable; si c'est la charité, ayez pitié des innocents que vous allez faire périr, car, si j'épargne ce criminel, demain le sang coulera dans quelque nouvelle révolution. » Campoverde fut exécuté.

Cette invincible fermeté, qui l'empêcha toujours d'immoler la justice à la pitié, lui donna de triompher des deux puissants et cyniques larrons, la Colombie et le Pérou, qui durant cette guerre n'avaient pas rougi de se faire ostensiblement les auxiliaires d'Urbina. Jamais, en dépit de leurs menaces, ils n'obtinrent de lui la moindre concession; jamais ils ne l'attaquèrent officiellement sans qu'il stigmatisât publiquement leur conduite et vengeât ainsi sa dignité offensée. Pendant que le gouvernement de Bogota le faisait insulter par les journaux à sa solde, et permettait aux urbinistes de recruter des soldats sur son territoire, il accréditait près du gouvernement de l'Équateur un chargé d'affaires,

nommé Fierro, « pour resserrer, disait-il, les liens d'amitié entre les deux pays ». Ce Fierro, non content de répéter ces banalités diplomatiques, se permit dans son discours de réception des divagations impertinentes sur l'indépendance, l'union et la liberté des peuples, sans même se donner la peine de dissimuler ses intentions critiques. L'outrecuidant personnage reçut aussitôt son châtiment :

« Je suis heureux, lui répondit Garcia Moreno, qu'en prononçant ces beaux noms d'indépendance, d'union et de liberté, vous me fournissiez l'occasion de m'expliquer sur ce sujet, non pas que je m'abaisse jamais à me défendre contre des calomniateurs salariés ou des idiots dupes de leurs inventions, mais pour que vous, ministre des États-Unis de Colombie, sachiez que, moi aussi, j'aime l'indépendance, l'union et la liberté, et que de plus mes actes sont en parfait accord avec mes principes.

« L'*Indépendance* étant la vie d'un peuple, par conséquent le premier de ses biens, je veux l'indépendance pour l'Équateur. C'est pourquoi je déteste et combats de toute mon énergie les grands ennemis de cette indépendance, qui sont la licence, la démagogie et l'anarchie.

« L'*Union,* garantie de la paix et condition de la force, je l'ai toujours cherchée. L'Équateur veut resserrer les liens qui l'unissent aux autres nations, en respectant le droit et la justice à l'égard de tous les peuples. Jamais il n'a souffert que sur son territoire, on armât en pleine paix des bandes de perturbateurs pour révolutionner ses voisins, ce que du reste, ne permettra jamais un pays qui comprend encore les lois de l'honneur et de la loyauté.

« La *Liberté,* pour tout homme sincère, n'est point un cri de guerre et d'extermination, mais un moyen de

progrès, quand toutefois la moralité règne dans le peuple, la justice dans les lois, et la probité dans le gouvernement. L'ami véritable de la liberté, c'est l'homme qui se consacre à moraliser son pays, à corriger les injustices sociales, à unir les gens de bien pour travailler sans relâche à la prospérité publique. Libéral ardent et sincère, je ne doute pas que vous partagiez toutes ces idées. »

L'ironie était sanglante, mais que répondre à l'homme franc et loyal qui vous terrasse par son attitude et vous écrase sous le poids de sa logique? Fierro dévora sa honte en silence, et les ennemis politiques de Garcia Moreno applaudirent eux-mêmes à cette exécution. « Il faut avouer, disait un de leurs coryphées, que cet excentrique a de la valeur et qu'il honore singulièrement le poste qu'il occupe. »

Le Pérou reçut une leçon non moins rude et non moins méritée. Pour mettre un terme au conflit hispano-péruvien, les représentants des républiques du Pacifique, y compris l'Équateur, se trouvaient rassemblés à Lima. Or, dans un mémoire à ce congrès américain, le ministre du Pérou osa se plaindre « du froid qui existait depuis plusieurs années entre l'Équateur et le Pérou, malgré le bon vouloir de son gouvernement. Loin de s'améliorer, la situation s'aggravait plutôt, depuis que l'Équateur avait pris fait et cause pour l'Espagne contre le Pérou. Du reste, certains actes du président contrastaient singulièrement avec les principes qui régissent les républiques américaines et accusaient son peu de foi dans les institutions démocratiques. »

A cette dénonciation officielle et insolente, Garcia Moreno fit répondre par son ministre des affaires étrangères « qu'il ne s'abaissait pas à réfuter des accusations gratuites; que si le ministre péruvien voulait savoir pourquoi il y avait du froid entre les deux gouverne-

ments, il n'avait qu'à consulter sa mémoire. Deux fois, en pleine paix, l'Équateur avait été envahi par des bandits enrôlés au Pérou, armés et équipés aux frais du Pérou; enrôlements et équipements avaient eu lieu publiquement, sans que le cabinet de Lima s'opposât par un seul acte positif à ces scandaleuses agressions. Grâce à cette complicité, les réfugiés avaient pu abuser du droit d'asile, les journalistes favoriser les conspirateurs, les clubs préparer l'invasion de l'Équateur et la chute de son gouvernement. S'étonner, après de pareilles violences, que les relations entre l'Équateur et le Pérou manquent de cordialité, c'est avoir l'étonnement facile. Du reste, loin de se montrer hostile au Pérou, le président de l'Équateur avait, dès le commencement du conflit avec l'Espagne, offert une médiation que le Pérou avait repoussée. Il n'en avait pas moins envoyé son représentant au congrès, mais sans sortir de la neutralité absolue. Aujourd'hui, comme autrefois, il consentait à s'unir aux républiques américaines pour interposer ses bons offices et peser sur la décision de l'Espagne, mais il refusait de transformer le conflit péruvien en conflit continental avant que l'Espagne eût ratifié l'usurpation de ses agents. »

Le Pérou dut subir, avec cette mercuriale, l'humiliation de voir la politique de Garcia Moreno triompher au congrès. Obligé de recourir à ces négociations diplomatiques dont il parlait avec tant de dédain, il conclut avec l'Espagne un traité fort onéreux, en vertu duquel il rentrait en possession des îles Chincha, mais après avoir désavoué les injures prodiguées aux agents espagnols, et payé une indemnité de trois millions de piastres pour avoir, en refusant la médiation d'un gouvernement ami des deux puissances, occasionné par ce mauvais vouloir de grands frais à l'Espagne. Il se vengea sur l'Équateur de cette honteuse déconvenue. Les

conspirateurs furent plus que jamais soutenus et encouragés, de sorte que le thermomètre de la cordialité descendit à zéro. Garcia Moreno crut de sa dignité de suspendre toute relation avec un gouvernement si peu soucieux de la justice et des convenances internationales. « Prompt à tout oublier, dans l'intérêt de la paix du continent, disait-il au congrès de 1865, nous ne pouvons cependant pas sacrifier l'honneur national qui exige réparation pour le passé et garantie de sécurité pour l'avenir. J'ose espérer que nous obtiendrons satisfaction au moyen de négociations pacifiques, le jour où l'on voudra sérieusement correspondre à notre loyauté comme à nos désirs de conciliation ; mais, aussi longtemps qu'on nous refusera ces réparations et ces garanties, il n'y a qu'une chose à faire : suspendre toute relation avec le gouvernement du Pérou. »

Ainsi se termina, au commencement de 1865, cette lutte de quatre années, soutenue par un seul homme contre les révolutionnaires de son pays, deux armées étrangères pour les appuyer, et l'Amérique entière pour les acclamer. Le concordat était implanté et les réformes sociales en voie d'exécution, malgré l'opposition des congrès, les trahisons d'un Maldonado, les invasions d'un Urbina, les ruses d'un Castilla, les fureurs d'un Mosquera. En cherchant Dieu et la justice, Garcia Moreno avait prévalu contre tous. Il ne restait à la Révolution d'autre ressource que de déplacer, à l'expiration de son mandat, le colosse qu'elle n'avait pu renverser.

CHAPITRE XVI

LE COMBAT DE JAMBELI

(1865.)

L'année 1865 était l'année fatidique de l'élection présidentielle. L'homme de génie, que la Révolution avait inutilement tenté d'abattre ou d'assassiner, allait enfin mourir de sa belle mort. Ainsi le voulait l'égalité républicaine, qui ne confiait le pouvoir que pour quatre ans et sans faculté de réélection. Les révolutionnaires hâtaient de leurs vœux la période électorale; Garcia Moreno, au contraire, ne la voyait pas arriver sans inquiétude. Un capitaine qui a dirigé son navire au milieu des tempêtes et qui maintes fois l'a sauvé du naufrage, ne l'abandonne pas sans trembler à des mains inexpérimentées. Et toutefois, il quittait avec joie un pouvoir qu'il avait accepté par force en 1861 et volontairement déposé en 1863. A l'époque où nous sommes arrivés, il écrivait à un ami intime : « Quand bien même la constitution permettrait ma réélection, je n'y consentirais pas. Cette néfaste constitution de 1861 engendre et provoque tous les désordres, sans donner au gouvernement le moyen de les repousser. Il s'ensuit que, dans un péril imminent, le gouvernement se voit forcé pour sauver le pays, de se mettre au-dessus des lois et, dans les périls moindres, de tout sup-

porter, laissant ainsi la société descendre graduellement les pentes du précipice. J'ai prévu cette situation dès 1861, et je me repentirai toujours d'avoir accepté le pouvoir ainsi amoindri. Parce que j'ai confiance en Dieu, je crois que l'Équateur sortira un jour de cet affreux état, mais après une période plus ou moins longue de sang et de ruines, quand les législateurs, las de leurs folles utopies et de leurs coupables expériences sur le corps défaillant de la nation, prendront enfin la raison pour guide. La logique du mal est inexorable. Toute faute engendre une expiation : nous allons expier les fautes des constituants de 1861 [1]. »

Il laissait donc sans peine une charge trop onéreuse, « d'autant plus, ajoutait-il, qu'en refusant la présidence je rendrai plus de services qu'en la conservant, supposé même que cela fût légal. Dans notre Équateur, où les ambitieux briguent le pouvoir à la seule fin de s'engraisser des misères et des larmes du peuple, il faut donner l'exemple du désintéressement et du sacrifice, faire le bien sans demander aucun salaire en ce monde. » Donc, personnellement désintéressé dans l'élection, il n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la patrie : travailler de toutes ses forces à se donner un successeur assez catholique pour comprendre l'œuvre de la régénération inaugurée par le concordat, assez énergique pour empêcher la Révolution de la ruiner.

Garcia Moreno ne pensait pas, nous l'avons déjà dit, que le gouvernement doit se croiser les bras et rester muet pendant la période électorale, tandis que ses ennemis, à coups de mensonges et de calomnies, battent en brèche tout candidat honnête. Il prétendait que le gouvernement a le droit et le devoir d'éclairer le peuple en lui présentant le candidat de son choix; en second

[1] Lettre à D. F. Sarrade, 1865.

lieu, que, si les employés sont libres de voter personnellement pour qui bon leur semble, ils ne peuvent sans trahison travailler contre le candidat officiel ; en troisième lieu, que, s'il appartient aux partis de proposer leurs candidats et de vanter leurs mérites, c'est à la condition qu'ils n'emploieront pas contre leurs adversaires le mensonge, l'outrage ou la violence. La licence effrénée de la presse en temps d'élection, loin de garantir la liberté du peuple, devient le plus terrible engin de tromperie et d'oppression qui puisse exister[1].

Appuyé sur ces principes, Garcia Moreno proposa au choix des électeurs don José Maria Caamano, de Guayaquil, qui possédait selon lui, « les qualités essentielles d'un homme d'État : honorabilité sans tache, énergie de caractère, sens droit, esprit religieux, du petit nombre de ceux qui, à Guayaquil n'ont jamais rougi de pratiquer leurs devoirs de chrétiens, par où il a mérité la haine des francs-maçons si nombreux dans cette ville[2]. » Nommé ministre des finances par Urbina, il avait donné des preuves non équivoques de ses principes conservateurs, en envoyant sa démission dès les premiers actes de ce coryphée du radicalisme ; plus tard représentant du gouvernement provisoire à Guayaquil, sa conduite franche et loyale lui avait attiré les colères de Franco.

Les comités et les journaux dévoués au gouvernement patronnaient donc chaudement cette candidature quand un malentendu, très fâcheux dans une circons-

[1] L'opposition déclamera toujours contre la candidature officielle, sauf à en user, que dis-je ? à en abuser de la manière la plus scandaleuse. Promesses, menaces, mensonges, calomnies, destitutions arbitraires, invalidations plus arbitraires encore : voilà ses procédés électoraux dans l'Ancien et le Nouveau-Monde.

[2] Lettre de Garcia Moreno à F. Sarrade, 31 décembre 1864.

tance si grave, vint contrarier les desseins du président. Un club urbiniste, composé en grande partie de radicaux plus ou moins compromis dans les dernières insurrections, fut fermé pour ses violences d'abord, et ensuite pour refus obstiné de communiquer à l'administration le nom de ses membres. Là-dessus, violents réquisitoires des radicaux et des libéraux contre la tyrannie du gouvernement. Sans connaître les circonstances qui avaient amené la fermeture du cercle, Caamano déclara publiquement qu'il refuserait une candidature imposée par la violence et la coaction. Cela sentait le Borrero. Piqué d'une pareille incartade, Garcia Moreno écrivit à son candidat qu'il n'avait aucune envie de gêner la liberté des électeurs, mais qu'il avait dû prendre des mesures d'ordre contre un club notoirement composé de perturbateurs et de séditieux ; que, du reste, ces clubistes jouissaient individuellement de toutes les franchises accordées par les lois pour soutenir le candidat de leur choix ; sur quoi Caamano, mieux informé, déclara devant la nation « que s'il avait connu l'existence des sociétés séditieuses, au lieu d'écrire sa malencontreuse lettre, il eût approuvé les mesures prises par le gouvernement. » Néanmoins, Garcia Moreno crut devoir choisir un candidat moins prompt à subir l'influence libérale. Il jeta ses vues sur D. Jéronimo Carrion, de Cuenca, homme simple et religieux, ami de l'ordre et du travail, irréconciliable ennemi des anarchistes et fermement décidé à défendre le pays contre leurs entreprises. Les conservateurs, guidés par Garcia Moreno, se rallièrent à cette candidature.

L'opposition parut se diviser entre Pedro Carbo, l'homme des radicaux, et Gomez de la Torre candidat du parti libéral, « tous deux ornés de qualités requises pour perdre le pays le mieux organisé, à plus forte

raison une république volcanisée comme celle de l'Équateur[1]. »

Pedro Carbo, révolutionnaire exalté, intime ami d'Urbina, n'avait aucune chance d'arriver, d'autant plus que, malgré ses vaniteuses prétentions, on connaissait son peu de capacité. Le voyant un jour passer en compagnie de son ami Eñdara, autre cerveau brûlé, Garcia Moreno dit à ceux qui l'entouraient : « Vous voyez devant vous la nullité en deux tomes[2]. » On ne pouvait mieux dire. Mais que de nullités encombrantes aspirent à gouverner le monde, grâce à l'ineffable bêtise du suffrage universel! Cependant, pour l'Équateur catholique, radicalisme et incapacité, c'était trop sur une même tête. Pedro Carbo le sentit lui-même. Il s'exila bruyamment, comme il l'avait fait quatre ans auparavant en invectivant contre Garcia Moreno, « l'assassin, le tyran qui, non content d'avoir confisqué durant quatre ans les libertés publiques, voulait se survivre à lui-même pour achever la ruine du pays. » N'ayant rien à attendre de l'Équateur, Carbo allait à Lima combiner avec son ami Urbina un nouveau plan d'insurrection. Il ne resta d'autre compétiteur, en face de Carrion que D. Manuel Gomez de la Torre, personnage peu gêné par ses principes politiques et religieux, et d'un libéralisme si élastique qu'il avait pu être ministre de Roca, ministre d'Urbina, et membre du gouvernement provisoire, sans blesser ses convictions. Excellent homme du reste, généreux et désintéressé malgré son ambition, incapable de faire du mal même à ses ennemis, mais plus incapable encore, à cause de ses idées fantastiques et de son manque d'énergie, de bien gouverner un pays travaillé par la Révolution. Depuis

[1] Lettre de Garcia Moreno à F. Sarrade, 26 nov. 1864.

[2] C'est Borrero qui raconte ce trait *Revolucion del 8 de setiembre*, page 28.

quatre ans il se montrait l'implacable ennemi de la politique autoritaire de Garcia Moreno, ce qui suffisait aux libéraux de toute nuance pour appuyer chaudement sa candidature. Les démagogues eux-mêmes, privés de leur candidat Carbo, ne trouvèrent rien de mieux que de se rallier à Gomez, persuadés qu'un libéral au pouvoir fera toujours la courte échelle au radicalisme.

Chose singulière ! la bataille s'engagea, non sur le mérite respectif des deux candidats, mais sur la politique de Garcia Moreno, qui n'était nullement en cause : les libéraux crurent sans doute que, pour rendre acceptable leur pauvre candidat, il fallait un repoussoir très sombre. A l'absolutiste Garcia Moreno il fallait donner pour successeur un homme d'un libéralisme à toute épreuve, et cet homme c'était Gomez.

Ce fut encore *La Centinela* de Borrero qui dirigea cette opposition peu logique, mais insultante au premier chef pour l'homme de la contre-révolution. Borrero affirma que Gomez gouvernerait toujours, quoi qu'il dût arriver, selon la constitution et les lois. On lui répliqua que Carrion pouvait en promettre autant, mais on lui demanda en même temps ce que ferait son héros dans le cas particulier, et nullement métaphysique, où il ne pourrait sauver le pays sans violer la constitution. Trop aveuglé par sa haine contre Garcia Moreno pour s'apercevoir du piège qu'on lui tendait, il répondit que « si la constitution lie les mains au pouvoir dans une circonstance où la vie d'un peuple est en danger, la stricte observance des lois n'en reste pas moins l'unique garantie des personnes, des biens, et de la liberté. » C'était un pur non-sens, car si la constitution, en liant les mains au pouvoir, cause le triomphe de la démagogie, elle devient fatalement la ruine de la société au lieu d'en être la sauvegarde ; mais il fallait à toute for-

ce condamner les actes de Garcia Moreno, et Borrero ne recula pas devant une absurdité.

Cette bévue lui coûta cher. Ses adversaires connaissaient mieux que lui les antécédents de son candidat, « cet homme si profondément respectueux des prescriptions de la loi ». Ministre de l'intérieur sous Roca, qui ne se faisait pas faute de donner quelques entorses à la constitution, Gomez de la Torre avait défendu son maître contre les législateurs de 1848, qui l'accusaient précisément de violer les lois. Rien de plus topique ni de plus comique en même temps que la citation suivante, extraite textuellement de son discours au congrès :

« Dans les circonstances terribles où se trouvait le gouvernement (l'invasion de Florès), sous une constitution qui garantissait aux traîtres l'impunité, dites-moi sincèrement avec la bonne foi qui doit caractériser tout bon républicain, ne devions-nous pas prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour purger le pays d'ennemis qui se retranchaient derrière les garanties constitutionnelles ? En présence d'affreuses calamités, c'était le devoir du gouvernement de choisir le moindre mal, de sauver la république du naufrage, sauf à répondre de sa conduite devant la nation. Dans les cas de force majeure, il faut agir avec énergie, et sans aucun respect pour ces prétendues garanties derrière lesquelles s'embusquent les scélérats pour bouleverser l'ordre social. »

C'était ce qui s'appelle vulgairement prendre son homme la main dans le sac. Ainsi le libéral Gomez de la Torre avait agi, dans les circonstances difficiles, comme l'autoritaire Garcia Moreno ! Et de plus il avait prouvé d'une manière très sensée et très éloquente qu'un devoir impérieux commandait cette ligne de conduite. Le libéralisme n'est donc qu'une hypocrisie, et l'on ne déchirait à belles dents la politique de Garcia Moreno, en

lui opposant celle de Gomez, que pour tromper le naïf électeur ! Ces conclusions s'imposaient, et les organes du gouvernement ne manquèrent pas de les faire valoir.

Ainsi démasqué, Borrero paya d'audace. A propos de quelques employés destitués pour cause de propagande hostile au gouvernement, il écrivit « que, la liberté d'élection étant supprimée et l'oppression plus grande qu'au temps d'Urbina, il ne restait plus qu'à voter selon les ukases du président. La terreur régnait à Guayaquil aussi bien qu'à Quito, au point que les imprimeurs n'osaient plus prêter leurs presses au candidat libéral. Les destitutions étaient arbitraires, et bientôt il n'y aurait de place que pour les *morénistes* et les *carrionistes*. »

Durant quelques semaines, Garcia Moreno laissa *La Centinela* déblatérer à son aise ; puis, en vertu du droit constitutionnel, il cita Borrero et le docteur Arizaga, un de ses complices, à comparaître devant lui pour rendre compte de leurs calomnies, lesquelles pouvaient être qualifiées d'attentats contre l'ordre public et le gouvernement établi. Au lieu de se rendre à Quito pour défendre ses articles, Borrero prit le parti de se cacher, tout en continuant à tirer dans l'ombre sur son adversaire.

L'élection eut lieu le 15 mai 1865. Le candidat du gouvernement obtint vingt-trois mille suffrages, tandis que le libéral Gomez de la Torre, aidé de tous les radicaux, n'en put conquérir que huit mille. C'était une nouvelle victoire pour Garcia Moreno. Comme la lutte avait uniquement porté sur sa politique, il s'ensuivait que le peuple, d'accord avec le grand homme qui l'avait tiré de l'abîme, priait son successeur de continuer son œuvre et d'exterminer la Révolution.

On ne peut se figurer le désespoir de l'opposition, tant libérale que radicale, à cet échec qui déconcertait tous ses plans pour l'avenir. Le président Carrion, sous

l'égide de son mentor, adopterait sans nul doute la politique autoritaire à l'ombre de laquelle fleurissent difficilement les pronunciamentos, et l'on risquait de voir après lui Garcia Moreno reprendre les rênes, ce qui rejetait dans un insaisissable lointain les rêves ambitieux, les beaux traitements, et surtout l'infernal plaisir d'enchaîner et d'opprimer de nouveau l'Église émancipée. Cette désolante perspective inspira aux anarchistes la résolution de jouer leur va-tout et de tenter un effort suprême pour s'emparer du pays. Du reste, le moment ne leur parut pas trop défavorable. Sans doute le peuple fanatisé s'était prononcé en grande majorité contre les libéraux, mais on pouvait compter sur l'appui de sept ou huit mille oppositionistes, encore surexcités par les calomnies des Borrero et consorts. D'un autre côté, l'armée, considérablement réduite, n'avait plus de chef : le général Florès, dont on redoutait à bon droit les capacités militaires et la bravoure éprouvée, était mort au mois d'octobre dernier durant l'insurrection de Machala[1]. Garcia Moreno, tout aussi redoutable, sortait

[1] Le général Florès mourut en brave, les armes à la main, durant la dernière insurrection de Machala et de Santarosa. Après avoir combiné les opérations et expédié des troupes pour chasser Urbina des localités envahies, il se dirigeait lui-même par mer vers le théâtre de la guerre, malgré les attaques d'un mal dont il souffrait depuis plusieurs années. A peine sur le vaisseau, il sentit que ses derniers moments approchaient, mais son esprit se préoccupait des évènements militaires bien plus que de ses souffrances. Son aide de camp, le commandant Guerrero, se trouvait à côté de lui : « Est-il vrai, lui dit-il, que nous ayons repris Santarosa ? — Oui, mon général, après en avoir délogé l'ennemi. — Et nos soldats se sont bien battus ? — Admirablement. — Et le peuple ? — Le peuple est libre et tranquille. — Alors, reprit le vieux guerrier d'un air calme et serein, alors je puis mourir ! » Bientôt il entra dans le délire. En mourant, il s'écria : « O bonne mère de la Merci, je suis votre enfant ! » La Vierge de la Merci, celle qui lui donna la victoire à Guayaquil, aura entendu le dernier cri du vieux soldat agonisant. Garcia Moreno pleura le héros de l'Équateur, et tout le

de charge : il n'aurait ni la même influence sur ses soldats, ni la même autorité pour se faire obéir. A ces puissantes considérations, il faut ajouter que les grands capitalistes du Pérou avec lesquels Urbina avait contracté des emprunts pour préparer ses invasions, voyant ses actions fort en baisse et le remboursement problématique, le pressaient de frapper un grand coup alors qu'il pouvait encore compter sur l'appui du gouvernement péruvien. Les frères et amis reçurent donc l'ordre d'exécuter sur-le-champ un audacieux coup de main, concerté entre les réfugiés de Lima et leurs complices de Guayaquil.

Le 31 mai, vers le soir, une cinquantaine d'urbinistes armés de poignards et de révolvers et commandés par l'intrépide José Marcos, se cachèrent dans une petite île du fleuve Guayas, non loin de Zamboroddon. Le navire marchand *Washington* s'étant approché de l'endroit où les bandits étaient cachés, ils s'en emparèrent sans aucun danger pour eux, car l'on sut plus tard que le capitaine avait reçu mille piastres d'Urbina pour lui livrer son vaisseau muni d'armes et de tous les engins nécessaires à un abordage. Suivant doucement le cours du fleuve jusqu'à Guayaquil, les flibustiers, maîtres du *Washington,* attendirent la nuit noire pour continuer la suite de leurs opérations.

Vers onze heures du soir, la ville et le fleuve étant plongés dans une obscurité complète, ils s'approchèrent silencieusement du vapeur *Guayas*, l'unique vaisseau de guerre de l'Équateur. N'ayant aucune raison de soupçonner le *Washington*, les officiers crurent à une fausse manœuvre du capitaine, et déjà ils s'apprêtaient

peuple le pleura comme lui. Si Florès eut ses heures d'égarement, son dévouement à la patrie les fit oublier. Fondateur de la république avec sa glorieuse épée, il la sauva avec cette même épée du joug des tyrans révolutionnaires : tout disparaît dans ces grands souvenirs.

à lui porter secours, lorsque les urbinistes se lancent à l'abordage comme une bande de démons, sabrent le commandant Matos, et tombent à coups de hache et de révolver sur les pauvres marins désarmés. Puis ayant coupé les amarres, ils attachent au *Washington* le *Guayas,* devenu leur proie, et gagnent la haute mer. Quand, à l'annonce de ce brigandage, les batteries de terre réveillèrent en sursaut les habitants de Guayaquil, les forbans voguaient depuis longtemps hors de toute atteinte.

On apprit le lendemain que le *Washington* et le *Guayas,* en compagnie d'un troisième vaisseau, le *Bernardino*, mouillaient dans la rade de Jambeli, à sept ou huit lieues de Guayaquil. Urbina et Franco, à la tête de plusieurs centaines d'équatoriens et de péruviens, commandaient l'expédition. Comme toujours, ils s'apprêtaient à envahir les cantons de Machala et de Santa-rosa, d'où ils espéraient semer l'insurrection dans tout le pays pendant que leur flottille bloquerait Guayaquil et que leurs amis soulèveraient les casernes au nom du libérateur Urbina.

Trois jours après, un courrier, arrivant à marches forcées de Guayaquil, apprenait à Garcia Moreno les détails de cette nouvelle conjuration et le danger dans lequel se trouvait l'Équateur. Il était à ce moment brisé de fatigues et souffrait beaucoup d'une maladie de foie. Afin de se ménager quelques jours de repos, il avait quitté la capitale et venait de s'installer à quelques lieues de là, dans l'hacienda de Chillo. Et voilà qu'on lui annonce subitement, sans qu'aucun indice eût pu faire présager une telle catastrophe, qu'Urbina dispose d'une flottille bien armée, qu'il est maître du Guayas et menace non seulement la côte, mais le port de Guayaquil! Comment empêcher la défection de cette ville turbulente et arrêter la marche de l'envahisseur?

Pour vaincre, il ne restait à l'héroïque président, que son génie, son courage, et sa confiance en Dieu. Prompt comme l'éclair, en un instant sa résolution fut prise et son plan de campagne arrêté. Il franchit cette nuit même les trois lieues qui le séparaient de la capitale, rédigea en toute hâte plusieurs décrets qu'il remit, sous pli cacheté, au vice-président Carvajal, avec l'ordre de les insérer le lendemain au journal officiel. Puis, sans communiquer à qui que ce fût le secret de son voyage, il se mit en route pour Guayaquil avec son aide de camp. En trois jours il parcourut une route de quatre-vingt lieues et tomba comme la foudre au milieu de ses ennemis ébahis.

C'était le 8 juin, en pleine nuit. Personne ne s'attendait à le voir paraître, car la capture du Guayas ne datant que de huit jours, il lui était presque physiquement impossible d'en avoir appris assez tôt la nouvelle pour arriver déjà sur le théâtre de la guerre. Le conseil municipal, composé en majeure partie des amis de Carbo, se trouvait encore réuni. On saluait d'avance le libérateur Urbina et l'on ne se gênait pas pour tomber à bras raccourcis sur le despote, dont le règne paraissait bien fini, lorsque tout à coup un employé se précipita dans la salle, en criant Garcia Moreno! Ce fut comme une nouvelle apparition de la tête de Méduse : en un instant la salle se vida, et les braves conseillers coururent au plus vite s'enfermer dans leur domicile.

Le lendemain, les partisans d'Urbina purent voir, placardé sur tous les murs, le décret suivant :

« Considérant que, dans la nuit du 31 mai, cinquante flibustiers, embarqués sur le vapeur marchand *Washington,* se sont emparés par surprise du vaisseau de guerre national *Guayas,* après avoir assassiné capitaine et soldats ; que cet attentat, outre qu'il a pour but la subversion de l'ordre public et de nos institutions,

constitue selon notre législation un acte de véritable piraterie : que la condition première de l'existence de toute société, c'est la répression prompte et efficace du crime ; par décret du président de la république, sont considérés comme pirates les détenteurs du *Washington* et du *Guayas*. Libre à tout vaisseau de guerre étranger de les poursuivre et de les saisir, même dans les eaux de l'Équateur. Les pirates seront jugés en conseil de guerre verbal et punis selon la rigueur des lois, à moins que, repentants de leurs crimes, ils n'invoquent spontanément la clémence de l'autorité. Ceux qui favoriseront, sur n'importe quel point du territoire, les menées anarchiques des pirates, seront pareillement jugés en conseil de guerre et condamnés à la peine capitale, s'ils sont convaincus d'avoir été promoteurs ou chefs de partisans. Seront exceptés toutefois ceux qui abandonneront les rangs de l'insurrection et viendront implorer la clémence du gouvernement. »

Suivait un autre décret concernant l'armée, non moins rigoureux que le premier :

« Considérant que la paix de la République est sérieusement menacée par l'attentat du 31 mai, nous déclarons l'armée en campagne. Tout militaire déserteur sera soumis au jugement verbal et puni conformément aux lois. Le président de la république se charge en personne du commandement de l'armée. »

A la lecture de ces deux décrets, chacun comprit qu'il y allait de la vie pour tout insurgé pris en flagrant délit ou tout soldat infidèle à son devoir. On connaissait assez l'implacable justice du président pour savoir que ses décrets ne resteraient pas lettre morte. Aussi la terreur s'empara des révolutionnaires dans la cité comme dans les casernes, et la bruyante Guayaquil, après s'être démenée pendant huit jours comme un volcan en éruption, tomba soudain dans un marasme com-

plet. Cependant, on se demandait avec un sentiment de curiosité bien naturel, comment s'y prendrait cette fois Garcia Moreno pour vaincre ces pirates, qu'il était facile d'exterminer par décrets, mais qui, de leurs vaisseaux, se moquaient à bon droit de ses soldats. On le voyait debout du matin au soir, donnant ses ordres aux différents corps d'armée, observant avec la plus scrupuleuse attention les mouvements de ses ennemis, se renseignant sur la position exacte des vaisseaux insurgés; mais quel pouvait bien être son plan d'attaque ou même de résistance? L'arrivée du vapeur anglais *Talca,* qu'il attendait avec une impatience fébrile, révéla son idée, non moins audacieuse que l'abordage du *Guayas.* Sans attendre les pirates, et pour couper court aux mouvements insurrectionnels qu'ils allaient provoquer sur la côte, il se proposait d'aller les battre dans la rade de Jambeli, où stationnait leur flottille.

On apprit son secret, comme toujours, au moment de l'exécution. Aussitôt que le *Talca* fut entré dans le port, Garcia Moreno pria le consul anglais de le lui céder momentanément pour l'armer en guerre et donner la chasse aux flibustiers. Comme cette requête paraissait conforme au droit des gens, le consul y acquiesça, moyennant une indemnité. Déjà les travaux d'armement étaient commencés, quand le consul, croyant sans doute le vaisseau perdu, en exigea le prix de vente qu'il estima lui-même 50,000 livres soit 1,250,000 francs. N'ayant pas le temps de discuter avec John Bull, Garcia Moreno déclara le marché conclu. Ce fut alors le tour du capitaine, qui se mit à protester contre la vente d'un vaisseau dont il avait la garde. Sans même prendre la peine de porter ses réclamations à Garcia Moreno, il donna l'ordre à ses marins d'expulser ouvriers et soldats et d'amener le drapeau équatorien qui déjà flottait sur le vapeur. Pour appuyer ses protesta-

tions, il demanda secours à une frégate espagnole, qui lui promit de faire feu sur le vaisseau s'il sortait du port sans son consentement.

En face de ces difficultés. le président comprit qu'il était temps d'agir en maître. Il représenta au fougueux capitaine que le droit des gens l'autorisait, dans les circonstances présentes, à lui emprunter son vaisseau sauf à l'indemniser de tout dommage, et que de plus le consul ayant consenti à le vendre pour éviter toute contestation, les réclamations devenaient absolument injustes. Le capitaine répliqua qu'il allait arborer son drapeau, et qu'on lui passerait sur le corps avant d'y toucher. « Et moi, dit Garcia Moreno l'éclair dans les yeux, je vais vous faire fusiller à l'instant même, et votre drapeau vous servira de linceul. » A la vue des soldats prêts à faire feu sur un signe de leur chef, l'Anglais se retira en maugréant. Mais tout n'était pas fini. En visitant la machine, on s'aperçut qu'elle était fortement endommagée et privée de plusieurs pièces nécessaires. Garcia Moreno fit saisir les deux machinistes et leur commanda sous peine de mort de réparer les dégâts sous les yeux d'un mécanicien qui contrôla soigneusement leurs opérations. Quatre soldats furent chargés de les surveiller, et de leur brûler la cervelle s'ils se montraient récalcitrants.

Les préparatifs terminés, le vaisseau fut armé de cinq forts canons, de munitions de toute espèce, de haches et d'engins d'abordage. Conservateurs et libéraux prêtaient assistance aux soldats avec un entrain merveilleux, les uns par dévouement à Garcia Moreno, les autres pour s'en débarrasser en l'encourageant dans sa folle aventure. Un désastre paraissait tellement inévitable, que les marins, pour prêter leurs services, exigèrent des sommes exorbitantes. On ne trouva de machiniste qu'au prix de vingt mille piastres. Quand on fit appel

au dévouement des médecins, l'un d'eux se cacha lâchement. Garcia Moreno le déclara déserteur et privé de ses droits de citoyen. Quant aux soldats, il leur dit avant l'embarquement : « Il ne me faut que des gens de cœur : que les braves se mettent à ma droite, et les poltrons à ma gauche. » En un clin d'œil, tous passèrent à droite. Il en choisit deux cent cinquante avec des officiers déterminés pour les commander, et les fit monter sur le vaisseau. Un prêtre accompagnait l'expédition comme consolateur suprême au moment du danger.

Tout le personnel étant à bord du *Talca* et du petit vapeur *Smyrk* qui lui servait d'éclaireur, Garcia Moreno encouragea soldats et marins à faire bravement leur devoir. « Défenseurs de la patrie, leur dit-il, nous allons au-devant des pirates qui nous ont volé le *Washington* et le *Guayas,* après avoir assassiné le commandant Matos. Ils se croyaient sûrs de l'impunité parce que nous manquions de vaisseaux pour les poursuivre ; ils espéraient continuer ainsi leurs insultes au pays et les brigandages dont ils vivent aux dépens du peuple, mais leur criminel espoir est déçu : nous avons des vaisseaux, et nous comptons sur la protection du Dieu vengeur de la justice outragée, de ce Dieu dont le bras puissant atteint les scélérats partout où ils se cachent. Il faut à ces bandits un châtiment prompt et exemplaire, afin que les gens de bien puissent respirer en paix.

« Soldats et marins, j'ai tenu à honneur de vous accompagner. Je veux être témoin de votre discipline et de votre valeur afin de vous récompenser dignement. J'ai confiance dans l'habileté et l'intrépidité de vos chefs, comme dans votre bravoure bien connue. Je regrette de n'avoir à vous donner pour adversaires que des ennemis indignes de vous, des forbans, des assassins, les derniers des scélérats. Mais la patrie vous impose ce devoir, et pour la sauver, il n'y a point de sacrifice qui

soit au-dessus de votre courage. En avant donc pour la patrie, et que chacun fasse son devoir en homme de cœur ! »

Électrisés par ces nobles paroles, les soldats quittèrent le port en criant : « Vive Garcia Moreno ! » Les conservateurs leur répondaient du rivage, pendant que les libéraux échangeaient à la sourdine un regard de pitié. Les marins et soldats de la frégate espagnole haussaient les épaules en voyant ces braves équatoriens s'en aller stupidement avec leur chef au-devant d'une mort certaine. Le fait est qu'on ne pouvait penser sans frémir à la rencontre qui devait avoir lieu dans de pareilles conditions d'inégalité. Outre leurs trois vaisseaux armés de canons, les ennemis avaient encore une goëlette bien équipée, qui leur servait de guide. Le Pérou leur avait fourni un nombre considérable de soldats, car on venait d'apprendre qu'après un combat sanglant contre la garnison de Santarosa, la ville était occupée par trois cents de ces flibustiers. Urbina et Roblez, montés sur le *Washington,* retournaient à Jambeli, remorquant une embarcation chargée de prisonniers qui devaient être fusillés le lendemain.

Garcia Moreno quitta le port de Guayaquil le 25, à six heures du soir. Le 26, à huit heures du matin, les canots éclaireurs reconnurent la position des vaisseaux ennemis dans la rade de Jambeli. Le *Guayas* et le *Bernardino* avec la goëlette se trouvaient réunis en avant, pendant que le *Washington*, récemment arrivé à Santarosa, restait à l'ancre dans une baie assez éloignée.

Le moment était solennel et décisif. A peine les insurgés, stupéfaits d'abord, eurent-ils reconnu les assaillants, qu'ils se rangèrent en ordre de bataille et firent feu de toutes pièces. Les deux cent cinquante braves du *Talca* sentirent le frisson courir dans leurs membres en voyant ces batteries dressées contre eux. « Pas de

décharges inutiles, s'écrie Garcia Moreno ; le poignard à la main, et en avant ! » Enhardis par le sang froid de leur chef, les soldats saisissent leurs poignards. Le *Talca* marche à toute vapeur, mais en contournant le Guayas, pour éviter les décharges de l'ennemi. Une fois bien à portée, Garcia Moreno commande le feu : tous les canons tonnent à la fois ; un boulet bien dirigé fait une large brèche à fleur d'eau dans le flanc du *Guayas*. Prompt comme la foudre, le *Talca* fond sur lui, et d'un coup de sa proue agrandit la brèche, culbutant marins et soldats. Au milieu de l'affreuse bagarre, les soldats de Moreno s'élancent sur le vaisseau ennemi et massacrent à coups de poignard, de hache, de révolver, les flibustiers qui leur tombent sous la main. Quarante-cinq seulement, échappés au carnage, furent transbordés sur le *Talca*.

Pendant qu'ils s'emparaient sans résistance du *Bernardino* et de la goëlette, aussi fortement avariés, le *Smyrk* courait déjà vers le *Washington* qui avait à son bord, comme nous l'avons dit, les deux héros Urbina et Roblez, tout fiers encore de leurs succès de la veille. Le *Washington* était à l'ancre, et le reflux l'avait laissé presque à sec, à quelques mètres de la côte. Officiers et soldats, tous joyeux convives, avaient fait de copieuses libations pour fêter la victoire de leur grand chef, lorsque le bruit du canon vint les tirer du sommeil ou de l'ivresse. La surprise et l'épouvante causèrent une telle panique que soldats, officiers et marins se jetèrent à l'eau à la suite du vaillant Urbina, et gagnèrent au plus vite, en pataugeant dans la vase, l'ombre des bois voisins. Quand le *Smyrk*, suivi bientôt du *Talca*, put renflouer le *Washington*, il était complètement abandonné. Dans leur précipitation, les fuyards n'avaient pas même pris le temps d'emporter la caisse[1], ni la

[1] Il s'y trouvait une forte somme en faux billets de banque.

très intéressante correspondance d'Urbina avec les frères et amis de Guayaquil. Trois jours après, cette bande d'aventuriers, y compris la garnison de Santarosa, repassa la frontière du Pérou, bien décidée à laisser pour longtemps les combats de terre et de mer.

Les vainqueurs purent alors se rendre compte du résultat de la journée. Sauf le *Guayas,* qui avait sombré quelques minutes après le combat, ils avaient en leur possession toute la flottille d'Urbina, le *Bernardino,* le *Washington,* la goëlette, un autre voilier sur lequel se trouvaient heureusement les prisonniers de Santarosa, et quelques petites embarcations. Le *Talca* avait peu souffert malgré le terrible coup d'éperon donné au *Guayas,* et le *Smyrk* était absolument intact. Ils n'avaient à regretter que des pertes insignifiantes, en comparaison du nombre d'ennemis qu'ils avaient tués, mis en déroute ou faits prisonniers. Le seul regret de Garcia Moreno fut de n'avoir pas assez d'hommes pour se mettre à la poursuite des fuyards et s'emparer d'Urbina.

Il s'agissait maintenant pour ces victorieux de faire leur entrée triomphante à Guayaquil, mais auparavant Garcia Moreno se souvint qu'il lui restait un grand acte de justice à accomplir. Le jugement des prisonniers devait être rendu verbalement et séance tenante. Sur les quarante-cinq qui comparurent devant le conseil de guerre, il fut reconnu que dix-sept avaient été enrôlés par force : Garcia Moreno leur fit grâce. Les vingt-sept autres, déclarés pirates, furent condamnés à mort conformément au code pour crime de trahison et de rébellion. Au nombre des condamnés figuraient José Marcos le chef de bande qui s'était emparé du *Guayas*, le colonel Vallejo, Dario Viteri, et José Roblès. Pendant que la flottille s'avançait vers Guayaquil, chacun de ces criminels, après sa condamnation, s'approchait du prê-

tre pour recevoir le pardon de ses fautes, et des détonations successives annonçaient que la justice humaine était satisfaite. Le prêtre qui avait prêté son ministère à ces malheureux demanda grâce pour le vingt-septième, et déjà Garcia Moreno, pour le remercier d'avoir accepté ce poste périlleux, avait fait droit à sa requête. quand, examinant de plus près le condamné, il crut reconnaître sur lui, à quelque emblème distinctif, un vêtement du commandant Matos : « Vous avez assassiné le commandant du *Guayas !* s'écria-t-il d'une voix terrible. Sous son regard d'aigle, le flibustier se troubla et avoua sa participation au crime : Pas de grâce pour les assassins, reprit Garcia Moreno, et que la justice suive son cours ! »

Cependant on approchait de Guayaquil. Vers les cinq heures, le *Smyrk* prit les devants pour porter la bonne nouvelle. Toute la ville était sur les quais, au paroxysme de l'anxiété. A la vue du petit vapeur, les groupes se livrèrent à des conjonctures diverses, selon les secrets désirs de leurs cœurs. Les conservateurs en auguraient le triomphe du président, les complices d'Urbina concluaient au contraire à la perte du *Talca*. En l'apercevant, puis le *Washington* et les autres vaisseaux, chacun pouvait croire encore qu'Urbina revenait vainqueur. L'émotion était à son comble, quand apparut enfin Garcia Moreno, debout sur le pont du *Talca*. Alors un immense cri de joie sortit de toutes les poitrines, pendant que les cloches de la ville remplissaient l'air de eurs joyeuses volées, et que les marins espagnols eux-mêmes, transportés d'enthousiasme, saluaient le vainqueur par une salve de toutes leurs batteries.

On remarqua sans trop s'étonner que les vivats les plus chaleureux partaient des groupes plus ou moins dévoués à Urbina. Les libéraux se sentaient mal à l'aise en présence de l'implacable justicier, car un certain

nombre d'entre eux se trouvaient compromis dans ce dernier complot. Le soir, au milieu des réjouissances de la population, Garcia Moreno raconta devant un groupe d'amis les péripéties émouvantes du combat de Jambeli, et les trahisons infâmes de certains complices d'Urbina, qui lui avaient été révélées par les papiers saisis sur le *Washington*. « Ils nous donneront la paix, s'écria-t-il, ou ils verront demain avec quel ciment je l'établirai. » Le lendemain, vers huit heures, il se fit amener un certain avocat, le docteur Viola, natif de Buenos-Ayres, l'agent principal d'Urbina à Guayaquil. Viola comparut devant le président et les chefs militaires qui l'entouraient, le front haut et le sourire sur les lèvres, comme un homme qui n'a rien à craindre. — « Docteur Viola lui dit Garcia Moreno, en votre qualité d'avocat, vous devez savoir quelle peine mérite un traître ! — En effet, je ne l'ignore pas. — Quelle peine? — La mort ! »

Il lui présenta alors plusieurs lettres, trouvées à bord du *Washington*, lesquelles avaient été expédiées par Viola lui-même au secrétaire d'Urbina pour lui indiquer dans les moindres détails les plans des conspirateurs de Guayaquil, et jusqu'à la somme donnée au commandant du *Washington* pour en obtenir son vaisseau. Dans une dernière note, il engageait Urbina à s'approcher de Guayaquil, le pronunciamento pouvant avoir lieu de jour en jour. — « Docteur Viola, êtes-vous l'auteur de ces lettres ? — Je ne puis le nier. — Préparez-vous donc à recevoir le châtiment des traîtres. Vous serez fusillé ce soir, à cinq heures. »

C'est en vain qu'on essaya d'intercéder pour le coupable. Le consul de Buenos-Ayres allégua sa qualité d'étranger, mais Garcia Moreno lui répondit que l'étranger était soumis aux lois de sa patrie adoptive. Un haut personnage qui avait connu le projet de révolution, et

se trouvait par son silence coupable, cause indirecte de ces scènes horribles, vint aussi solliciter la grâce de Viola. Garcia Moreno resta inflexible : « Vous répondrez devant Dieu, lui dit son interlocuteur, du sang que vous allez verser. — Non pas moi, répondit Garcia Moreno, mais celui qui, pouvant prévenir ces crimes, ne l'a point fait. — Je sais pourquoi vous me parlez de la sorte. — Et moi, je suis heureux que vous le sachiez sans que je vous l'explique, reprit Garcia Moreno [1]. »

On a dit même que sa mère, alors âgée de quatre-vingts ans, et qu'il aimait avec tendresse, essaya de le fléchir. « Ma mère, lui répondit-il avec la plus vive émotion, demandez-moi tout ce que vous voudrez, mais non un acte de faiblesse qui perdrait le pays. » A cinq heures, comme il l'avait décrété, Viola fut conduit dans la plaine de Guayaquil et fusillé.

Les révolutionnaires et les libéraux qui, par leurs conspirations ou leur lâche complicité, ont élevé des monceaux de cadavres, crieront à la cruauté : les vrais politiques n'auront que de l'admiration pour ce héros, digne du Cid et de Bayard, qui n'hésita point à sacrifier sa vie pour sauver son pays des fureurs anarchistes, et qui, par l'exécution nécessaire de quelques scélérats, sauva des milliers d'innocents. Ce résultat était le seul qu'il poursuivît, comme il l'affirmait à ses compagnons d'armes au moment de quitter Guayaquil : « Votre courage, disait-il, a sauvé la république. Les pirates ont dû chercher d'autres parages, et les émeutiers de Santa-rosa n'ont pas même osé vous attendre. Quelques-uns, en se sauvant dans les bois, ont pu se soustraire au glaive de la justice, mais, avant de continuer leur infâme métier, qu'ils méditent cette parole : « L'échafaud dressé pour le criminel garantira désormais aux honnêtes gens la paix et la sécurité. »

[1] *Le Nacional* 8 Mars 1871, *Mentiras de Emigrado.*

Urbina et ses complices se le tinrent pour dit : Jambeli fut leur dernière croisade du vivant de Moreno. Ils pouvaient du reste se féliciter de leurs prouesses : outre le sang versé dans ces guerres fratricides, ils avaient coûté depuis un an un million de piastres à leur pays. Quant à Garcia Moreno, parti de la capitale très malade et très faible, il y rentra parfaitement guéri. Les courses forcées, la vie agitée, les violentes péripéties d'une lutte dont la seule alternative était la victoire ou la mort, avaient dissipé en quelques jours le mal dont il souffrait depuis longtemps.

CHAPITRE XVII

L'HOMME NÉCESSAIRE

(1865.)

Déjà considéré comme le héros de l'Équateur, Garcia Moreno devint pour tous, après l'expédition vraiment romanesque de Jambeli, l'homme providentiel envoyé au peuple martyr pour dompter le monstre révolutionnaire. Son retour à Quito fut un triomphe. Les libéraux eurent beau pousser des sanglots de commande sur le sang très pur répandu à bord du *Talca,* la foule enthousiaste n'en continua pas moins de porter aux nues le guerrier dont la vaillance avait arraché aux mains d'Urbina les prisonniers de Santarosa et préservé l'Équateur d'une guerre civile où des milliers de victimes auraient été sacrifiées à la rage des bandits de la Révolution. On lisait en pleurant ce touchant hommage d'un des dix-sept urbinistes graciés par Garcia Moreno :

« Salut à toi, noble chef de l'Équateur, illustre guerrier, dont le bras de fer nous sauva de la ruine.

« Salut à toi, patriote sans tache, héroïque soldat, qui, entouré d'un groupe de braves, mis en fuite des milliers de traîtres.

« Salut à toi, cœur vraiment généreux : qui donc sacrifie sa vie comme toi, comme toi méprise la mort ? A voir le feu qui brille dans ton regard, le pirate éperdu s'enfuit.

« Je t'aperçois encore dans le feu du combat, nouvel Achille, l'épée au poing, enflammant tes soldats de ton ardeur guerrière.

« J'entends encore les cris enthousiastes des vainqueurs qui, debout sur ton navire, t'appellent le père de la patrie !

« Et maintenant, laisse-moi te saluer comme un ange de paix, héros magnanime dont le monde un jour chantera les exploits. Je te dois la vie, je te dois l'honneur. Tu as suivi l'inspiration de ta conscience et de ton Dieu, tu as eu pitié de moi.

« La patrie te remercie de l'avoir sauvée, l'univers applaudit ta vaillance, Guayaquil t'offre une couronne, et moi je t'offre la vie en holocauste. Volontiers, je répandrai pour toi mon sang jusqu'à la dernière goutte. Sois béni, sois mille fois béni, ô Garcia Moreno[1]. »

Cette poésie de la reconnaissance est une preuve, entre mille autres, des sentiments qui régnaient dans tous les cœurs. Toutefois la tristesse se mêlait à la joie : Garcia Moreno descendait à ce moment-là même du fauteuil présidentiel pour y installer son successeur. Ce fut une occasion pour la société de Quito de lui exprimer ses chaleureux remercîments dans une adresse où son œuvre et ses mérites ressortent avec tant d'éclat que nous ne pouvons résister au désir d'en citer quelques extraits :

« Comme les bienfaiteurs de l'humanité, lui disait-on, vous descendez du fauteuil le front ceint de lauriers, au milieu des splendeurs de la gloire et des hommages reconnaissants d'un peuple dévoué. Durant ces quatre années, la nation a subi les attaques d'une démagogie furieuse et les traîtreuses invasions de l'étranger ; mais, en dépit des tempêtes, les yeux fixés au ciel, la main

[1] *Correo del Ecuador*, 4 septembre 1865.

au gouvernail, vous avez conduit le navire entre les écueils, pour le remettre à votre successeur, plus fort et plus beau que vous ne l'aviez reçu.

« Toutes les classes de la société vous remercient avec effusion de vos éminents services. Les petits enfants, qui vous doivent une instruction vraiment religieuse, demandent pour vous à Dieu de longues années de vie. Cachés dans les plis des Andes, au fond de leurs forêts sauvages, les humbles habitants des campagnes n'oublieront pas le digne magistrat qui leur a procuré des évêques et des prêtres pour les consoler et les bénir. L'habitant des cités admire ces monuments somptueux qui attesteront aux générations futures votre patriotisme et votre génie. Les malheureux vous bénissent du fond des hôpitaux que vous avez créés ; les soldats, conduits par vous à la victoire, cachent les larmes qui tombent de leurs yeux en se séparant de leur vaillant chef ; l'Équateur tout entier pleure son premier magistrat. Sa seule consolation, c'est de penser que vous serez désormais son premier citoyen[1]. »

Pour corroborer par leur témoignage les faits glorieux rappelés dans cette adresse, les dix Sociétés Populaires de la capitale, représentées par leurs délégués, vinrent en ce même jour offrir à l'ex-président une médaille d'or enrichie de diamants, portant cette inscription : « A Garcia Moreno, modèle de vertu, en souvenir des services rendus à la patrie ! » — « Nos sociétés, lui dirent-ils, composées d'un nombre considérable d'ouvriers, d'artisans, de propriétaires, de citoyens distingués, espèrent que vous serez dans l'avenir, comme vous l'avez été dans le passé, le ferme soutien de l'ordre et de la paix. Vous pouvez compter sur nous toutes les fois que la patrie réclamera nos efforts pour

[1] *Correo del Ecuador,* 4 septembre 1865.

conserver ces libertés publiques, que votre valeur, votre patriotisme et votre abnégation ont sauvées du naufrage. »

Garcia Moreno répondit « qu'il n'avait aucun droit à cette récompense exceptionnelle, mais qu'il l'acceptait volontiers comme une preuve touchante de l'estime que lui portaient les gens de biens. Pour les services rendus à la patrie, il ne s'attribuait aucun mérite, parce que le devoir de tous est de servir la patrie. Le témoignage de la conscience, voilà le salaire de l'homme qui accomplit noblement ce devoir. Toutefois, s'il eut le bonheur de faire plus que n'exige strictement le devoir, il trouve largement sa récompense dans les sympathies de tous les hommes honorables, intelligents, laborieux, vraiment religieux et vraiment patriotes, la gloire et l'espoir du pays [1]. »

Il semble que l'Équateur ne pouvait pousser plus loin ses démonstrations de reconnaissance et d'amour : toutefois les citoyens prévoyants auraient désiré pour Garcia Moreno une récompense officielle qui joignît à l'honneur personnel l'avantage de conserver un défenseur à la patrie. Selon eux, le congrès eût dû nommer l'ex-président général en chef de l'armée ; ils firent même de ce vœu l'objet d'une pétition aux députés : « Toutes les nations, disaient-ils, ont su honorer dignement leurs grands hommes. Or, parmi nous, Garcia Moreno s'est distingué entre tous par son génie d'homme d'État, ses capacités politiques et militaires, si bien qu'il a captivé le respect et l'admiration, non seulement de l'Amérique, mais du monde entier. Sans vouloir rabaisser personne, nous pouvons le proclamer un homme exceptionnel dont la patrie se rappellera toujours avec fierté le glorieux souvenir. Il a rencontré des ennemis implacables, mais jamais ils n'ont pu obscurcir l'éclat

[1] *Correo del Ecuador*, 4 septembre 1865.

de ses vertus ; et d'ailleurs quel grand homme n'a pas eu ses envieux ? Garcia Moreno mérite une récompense honorifique : nous demandons au congrès de le nommer général en chef de l'armée. Si l'on objecte qu'il n'a pas suivi la carrière des armes, nous répondrons que le génie est au-dessus des grades, et qu'il a donné des preuves incontestables de ses connaissances militaires théoriques et pratiques aussi bien que d'un courage à toute épreuve. »

Nous avons étalé complaisamment les pensées et les sentiments du peuple sur Garcia Moreno au moment où celui-ci sortait de charge, un an à peine après l'exécution de Maldonado, un mois après les fusillades de Jambeli. Ces actes de juste sévérité, on n'a réussi à les rendre odieux qu'en les isolant perfidement des circonstances qui les rendaient nécessaires ; mais l'opinion des contemporains, en dépit des Borrero, des Carbo, des Urbina, et autrés pygmées unis pour abattre le colosse, l'opinion du peuple, représentée par toutes les classes de la société, reconnaît en Garcia Moreno l'homme nécessaire dans le passé pour arracher l'Équateur aux mains de la Révolution, nécessaire encore dans l'avenir pour empêcher cette hyène de ressaisir sa proie. Voilà pourquoi ce peuple ne put s'empêcher de pleurer en voyant son sauveur descendre du siège présidentiel, pourquoi il lui tressa des couronnes, pourquoi surtout il voulut lui mettre dans les mains l'épée du général en chef. Aux politiques idiots qui se moquent des hommes nécessaires, il répond avec sa foi catholique qu'il y a des hommes providentiels et que ces hommes, en vertu du choix divin, deviennent hypothétiquement nécessaires au salut d'un peuple. Heureuse la nation qui reconnaît l'élu de Dieu ! Heureux aussi cet élu de Dieu s'il est assez intelligent pour comprendre sa mission, assez courageux pour la remplir !

Restait à savoir si ce jugement du peuple serait ratifié par ses mandataires, dont la majorité appartenait à l'opinion libérale. Garcia Moreno devait rendre compte de sa gestion au congrès, et déjà le bruit courait dans la capitale que certains députés, ennemis acharnés de l'ex-président, allaient demander sa mise en accusation « à cause des actes arbitraires et illégaux dont il s'était rendu coupable durant ces dernières années. » Indignés d'une pareille infamie, les patriotes affichèrent cette note sur les murs de la capitale.

« Une rumeur, dont nous ne savons l'origine, fait pressentir la mise en accusation de l'illustre Garcia Moreno. Nous ne faisons qu'applaudir aux desseins des accusateurs, car nous aurons la satisfaction de voir le grand magistrat resplendir dans toute sa gloire.

« Libérateur de la Patrie, il faudra l'accuser d'avoir maintes fois arraché aux mains de ses bourreaux le poignard qu'ils brandissaient contre elle. Au banc des procureurs figureront les pirates et leurs complices.

« Protecteur de la religion et de la morale, il est de toute nécessité que des démagogues sans pudeur viennent l'accuser d'avoir porté le fer et le feu dans le chancre de la dissolution sociale, si bien alimenté par leurs doctrines corruptrices.

« Défenseur de l'ordre et de la propriété, il est tout naturel que les traîtres et les anarchistes, les flibustiers et les communistes, l'accusent d'avoir sauvé la nation de l'esclavage, de l'assassinat et de l'extermination, au grand détriment d'une horde de bandits, altérés de sang et de pillage.

« Et pour que le corps législatif accueille plus favorablement l'acte d'accusation, ce réliquat de gangrène urbiniste, nous conseillons à ses auteurs de l'envelopper dans la magnifique adresse que les dix Sociétés Populaires de Quito viennent d'envoyer à l'illustre Garcia

Moreno « modèle de vertu ». Les considérants pourront servir d'en-tête à leur acte d'accusation.

« L'Équateur offrira ainsi au monde un spectacle unique dans son espèce. D'une part, tout un peuple aux pieds de son Dieu, demandant grâces et bénédictions pour celui qu'il appelle son père, honorant ce père d'une médaille sur laquelle est gravée son éternelle gratitude, et pleurant à chaudes larmes en se voyant privé des services d'un si grand magistrat ; et d'autre part, une poignée de scélérats, le poignard d'une main et la torche de la discorde dans l'autre, maudissant l'homme que tout le peuple bénit, outrageant le héros qu'il glorifie ! Ce sera certainement un contraste sans exemple et que l'histoire enregistrera.

« Nous écrivons ces lignes pour rendre hommage à la vertu, cette noble vertu que voudraient souiller des démagogues perdus de vices. On ne nous accusera pas d'adulation intéressée, puisque Garcia Moreno, n'étant plus rien, ne dispose de rien. Nous avons été ses amis, ses admirateurs, et, si l'on veut, ses idolâtres : idolâtres de ses vertus et des biens immenses dont il a gratifié la nation. Citoyens, nous vous donnons rendez-vous au congrès le jour de l'accusation : ce jour-là, nous connaîtrons les ennemis du peuple ! »

Garcia Moreno rendit compte au congrès de tous ses actes avec une souveraine dignité. Passant en revue les invasions d'Urbina, depuis Machala jusqu'à Jambeli, il ne craignit pas d'affirmer que le congrès les avait favorisées, d'abord en désarmant le pouvoir, puis en accordant l'impunité aux fauteurs de rébellion. De là l'impasse dans laquelle on l'avait acculé, et dont il n'avait pu sortir sans prendre sur lui la responsabilité d'exterminer les criminels sur l'échafaud. « A vous de déclarer, ajouta-t-il, si j'ai rempli le premier de mes devoirs, qui était de sauver la patrie, ses institutions,

ses intérêts les plus sacrés, malgré les obstacles qui me barraient le chemin. » Ceux qui s'attendaient à le voir plaider les circonstances atténuantes furent renversés par cette fière attitude. Comme le noble Romain traduit devant le sénat pour avoir outrepassé ses pouvoirs, il disait simplement : « Je jure que j'ai sauvé la patrie, en dépit de vos congrès ! »

Alors, en homme d'État sérieux qui aime son pays et voudrait épargner à l'avenir les misères du passé, il dénonça aux représentants tous les vices du système politique libéral : multiplicité des élections populaires, despotisme absolu des municipalités en matière électorale, organisation judiciaire défectueuse, réglementation de l'instruction publique plus défectueuse encore : « A vous maintenant, mandataires du peuple, ajoutait-il, de corriger les défauts de notre législation ; à vous de fortifier le pouvoir en lui fournissant les armes nécessaires pour réprimer le crime ; à vous de supprimer l'antagonisme qui existe actuellement entre des autorités absolument indépendantes l'une de l'autre ; à vous de restituer au chef de l'État le pouvoir de choisir ou de révoquer les agents placés sous ses ordres. Sans un gouvernement fort, le pays, livré aux fauteurs de révolution, marchera de crise en crise jusqu'au jour où il sombrera dans l'abîme de l'anarchie. »

Après avoir exposé l'état des finances, de l'agriculture et de l'industrie, terriblement éprouvées par les bouleversements périodiques dont le pays était victime, il ajouta qu'il y avait cependant lieu d'admirer, au milieu de tant d'épreuves, de grands progrès accomplis, et particulièrement cette route de Quito à Guayaquil qu'un emprunt déjà négocié permettrait à son successeur d'achever. « J'aurais voulu, dit-il en terminant, vous offrir un tableau plus satisfaisant de l'état du pays ; mais, si je n'ai pu faire pour lui tout ce que j'ai désiré,

j'emporte du moins en me retirant l'intime conviction de n'avoir omis aucun sacrifice pour sa défense et sa prospérité, comme aussi de n'avoir eu d'autre mobile en tous mes actes que son intérêt et sa grandeur [1]. »

Ce message, aussi franc que modeste, fit une grande impression sur les membres du congrès. Non seulement il ne fut pas question d'incriminer l'ex-président, mais, à part quelques énergumènes envieux de sa gloire, libéraux et conservateurs s'unirent pour glorifier l'homme d'État et l'homme de bien dont le patriotisme, la parfaite loyauté, non moins que le génie, se révélaient à chaque page de ce compte-rendu. La réponse du congrès fut très significative : « Le gouvernement a dû soutenir une guerre continuelle, disaient les représentants ; par un sentiment d'humanité, nous regrettons sans doute que le sang équatorien ait été versé, mais nous ajoutons aussitôt que le président s'est couvert d'une gloire immortelle en restituant à la République l'ordre et la paix toutes les fois qu'on a essayé de les troubler. Vu son abnégation, ses sublimes efforts, ses héroïques sacrifices, nous déclarons que le chef de l'État a bien mérité de la patrie. Comptant sur le zèle du président actuel, le peuple espère qu'il marchera sur les nobles traces de son prédécesseur. »

Voilà donc les représentants du peuple unis à leurs commettants, pour glorifier dans un acte officiel et public le grand homme de l'Équateur. D'après eux, Garcia Moreno n'a transgressé les lois que pour obéir à la loi suprême, à la loi naturelle, qui lui commandait de sauver le pays, et ce jour-là surtout il a bien mérité de la patrie. Mais le congrès alla plus loin : non content de déclarer que Garcia Moreno s'était couvert d'une gloire immortelle dans le passé, il le proclama, aussi bien

[1] Message au Congrès, 1865.

que le simple peuple, l'homme nécessaire de l'avenir.

La constitution interdisait au président, son mandat expiré, de sortir du territoire avant un an sans l'autorisation du congrès. Garcia Moreno, qui voulait avoir ses coudées franches, demanda cette autorisation. Aussitôt grand émoi dans le public, à la seule pensée que Garcia Moreno pût s'éloigner de l'Équateur. Chacun croyait voir grandir l'ombre d'Urbina à mesure que disparaîtrait dans le lointain le héros de Jambeli. Des imprimés, répandus dans la capitale, jetèrent partout le cri d'alarme : « Autoriser l'ex-président à quiter l'Équateur, ce serait, disait-on, permettre aux anarchistes d'y rentrer. Garcia Moreno, le fondateur de l'ordre et du progrès, ne pouvait exposer son pays aux basses vengeances du parti de l'extermination. Ni les patriotes du congrès, ni le président si dévoué au bien du pays, ne devaient consentir à voir s'éloigner le premier citoyen de l'Équateur, la colonne de l'État, la terreur de ses ennemis[1]. » Sous le coup de l'émotion populaire, une pétition réclamant formellement l'interdiction fut soumise au congrès, qui la discuta très chaudement. Les partisans de l'affirmative et de la négative donnèrent de leur opinion les raisons les plus curieuses, mais aussi les plus glorieuses pour Garcia Moreno.

La prohibition constitutionnelle de quitter le pays, disaient les uns, n'a d'autre objet que de rendre effective la responsabilité de l'ex-président devant le congrès : donc nulle raison de la maintenir après la clôture du congrès, puisque alors aucune juridiction n'a le droit de le mettre en cause. Il fallait par suite accorder l'autorisation demandée, mais en insistant près du grand citoyen pour qu'il demeurât au sein de la nation, attendu qu'elle avait toujours besoin de ses importants

[1] « *Alarma !* » Quito, 25 Septembre 1865.

services. Soutenir par son influence l'administration actuelle, achever à force de dévouement la grande œuvre de régénération sociale et politique due à son initiative : tel était son rôle dans l'avenir. D'ailleurs, Garcia Moreno, le plus ferme appui des libertés publiques, ne pouvait priver le pays du seul bras assez vigoureux pour contenir les fureurs d'une démagogie sans frein. En adoptant ce moyen terme, ajoutaient ces députés, la représentation nationale « donnerait à l'ex-président une double marque de confiance : elle lui permettrait de sortir du pays dans un temps prohibé par la constitution, tout en le suppliant pour le bien général de n'en rien faire, le cas excepté où le service de la République l'appellerait à l'étranger. »

Les adversaires soutenaient que « le bien public devait l'emporter sur les convenances particulières. Or, au dedans et au dehors, d'incorrigibles perturbateurs rêvaient toujours le bouleversement du pays : la présence de Garcia Moreno restait nécessaire pour prévenir leurs complots ou pour les réprimer. C'était un homme *irremplaçable,* non seulement à cause de ses qualités hors ligne, mais en raison du respect et de l'amour que le peuple et l'armée lui avaient voués. D'ailleurs, en prenant possession du fauteuil, le président actuel de la République n'avait-il pas énuméré, parmi les éléments sur lesquels il comptait pour accomplir son programme, « la coopération patriotique de son illustre prédécesseur ? » Les ennemis politiques de l'Équateur n'ignorent pas que le bras de fer de Garcia Moreno reste notre plus solide rempart contre leurs entreprises : aussi voudraient-ils l'éloigner de nous. Le congrès a le droit et le devoir de frustrer leurs espérances. » Un député insista sur cette considération que Garcia Moreno, le père du peuple, était aussi le moralisateur de l'armée. « Or, survienne un différend avec une puissance voisine,

une guerre avec le Pérou par exemple, qui commandera l'armée? S'il faut lancer une escadre, qui la dirigera? Le seul chef de l'armée, sur terre comme sur mer, c'est Garcia Moreno. »

Jamais peut-être homme politique ne fut l'objet d'un débat semblable au sein d'un parlement. La majorité, d'accord avec le vœu populaire, vota l'internement de « l'homme nécessaire ». Cette discussion et cette décision du congrès prouvent, à elles seules, la grande position et l'influence absolument prédominante de Garcia Moreno au sortir de sa première présidence, position et influence dont il faudra tenir compte pour s'expliquer les évènements extraordinaires qui vont se dérouler sous nos yeux.

CHAPITRE XVIII

L'ASSASSIN VITERI

(1866.)

Le président Carrion débuta dans sa carrière présidentielle par un discours au congrès contre la Révolution. « La démagogie, disait-il, a fait de constants efforts pour bouleverser l'ordre public, et c'est au prix des plus héroïques sacrifices que le gouvernement précédent a pu sauver les principes conservateurs, si chers cependant à l'immense majorité de la nation. » Selon lui, « on exaltait trop la liberté, cette liberté licencieuse que les peuples fascinés ont empruntée aux théories radicales de la France révolutionnaire pour s'entre-déchirer sur les ruines de tout ordre et de toute vérité. » Il déclarait donc « vouloir s'entourer d'hommes probes, intelligents, animés d'un vrai patriotisme. Avec leur appui et la coopération de son illustre prédécesseur, il se faisait fort de réaliser les améliorations politiques et sociales réclamées par le pays, et d'élever un rempart inexpugnable contre les principes révolutionnaires, source de tous les malheurs. »

Ce programme, Garcia Moreno l'eût signé ; mais, pour l'appliquer avec suite et méthode, il fallait une volonté plus ferme que celle du président Carrion. Honnête homme dans toute la force du terme, dévoué à la reli-

gion et à l'Église, doué de bon sens et d'une certaine habileté dans le maniement des affaires, il manquait de décision lorsqu'il s'agissait de prendre les moyens d'arriver au but. Pour gouverner selon ses vues patriotiques, il n'avait qu'à s'appuyer franchement et sans arrière-pensée sur l'homme supérieur qui l'avait choisi ; mais, soit qu'il redoutât une influence trop dominante, soit qu'il désirât rallier tous les partis, il s'isola bien vite de Garcia Moreno. Entouré d'hommes de nuance libérale, il confia la direction de sa politique à son ministre de l'intérieur, Manuel Bustamante, bien connu par son hostilité contre l'ex-président.

Avec de pareils inspirateurs, le président Carrion gouverna d'une manière directement opposée à son programme. Ennemi de la « liberté licencieuse » importée de France, il ne devait pas ignorer que le libéralisme des gouvernants n'a été inventé par la Révolution que pour favoriser la licence. Et cependant on vit cet honnête homme, à cheval sur le juste milieu tant vanté par les politiques modernes, faire des efforts inouïs pour n'incliner ni à droite ni à gauche, et tenir l'équilibre entre les bons et les méchants : jeu de bascule où les plus célèbres acrobates ont toujours fini par se casser le cou.

La coterie libérale applaudissait à outrance ; les radicaux eux-mêmes, revenant du Pérou ou de la Nouvelle-Grenade munis de sauf-conduits en règle, se déclaraient satisfaits du nouveau gouvernement. A l'ombre du libéralisme, ils créaient des journaux impies et immoraux où la religion et la société étaient également battues en brèche, ils organisaient des associations politiques destinées à devenir, au moment favorable, les officines de nouveaux complots contre l'ordre et les honnêtes gens ; ils n'avaient pas assez d'encens pour le conciliant Carrion et l'équilibriste Bustamante, dont la poli-

tique parfaitement constitutionnelle formait un si heureux contraste avec les « idées despotiques » de Garcia Moreno !

Cependant, bien que sans aucune influence sur le cabinet, l'ex-président, par sa seule présence à l'Équateur, troublait le repos des révolutionnaires : aussi résolurent-ils de s'en défaire à la première occasion. « Le poignard est démocratique et l'assassinat républicain, » comme l'a dit un moderne, et les loges ne manquent jamais de sicaires à l'affût de leur proie.

Dans les premiers mois de 1866, tous les yeux étaient tournés vers le Chili, qui se débattait alors contre l'Espagne. Après avoir, l'année précédente, cherché au Pérou une querelle d'allemand, l'Espagne s'en prenait maintenant au Chili de l'attitude, cependant très correcte, qu'il avait gardée durant le conflit. L'amiral Pareja bloqua le port de Valparaiso, et finit, en avril 1866, par bombarder la ville. Un cri de réprobation, parti de toutes les républiques américaines, souleva de nouveau la question d'une ligue continentale contre l'Espagne. Le président Carrion, toujours indécis, ne savait quel parti prendre ; le congrès décida qu'on garderait « une prudente expectative » ; mais Garcia Moreno, à la tête des patriotes, jugea, non sans raison, que le moment était arrivé « où le péril de l'un devenait une menace pour l'existence de tous. » Il ne s'agissait donc plus de neutralité, mais de prendre une offensive sérieuse contre une invasion préméditée. Ces idées prévalurent, et un traité d'alliance, conclu entre l'Équateur, le Pérou, le Chili et la Bolivie, stipula que les confédérés ne déposeraient les armes qu'après avoir forcé l'Espagne à une paix honorable.

On faisait donc des vœux enthousiastes pour le triomphe du Chili. Dans une grande réunion chez l'ambassadeur de cette république, Garcia Moreno porta un

toast « à l'héroïque Chili, à ses généreux enfants qui, aujourd'hui, en défendant la cause de l'Amérique, ajoutent une page glorieuse à leurs annales. » En même temps, on se préparait à la guerre, car l'Espagne bloquait le Callao, et demain elle menacerait Guayaquil. Le général Darquea, commandant de la province, se chargea de fortifier la grande cité maritime ; mais qui commanderait l'armée ? De tous côtés, les patriotes désignaient au gouvernement le héros de 1859, le vainqueur de Jambeli, l'intrépide Garcia Moreno. On vantait son génie, ses connaissances militaires, son audace et sa bravoure. Avec Darquea pour chef d'état-major et Garcia Moreno pour généralissime, l'armée marcherait au combat sans rien craindre. Chacun se disait tout bas que si l'armée n'avait point à combattre les Espagnols, elle ne tarderait pas à lutter contre les radicaux dont l'organisation devenait menaçante, grâce à l'impéritie et à la faiblesse du gouvernement.

Le président Carrion ne tint aucun compte du vœu des conservateurs, d'autant plus que, les Espagnols tenus en échec au Callao et disposés à la retraite, les esprits se préoccupèrent moins de la question militaire. Mais les radicaux, exaspérés à la seule pensée que Garcia Moreno avait failli être chargé du commandement des troupes, hâtèrent l'exécution de leurs sinistres desseins. Afin d'exciter contre lui la haine de leurs adeptes, ils demandèrent à grands cris dans leurs journaux sa mise en jugement. Il avait commis tant de crimes contre la loi et la liberté, qu'aucune peine ne paraissait trop rigoureuse pour un si grand coupable. Les uns, comme Juan Montalvo, rédacteur du *Cosmopolita,* feuille impie à la dévotion d'Urbina, disaient que « s'ils tenaient don Gabriel dans leurs mains, ils le conduiraient poliment à la frontière ». Les autres, comme Riofrio, réclamaient purement et simplement une

exécution capitale: « Je suis ennemi de l'échafaud, hurlait cet humanitaire, mais non pas tant que vivra Garcia Moreno ! »

Le libéralisme finit par donner satisfaction à ces hommes de sang. Naviguant entre les conservateurs qui voulaient Garcia Moreno à la tête de l'armée et les révolutionnaires qui demandaient sa mort, le gouvernement prit un moyen terme : il l'éloigna de l'Équateur. Un beau jour l'ex-président reçut le diplôme d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire au Chili, à l'effet de contracter avec cette république un traité de commerce et de navigation. Le traité n'était peut-être ni très pressant ni très important ; les circonstances tant extérieures qu'intérieures paraissaient assez graves pour réclamer « la coopération patriotique de l'illustre prédécesseur, » de l'homme nécessaire à qui le congrès, six mois auparavant, refusait l'autorisation de sortir du territoire ; mais le jeu de bascule administrative exigeait qu'on infligeât ce désappointement aux conservateurs, toujours pacifiques et timides, pour complaire aux radicaux dont le mécontentement pouvait tourner à la révolte [1].

Les révolutionnaires battirent des mains. Non seulement le gouvernement se privait de son plus ferme appui, mais ce voyage au Chili leur fournissait l'occasion longtemps cherchée de se débarrasser pour toujours de leur mortel ennemi. Quelque temps auparavant ils avaient formé le projet de l'assassiner à la Carolina, hacienda où Garcia Moreno s'était retiré dans les envi-

[1] Pendant que se négociait la mission diplomatique de Garcia Moreno au Chili, un gouverneur de province soi-disant conservateur et ami de l'ex-président, fonctionnaire sous son administration, écrivait au ministre Bustamante : « Il est urgent de se débarrasser de Garcia Moreno, et le gouvernement a très bien fait de l'expédier au Chili. » On a dit que Garcia Moreno se défiait même des conservateurs : n'avait-il pas raison?

rons de Quito, mais certaines indiscrétions des conjurés les forcèrent d'ajourner l'horrible dessein. Cette fois, les loges décidèrent que Son Excellence l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ne reviendrait pas du Chili.

Garcia Moreno devait s'embarquer à Guayaquil le 27 juin et relâcher quelque temps à Lima pour conférer avec le président Prado. Huit jours avant son départ, on l'avertissait de tous côtés que ses ennemis l'assassineraient en chemin, et probablement le tueraient à coups de révolver sur le vaisseau. Une respectable dame, venant de Lima, le supplia de prendre des précautions, parce que les réfugiés du Pérou avaient juré de l'immoler à leur vengeance, soit au Callao, soit à son arrivée dans la capitale. A Guayaquil, on lui montra une lettre d'un urbiniste, affirmant avec certitude que Garcia Moreno entreprenait son dernier voyage et que, lui disparu de la scène, un nouvel ordre de choses allait commencer. A Lima, les réfugiés annonçaient hautement qu'en mettant les pieds dans la ville, Garcia Moreno serait salué à coups de révolver[1]. Ce dernier savait par expérience tout ce qu'on peut attendre de ces chevaliers du crime, mais il appartenait à la race des braves qui se confient en Dieu et ne reculent jamais devant le danger. Il partit donc de Guayaquil, le 27 juin, en compagnie de D. Pablo Herrera, son secrétaire et de D. Ignacio de Alcazar, adjoint à la légation. Herrera emmenait avec lui son fils, jeune homme de quatorze ans, et Garcia Moreno, une petite nièce de huit ans, qui se rendait à Valparaiso. C'était toute son escorte.

Le vapeur arriva au Callao le 2 juillet. Garcia Moreno prit immédiatement avec sa suite un train qui arriva au débarcadère de Lima vers midi. Ignacio de

[1] *El asesino y la victima, America Latina*, 17 juin 1865.

Alcazar descendit le premier pour s'entretenir avec un attaché de l'ambassade venu à leur rencontre. García Moreno le suivit aussitôt, puis aida sa petite nièce à descendre. Au moment où il se retournait vers un ami accouru pour le féliciter de son voyage, un certain Viteri, parent d'Urbina et frère de Dario Viteri, un des pirates de Jambeli, s'approcha subitement de lui, le traita de brigand et d'assassin, et lui tira deux coups de révolver à la tête avant qu'il eût le temps de faire un mouvement. Son chapeau, troué par les balles, tomba par terre. Instinctivement, et comme mû par un ressort, il s'élança, le pistolet au poing, sur le meurtrier, dont il saisit violemment le bras, ce qui fit dévier la troisième balle. Le sang coulait de deux blessures légères, l'une au front, l'autre à la main droite.

Pendant qu'il étreignait ainsi le bras de son adversaire, un de ses amis, D. Félix Luque, bien que sans armes, accourut pour le dégager, mais un nouveau coup de feu, tiré par un compagnon de Viteri, lui perça la main. Au bruit de ces détonations, Ignacio de Alcazar se précipite à son tour au milieu des combattants et tombe sur Viteri à coups de crosse de révolver. Blessé à la tête, l'assassin furieux décharge deux fois son arme sur ce nouvel assaillant, pendant qu'Ignacio, ripostant également par une double décharge, l'oblige à quitter la partie. Cette horrible scène n'avait duré qu'un instant.

Comme toujours, la police se montra quand le danger fut passé. Un officier se mit à faire le moulinet avec son sabre et blessa gravement Ignacio de Alcazar en voulant lui arracher son révolver. Ignacio ne livra son arme que devant une sommation du préfet ; encore ne put-il s'empêcher de lui faire remarquer qu'on n'a pas le droit de désarmer les victimes quand on ne sait pas les défendre contre les assassins ; et il lui montra Viteri

qui revenait à la charge, le pistolet à la main, cherchant des yeux Garcia Moreno. Le meurtrier fut saisi à l'instant, alors Garcia Moreno remit entre les mains du préfet son révolver muni de toutes ses balles : par un acte de magnanimité sublime, bien que dans le cas de légitime défense et disposant absolument de la vie de l'assassin, au lieu de lui brûler la cervelle comme tout homme l'eût fait à sa place, il s'était contenté de détourner l'arme braquée sur sa poitrine. Implacable quand le bien public l'exigeait, il épargnait un criminel quand il ne s'agissait que de sa propre vie[1].

La nouvelle de ce lâche attentat se répandit aussitôt dans la ville. Le président de la république envoya sa voiture et chargea son aide de camp de transporter Garcia Moreno au palais. Il traversa ainsi la capitale au milieu de foules vivement émues. Au palais, il fut accueilli avec toutes sortes d'égards par le président Prado, qui ne savait comment lui témoigner ses condoléances. Il fit jeter en prison l'assassin Viteri et ordonna de le mettre en jugement sans délai.

C'est ici qu'éclate dans tout son jour et sous son aspect le plus cynique, la scélératesse de l'infernale bande qui gouverne le monde. L'agression avait eu lieu en présence de nombreux témoins qui en racontaient tous les détails, de sorte que le guet-apens était manifeste ; mais il s'agissait d'un assassin commissionné par les loges maçonniques : les juges, amis ou complices d'Urbina, trouvèrent moyen de différer le procès jusqu'au moment où, les premières impressions effacées et les témoins oculaires dispersés, les avocats pussent embrouiller l'affaire. Alors Viteri, payant d'audace, ne craignit pas de se poser en victime et d'accuser Garcia Moreno, d'avoir voulu l'assassiner. Il raconta sérieuse-

[1] *Estrella de Mayo*, Quito, 5 janvier 1860.

ment au tribunal « qu'il n'avait jamais eu la pensée de commettre un meurtre ; seulement, en voyant Garcia Moreno descendre du train, il s'était rappelé les crimes de l'ex-président contre sa famille et sa patrie, et je ne sais quel mouvement de subite indignation l'avait poussé à le provoquer en duel. Il s'approchait pour lui proposer une loyale rencontre, mais, au premier mot, Garcia Moreno lui avait répondu par un coup de révolver, lequel avait été suivi de plusieurs autres tirés par les membres de la légation. L'ex-président de l'Équateur, ajoutait Viteri, ne mérite pas un coup de poignard : il doit tomber sous l'anathème et le mépris de l'univers [1]. »

Cette farce grossière ne pouvait arrêter un instant des juges sérieux. Si Garcia Moreno ne valait pas un coup de poignard, comment Viteri avait-il pu concevoir la pensée de se mesurer avec lui ? Malgré ses mépris affectés, Viteri, proche parent d'Urbina, frère d'un des pirates fusillés à bord du *Talca,* se fiait plus, pour abattre Garcia Moreno, au poignard de la secte, qu'aux « anathèmes de l'univers ». Il était prouvé que l'assassinat, préparé dans un conciliabule révolutionnaire, occupait tout le public avant l'évènement ; qu'il y avait eu préméditation, vu que l'assassin se promenait de long en large dans la gare de Lima, attendant sa victime bien longtemps avant l'arrivée du train ; que Garcia Moreno n'avait nullement fait feu sur Viteri, puisqu'il avait remis son révolver entre les mains du préfet sans avoir brûlé une cartouche ; que la nouvelle de l'assassinat courait à Guayaquil avant l'arrivée des dépêches de Lima, ce qui prouvait d'une manière évidente l'existence d'un complot urbiniste ; enfin que, le coup manqué, Viteri et ses compagnons hurlaient avec rage : « A

[1] *Exposicion de Juan Viteri, America Latina,* 4 septembre 1867.

défaut de révolver, nous emploierons le poignard.» A tous ces faits se joignaient les dépositions des témoins, qui tous racontaient d'une manière uniforme les moindres détails du crime.

La culpabilité était donc évidente et la condamnation s'imposait. Mais la justice franc-maçonne a des procédés qui étonneraient Caïphe lui-même. Le tribunal de Lima récusa les témoins oculaires, comme amis et confidents de Garcia Moreno, pour s'en rapporter aux dépositions ridicules et souvent contradictoires de cinq ou six complices de Viteri. L'assassin fut acquitté aux applaudissements de la secte, et, non content de cette infamie, les juges déclarèrent, en seconde instance, qu'il y avait lieu de poursuivre Garcia Moreno sous la prévention de tentative de meurtre sur la personne de Viteri. Ces misérables savaient bien qu'ils ne pouvaient l'atteindre, car, en sa qualité de plénipotentiaire, il échappait à leur juridiction ; mais ils essayaient du moins de déshonorer leur victime.

Cette honteuse prévarication des juges, plus encore que l'attentat du 2 juillet, excita dans tout le public conservateur de Quito, des sentiments d'indignation et de colère. A voir comment on traitait un ambassadeur de l'Équateur, on se demandait s'il n'y avait plus de gouvernement et ce que faisait le président Carrion ? Il se contentait d'écrire une lettre de condoléance à la victime, dans laquelle il narrait « la profonde impression produite par l'assassinat de Lima sur tous les habitants de Quito, et même sur les partisans de l'infâme Viteri, qui se donnaient beaucoup de peine pour dénaturer les faits, sans pouvoir y parvenir. Nul doute de leur complicité dans l'attentat, ajoutait-il, car il était connu à l'Équateur huit jours avant l'arrivée du courrier de Lima[1]. » Le ministre Bustamante, informé de l'évène-

[1] Lettre du 4 août 1866.

ment par Garcia Moreno lui-même, répondait à son tour « qu'il serait tenté de croire à une vengeance personnelle si la nouvelle de l'assassinat répandue avant l'évènement et l'insistance des réfugiés pour obtenir de la cour suprême la mise en accusation de leur victime ne trahissaient un complot de la secte [1].» Des démarches faites pour empêcher cette exécrable iniquité, pas un mot. A Lima, le chargé d'affaires de l'Equateur restait plus qu'indifférent aux cyniques projets des réfugiés, des avocats et des juges. Il insinuait même que Garcia Moreno « ferait bien de ne pas exciper de son titre de plénipotentiaire pour décliner la compétence du tribunal, mais de constituer un fondé de pouvoirs et de soutenir le procès, » ce qui, vu le parti pris des juges, eût inévitablement amené sa condamnation.

Quant aux libéraux, même catholiques, tout en jetant les hauts cris contre l'assassin de Garcia Moreno, ils trouvaient l'occasion excellente pour récriminer contre la victime. « Ils étaient contraints d'avouer que cet homme extraordinaire, par ses fautes innombrables, ses scandaleux abus de pouvoir, avait une grâce spéciale pour se faire abhorrer. Malgré cela, ils n'auraient jamais cru qu'à l'Équateur, on pût avoir recours au poignard pour se venger [2]. » Les faux bonshommes ! jamais sans doute ils n'ont entendu parler de l'attentat du 23 juin 1865, ni de l'assassinat du commandant Matos ! Ils ne se rappellent que les « scandaleux abus de pouvoir de Garcia Moreno » contre l'innocent Maldonado et les non moins innocents pirates qui, à coups de sabre et de révolver, avaient capturé le *Guayas* et mis l'Équateur à deux doigts de sa perte. Il a une grâce spéciale pour se faire exécrer de ces faux conservateurs, cet

[1] Lettre du 4 août 1866.

[2] *El Asesinato y los Republicanos,* Quito 1866, page 2.

homme héroïque qui les a vingt fois sauvés du radicalisme, en exposant sa vie pour défendre la leur !

Trop grand pour relever l'indifférence des diplomates et l'insolence de ces ingrats, Garcia Moreno, guéri de ses blessures, reprit la mer pour se rendre au Chili, bien que ses amis lui annonçassent que d'autres conjurés l'attendaient à Valparaiso et que, du reste, le gouvernement chilien refuserait d'admettre un plénipotentiaire incriminé juridiquement pour tentative d'assassinat. Les radicaux avaient répandu ce faux bruit à dessein d'empêcher une mission qui devait accroître la considération et la gloire de leur ennemi.

Le président du Chili, ses ministres, les personnages distingués de la capitale, reçurent l'illustre ambassadeur avec tous les égards dus à son mérite personnel ainsi qu'à la haute charge dont il était revêtu. Les journaux du pays avaient raconté ses luttes contre la Révolution, les traits d'héroïque valeur qui l'avaient signalé à l'admiration du monde, son amitié constante pour le Chili, durant ses quatre années de présidence, et enfin l'assassinat dont il avait failli être victime à Lima, de sorte que tous les cœurs lui étaient gagnés d'avance. Le discours qu'il prononça le jour de sa réception officielle fit comprendre aux chiliens qu'ils avaient devant eux non seulement un héros mais un diplomate et un ami : « Depuis longtemps il désirait connaître ce beau pays du Chili, la gloire des républiques américaines, et cependant ni ce désir, ni l'honneur d'être auprès du peuple chilien l'interprête des sympathies profondes de son pays et de son gouvernement, ne l'avaient déterminé à accepter la charge d'envoyé extraordinaire, mais l'espoir de resserrer et de rendre plus intime l'alliance entre les deux pays. Initiateur de cette alliance, bien avant le blocus de Valparaiso par l'Espagne, il voulait concerter avec le Chili les moyens les plus efficaces pour rendre

cette union utile et permanente, assez forte pour assu rer à tous une paix honorable, assez intime pour garantir le respect de l'indépendance à l'extérieur, condition essentielle du progrès à l'intérieur. »

Il s'éleva ensuite à des considérations qui firent rentrer dans le néant toutes les accusations d'anti-américanisme dont on le poursuivait depuis quatre ans. « Durant quarante années, s'écria-t-il[1], nous avons travaillé contre la nature et nos intérêts les plus chers. La nature a voulu faire de nous un grand peuple sur la portion la plus belle et la plus riche du globe; et nous, au lieu de nous considérer comme les familles distinctes d'une même nation, nous nous sommes traités comme des étrangers, parfois même comme des ennemis. Malgré nos intérêts économiques qui se combinent admirablement, puisqu'une région produit ce qui manque à sa voisine, nous avons, au moyen de douanes et de tarifs, mis obstacle à l'échange de nos produits et paralysé l'essor de notre industrie. Mais voici venir le jour où toutes ces inventions d'une politique égoïste apparaîtront à tous, ce qu'elles sont en effet, inutiles et pernicieuses. Le péril nous a révélé les avantages de l'union. Comme l'éclair et la foudre servent à purifier l'air, l'injuste agression de l'Espagne nous aura donné la cohésion qui nous a manqué jusqu'ici. »

Il réussit parfaitement dans sa mission. Conventions postales, diplomatiques, consulaires ; traités d'alliance, de commerce et de navigation ; détermination des principes communs dans les relations internationales : tout fut réglé au plus grand avantage des parties contractantes. De plus, durant les six mois qu'il passa au Chili, Garcia Moreno eut l'occasion d'entrer en rapport avec la noblesse et les illustrations de la capitale. Partout on

[1] *America Latina*, 29 août 1866.

admira sa science profonde, son noble caractère, et cet ensemble de dons éminents qui font l'homme supérieur. Dans les sociétés savantes où il eut l'occasion de se faire entendre, il étonna par ses vastes connaissances, et surtout par son système de régénération sociale basé sur les lois de l'Église, c'est-à-dire sur le catholicisme intégral. La société chilienne se passionna pour ce grand homme qui, tout heureux de rencontrer des cœurs assez chrétiens pour le comprendre et l'aimer, s'y attacha d'autant plus que le libéralisme de son pays l'avait peu habitué à cette bonne fortune. Plus tard, il ne parlait jamais sans émotion de son voyage au Chili [1].

Tel fut le dernier résultat de cette nouvelle conjuration radicale. Le nom de Garcia Moreno brilla d'un plus vif éclat dans toute l'Amérique, et l'on comprit mieux, à voir les fureurs de la Révolution contre l'ex-président, qu'il était le seul homme dont elle craignît la puissance. Les évènements vont prouver que ses instincts ne la trompaient pas.

[1] Il disait même que, s'il se voyait jamais dans la nécessité d'abandonner sa patrie, il se transporterait au Chili avec sa famille. C'était le pays qu'il aimait le plus au monde : il attribuait sa prospérité à sa constitution politique et au génie de Portalès à qui, selon lui, on aurait dû élever une statue d'or.

CHAPITRE XIX

CHUTE DU PRÉSIDENT CARRION

(1867.)

A son retour du Chili, Garcia Moreno passa quelques jours dans la capitale au milieu de ses amis, rendit compte au président de la mission qui lui avait été confiée, et se retira ensuite à Guayaquil chez son frère Pablo pour s'occuper de négoce conjointement avec lui. Sans fortune personnelle, et trop scrupuleux pour se faire des rentes aux dépens du public, il ne lui restait d'autre ressource que de travailler pour vivre. D'ailleurs, avec la politique inconsistante du président Carrion et les défiances hostiles du ministre Bustamante, un homme de sa trempe n'avait plus rien à faire à Quito jusqu'au moment où les conservateurs imploreraient son secours pour arrêter la marée montante du radicalisme.

Depuis un an, les principes anarchiques, semés dans le pays par les clubs et les journaux de la secte, pervertissaient les esprits. Ressuscitant les questions litigieuses entre l'Église et l'État, le gouvernement suspendit l'exécution du concordat pour remettre en vigueur l'inique loi du patronat ecclésiastique pendant qu'on délibérait sur certaines réformes proposées au Saint-Siège. En vain le délégat apostolique fit-il des

remontrances sur l'illégalité d'un décret qui blessait les droits d'une des parties contractantes, puisque le concordat n'était nullement atteint par une proposition de réforme partielle : aux grands applaudissements des radicaux, Bustamante maintint son décret. Quatre mois après, il excitait leurs colères en rendant au concordat sa force obligatoire. Dans une autre circonstance, il prit fait et cause pour des religieux qui, voulant échapper aux réformes imposées par Rome, n'eurent pas honte de soulever la populace contre leurs supérieurs. Malgré les représentations indignées du délégat apostolique, le ministre insinua qu'on accablait ces pauvres religieux de vexations imméritées et compromit ainsi l'œuvre de la réformation. C'était le retour à ce passé honteux que Garcia Moreno avait voulu empêcher, d'autant plus que le rétablissement des tribunaux civils dans les causes ecclésiastiques, en abolissant la principale des réformes concordataires, assurait aux criminels une impunité presque certaine.

Avec ce gouvernement sans boussole, les révolutionnaires n'avaient pas à se gêner : aussi leurs journaux conspiraient-ils à ciel ouvert contre la religion de l'État et contre l'État lui-même. Montalvo prêchait dans son *Cosmopolita* l'excellence du paganisme et sa supériorité sur les idées chrétiennes. Les clubistes invectivaient contre le président Carrion et demandaient à grands cris le rappel d'Urbina. A la fin de 1866, leur influence était déjà si puissante, qu'après avoir repris possession du pays par leur incessante propagande, ils se crurent de taille à forcer la porte du corps législatif. Dans la lutte électorale qui précéda le congrès de 1867, ils opposèrent aux modérés de l'école gouvernementale leurs candidats les plus compromis, les Carbo, les Parra, les Endara : le flot anarchiste venait de nouveau battre en brèche les remparts de la

société. Par contre, les conservateurs de Quito, persuadés qu'il était plus que temps de faire rentrer en scène le défenseur de l'ordre, choisirent Garcia Moreno pour les représenter au sénat.

La lutte prit des proportions très graves. Le gouvernement ayant eu la faiblesse de permettre la réorganisation de la *Société républicaine,* club anarchiste dissous deux ans auparavant par Garcia Moreno, on vit aussitôt apparaître d'immondes publications, agrémentées d'invectives contre l'ex-président et de tendres sentimentalités pour le gouvernement de Carrion, « ce gouvernement moral, respectueux de la loi, assurant aux citoyens le libre exercice de leurs droits, et aux hommes de cœur assez de liberté pour empêcher le retour au pouvoir de la faction sanglante et avilissante dont les seuls moyens de gouvernement sont la torture et l'échafaud [1]. » A ce certificat de moralité, les électeurs durent croire que la *Société Républicaine* ainsi que ses candidats vivaient dans l'intimité du président Carrion et de son ministre Bustamante, d'autant plus que ce dernier, en bon libéral, crut devoir se croiser les bras durant la période électorale, afin de témoigner son horreur pour la candidature officielle et son religieux respect pour la souveraineté du peuple. Il s'ensuivit que le peuple souverain, invinciblement trompé, vota d'une manière détestable. La chambre des députés, composée de jeunes gens, resta en majorité libérale, mais le sénat fut envahi par les fortes têtes du radicalisme. Toutefois, en dépit d'une opposition forcenée, le nom de Garcia Moreno sortit triomphant des urnes, avec ceux des sectaires urbinistes qui l'avaient tant de fois souillé de leurs immondes calomnies. Tant il est difficile d'égarer les suffrages, quand il s'agit d'un homme que le pays est forcé d'appeler son sauveur !

[1] Circulaire de la *Société Républicaine,* 1866.

Les urbinistes exultaient, non sans motif. Maîtres du parlement, n'étaient-ils pas maîtres du pays ? Sans courir les chances d'une émeute, ils arrivaient légalement au pouvoir. Les circonstances paraissaient d'ailleurs on ne peut plus favorables pour abattre le président Carrion : Mosquera, leur allié et leur aide au besoin, venait de révolutionner la Nouvelle-Grenade et de se réinstaller à Bogota en qualité de dictateur; au Pérou, les frères et amis jetaient par terre ce qui restait du parti conservateur. C'était le moment d'envoyer Carrion méditer à Cuenca sur les excellences et les avantages du « gouvernement moral et respectueux de la loi », pendant qu'on réorganiserait, à coups d'ukases ministériels, le règne glorieux des Tauras, les contributions forcées, les déportations arbitraires et le martyre de l'Église; mais comme la présence de Garcia Moreno au sénat pouvait ruiner tous leurs plans, ils résolurent dans leurs conciliabules d'invalider son élection. Si l'on objectait que la junte provinciale, juge sans appel en matière d'élection, l'avait qualifié sénateur, on trouverait bien moyen d'équivoquer sur la décision de la junte et de l'annuler. Les conservateurs crieraient à l'arbitraire; on les laisserait crier, et l'ennemi n'en serait pas moins exécuté.

Du reste, afin de préparer les voies aux sénateurs, les radicaux commencèrent à protester dans leurs réunions et leurs journaux contre les iniques arrêts de la junte provinciale. En écartant du sénat Manuel Angulo, le premier élu du peuple, sous prétexte que, membre du conseil général de l'instruction publique, ses fonctions étaient incompatibles avec celles de sénateur, elle avait voulu faire place à Garcia Moreno, « l'intrus, l'usurpateur du suffrage populaire, le despote dont l'audace allait jusqu'à forcer les portes du sénat pour recommencer le cours de ses exécutions illégales et san-

glantes. » Afin de rassurer les sénateurs timides, on leur apprenait que « Garcia Moreno, le tyran, le Catilina, la bête fauve, privé de ses sbires, n'était pas plus à craindre que Néron abandonné de ses prétoriens [1]. » On pouvait donc l'invalider sans s'exposer. Dans un pamphlet intitulé *Le jour du jugement,* Montalvo se félicitait de ce que, « après avoir jugé tout le monde, Garcia Moreno allait être jugé à son tour. En dépit de ses grandes œuvres, il a contre lui, disait-il, ses guerres, ses déroutes, les larmes, les ruines du peuple. Son ambition plaide contre son désintéressement, et sa cruauté contre sa religion : il faut le juger sans miséricorde. » Seulement, il avertissait les sénateurs de prendre garde à eux, « car, si pour gagner leurs voix, l'ex-président ne pouvait plus leur montrer l'échafaud, il ferait miroiter devant eux des portefeuilles. » Qu'ils agissent donc avec audace : « les fonctionnaires, l'armée, le gouvernement, sauront faire respecter leurs délibérations. » Connaissant la stupidité des libéraux, Montalvo comptait que le gouvernement prêterait main-forte à ceux qui, pour le renverser, voulaient écarter son plus solide appui.

Garcia Moreno apprit en route que ses ennemis avaient l'intention de l'exclure du sénat et que, s'ils échouaient à la vérification des pouvoirs, ils iraient jusqu'à invoquer contre lui l'exception d'indignité, attendu qu'il restait toujours sous le coup d'une prévention d'assassinat. Non seulement la majorité se déclarait hostile, mais des partisans d'autrefois, dont la reconnaissance aurait dû faire ses ardents défenseurs, le lâchaient absolument. Bien que sans illusion sur le verdict à intervenir, il vint occuper son siège à l'ouverture des chambres, en face des terroristes et des

[1] *Usurpacion del suffragio publico,* Quito, août 1867.

trembleurs[1]. La nomination des dignitaires lui fit comprendre qu'Urbina n'était pas loin. Son factotum, Pedro Carbo, la cheville ouvrière de toutes les insurrections, fut nommé président; Parra, autre agent d'Urbina, vice-président; Endara, le rédacteur du pronunciamento de Quinche, un des graciés de 1864, secrétaire : décidément, le sénat se transformait en club urbiniste.

On vint lire à cette bande de francs-maçons un message fait de lait et de miel. Le président vivait dans les meilleurs termes avec ses voisins, et, grâces au ciel, la paix régnait aussi à l'intérieur. « Depuis le dernier congrès, l'ordre n'avait pas été troublé; rien ne faisait présager la moindre crainte pour l'avenir. Il avait observé de point en point la constitution et les lois, garanti la liberté de tous les citoyens sans distinction de nuance politique, étendu sa main paternelle sur tous les réfugiés, en un mot pacifié la République. Si, malgré ses désirs, la clémence n'avait point embrassé tous les expatriés, c'est que la prudence doit accompagner la générosité. Du reste, à la première preuve de repentir, d'obéissance, et de bonne conduite les portes de la patrie s'ouvriront pour les recevoir. Du pouvoir extraordinaire dont on l'avait un instant revêtu, il n'avait fait aucun usage ni pour molester les citoyens ni

[1] Avant son arriver, les corridors du palais étaient pleins de libéraux et de radicaux qui déclamaient contre l'élection illégale de Garcia Moreno. C'était à qui prodiguerait le plus d'insultes à l'ex-président, quand tout-à-coup on entend prononcer son nom. « Est-ce bien Garcia Moreno? s'écrient tous ces braves. C'était lui en effet qui gravissait les marches du palais. Le silence se fait comme par enchantement, chacun se range pour le laisser passer, et tous mettent la main au chapeau en signe de respect. Garcia Moreno traverse les rangs d'un air résolu et se dirige vers la salle des séances. A son entrée, tous les sénateurs se lèvent pour le recevoir.

pour les déporter hors du pays[1]. La bande radicale applaudit à tout rompre, en se disant intérieurement que si ce président débonnaire avait mieux usé de ses droits, elle gémirait en prison au lieu de se pavaner au sénat.

Ces formalités accomplies, on procéda immédiatement à la vérification des pouvoirs. Comme tous ses collègues, Garcia Moreno remit aux mains du secrétaire Endara l'acte officiel de son élection, pour qu'il en fût donné lecture à l'assemblée. Endara, troublé par l'ascendant et le regard de Garcia Moreno, balbutiait et tâtonnait tellement que, de son banc, calme et impertubable, ce dernier l'interrompit plusieurs fois pour le rectifier. Le lendemain, la commission chargée d'examiner les rapports des juntes conclut à l'admission de tous les sénateurs, sauf du seul Garcia Moreno.

Cependant parmi les sénateurs, se trouvait un homme juste et consciencieux, ennemi politique de l'ex-président, mais ami passionné du droit et de la justice : le docteur Antonio Mata. A peine la commission eut-elle formulé ses conclusions, qu'il les attaqua au nom de la légalité. « Comme moi, dit-il, vous faites profession de soumission absolue à la loi. Sans la subordination complète de la volonté humaine à la loi, il n'y a pas de République, mais l'anarchie érigée en principe. Or, la loi constitutionnelle en matière d'élections législatives, c'est que la junte provinciale seule a qualité pour statuer sur l'admissibilité des candidats élus. Pour infirmer son jugement, il faut en appeler à la cour suprême ; à défaut d'appel, ses décisions ont force de loi. Elles sont assimilées dans l'ordre politique au verdict des tribunaux en matière civile et criminelle. Injustes ou abusives, elles sont irréformables,

[1] Message de 1867.

sauf recours à la juridiction compétente. Vous êtes donc absolument incompétents, d'après notre législation, pour *disqualifier* un sénateur qualifié tel par la junte provinciale. Votre droit se borne à déférer son verdict au tribunal supérieur. »

La majorité connaissait parfaitement la loi, mais ces hypocrites prôneurs de légalité ne se gênent nullement pour la fouler aux pieds quand elle contrarie leurs passions. A ce raisonnement d'une lucidité transparente, ils opposèrent de ridicules arguties, des vociférations contre la junte et des invectives contre Garcia Moreno. D'un trait de son inexorable logique, le docteur Mata leur prouva qu'ils battaient la campagne et les défia de traiter la question de droit. Irrités d'une opposition à laquelle ils ne s'attendaient pas, les urbinistes devinrent insolents. L'avocat Mestanza, qui se croyait satirique, affirma que tous les maux de l'Équateur avaient leur source dans le caractère « de certains Équatoriens, doux et humbles de cœur, et par trop évangéliques, toujours disposés à tendre la joue gauche à ceux qui les avaient souffletés sur la droite, et à baiser la main des misérables qui les avaient déshonorés. » Après cette incartade, venait une charge à fond contre Garcia Moreno, dans le but de couvrir le manque absolu de raison.

Le docteur Mata bondit pour la troisième fois de son siège et lança cette apostrophe qui dut faire baisser les yeux aux plus éhontés : « Je voudrais bien être, mais par malheur je ne suis pas l'homme évangélique dont vient de parler le préopinant. Je n'ai point fléchi le genou devant l'homme qui m'a outragé, ni baisé la main qui m'a fait un affront. Dans mes veines circule un sang qui ne s'échauffe que trop vite. J'ai un cœur trop impressionnable et trop sensible à l'injure ; toutefois, au fond de mon âme il y a une conscience, et cette conscience me dit que je suis dans cette chambre pour

y apporter, non mes griefs et mes ressentiments personnels, mais un sentiment de justice que personne n'arrachera de mon cœur. »

Trois ou quatre sénateurs votèrent avec le docteur Mata l'admission de Garcia Moreno ; tous les autres, emportés par l'esprit de vengeance ou la rage révolutionnaire, prononcèrent l'exclusion. Ce déni de justice ne les empêchera pas de dire que la république personnifie la légalité, et que jamais ils ne pardonneront à Garcia Moreno d'avoir violé la constitution et les lois. Cependant, ces tartufes n'osèrent paraître au journal officiel sous les verges du docteur Mata : ils supprimèrent des actes du congrès les discours vengeurs qui les marquaient du signe de l'iniquité, comme le fer rouge imprime sur l'épaule du condamné le stigmate de son crime. Quant au sénateur invalidé, connaissant d'avance le verdict qu'allaient rendre ces grotesques comédiens, il n'avait pas attendu la fin de la pièce pour préparer son retour à Guayaquil.

Une fois débarrassés de Garcia Moreno, le plus ferme appui de l'ordre, les révolutionnaires dressèrent leurs batteries contre l'ordre lui-même représenté par le gouvernement. Deux petits projets de loi suffirent pour démanteler la forteresse : l'un supprimait la haute police afin de laisser toute liberté aux conspirateurs, et l'autre décrétait la responsabilité des hauts fonctionnaires afin de les intimider en cas de crise et d'isoler le pouvoir. Cela fait, le sénat mit en accusation le président Carrion et son ministre Bustamante, pour délit d'illégalités administratives.

Le président avait le choix entre balayer cette assemblée radicale ou succomber sous ses coups. Au lieu d'agir avec force et décision, il se montra comme toujours irrésolu et inconséquent. Afin d'avoir l'occasion de s'armer de pouvoirs extraordinaires, il imagina je

ne sais quel complot contre la sûreté de l'État et déporta cinq ou six individus qu'on disait compromis dans cette conspiration. Flairant une manœuvre du ministre Bustamante, le sénat voulut savoir quels faits avaient motivé ces arrestations, mais le gouvernement répondit qu'il tenait les fils d'une grave conjuration dont il révélerait les détails en temps opportun. Là-dessus, le docteur Mestanza, impatienté, s'écria « qu'il n'y avait d'autre conjuration en train que celle du gouvernement contre le peuple et la constitution ».

C'était une déclaration de guerre. Bustamante se croyant assez fort pour tenir tête au congrès, fit emprisonner Mestanza et cinq autres représentants, ce qui mit toute la capitale en émoi. Au lieu de se rendre, le congrès se déclara en permanence jusqu'au moment où les députés incarcérés lui seraient rendus. Comme il fallait en finir, Bustamante décréta la dissolution du congrès et posta un bataillon aux abords de la chambre pour disperser les représentants en cas de résistance. Mais la loi sur la responsabilité des fonctionnaires avait si bien produit son effet, que le gouverneur de la province, don Mariano Bustamante, bien que proche parent du ministre, refusa de notifier au congrès le décret de dissolution. Durant cet imbroglio, les représentants, furieux de voir les soldats entourer le palais, se répandaient en discours incendiaires contre le despotisme : Carbo invectivait contre Carrion et Bustamante; Angulo exhortait ses collègues à faire bravement leur devoir; un autre rappelait l'exemple des sénateurs romains attendant la mort sur leurs chaises curules. Mais au lieu de coups de fusils, on leur envoya la démission de Bustamante, ce qui les calma durant quelques jours.

Alors, pour échapper aux radicaux que ses concessions avaient rendus tout-puissants, Carrion prit le

parti de s'entourer de conservateurs déclarés, et choisit pour ministre Raphaël Carvajal, Manuel Ascasubi et le général Davallos, tous trois intimes amis de Garcia Moreno. Il fit même offrir à l'ex-président le commandement de l'armée. Celui-ci, pour ne pas compromettre sa responsabilité dans une situation humainement inextricable, répondit « qu'il fallait laisser aux militaires de profession l'honneur des grades hiérarchiques, mais que néanmoins il se mettrait à la disposition du gouvernement le jour où l'indépendance nationale serait menacée. » Au fond, il n'avait aucune confiance dans la sincérité du gouvernement. « Je me réjouirais, écrivait-il à un ami, de l'installation du nouveau cabinet, si j'avais l'espoir que le président ne se tournera pas de nouveau vers le malheureux Bustamante pour en faire cette fois encore le vrai et unique chef de la république. Ne nous faisons pas illusion : le nouveau ministère fait tout simplement l'office d'un paratonnerre : s'il échoue, il se discrédite, sans profit pour le pays ; s'il parvient à sauver le vaisseau de la tempête, Bustamante l'écartera doucement quand il se croira en mesure de reprendre le gouvernail. Nous assistons à une nouvelle péripétie, et non au dénouement du drame[1]. »

En effet, irrité de la volte-face exécutée par le gouvernement, le congrès se vengea en mettant à son ordre du jour l'accusation portée contre Carrion et Bustamante d'avoir violé la constitution dans le conflit avec les députés, ce qui les mit dans un étrange embarras. « La solution de la crise, écrivait à cette occasion Garcia Moreno, va dépendre du verdict de condamnation ou d'absolution que va porter le congrès. L'absolution, c'est la réconciliation des accusés avec les rouges et le triomphe des bandits d'Urbina. La condamnation ou

[1] Lettre à M. Léon Méra, 14 octobre 1867.

l'abdication du président qui se retirera peut-être pour exciter la compassion du sénat, entraînera immédiatement de nouvelles élections sous le gouvernement du vice-président, et c'est peut-être, au milieu de tant de hasards périlleux, ce qui offre le moins de danger. Que si le président et son favori, pour acheter leur grâce, se jettent dans les bras d'Urbina et de ses rouges, cet acte d'inique trahison ne tardera pas à recevoir son châtiment. La crise alors sera violente, mais définitive, et Dieu aidant, nous en sortirons vainqueurs[1]. »

C'était une véritable prédiction. Pour se sauver et sauver son Bustamante, Carrion n'eut pas honte de proposer au sénat la plus ignominieuse des transactions. Il s'offrit à jeter par terre son ministère conservateur pour lui substituer un ministère libéral et d'opérer des mutations de même nature dans les commandements militaires, si les juges consentaient à prononcer un verdict d'absolution. Mais cette indignité hâta le dénouement de cette pièce tragi-comique. Averti de ce qui se passait, le ministre de l'intérieur, Carvajal, se présenta devant le sénat pour demander des renseignements sur ces faits scandaleux, qui lui furent publiquement certifiés par les sénateurs libéraux. Aussitôt les ministres envoyèrent au président leur démission motivée : « Nous n'avons point hésité, disaient-ils, à nous charger du ministère au moment du danger, et nous nous flattions qu'un nouveau programme politique, exposé franchement et loyalement, pourrait terminer la crise, et voilà que l'ex-ministre Bustamante, nous en avons acquis la certitude, recourt aux transactions les plus iniques pour se procurer une honteuse absolution. Devant cette duplicité, source déjà de tant de conflits, nous quittons le pouvoir pour sauver notre dignité et

[1] Lettre à Léon Méra, 26 octobre 1867.

pourvoir au bien de la nation. » Les sous-secrétaires d'État, Léon Méra et Vicente Salazar, joignirent leurs protestations indignées à celles des ministres, et se retirèrent d'un gouvernement « qui se jouait de ses officiers comme il se jouait de l'honneur de la patrie. »

Le président et l'ex-ministre Bustamante, abandonnés et méprisés de tous, se virent alors à la merci de leurs juges. Bustamante fut condamné à la privation de tout emploi public pendant deux ans, et le congrès, par un vote solennel de censure, décerna au président Carrion un véritable brevet d'incapacité qui le forçait à donner sa démission. « En cédant à de pernicieuses influences, disaient les représentants, en sacrifiant la république à de misérables intérêts de famille, le chef de l'État s'est rendu indigne du poste éminent auquel l'a élevé la confiance du peuple. Laisser la présidence en de telles mains serait un immense malheur pour le pays. »

On ne pouvait pas trop plaindre le président ni son ministre, mais il n'en était pas moins vrai que les radicaux arrivaient au pouvoir. Carrion tombé, ceux qui avaient profité de ses faiblesses pour l'acculer à la déchéance, allaient profiter de leur crédit pour influencer les électeurs en faveur d'Urbina, et le catholique Équateur, par un effet merveilleux de cette boîte à surprises qu'on appelle le régime parlementaire, était exposé à se réveiller un beau matin, très légalement et très constitutionnellement, en pleine république radicale.

On attendait de jour en jour ce hardi coup d'État, sans que personne se sentît de force à l'empêcher, lorsqu'on apprit l'arrivée soudaine et tout à fait inopinée de Garcia Moreno. Retiré à Guayaquil depuis son expulsion du sénat, une maladie grave de sa petite fille l'avait subitement rappelé dans la capitale. Déconcertés à cette nouvelle, les radicaux du congrès commencent

à se troubler ; les conservateurs courent à Garcia Moreno comme au sauveur que Dieu leur envoie ; peuple et députés le supplient de prendre en mains les rênes du gouvernement et de préserver le pays d'un nouveau cataclysme. Maître absolu de la situation, il n'avait qu'un mot à dire pour déterminer un pronunciamento en sa faveur ; il ne le voulût pas, mais néanmoins il résolut de barrer le chemin à la Révolution, en déjouant le plan des sénateurs radicaux.

Dans un conseil composé de ses amis politiques, Garcia Moreno fit prévaloir l'idée qu'un changement de gouvernement, accompli avec promptitude et résolution, rétablirait l'ordre et la paix. Le président Carrion, devenu impossible, quitterait le pouvoir et serait remplacé au fauteuil par le vice-président Arteta, qui procéderait immédiatement à l'élection du nouveau chef de l'État. On porterait comme candidat à la présidence don Javier Espinosa, avocat estimé de tous pour son amour de la justice, et de plus excellent catholique. Cette combinaison, goûtée du public et des chambres, rallia si bien conservateurs et libéraux que les urbinistes perdirent toute influence.

Avec son énergie habituelle, Garcia Moreno, chargé de l'exécution du programme, signifia au président que, vu les circonstances, le bien public exigeait sa démission ; et, comme celui-ci résistait aux instantes sollicitations qu'il lui fit itérativement adresser par Pablo Bustamante, frère de l'ex-ministre, il lui envoya cet ultimatum d'un laconisme significatif : « Souvenez-vous que le salut de la république doit l'emporter sur la vie de l'homme qui la méne aux abîmes ! » Enfin, le 6 novembre, Carrion donna sa démission, après avoir acquis la conviction que l'armée ne le soutiendrait pas. Par son ascendant sur les chambres, Garcia Moreno obtint qu'Arteta, en qualité de vice-président, lançât immé-

diatement le décret convoquant les électeurs pour la nomination du nouveau président. Le nom d'Espinosa fut accueilli avec un tel enthousiasme par tout le peuple que les radicaux n'osèrent pas même lui opposer de concurrent. Un mois après, la crise était terminée et le nouveau gouvernement installé pour dix-huit mois, c'est-à-dire jusqu'à l'achèvement de la période constitutionnelle.

Le 25 décembre, de retour à Guayaquil, Garcia Moreno écrivait à un ami : « Je reviens de Quito, où je suis allé voir ma petite fille qui se mourait. Vous savez déjà pourquoi la Providence m'a conduit dans cette ville. Le candidat que j'ai présenté, le catholique et vertueux Javier Espinosa, a été accepté avec enthousiasme, même par un certain nombre de rouges. Les élections, terminées le 21 de ce mois, ont ramené la concorde et la paix. Nous pouvons nous vanter d'avoir le meilleur des présidents. Notre pauvre Équateur, ajoutait-il, vient de traverser sans secousse une crise qui pouvait aboutir à une guerre civile désastreuse [1]. »

Comme tous les conservateurs, disons, en terminant ce chapitre, que si, dans ces conflits d'incapables et d'ambitieux, la guerre civile n'a pas ensanglanté le pays, c'est encore une fois grâce à l'énergie du héros chrétien qui jamais ne voulut pactiser avec les principes ou les hommes de la Révolution.

[1] Lettre à don Félix Luque. Voir *Verdadera situacion politica.* Lima, 1875, page 8.

CHAPITRE XX

CATASTROPHE D'IBARRA

(1868.)

Existe-t-il une hérésie plus indéracinable que l'hérésie libérale dans des cerveaux honnêtes ? Si vous leur démontrez que le gouvernement, chargé de diriger les esprits vers le bien, ne peut sans forfaiture tenir la balance égale entre le bien et le mal, ils vous traitent d'absolutiste. Si le catholicisme établit que, vu l'infirmité de la nature déchue, la vérité non protégée sera toujours opprimée par l'erreur, et les honnêtes gens foulés aux pieds par la canaille, ils affirment niaisement que la vérité triomphe naturellement de l'erreur comme le soleil des ténèbres, et que Dieu saura parfaitement se défendre lui-même. Qu'un document pontifical anathématise solennellement leurs erreurs et déclare expédient, aujourd'hui comme autrefois, de proclamer la religion catholique religion de l'État, à l'exclusion de tous les faux cultes, ils traitent le pape de rétrograde et le *Syllabus* d'anachronisme. Accepteront-ils, du moins, les leçons de l'expérience ? Pas davantage. Tous les dix ou vingt ans, maîtres un instant d'appliquer leurs principes, ils embourbent le char de l'État dans l'ornière radicale, en France comme en Belgique, en Europe comme en Amérique. Si vous leur reprochez

les catastrophes dont cette politique est périodiquement la cause fatale, ils battent la campagne, jurent leurs grands dieux qu'ils mourront libéraux impénitents, courent à de nouveaux abîmes et y précipitent avec eux les gouvernants les mieux intentionnés, si ceux-ci n'ont pas le courage de se soustraire à leur funeste direction.

Don Javier Espinosa, le meilleur des hommes, aussi intelligent que vertueux, profondément conservateur et profondément catholique, aurait pu faire le meilleur des présidents, comme l'espérait Garcia Moreno, s'il ne s'était pas laissé circonvenir par les libéraux. On lui persuada que, nommé par tous les partis plus ou moins opposés au radicalisme, il devait les appeler tous au gouvernement, ainsi que l'exige le système parlementaire. Pour se montrer conciliant, il donna le ministère de l'intérieur et des affaires étrangères à son parent, Camilla Ponce, catholique sans épithète, et lui associa deux collègues de camps opposés. Les libéraux comprirent sa faute et le comblèrent d'éloges ; les radicaux eux-mêmes promirent de devenir des anges de paix et de douceur sous le gouvernement paternel, légal, et tout à fait constitutionnel du sage Espinosa.

Avec un pareil entourage, le gouvernement devenait d'autant plus difficile que la constitution si souvent blâmée par Garcia Moreno, entravait à chaque instant l'action du président. Pour empêcher le navire de sombrer, il fallait un homme assez énergique pour éviter l'écueil par un virement de bord illégal, en s'appuyant sur le principe de Garcia Moreno : « Je suis chargé de sauver la république avant de sauver la constitution. » D'un caractère très timoré et très scrupuleux, Espinosa se fit au contraire l'esclave des fictions parlementaires et légales, au grand détriment des conservateurs. On lui présenta un jour une liste de trois noms parmi lesquels il devait, selon les dispositions constitutionnelles,

choisir un gouverneur de province. Sur les trois, deux déclinèrent l'honneur et la charge, et le troisième était un libéral. Que faire? l'accepter, si mauvais qu'il fût, ou exiger la présentation de trois nouveaux candidats. Le président ne se crut pas autorisé à prendre ce second parti, et le libéralisme se renforça d'un nouveau gouverneur de province. Si l'on ajoute qu'Espinosa peu expert et peu soupçonneux en matière d'intrigues, refusait de croire à tout méfait non matériellement démontré, on verra qu'il avait toutes les qualités requises pour servir de jouet aux retors de la Révolution.

Garcia Moreno connaissait bien la faiblesse de caractère du nouveau président, mais il espérait qu'intelligent et consciencieux, il se laisserait guider par les conseils d'hommes expérimentés, dévoués à sa personne comme aux intérêts religieux et sociaux dont les conservateurs lui avaient confié la garde, mais il eut beau lui signaler les dangers de la situation, l'éclairer sur les hommes qui surprenaient sa bonne foi, lui dénoncer les trames des radicaux, Espinosa trouvait qu'il s'inquiétait à tort, puisque la légalité n'était pas violée. Du reste, afin d'enlever toute influence à l'ex-président, les radicaux représentèrent sa politique comme tyrannique et absolument monstrueuse. Dans un odieux pamphlet intitulé *La République et Garcia Moreno*, ils refirent à leur manière l'histoire des huit dernières années, pour établir que leur mortel ennemi n'avait tenu aucun compte de la constitution ni des lois. Son despotisme avait causé tous les malheurs du pays, d'où la conclusion toute naturelle que du principe légal, incarné dans le président Espinosa, jaillirait pour l'Équateur une source intarissable de gloire et de prospérité. Les conservateurs ripostèrent en montrant par l'histoire[1] avec

[1] *El senor G. Garcia Moreno y los liberales del Guayas.* Quito, avril 1868.

quelle désinvolture leurs hommes si vantés, Roca, Gomez de la Torre, Franco, Roblez, et surtout Urbina, marchaient à pieds joints sur leur fameux principe de la légalité, non par exception et pour sauver la patrie, mais tous les jours et pour contenter leurs passions. « Le parti anarchiste, que Garcia Moreno avait dû mettre à la raison, formait moins un parti politique qu'une ménagerie de bêtes féroces échappées de leur cage, et qu'il fallait y faire rentrer de gré ou de force sous peine d'en être dévoré. » Rien de plus vrai, mais les calomnies, reproduites et commentées dans les journaux, ne laissaient pas que d'impressionner vivement le gouvernement, déjà prévenu contre Garcia Moreno.

Dès lors, le travail de destruction recommença de plus belle dans les clubs, les feuilles publiques, les bureaux des gouverneurs de provinces et même du ministère. Les radicaux minèrent le terrain, sournoisement et sans tapage, pour ne pas donner l'éveil au vertueux Espinosa. Leurs affidés ou des complices inconscients s'introduisirent dans les emplois, au mépris des conservateurs désormais sans influence et sans crédit. Sous prétexte de liberté de la presse, on remit en question les principes religieux et sociaux. En vain Garcia Moreno essaya-t-il de nouveau d'ouvrir les yeux au gouvernement sur ces menées souterraines : Espinosa réclamait le corps du délit, le fait matériel qui permît de sévir sans sortir de la stricte légalité.

L'Équateur allait assister à une seconde représentation de la pièce jouée, un an auparavant, sous le président Carrion. Incapable de supporter plus longtemps ce spectacle écœurant, Garcia Moreno prit le parti de se retirer à la campagne. Il loua dans la région du nord, non loin d'Ibarra, l'hacienda de Guachala, avec l'intention de l'exploiter lui-même. C'était un moyen de re-

faire sa santé fort ébranlée par les agitations de la vie politique et les grandes épreuves domestiques qu'il avait subies durant ces dernières années. Sa digne et vertueuse épouse, Rosa Ascasubi, était descendue au tombeau. Il avait épousé en secondes noces la senora Mariana de Alcazar, nièce des Ascasubi. Quand il communiqua son projet d'alliance à la mère de la jeune fille, la noble femme lui répondit en pleurant qu'elle redoutait les jours troublés et les nuits d'angoisses qui avaient abrégé la vie de sa pauvre sœur. Elle ne voulait pas pour sa fille d'une existence qui consistait à se demander tous les jours si on ne lui rapporterait pas son mari, le cœur percé d'une balle ou d'un coup de poignard. Cependant, comme on ne résistait point à la volonté de Garcia Moreno, il avait uni son sort à celui de la senora Mariana, dont la jeunesse, l'amour et le courage ne craignirent point d'affronter les tempêtes qui épouvantaient sa tendre mère. Depuis lors, les angoisses n'avaient guère cessé : l'attentat de Lima, l'odieuse invalidation prononcée par les sénateurs, finalement la perte d'une petite fille, premier fruit de leur amour, avaient initié la jeune femme à son long martyre. Il conduisit donc la douce Marianita, comme on l'appelait en famille, au milieu des bois, des prairies et des troupeaux de Guachala, décidé à y planter sa tente pour s'y procurer, avec le calme et les joies du foyer, un moyen honorable d'augmenter ses ressources.

Mais Dieu ne voulait pas que cet homme extraordinaire, véritable instrument de sa Providence, eût ici-bas un moment de repos. Il ne l'avait appelé dans cette oasis que pour lui faire exercer une fois de plus, son rôle de sauveur. Le 13 août 1868, des éruptions volcaniques accompagnées de tremblement de terre, commencèrent à ébranler toute la province d'Ibarra. Dans la nuit du 15 au 16, vers une heure du matin, pendant

que les volcans vomissaient des torrents de lave, une épouvantable secousse réveilla les habitants terrifiés. La terre tremblait; les maisons et les églises s'écroulaient avec fracas; hommes, femmes, enfants, troupeaux, disparaissaient sous les décombres, au sein des abîmes creusés par les oscillations du sol. On n'entendait que les cris des mourants et les hurlements des malheureux échappés comme par miracle à l'horrible catastrophe. Le matin, des dix mille hommes qui composaient la population d'Ibarra, plus de la moitié était ensevelie sous les ruines; l'autre moitié gisait sur les décombres, au milieu des cadavres, muette de stupeur, sans pain, sans vêtement, sans abri, sans espoir! Et non seulement la ville, mais toute la province d'Ibarra offrait ainsi l'image d'un vaste cimetière où les survivants du cataclysme pleuraient sur les tombes ouvertes de leurs parents et de leurs amis.

Pour comble de malheur, des bandes de pillards s'abattirent sur ce champ de mort, comme des oiseaux de proie sur des cadavres. Au lieu de prêter secours aux pauvres mourants qui imploraient leur pitié, ils les achevaient pour les dépouiller. A cette vue, les Indiens sauvages des régions voisines, croyant à la destruction finale de la race espagnole, hurlèrent leur cri de guerre, et descendirent des montagnes, comme des démons sortis de l'enfer, en criant de toutes leurs forces : « Vive le grand Atahualpa! » Les malheureux Ibarréniens fuyaient à l'approche de ces figures sinistres, mais partout ils rencontraient sur leurs pas le vol, le pillage et la mort.

Quand ces affreuses nouvelles se répandirent dans le pays, la consternation se peignit sur tous les visages, et des larmes coulèrent de tous les yeux. Le gouvernement, vivement ému, chercha immédiatement le moyen de sauver cette province ; mais comment refaire un peu

d'ordre au milieu de l'horrible chaos ? Il ne trouva rien de mieux que de s'adresser au dévouement de l'homme que tous désignaient comme seul capable de remplir cette tâche surhumaine. Le 22 août, le ministre Camillo Ponce annonçait à Garcia Moreno sa nomination de chef militaire et civil de la province d'Ibarra. « La situation lamentable du pays, lui disait-il, exige des secours extraordinaires, et surtout un homme de votre capacité et de votre énergie. Désirant envoyer tous les moyens dont il dispose pour soulager et relever ces malheureuses populations, le gouvernement vous investit de tous les pouvoirs ordinaires et extraordinaires que requiert l'état exceptionnel de la province. Chef civil et militaire, vous aurez sous vos ordres les autorités politiques, administratives, militaires et financières ; vous prendrez les mesures que vous croirez nécessaires pour sauver ce peuple d'une ruine totale. Le gouvernement et la nation exigent de vous ce service d'humanité et de patriotisme, persuadés que vous répondrez à leur attente en acceptant la mission qui vous est confiée. »

Il y eut un tressaillement d'espérance dans tout l'Équateur quand cette nomination parut au journal officiel. Seuls les révolutionnaires, plus féroces que les voleurs et les Indiens, accablèrent le gouvernement d'invectives pour avoir appelé Garcia Moreno à un poste de péril sans doute, mais aussi d'honneur. Avec son génie et son courage, il était de force à faire sortir des ruines la province d'Ibarra, et alors quelle auréole autour de son front, quelles acclamations à la gloire du libérateur ! Un gouvernement libéral devait-il accroître de cette façon l'influence du tyran, l'investir d'un pouvoir presque dictatorial, dont il ne manquerait pas d'abuser contre les malheureux Ibarréniens d'abord, et bientôt contre le pays tout entier ? Pour le coup, le bon

Espinosa fut nettement accusé de trahir la République.

Garcia Moreno n'hésita pas un instant à sacrifier pour cette œuvre d'humanité le repos dont il jouissait à Guachala. Laissant déblatérer les hommes de haine, il se rendit aussitôt sur le lieu du sinistre, accompagné de plusieurs bataillons destinés à rétablir l'ordre et à diriger, sous son commandement, les travaux de sauvetage, de construction et de ravitaillement indispensables pour arracher à la mort les tristes épaves du tremblement de terre. A quelque distance d'Ibarra, la troupe fut arrêtée dans sa marche par la rivière de l'Ambi, dont les eaux, grossies par des pluies torrentielles, s'étendaient comme un large fleuve à travers la campagne. Les plus audacieux reculaient à l'idée de s'aventurer dans ces abîmes sans canots ni radeaux, lorsque l'intrépide chef lança son cheval au milieu du torrent, manœuvrant avec tant d'habileté que ses compagnons stupéfaits, après avoir plusieurs fois tremblé pour sa vie, le virent apparaître sain et sauf sur l'autre rive. Entraînés par son audace, ils franchirent à leur tour le terrible passage, préludant ainsi aux actes héroïques qu'allait nécessiter leur difficile mission.

Dès son arrivée sur les ruines d'Ibarra, Garcia Moreno organisa tous les services, et les sauveteurs se mirent à l'œuvre sans délai, car le moindre retard dans les secours pouvait entraîner la mort d'un grand nombre de victimes. Des compagnies de soldats, lancées contre les pillards et les Indiens, réussirent après plusieurs luttes sanglantes, à les refouler dans leur repaire des montagnes. Afin de rétablir dans la population le sentiment de la justice et du droit de propriété, un tribunal, siégeant en permanence, condamna aux peines les plus sévères ceux qui furent reconnus coupables de délit ou de crime. Il était temps, car on racontait des forfaits inouïs. D'une nombreuse famille, deux frères

seulement avaient survécu au désastre. L'un d'eux parvint à se dégager des ruines, mais, au lieu d'aider son frère à sortir d'un amas de décombres où il était enseveli vivant, il saisit une hache, et lui en asséna un grand coup sur la tête. Il devenait par ce fratricide mille fois exécrable l'unique héritier de la famille.

Pendant qu'on châtiait les criminels, des bandes de fossoyeurs enterraient les cadavres et déterraient les vivants qu'on retrouvait évanouis et prêts à rendre le dernier soupir sous des monceaux de débris, ou dans des cavernes creusées par les déchirements du sol. Garcia Moreno eut la consolation de sauver ainsi des centaines de victimes qui avaient dit adieu à la vie, entr'autres la sœur du chargé d'affaires de la Colombie, vertueuse carmélite réfugiée à Ibarra depuis que la persécution avait fermé les couvents de son pays.

La grande difficulté, c'était de trouver des approvisionnements suffisants pour alimenter la ville et la province, également dépourvues de subsistances. La population se mourait d'inanition. Par ses chaleureux appels à la charité, Garcia Moreno provoqua dans la capitale et les autres villes importantes des souscriptions volontaires, et organisa dans les campagnes des convois de vivres, dont il se chargea de faire la répartition. Lui-même, bien que ses ressources fussent très restreintes, il s'inscrivit pour mille piastres et donna l'ordre à son intendant d'expédier de Guachala toutes les provisions que l'hacienda pouvait fournir. La distribution des vivres se faisait de la manière la plus équitable, car il veillait avec le plus grand soin sur tous les employés, afin d'empêcher les cupides de spéculer sur la misère publique. Certains commerçants, pour qui tout était moyen d'infâme trafic, vendaient à des prix exorbitants les choses mêmes de première nécessité : il les

condamna à être publiquement châtiés, au même titre que les escrocs et les voleurs.

En peu de temps, grâce à son infatigable activité, l'ordre régna dans toute la province. Les oiseaux de proie avaient disparu : la population rassurée vivait sous la tente ; les familles se rapprochaient, réunissant leurs faibles ressources. On envisageait l'avenir avec moins d'effroi. Des pionniers traçaient des routes au travers des décombres, premiers linéaments d'une nouvelle cité qui devait s'élever bientôt sur les ruines de l'antique Ibarra. Le génie organisateur de Garcia Moreno présidait à la résurrection de ce peuple, heureux de l'appeler son protecteur et son père.

Au récit de ces merveilles, les radicaux de Guayaquil et de Quito séchaient de dépit. A Ibarra même, on les vit, témoins attristés de l'œuvre accomplie par Garcia Moreno, former d'odieux conciliabules au milieu des ruines, afin de chercher un moyen quelconque d'incriminer le dévouement et de souiller la charité. Leur porte-voix, l'avocat Mestanza, président de la *Société Patriotique* de Quito, affirma dans les journaux de la secte que « toutes les ressources accumulées depuis le tremblement de terre avaient passé dans les mains impures d'employés sans vergogne. » Cette vilenie n'atteignait pas Garcia Moreno, dont le désintéressement et l'extrême rigidité envers ses subalternes n'étaient que trop connus des libéraux ; néanmoins, les notables d'Ibarra se levèrent comme un seul homme pour jeter à la face de Mestanza l'épithète de « misérable calomniateur ».

Cette protestation ne fit qu'irriter la colère des radicaux. A propos d'un marché conclu avec un ami, et uniquement pour rendre service à cet ami, ils accusèrent Garcia Moreno d'avoir profité des malheurs publics pour acheter des marchandises à vil prix et les revendre

à gros bénéfices. Indigné de cette lâcheté, le vendeur, Manuel Fierro, protesta solennellement et sous la foi du serment « qu'il avait lui-même offert ses marchandises à Garcia Moreno, mais que celui-ci les avait refusées, n'en ayant nul besoin, et ne voulant faire aucun achat en ces temps de calamité. Il n'avait cédé que sur ses instances réitérées, pour lui rendre service, et en le priant de faire lui-même les prix qu'il avait acceptés sans en rabattre une obole [1]. » Garcia Moreno ajouta que si les radicaux trouvaient le marché avantageux, il était prêt à le leur céder sans aucun bénéfice.

Il faut citer ces énormités pour montrer la haine satanique qui ronge le cœur des libéraux, et les ignobles moyens auxquels ils ont recours pour déshonorer l'homme le plus honnête et le plus loyal. Les Ibarréniens reconnaissants ensevelirent ces hontes sous les témoignages non équivoques, je ne dirai pas de leur sympathie, mais d'un amour vraiment filial pour Garcia Moreno. A peine l'eurent-ils vu à l'œuvre que, dans une adresse à leurs bienfaiteurs des provinces voisines, ils l'exaltèrent « comme un sauveur envoyé par la Providence, au milieu du déluge dans lequel ils avaient été comme ensevelis ». — « La protection dont nous entoure Garcia Moreno, dirent-ils [2], cet homme qu'une inspiration du ciel a fait nommer chef civil et militaire de la province, est de telle nature que les paroles nous manquent pour célébrer notre sauveur. On dirait que cet illustre héros a été créé tout exprès par Dieu pour nous consoler dans cette immense infortune. Les larmes qui coulent de nos yeux peuvent seules lui témoigner l'émotion de nos cœurs à la vue de son dévouement. Bientôt, grâce à l'infatigable activité qui le

[1] « *Al publico* », feuille volante, 1er décembre 1868.
[2] *Un sentimiento de gratitud,* signé : *Los Ibarrenos*. Quito, septembre 1868.



caractérise, à l'audace de ses conceptions, à la promptitude et à la sûreté de ses moyens d'exécution, nous lui serons redevables de notre résurrection sociale et politique. Nous ne serons plus des ombres errantes au milieu d'un champ de désolation couvert de vingt mille cadavres. La province d'Ibarra ne perdra pas son nom, ni la bannière de l'Équateur une de ses plus brillantes étoiles. »

Un mois plus tard, quand Garcia Moreno dut quitter la renaissante Ibarra, le peuple entier accourut pour lui dire adieu, absolument comme au départ d'un père. Tous fondaient en larmes et l'accablaient de remercîments et de bénédictions. Quelque temps après, les dames d'Ibarra, au nom de la province, lui firent hommage d'une médaille en or, enrichie de diamants, et portant cet exergue : *Au sauveur d'Ibarra.*

Hélas ! ce tremblement de terre, avec ses épouvantables dégâts et ses monceaux de cadavres, n'est qu'une faible image des bouleversements accomplis dans le monde par la Révolution ! Si le « sauveur d'Ibarra » mérite une médaille d'honneur, ses compatriotes lui doivent des couronnes pour les avoir arrachés dix fois aux griffes des révolutionnaires. Nous allons le voir procéder contre ces implacables ennemis de l'ordre au dernier et définitif sauvetage de la République.

CHAPITRE XXI

CHUTE DU PRÉSIDENT ESPINOSA

(1869.)

Le président et ses ministres félicitèrent chaudement Garcia Moreno du grand dévouement dont il avait fait preuve dans sa mission d'Ibarra. Celui-ci profita de leurs dispositions pour leur représenter, une fois encore, que le flot du radicalisme les emporterait bientôt, s'ils ne prenaient les mesures d'ordre réclamées par la situation. Mais jamais les libéraux n'aperçoivent de nuage à l'horizon. Espinosa s'endormait de plus en plus dans ses illusions optimistes. Son ministre de l'intérieur, Camillo Ponce, inutile Cassandre, avait perdu toute influence sur lui ; chaque fois qu'il conjurait le président de mettre un frein aux menées des anarchistes, il se heurtait aux doutes et aux scrupules du plus étroit légalisme. Nul espoir d'ouvrir les yeux à ces aveugles volontaires. Impatienté et découragé, Garcia Moreno se retira de nouveau dans sa solitude de Guachala, laissant à Dieu le soin de l'avenir.

Cependant, comme l'année 1868 touchait à sa fin, et que les pouvoirs d'Espinosa expiraient en août 1869, les conservateurs s'occupaient activement de lui trouver un successeur. Garcia Moreno avait jeté les yeux sur le général Darquea, loyal et vaillant soldat qui comman-

dait alors le district de Guayaquil. Pour lui, malgré les instances de ses nombreux amis, il refusait toute candidature : « La seule faute que je me reproche dans ma vie politique, disait-il, c'est d'avoir accepté la présidence en 1861 malgré les absurdités de la constitution bâclée par nos représentants. Le pays va expier les folies de la convention, et déjà l'expiation serait un fait accompli, si je ne m'étais sacrifié pour endiguer le torrent révolutionnaire [1]. » Dans le même ordre d'idées, il écrivait à cette époque : « Je ne désire pas le pouvoir ; si les rouges m'obligeaient à le prendre, je réponds, avec la grâce de Dieu, de sauver le pays en quelques mois. Cela fait, je laisserais la place à l'élu du peuple, qui serait certainement le général Darquea. » Dans un voyage qu'il fit à Quito, il proposa même aux membres de la *Société patriotique* et à tous ses amis de patronner officiellement ledit général, « comme le plus digne par son patriotisme, ses mérites personnels et ses importants services,de régir les destinées de l'Équateur [2]. »

Mais les conservateurs ne furent pas de son avis. Pour sortir du labyrinthe libéral et reprendre l'œuvre de la civilisation chrétienne, il fallait plus qu'un honnête général, il fallait Garcia Moreno. Ils résolurent donc de lancer sa candidature. Prenant l'initiative du mouvement, la *Société patriotique* adressa aux électeurs, dès le 28 novembre 1868, un manifeste signé de tous ses membres et d'autres notabilités du parti de l'ordre, dans lequel elle ne craignait pas d'affirmer « qu'après avoir consulté toutes les sociétés provinciales, les personnages les plus autorisés, en un mot, la majorité de la nation, elle présentait la candidature de Garcia Moreno, comme une nécessité dans les circonstances pré-

[1] Lettre au Dr Léon Méra, 12 juillet 1868.
[2] *Verdadera situacion*... por F. Luque ; pages 10 et 11.

sentes, en même temps qu'un témoignage d'estime et de reconnaissance pour les services rendus au pays par cet illustre citoyen. Inutile d'énumérer, ajoutait-on, les bienfaits dont il a comblé la nation durant sa dernière présidence, ni les sacrifices qu'il s'est imposés pour la province d'Ibarra à l'occasion de la catastrophe du 16 août dernier : ces actes, nous les avons vus de nos yeux, et la gratitude les a imprimés dans tous les cœurs. En ouvrant des voies de communication, en appelant des instituts religieux pour régénérer les mœurs sous la douce influence du catholicisme, en multipliant les écoles et les collèges, Garcia Moreno a posé les fondements de notre prospérité. Il est vrai que la calomnie met tout en œuvre pour noircir ce grand patriote, mais nous mépriserons les invectives de ces calomniateurs, inspirées trop souvent par les ressentiments personnels et les fureurs vindicatives des criminels qu'il a châtiés. Leur voix s'éteindra, comme se dissipe avec le temps l'odeur d'un cadavre en putréfaction. Alors on ne verra plus que les grandes œuvres de Garcia Moreno, monuments immortels de son génie et de son patriotisme[1]. »

Ce manifeste, impatiemment attendu, fut accueilli dans l'Équateur par une explosion de joie. De toutes les provinces, de Cuenca, de Riobamba, de Loja, de Guaranda, de Babahoyo, arrivèrent des adhésions motivées. Les journaux, les feuilles volantes, se couvrirent de milliers de signatures en faveur de Garcia Moreno, si bien que ses ennemis, libéraux et radicaux, furent obligés de se donner la main pour lui opposer un candidat offrant quelque chance de succès. Le catholique Borrero fonda le *Constitutionnel* pour faire campagne contre le tyran, de concert avec le *Cosmopolita* du païen Montalvo. Afin de trouver la force dans l'union, Mon-

[1] *Manifestacion de la Sociedad patriotica*, 28 Novembre 1868.

talvo s'efforça de rentrer un peu ses griffes, Borrero allongea un peu les siennes, et la fusion s'opéra sous le nom de « grand parti libéral. » On espérait par cet euphémisme tromper l'innocent troupeau des électeurs, que le rouge effraie toujours quelque peu. Mais où trouver un représentant du grand parti libéral, accepté des fusionnistes, et de force à lutter contre l'ennemi commun ? Si les aspirants ne manquaient pas, il leur manquait à tous quelque chose : Carbo était trop impie et trop démagogue, Angulo trop gothique, Montalvo trop satanique, Espinel trop inféodé à son messie Urbina, Mestanza trop infatué de lui-même et trop mordant pour ses chers amis ; quant à Borrero, le Caton de Cuenca, on en usait comme d'un cheval de renfort pour monter la côte. De guerre lasse, l'union libéro-radicale choisit pour son candidat don Francisco Aguirre, de Guayaquil, homme de talent et d'instruction, peu militant jusque-là, mais de couleur significative par sa parenté avec Urbina, dont il se montrait le zélé partisan. Il fallait être aveugle comme un catholique libéral pour ne pas voir se dresser derrière Aguirre le spectre du sinistre révolutionnaire. On présenta cette candidature comme l'expression du plus pur libéralisme, la quintessence de toutes les perfections, et la paix éternelle dans la fusion des partis, tandis que, dans leurs feuilles, manifestes, proclamations, les fusionnistes exhibèrent comme repoussoir leur portrait habituel de Garcia Moreno, retouché par leurs meilleurs artistes. C'était le tyran, l'assassin, l'hypocrite, le violateur des lois, le bourreau des honnêtes gens. Ces poisons se débitaient au bon peuple avec l'agrément, pour ne pas dire la faveur du gouvernement, si bien qu'il devenait nécessaire d'élever la voix pour confondre les criminels et détromper leurs victimes. Inquiets du silence de Garcia Moreno, les conservateurs se demandaient si, continu-

ant à décliner toute candidature, il les abandonnerait en un moment aussi critique, lorsqu'il fit paraître, le 18 décembre, ce manifeste où les fusionnistes sont traités selon leurs mérites, et ses actes, à lui, expliqués sans ambages.

« Avant la période électorale, dit-il, le premier, je mis en avant, près d'un grand nombre de mes amis, la candidature d'un illustre général. Par suite de leurs hésitations et de son refus, je me désistai, bien décidé cette fois à déserter la lutte. Du reste, en différentes circonstances de ma vie publique, j'ai donné la preuve que je n'aspirais pas au mandat présidentiel. Avant comme après 1865, j'ai dit et répété que, vu l'insuffisance de nos lois pour la répression des hommes de désordre, je ne me chargerais plus du pouvoir, à moins que les irréconciliables ennemis de l'Église et de la patrie, les partisans d'Urbina, aujourd'hui déguisés en libéraux, ne tentassent une restauration de son exécrable tyrannie.

Or, ce que personne n'aurait cru possible, voilà que cette hypothèse devient une réalité. La candidature de don Francisco Aguirre, parent, allié et fauteur d'Urbina, candidature appuyée par tous les radicaux, fait pressentir aux moins clairvoyants le retour à bref délai de l'homme néfaste qui ne doit rentrer à l'Équateur que pour monter à l'échafaud. Les partisans de don Francisco Aguirre me forcent donc d'accepter la candidature que daignent m'offrir les conservateurs. Si je reculais devant l'insuffisance des lois pour châtier ces trafiquants de révolutions, tout homme loyal et sérieux refuserait comme moi la présidence, et l'Équateur serait perdu. Au peuple et à ses représentants d'écarter cet obstacle en donnant au gouvernement la force de répression dont il a besoin pour défendre la société.

« Aux complices d'Urbina, aux traîtres de Cuaspud,

de Quinche, de Machala et de Santarosa, aux pirates de Jambeli, s'unissent aujourd'hui des hommes mus par de vils intérêts ou d'ignobles rancunes, des catholiques soi-disant libéraux, ennemis du Concordat et du Syllabus, qui ne rougissent pas de marcher sur les brisées des jansénistes en qualifiant *d'ultramontains* les vrais enfants de l'Église. Cette monstrueuse fusion, loin de m'arrêter, m'offre un second et puissant motif d'acceptation, car il est évident que mon refus mettrait en péril les plus chers intérêts du peuple.

« Enfin un motif d'honneur vient corroborer ceux que m'inspirent ma foi religieuse et mes convictions politiques. Attaqué journellement avec une implacable obstination, en butte aux injures de toute espèce comme aux calomnies les plus outrageantes, je pardonne volontiers à mes ennemis ; cependant, je crois que le jour est arrivé où le peuple, par un verdict solennel, doit prononcer entre moi et mes calomniateurs. Oui, le jour de l'élection sera le jour du jugement : entre moi et mes accusateurs, il y a le peuple, et c'est la justice du peuple que j'invoque. Si je me retirais de la lutte, ils ne manqueraient pas de dire que j'élude la sentence parce que je me crois coupable. Je ne puis attenter à mon propre honneur, et c'est ainsi qu'à force d'outrages, ils m'ont mis dans l'impossibilité de refuser une candidature à laquelle j'étais loin d'aspirer.

« Pour conclure, je dois faire connaître à la nation les principes qui dirigeront ma conduite si elle m'appelle à l'honneur de la gouverner. Respect et protection à l'Église catholique ; adhésion inébranlable au Saint-Siège ; éducation basée sur la foi et la morale ; diffusion de l'enseignement à tous les degrés ; achèvement des routes commencées et percement de nouvelles voies, selon les besoins et les ressources du pays ; garanties pour les personnes, les propriétés, le commerce, l'agri-

culture et l'industrie ; *liberté pour tous et pour tout, excepté pour le crime et les criminels*, répression juste, prompte et énergique de la démagogie et de l'anarchie ; maintien de nos bonnes relations avec tous nos alliés ; promotion aux emplois de tous les citoyens honorables, selon leurs mérites et leurs aptitudes : voilà mon programme. Je veux tout ce qui peut contribuer à faire de l'Équateur un pays moral et libre, riche et vraiment civilisé. Tels sont mes principes, telle sera ma règle de conduite, si les suffrages du peuple m'appellent à exercer le pouvoir. »

Voilà, dirons-nous à notre tour, voilà dans toute sa splendeur le programme de la civilisation catholique. Ce fier langage est celui d'un grand chrétien et d'un grand patriote qui ne veut tromper ni les conservateurs ni les révolutionnaires. Les conservateurs doivent savoir que ce catholique tout d'une pièce n'inclinera jamais vers les doctrines libérales, et les révolutionnaires, qu'ils ont devant eux l'ange exterminateur. Nous constaterons plus tard que ce n'était pas là une profession de foi banale comme on en placarde tant sur les murs en un jour d'élection, mais bien le plan médité et détaillé du grand édifice que ce politique de génie voulait construire sur les ruines de la Révolution.

A la lecture de ce manifeste, un soupir de soulagement s'échappa de tous les cœurs amis de l'ordre et de la religion. Au contraire, la ligue libéro-radicale, démasquée et flétrie, poussa des cris de rage et de fureur, d'autant plus qu'elle espérait le désistement de Garcia Moreno. Pour le dégoûter complètement de la vie publique elle l'avait poursuivi de ses outrages, et voilà que cette fausse tactique ramenait au combat le lion blessé ; or, le combat, c'était la victoire, car aux commentaires enthousiastes du manifeste et aux milliers

de signatures qui se lisaient chaque jour au bas des circulaires électorales [1], on conjecturait à bon droit que le candidat fusionniste n'obtiendrait pas même le tiers des suffrages. Désespérant de vaincre au scrutin, les radicaux résolurent de conquérir le fauteuil présidentiel par une nouvelle conspiration.

Afin de préparer le peuple à un coup de main, les clubs, aidés des feuilles publiques, répandirent le bruit que l'Équateur ne souffrirait pas une seconde fois la domination de Garcia Moreno. Les vrais républicains empêcheraient bien le despote de remettre le pays dans les fers. L'assassin de Maldonado, le bourreau de Jambeli, l'autocrate qui depuis huit ans s'imposait à son pays, devait être écarté par n'importe quel moyen. Montalvo sommait Garcia Moreno de renoncer à sa candidature, sous peine de voir briller bientôt la lame du poignard : « Qu'il sache, s'écriait-il, que nous sommes irrévocablement liés à don Francisco Aguirre : ou le tyran nous écrasera, ou il mourra de nos mains. » Des bruits d'une révolution prochaine circulaient dans la capitale et les provinces. Quant au formaliste Espinosa, il laissait prêcher tranquillement la révolte et l'assassinat, attendu que l'Équateur jouissait de la liberté de la presse et du droit d'association. A Cuenca, les fusionnistes organisèrent une procession grotesque et ridicule en faveur de leur candidat : à travers les rues, un cierge à la main, s'avançaient gravement l'avocat Borrero, ses amis les libéraux, ses alliés les radicaux, puis la populace qui hurlait : « Vive Aguirre ! A bas Garcia Moreno ! » Du sein de cette cohue émergeait un drapeau sur lequel flamboyait ce mot sacramentel : Constitution ! A Guayaquil, à Quito, dans tous les centres, se préparait un soulèvement que tout le monde, excepté pourtant

[1] *Estrella de Mayo*, 31 mars 1869.

les libéraux et le très placide Espinosa, s'attendait à voir éclater sous peu de jours. Ces braves gens ne pouvaient s'imaginer que les révolutionnaires, leurs alliés du moment, n'exaltaient le président et la constitution que pour abattre l'un et déchirer l'autre.

Pendant ce temps, Garcia Moreno s'occupait tranquillement à Guachala de ses champs et de ses troupeaux. Il avait accepté la candidature sur les instances de ses amis, mais il leur laissait le soin de la propager et de la défendre. Dans les premiers jours de 1869, en voyant poindre un coup d'État révolutionnaire, certains d'entre eux, sans aucun concert préalable, arrivèrent simultanément à Quito pour s'entretenir avec lui des périls de la situation. Ne l'y trouvant pas, ils s'unirent à d'autres conservateurs de la capitale, parfaitement renseignés sur les agissements des radicaux, et n'hésitèrent pas à entreprendre le voyage de Guachala. Ils arrivèrent à l'hacienda vers onze heures du soir. Déjà Garcia Moreno était retiré dans sa chambre, quand ses serviteurs indiens vinrent lui annoncer que plusieurs cavaliers, demandant à lui parler, se trouvaient à la porte. Son premier mouvement fut de saisir un grand sabre qui pendait près de son lit, et le révolver placé sur sa table, car on l'avait prévenu la veille que des assassins de la Nouvelle-Grenade en voulaient à sa vie. Quelle ne fut pas sa surprise de reconnaître ses amis les plus dévoués ! Ils lui expliquèrent à l'instant les motifs très pressants de leur visite, l'insurrection radicale sur le point d'éclater, et l'inconcevable inertie du président en face des dangers qui le menaçaient. Lui seul pouvait sauver le pays, s'il en était temps encore ; ils accouraient pour le conjurer de reprendre avec eux le chemin de la capitale. Il leur répondit qu'il ne voyait aucun moyen de salut et que, du reste, il était fatigué de lutter pour des hommes aussi stupides que les libéraux,

lesquels n'avaient que trop mérité de passer par les verges d'Urbina. — « Sans doute, répliquèrent ses amis, mais vous avez juré de ne pas laisser retomber le peuple aux mains de cet affreux despote. » Quelques heures après, ils l'entraînaient avec eux vers Quito.

Dans la capitale, il se trouva immédiatement entouré de conservateurs arrivés des provinces, dont les informations lui fournirent des détails très précis sur le plan des conjurés. Urbina venait d'arriver à Tumbez avec ses fidèles généraux Rios et Franco ; de la frontière, il correspondait avec ses affidés ; la révolution devait sans délai éclater à Guayaquil ; après avoir assassiné le général Darquea, les conjurés se proposaient d'ouvrir les prisons et de corrompre les officiers pour s'emparer des casernes ; les autorités, averties, se précautionnaient contre une invasion imminente. A Cuenca, les chefs du mouvement avaient reçu le mot d'ordre. Trois urbinistes fameux, Zamorra, Villavicencio et Tarquinio Franco, compromis dans les dernières insurrections, distribuaient les rôles aux conjurés. Un écrit intitulé : *Lunettes pour les myopes,* avait mis au jour tous ces faits, en publiant des lettres émanant des autorités de Guayaquil et relatives au complot. Du reste, à Quito, les sectaires s'armaient déjà de poignards et de révolvers ; à Riobamba, à Latacunga, à Cuenca, les urbinistes annonçaient qu'ils triompheraient sur les cadavres de leurs adversaires, et que le 15 janvier serait le commencement d'une ère nouvelle [1].

Sur ces entrefaites, on apprit de Pasto par des lettres particulières, qu'un certain Victor Proano, à la solde d'Urbina, s'était rendu peu auparavant dans cette ville pour enrôler des volontaires. Il avait annoncé à ses confidents qu'Urbina allait rencontrer à Tumbez Rios

[1] Ces faits, relatés dans les journaux du temps (*Estrella de Mayo,* 22 et 28 janvier,) n'ont jamais été démentis.

et Franco, ce qui se trouvait vérifié par le fait, et puis s'emparer de Guayaquil pendant qu'on envahirait l'Équateur par le nord, après avoir mis la main sur Garcia Moreno à Guachala. De plus, le bruit se répandit qu'il existait un pacte secret entre Urbina et Mosquera, pacte révélé par les indiscrétions épistolaires de ce dernier, en vertu duquel l'Équateur devait être divisé. Les provinces du Nord, jointes à celle du Cauca, formeraient une nouvelle nationalité.

Ces bruits alarmants couraient les rues, et le gouvernement, qui les connaissait mieux que personne, refusait de prendre aucune mesure d'ordre. Il révoquait les employés soupçonnés d'incliner vers les conservateurs, et maintenait à leur poste, malgré les réclamations indignées des ministres eux-mêmes, des gouverneurs de provinces notoirement favorables aux urbinistes. Espinosa, devenu le jouet des libéraux, avait les yeux couverts d'un triple bandeau. Ses amis, ses parents, après bien des représentations inutiles, l'avaient abandonné à ses conseillers favoris. Son ministre fidèle, Camillo Ponce, d'un dévouement à toute épreuve, hésita longtemps devant une rupture qui lui brisait le cœur ; mais, pour ne point assumer la responsabilité des malheurs qui allaient fondre sur le pays par l'incurie du président, il se vit obligé, lui aussi, de donner sa démission.

La retraite du ministre de l'intérieur, en faisant passer le gouvernement tout entier aux mains des libéraux, glaça d'effroi les conservateurs. On s'attendait d'un moment à l'autre à voir éclater le mouvement révolutionnaire. Garcia Moreno crut devoir intervenir une dernière fois auprès du président et, comme toujours, sa grande âme et son noble cœur dictèrent ses résolutions. Au-dessus des misérables intérêts de partis ou de personnes, il offrit de renoncer spontanément à sa candidature si le président consentait à prendre dans son

conseil Camillo Ponce et José Maria Guerrero, pour aviser avec eux aux moyens de sauver la république. Espinosa refusa net. Trois médiateurs, qui à différents titres auraient dû exercer quelqu'influence sur lui, D. Carlos Aguirre, son très respectable ami, le R. P. Cruciani, son directeur de conscience, et le délégat apostolique, le supplièrent en vain d'avoir égard aux supplications des conservateurs et d'accepter la proposition de Garcia Moreno : il resta inflexible [1].

Ainsi abandonnés à eux-mêmes, les conservateurs, Garcia Moreno à leur tête, tinrent un conseil secret pour aviser aux périls de la situation. D'après l'ensemble des faits constatés et les mouvements des clubistes dans la capitale, la révolution ne tarderait pas à éclater. On ne pouvait compter sur le gouvernement pour la comprimer, puisqu'il serait renversé par elle avant de consentir à reconnaître son existence. Fallait-il livrer le pays à Urbina et assister, les bras croisés, à l'asservissement de la patrie, à la ruine de la religion, au triomphe de la franc-maçonnerie, qui bientôt inaugurerait contre les prêtres, les religieux, les évêques, une persécution à la Mosquera ? Fallait-il livrer le peuple chrétien aux vengeances d'une poignée d'anarchistes ? Tous furent d'avis que, s'il y avait un moyen légitime de sauver le pays, il fallait y recourir sous peine de trahison. Or, dans le cas présent, on ne pouvait écarter les révolutionnaires qu'en substituant une autorité puissante et forte à celle de l'incapable et débile Espinosa : le moyen était-il légitime ? A cette seconde question, on répondit que les conservateurs avaient donné le pouvoir au président Espinosa pour empêcher Urbina d'escalader le pouvoir, et non pour lui faire la courte échelle. D'ailleurs, un pronunciamento radical allait renverser Espinosa : en

[1] *Estrella de Mayo*, 22 janvier 1869.

lui substituant un homme d'énergie, on ne s'attaquait pas à lui, mais aux anarchistes qui s'apprêtaient à le jeter par terre.

La résistance active décidée, Garcia Moreno se chargea d'étudier les voies et moyens, puis de prendre le commandement lorsqu'il s'agirait de l'exécution. Comme il fallait faire vite pour ne pas être devancé par Urbina, son plan fut arrêté dès le lendemain. Il se ménagea des intelligences dans la caserne, puis ordonna à ses amis de province de retourner immédiatement dans les localités qu'ils habitaient, d'informer leurs confidents du mouvement qui se préparait dans la capitale, et de susciter partout des adhésions au pronunciamento conservateur aussitôt qu'une nouvelle favorable leur arriverait de Quito. Il se réservait Guayaquil comme le poste particulièrement difficile et dangereux.

Les deux jours qui suivirent, l'Équateur fut en ébullition. Les radicaux avaient remarqué, non sans inquiétude, la présence simultanée dans la capitale de personnages importants du parti catholique. Craignant une intervention quelconque de Garcia Moreno, ils résolurent d'avancer de quelques jours l'exécution de leur complot et de renverser Espinosa le lundi, 18 janvier. Le samedi 16, au soir, leurs hommes d'action se réunirent dans une maison du quartier San-Juan pour concerter les dernières mesures à prendre. Garcia Moreno, qui les faisait surveiller de très près par ses émissaires, pénétra leur secret, convoqua ses amis ce soir-là même et leur fit connaître ses intentions :

« Si vous voulez sauver le pays, dit-il, ce n'est pas demain qu'il faut agir, c'est aujourd'hui, c'est ce soir. Il est dix heures ; vers minuit, je me rendrai à la caserne pour gagner l'armée à notre cause. Vous me suivrez, en petits groupes, pour ne pas attirer l'attention. Si je réussis, comme je l'espère vous entrerez à la

caserne, et je vous donnerai à chacun une escouade de soldats pour consigner chez eux le président et ses ministres, et arrêter les radicaux au milieu de leur conciliabule. »

Les rôles distribués à chacun, à l'heure dite, Garcia Moreno s'achemina vers la caserne, suivi de ses amis, échelonnés dans l'ombre. En voyant cet inconnu se diriger vers lui, le soldat de faction fit entendre le traditionnel « qui vive ? — Garcia Moreno. » En présence du chef qu'il avait appris à respecter, le soldat troublé lui demanda ce qu'il voulait à pareille heure. « Je veux sauver la religion et la patrie. Tu me connais ; laisse-moi passer. — *Viva* Garcia Moreno ! » répondit le soldat. Arrivé au corps de garde, il rencontra l'officier de service avec les soldats du poste, et leur annonça que, l'infâme Urbina ayant entrepris de bouleverser le pays, il venait encore une fois s'appuyer sur l'armée pour défendre la religion et la patrie. — « *Viva* Garcia Moreno ! » cria tout le poste. Au bruit que faisaient leurs camarades, les soldats, réveillés en sursaut, descendirent avec une vive agitation. Garcia Moreno leur parla des dangers que courait le pays, et que tous du reste connaissaient. Son ton énergique, incisif, eut bientôt porté la conviction dans tous les cœurs et arraché de toutes les poitrines le cri d'adhésion : « *Viva* Garcia Moreno ! »

Les chefs de l'armée n'avaient pas voulu prendre l'initiative du pronunciamento ; mais, en déplorant eux-mêmes la faiblesse impardonnable du président, ils furent très heureux de se rallier au mouvement. De l'agrément de tous, Garcia Moreno prit à l'instant le commandement des troupes, fit consigner Espinosa dans sa maison, et envoya une compagnie s'emparer des clubistes de la rue San-Juan. Mais déjà la ville était en émoi ; les radicaux, ayant eu vent de ce qui se passait, avaient jugé prudent de s'évader au plus vite ; la

musique militaire, par ses joyeuses fanfares, annonçait à tous le grand évènement; et les habitants de Quito, transportés de joie, parcouraient les rues en criant de toutes leurs forces : « *Viva* Garcia Moreno ! »

Les pères de famille et les notables de la cité, réunis au palais du gouvernement, sous la présidence de Raphaël Carvajal, rédigèrent aussitôt l'acte suivant, dont lecture fut donnée au public au milieu de tonnerres d'applaudissements :

« Les soussignés, rassemblés pour aviser aux moyens de sauver la nation de la crise terrible qu'elle traverse en ce moment, considérant :

« Que le président de la République, trahissant la confiance du peuple, a nommé aux charges publiques des ennemis acharnés de l'ordre, lesquels profitent de l'autorité remise en leurs mains pour préparer le retour à l'antique esclavage ;

« Que le gouvernement, non content de mettre à la tête des provinces des urbinistes déclarés, contemple avec indifférence les attentats qu'ils commettent pour arriver au triomphe de leur parti, et cela malgré les dénonciations de la presse et malgré des documents d'une évidence accablante ;

« Qu'Urbina attend à la frontière l'heure choisie par des traîtres pour lui livrer l'importante place de Guayaquil, sans que le Président de la République prenne aucune mesure pour assurer l'ordre et la paix ;

« Qu'à Riobamba, Cuenca, et ailleurs, les démagogues conspirent à ciel ouvert, sans que le gouvernement se préoccupe en aucune manière de préserver la patrie d'une révolution sanglante et désastreuse ;

« Que le rétablissement de l'humiliant despotisme, dont nous a délivrés la glorieuse révolution du 1er mai 1859, a nécessairement pour conséquence la destruction des principes religieux, moraux et politiques, sans

lésquels il n'y a pour la nation ni stabilité ni progrès ;

« Que, sans égard pour la constitution, laquelle déclare la religion catholique, apostolique et romaine religion de l'État, et oblige les pouvoirs publics à la défendre et à la faire respecter, le président laisse propager d'infâmes pamphlets destinés à miner les fondements du catholicisme ;

« Qu'en conséquence de tous ces faits, le ministre de l'intérieur a donné sa démission, ne voulant pas se faire complice d'une telle politique ;

« Arrêtent d'un commun accord :

« Le gouvernement actuel est privé de toute autorité. Don Gabriel Garcia Moreno exercera le pouvoir en qualité de président intérimaire avec toutes les facultés nécessaires pour réorganiser la république, conserver l'ordre à l'intérieur et la paix à l'extérieur;

« La constitution et les lois de l'État restent en vigueur, en tant que le permettront les circontances dans lesquelles se trouve la nation. Une convention nationale sera convoquée à l'effet de réformer la constitution et la législation. Le projet de constitution adopté par la convention, sera soumis à la ratification du peuple. »

Des vivats cent fois répétés accueillirent ces déclarations, et surtout la nomination de Garcia Moreno comme chef du gouvernement. Séance tenante, le nouveau président rédigea cette proclamation à la nation, où l'on sent vibrer à chaque ligne son âme de patriote :

« Mes chers concitoyens, après avoir fait tous les efforts imaginables près du président Espinosa pour sauver la république, menacée de redevenir au premier jour la proie de ses plus irréconciliables ennemis, j'ai dû me mettre à la tête de l'armée pour empêcher une nouvelle effusion de sang et le retour aux horreurs de la guerre civile.

« A Guayaquil, des agents d'Urbina négociaient avec

des traîtres la reddition de la place; dans les autres villes on applaudissait, en présence des autorités, au retour de l'infâme despote. Aveuglé par de perfides suggestions, le président autorisait par sa tolérance cette odieuse conspiration. Patienter plus longtemps, c'eût été se rendre responsable des maux qui allaient fondre sur nous et commettre un crime de trahison.

« J'ai accepté la charge périlleuse de sauver le pays de cette nouvelle conjuration de Catilina, sans autre mobile. je puis le dire, que mon dévouement à la patrie. En preuve de ma sincérité, je promets devant Dieu et devant le peuple, sur ma parole d'honneur toujours inviolée, qu'une fois l'ordre assuré, les institutions réformées, je quitterai le pouvoir pour le remettre aux mains du citoyen que la libre volonté du peuple désignera. Même si j'étais élu, je refuserais la présidence. »

On le voit, Garcia Moreno revenait à sa première idée : saisir l'autorité pour barrer le chemin à Urbina, puis se retirer. Est-ce donc un ambitieux vulgaire, cet homme qui renonce volontairement à gouverner son pays au moment où tout le peuple l'acclame comme un libérateur? Et pourtant, à entendre la bande franc-maçonne, Garcia Moreno n'a déposé le président Espinosa que pour prendre sa place!

Il fallait maintenant obtenir l'adhésion des provinces au pronunciamento de la capitale. Après avoir expédié des courriers dans toutes les directions pour donner le mot d'ordre à ses amis, Garcia Moreno partit à marches forcées pour Guayaquil, où déjà il avait dépêché don Felipe Sarrade pour faire part au gouverneur Darquea des évènements survenus et le décider à employer toute son influence en faveur du pronunciamento. En passant, et pour ainsi dire au vol, le nouveau chef établit son autorité à Latacunga, à Ambato, à Guaranda, à Babahoyo. Arrivé à Guayaquil, le 20, vers neuf

heures du soir, sans prendre un instant de repos, il se rendit à la caserne d'artillerie, la plus menacée d'un assaut urbiniste. A peine eut-il expliqué aux chefs et aux soldats la transformation survenue dans la capitale que tous s'écrièrent : « *Viva* Garcia Moreno ! » Pendant ce temps, le docteur Sarrade parlementait avec Darquea, qui ne se laissait pas vaincre sans résistance. Tous deux ignoraient la présence de Garcia Moreno, quand un agent vint subitement interrompre leur conférence : « *El senor* Garcia Moreno est à la caserne d'artillerie, dit-il à Darquea, et il vous demande. » — « Garcia Moreno ! fit le gouverneur stupéfait, docteur, allons le trouver. » A la caserne, ils furent bien surpris de le voir assis tranquillement à une table, écrivant et dictant des ordres. La besogne était finie : Darquea se mit à la disposition du nouveau chef avec ses troupes, de sorte que ce dernier put adresser ce discours à ses compatriotes :

« Citoyens de Guayaquil, une révolution inique tramée de la manière la plus insolente par les agents du lâche Urbina, et favorisée par la connivence du gouvernement, allait rejeter notre patrie entre les mains de la tyrannie. Déjà les révolutionnaires avaient reçu du Pérou les armes destinées à nous assaillir ; déjà les poignards brillaient aux mains des bandits payés pour nous assassiner.

« Mes chers concitoyens, celui qui ne vous a point abandonnés en 1860, alors que la République était agonisante, ne pouvait point, sans commettre le crime de lèse-patrie, vous délaisser dans la crise actuelle. Pour vous défendre contre vos implacables ennemis et rendre au pays l'ordre et la paix, j'ai quitté ma retraite et me suis rendu dans la capitale où le peuple et l'armée m'ont confié la grande tâche de sauver le pays.

« Je veux remplir cette difficile mission, mais je

compte sur la valeur et la loyauté des généraux, chefs, officiers et soldats de l'armée, sur la coopération de tous les gens de bien, sur le dévouemeut du peuple, et par-dessus tout sur la divine Providence dont j'implore le secours avec une inaltérable confiance.

« Équatoriens, le 17, en quittant la capitale, j'ai fait le serment solennel et public de déposer le pouvoir aussitôt après avoir organisé le gouvernemeut et réformé la législation de concert avec une convention nationale : je tiendrai parole. Le jour où, nos ennemis réduits à l'impuissance, je remettrai le pouvoir à l'élu du peuple, sera le plus heureux de ma vie. »

La foule applaudit par des vivats sans fin. Comme au retour de Jambelı, les urbinistes criaient plus haut que les autres; pour refroidir un enthousiasme dont on pouvait à bon droit suspecter la sincérité, Garcia Moreno mit la province en état de siège. Les agents d'Urbina avaient fait de Guayaquil leur arsenal : tous les détenteurs d'armes, fusils, poignards et autres engins de révolution, furent sommés de les porter dans les vingt-quatre heures au bureau de police, sous peine d'être traités en ennemis publics. Un décret condamna Pedro Carbo et les autres perturbateurs de profession à quitter le pays, et stipula que tout individu convaincu d'avoir favorisé les traîtres serait jugé militairement. L'insurrection était étouffée dans son germe.

Quelques jours après, de retour à Quito, Garcia Mo, reno recevait des adhésions chaleureuses de Riobamba- de Cuenca, de Loja, et de toutes les provinces. Les colonnes du journal officiel ne suffisaient pas à les enregistrer[1]. On se félicitait, d'un bout de l'Équateur à l'autre, d'avoir pu opérer cette contre-révolution sans verser une goutte de sang, sans brûler une seule cartou-

[1] *Estrella de Mayo*, 22, 28 janvier; 3 et 13 février.

che, et cela grâce à l'énergie de l'homme incomparable qui, depuis dix ans, apparaissait dans toutes les crises comme l'invincible défenseur de la religion et de la société. Aussi, à part les sectaires qui le glorifiaient du reste par leurs outrages, n'y eut-il qu'un cœur et qu'une âme pour entonner l'hymne de louange et de gratitude en l'honneur de Garcia Moreno. Le conseil municipal de Quito décréta que le buste du libérateur serait placé dans la salle de ses séances, « en reconnaissance du magnanime courage et du grand esprit politique dont il avait fait preuve dans la transformation qui venait de s'opérer. Après tant d'années consacrées à la régénération de l'Équateur, disait le décret, Garcia Moreno le voyait sombrer de nouveau dans l'immoralité et l'anarchie : son bras vigoureux a conjuré la tempête et ouvert à tous, aux commerçants, aux laboureurs, une nouvelle ère de prospérité. » La *Société patriotique* lui offrit ses congratulations pour avoir, « avec une rapidité qui tient du prodige, préservé la nation d'une guerre civile ». La *Société conservatrice* fit célébrer une messe solennelle d'actions de grâces pour remercier Dieu « du splendide triomphe des principes conservateurs, et célébrer la rentrée au pouvoir du noble chef dont le cœur n'a jamais battu que pour le bien de la patrie ».

A toutes ces adresses et autres semblables[1], Garcia Moreno répondit « qu'en se dévouant au salut du pays, il n'avait fait que son devoir, ce qui ne lui conférait aucun titre aux remercîments de ses concitoyens. Notre gratitude, ajouta-t-il, doit s'élever jusqu'au ciel. C'est Dieu qui nous a sauvés, avec une promptitude inouïe, des calamités dont nous étions menacés : donc, à Dieu seul, amour, louange et gloire ! »

[1] Voir adresses à Garcia Moreno et réponses, *Estrella de Mayo*, 24 février et 3 mars.

A ce grand chrétien et à ce grand homme d'État vainqueur de la Révolution, incombe maintenant la tâche non moins difficile et non moins glorieuse de faire passer la contre-révolution dans les lois et dans les mœurs, c'est-à-dire de fonder la République chrétienne. Cette œuvre de vraie civilisation, déclarée impossible au XIXe siècle, il nous reste à montrer, dans la troisième partie de cette histoire, comment Garcia Moreno l'a réalisée.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉTAT CHRÉTIEN

(1869-1875.)

TROISIÈME PARTIE

L'ÉTAT CHRÉTIEN

CHAPITRE PREMIER

LE PRÉSIDENT MALGRÉ LUI

(1869.)

En reprenant les rênes du gouvernement, Garcia Moreno était bien décidé à réaliser l'œuvre de civilisation catholique dont il n'avait pu que poser les bases durant sa première présidence. A la différence des révolutionnaires qui, comme Satan dans l'Éden, se glissent dans l'État pour soutirer au peuple tous ses biens, sa religion, sa morale et même sa bourse, l'homme de la contre-révolution n'arrivait au pouvoir qu'afin de rétablir le royaume de Dieu et sa justice. Ayant renoncé d'avance au mandat présidentiel, sa seule ambition comme chef intérimaire était d'engager l'avenir en donnant au pays une constitution vraiment catholique.

Or, cette constitution, il ne pouvait l'asseoir sur une base solide sans opérer des destructions, c'est-à-dire sans saper les institutions anarchiques créées par la Révolution. Le 12 février, à peine rentré dans la capitale, il supprima d'un trait de plume l'Université de

Quito, dont il avait pu apprécier de longue date les doctrines libérales. Disciple, il y avait puisé les erreurs les plus pernicieuses sur le droit absolu de l'État ; recteur, il avait en vain lutté contre des vices incurables ; chef de l'État, ses bonnes intentions avaient été constamment paralysées par le conseil de l'instruction publique, ce quatrième pouvoir, comme il l'appelait dans ses messages. Actuellement, l'Université, triste école de sophistes, ne cessait de déclamer contre l'autorité de l'Église et les principes régulateurs de l'ordre social. Il mit résolûment la cognée à cette racine de l'arbre révolutionnaire. « Considérant, dit le décret, que l'organisation et la direction de l'instruction publique sont absurdes ; que l'Université de la capitale, outre les funestes effets produits par l'insuffisance de son enseignement, n'a été par ses détestables doctrines qu'un foyer de perversion pour la jeunesse, nous déclarons l'Université dissoute et le conseil de l'instruction publique supprimé. » Un autre décret fermait le collège national de Cuenca, « autre foyer d'immoralité fondé à grands frais deux ans auparavant, sans autre raison que de nuire à un établissement catholique très-prospère. » La franc-maçonnerie, si empressée à détruire l'enseignement catholique partout où elle règne, ne trouvera pas mauvais qu'un chef d'État chrétien proscrive ses écoles diaboliques. C'est une simple question de logique. Les partisans de la conciliation entre Dieu et le diable pourront seuls blâmer Garcia Moreno.

Les libéraux avaient réussi durant les quatre dernières années à empêcher, du moins partiellement, les bons effets du concordat, surtout la réforme du clergé. A force d'instances, ils avaient obtenu du saint-père la suppression du for ecclésiastique et le rétablissement du droit commun dans les causes judiciaires. Les évêques ainsi dépouillés de toute force coercitive, il s'en-

suivit un grand relâchement dans les mœurs. Garcia Moreno, qui voulait l'Église libre parce que l'Église libre c'est l'Église pure, avait lutté de toutes ses forces contre la mutilation du concordat ; redevenu maître, il abolit immédiatement la prétendue réforme. « Considérant, dit-il, que si le Saint-Siège, eu égard aux circonstances, a pu permettre que les causes ecclésiastiques tant civiles que criminelles fussent déférées aux tribunaux séculiers, le gouvernement peut renoncer à cette concession dans l'intérêt du bien ; que, loin de produire de bons résultats, la suppression du for ecclésiastique n'a servi trop souvent qu'à molester les prêtres vertueux et à assurer l'impunité aux coupables, nous ordonnons le rétablissement des officialités. Ce décret sera présenté au Saint-Siège pour obtenir son approbation, le gouvernement se déclarant prêt à le modifier selon les intentions du souverain pontife. »

Après ces premiers travaux de déblaiement, et d'autres mesures non moins urgentes dans l'ordre administratif et financier, ayant frayé le chemin à son successeur et à la convention nationale qui devait décider souverainement des destinées du pays, il publia le décret convoquant les électeurs. La convention devait se composer de trente députés, trois pour chaque province. N'étaient éligibles que les citoyens âgés de trente ans, et possédant une certaine fortune. La convention avait pour mission principale de voter une nouvelle constitution qui serait soumise ensuite à la ratification du peuple.

Cette perspective d'une convention catholique qui, sous l'influence et la direction de Garcia Moreno, allait constituer un état chrétien, jeta les radicaux dans une espèce de désespoir furieux. Malgré l'expatriation forcée de Pedro Carbo et des autres chefs du parti, ils résolurent de tenter le coup de main que la transformation subite du 17 janvier avait fait ajourner. A Guayaquil le

général José Vintimilla, devenu depuis quelques années l'ennemi politique de Garcia Moreno et l'agent secret d'Urbina, après avoir embauché certains officiers de la caserne d'artillerie, crut pouvoir profiter du jour de sa fête, 19 mars, pour donner le signal de l'insurrection. Dès trois heures du matin, ayant rejoint ses complices à la caserne et corrompu les soldats à prix d'or, il combina son plan d'attaque. A six heures, accompagné d'une troupe d'insurgés, il pénétra par une porte secrète dans la maison du commandant général Darquea, le surprit au lit et le conduisit prisonnier à la caserne. Les gardiens reçurent l'ordre de lui brûler la cervelle à la moindre tentative d'évasion.

Les conjurés se dirigèrent alors vers la caserne d'infanterie en criant : « Vive Urbina ! Vive Carbo ! Vive Vintimilla ! » Mais déjà, grâce à l'énergie de quelques chefs intrépides, la résistanee était organisée. On se battit dans les rues durant plusieurs heures. Les révolutionnaires, acculés à leur caserne, se défendaient comme des désespérés, quand tout à coup le général Darquea, confiné dans sa prison, s'apercevant à l'émotion de ses soldats, devenus ses geôliers, qu'ils remplissaient leur rôle à contre-cœur, leur montre qu'on les a indignement trompés, les décide à lui prêter main forte, et se met avec eux en état de défense. Pendant qu'il observe l'ennemi, un de ses soldats décharge son arme par une fenêtre et frappe au front Vintimilla, qui tombe raide mort. Profitant de la confusion et de la panique des insurgés, Darquea s'élance de la prison, se remet à la tête des troupes fidèles et achève la déroute des révolutionnaires. Les chefs s'enfuirent lâchement, laissant derrière eux cent cinquante morts ou blessés.

Garcia Moreno apprit la révolte en même temps que la victoire. Il félicita le peuple et l'armée de ce que « la trahison qui couvait depuis un an dans le but de livrer

la république au lâche Urbina, aboutissait enfin au tombeau de l'ignominie. » — « Gloire et bénédiction au Dieu des armées! disait-il. Les traîtres comptaient sur un triomphe, oubliant qu'il est au ciel une justice vengeresse. Louange et gratitude aux héroïques généraux, Darquea et Uraga, à tous les chefs, officiers, soldats, employés, qui ont vaincu l'insurrection. Puissent les criminels se laisser vaincre par la clémence, et leur repentir nous forcer à nous montrer généreux. Le bras terrible de la justice tombera uniquement sur les grands coupables, sur ceux qui sèment l'or pour faire couler le sang. » Le résultat de cette prise d'armes fut l'internement des réfugiés au Pérou et la déportation de plusieurs chefs. Le général Ignacio Vintimilla, frère et complice de l'initiateur du mouvement, reçut ordre de quitter l'Équateur et de n'y point rentrer avant une année. L'état de siège étendu à toutes les provinces ôta aux perturbateurs la tentation de continuer un métier devenu dangereux, et la destitution de plusieurs membres du conseil de guerre, qui n'avaient pas craint d'acquitter des insurgés pris les armes à la main, montra qu'on ne se moque point impunément de la justice.

L'insurrection du 19 mars donna un corps aux préoccupations qui agitaient beaucoup d'esprits. On disait que Garcia Moreno étant le seul homme capable de maintenir la paix à l'Équateur, il fallait obtenir de lui qu'il revînt sur son serment et déjà l'on signait des pétitions en ce sens, quand parut au journal officiel la note suivante : « Le président de la république apprend avec non moins de surprise que d'indignation l'extrême liberté que se donnent certaines personnes de racoler des signatures à l'effet de l'obliger moralement à enfreindre un serment solennel. Rien au monde ne le déterminera à se déshonorer par la violation de sa parole.

Il engage donc ces zélés à s'abstenir de démarches inutiles, il use même de son droit pour le leur commander. On doit tout sacrifier à la patrie, excepté la foi, la conscience et l'honneur. »

On cessa de pétitionner, mais on n'en persista pas moins dans la volonté d'avoir pour chef Garcia Moreno. Les députés à la convention, presque tous conservateurs et bons catholiques, arrivèrent dans la capitale avec l'idée bien arrêtée de faire prévaloir cette volonté du peuple, Dans des réunions privées, où Garcia Moreno leur expliqua son projet de constitution, ils lui représentèrent la nécessité d'un bras énergique pour défendre cette charte catholique contre les assauts de la Révolution. Ils ajoutèrent qu'après avoir vu à l'œuvre Carrion et Espinosa, on pouvait toujours craindre de trouver un libéral sous le masque d'un conservateur. Cette réflexion paraissait d'autant plus opportune que son candidat, le général Darquea, venait d'adresser à un personnage notable de Cuenca une lettre politique assez compromettante[1]. Ce correspondant, un des coryphées du libéralisme, lui ayant exprimé la crainte qu'une fois au pouvoir il se laissât influencer par Garcia Moreno, Darquea répondit qu'il s'appuierait uniquement sur la volonté nationale, et gouvernerait avec tous les bons citoyens ; que d'ailleurs, l'indépendance bien connue de son caractère garantissait à tous l'adoption d'une politique personnelle en rapport avec ses opinions. C'eût été donc se faire illusion que de compter sur Darquea comme sur un autre lui-même. Garcia Moreno ne trouva rien à répondre à ces très justes observations ; néanmoins, considérant son serment comme absolument obligatoire, il resta inflexible.

Le 16 mai, à l'ouverture des séances de la convention

[1] *La Verdadera situacion*, p. 12.

il se présenta devant les députés pour rendre compte de sa courte gestion. Les membres de la convention étaient pour la plupart des amis dévoués ; son ancien ministre, Carvajal, présidait l'assemblée. Il leur ouvrit son cœur, comme à des hommes capables de comprendre ses grandes vues. Pour expliquer sa conduite et la révolution du 17 janvier il rappela « que le gouvernement d'Espinosa voyait venir avec une inconcevable sérénité l'ouragan qui devait compléter les destructions du tremblement de terre de 1868. La presse démagogique insultait la religion, déchaînait les passions, prêchait l'anarchie. Dans une de leurs orgies, les conjurés avaient même annoncé le jour de l'insurrection projetée. En présence d'un gouvernement inerte et rebelle à toute remontrance, il avait dû s'appuyer sur le peuple et l'armée pour sauver le pays. En quelques mois, malgré l'échauffourée du 19 mars, l'ordre était rétabli. »

Quant aux détails de son administration, ils étaient tout entiers dans les décrets soumis à leur approbation. L'avenir, un avenir brillant pour l'Équateur, dépendait en grande partie de la constitution qu'ils allaient donner au peuple. Le projet élaboré par lui et sur lequel ils allaient délibérer, contenait les réformes impérieusement exigées pour réaliser l'ordre et le progrès, c'est-à-dire la vraie félicité de la nation. Il avait eu dans ce travail deux objets en vue : le premier, harmoniser les constitutions politiques avec les croyances religieuses ; le second, investir l'autorité d'une force suffisante pour résister aux assauts de l'anarchie. Expliquant sa pensée, il ajouta ces nobles paroles, que nos hommes d'État feraient bien de méditer :

« La civilisation, fruit du catholicisme, dégénère et s'abâtardit à mesure qu'elle s'éloigne des principes catholiques : de là, la débilité progressive et générale des caractères, véritable maladie endémique de notre siè-

cle. Heureusement, nous avons reconnu jusqu'ici dans nos institutions l'unité de croyances, le seul lien qui nous reste dans ce pays divisé par des intérêts de partis, de races, de provinces ; mais cette reconnaissance purement nominale laisse la porte ouverte à toutes les attaques contre l'Église. Entre le peuple prosterné au pied des autels du vrai Dieu et les ennemis de notre sainte religion, il faut élever un mur de défense, et c'est là ce que je me suis proposé, comme réforme essentielle, dans ce projet de constitution. Quant aux attributions du pouvoir exécutif, la raison et l'expérience ont démontré qu'un pouvoir faible est insuffisant, dans nos pays agités, pour défendre l'ordre public contre les entrepreneurs de révolutions. Du reste, comme mon serment du 17 janvier m'interdit d'accepter le pouvoir, on ne m'accusera pas d'égoïsme ou de visées ambitieuses, si je vous demande de fortifier une autorité dont l'exercice ne peut m'être dévolu. »

Il termina son message par une déclaration plus formelle encore, relativement à la future présidence. « Je me suis efforcé durant ces quatre mois de répondre à la confiance du peuple ; il me reste maintenant, en rentrant dans la vie privée, à vous demander pardon des erreurs dans lesquelles je serai tombé bien des fois sans doute, malgré la droiture de mes intentions et le patriotisme qui m'a toujours guidé. L'infaillibité et la parfaite rectitude sont l'apanage exclusif de Celui qui s'appelle la source éternelle de la vérité et de la justice ; puisse-t-il vous éclairer et vous diriger dans un travail dont va dépendre le bonheur de notre patrie ! »

Rentré chez lui, il envoya immédiatement au président de l'assemblée sa démission officielle. « Il avait accepté la charge de président intérimaire jusqu'à la réunion de la convention, avec l'obligation formelle de déposer le pouvoir entre ses mains ; il considérait

donc comme un devoir de céder à un autre les rênes du gouvernement. » Les députés furent d'un avis contraire ; usant de leurs droits, car le président définitif ne devait être nommé qu'après le vote de la constitution, ils le réélurent à l'instant président par intérim. Ce fut en vain ; esclave de son serment, il déclina de nouveau la charge qu'on voulait lui imposer, et dans des termes si accentués que les députés renoncèrent pour le moment à l'espoir de le fléchir. L'assemblée accepta donc sa démission, mais en chargeant Carvajal de lui faire savoir « qu'elle cédait à des raisons de déférence, et non aux motifs présentés par lui pour refuser le pouvoir. » « La convention nationale, lui disait-on, ne reconnaît point aux bons citoyens le droit de refuser leurs services à la patrie. Les hommes de bien, de moralité, de progrès, se doivent absolument à la nation. Ni les serments de refuser les charges publiques, ni les contradictions plus ou moins violentes éprouvées dans la défense des principes sociaux, ne peuvent vous affranchir de l'imprescriptible devoir de vous mettre à sa disposition toutes les fois qu'elle réclame votre concours. Persuadée que les devoirs sacrés du citoyen l'emportent sur des scrupules de délicatesse, la convention espère que Garcia Moreno restera disposé, comme toujours, à servir le pays avec l'honneur, la loyauté et le patriotisme qui le caractérisent. »

Cette pièce, signée par tout le bureau de l'assemblée, montre que la convention de 1869, aussi bien que le congrès de 1865, voyait en Garcia Moreno l'homme providentiel et nécessaire. Pour le remplacer temporairement au fauteuil, elle élut son beau-frère, Manuel Ascasubi, lequel associa immédiatement Garcia Moreno à son gouvernement en lui donnant le portefeuille des finances. Mais ce n'était pas assez pour neutraliser le mauvais effet produit dans le peuple par la retraite du

grand citoyen, ni peut-être pour comprimer la joie non dissimulée des radicaux : on proposa de le nommer général en chef de l'armée. La motion fut soumise à l'assemblée, qui la vota d'urgence et par acclamation, sur la proposition de Carvajal : « Pourquoi délibérer, s'écria ce dernier, sur une question résolue depuis longtemps par un vote indéclinable du peuple? Nul doute sur le mérite de Garcia Moreno, dont le génie et les services sont écrits en caractères éclatants à chaque page de notre histoire depuis dix ans, dix ans de luttes entre l'ordre et l'anarchie. Et après dix ans, pouvons-nous assurer que les éternels partisans du désordre nous laisseront nous reposer de tant de secousses? Il est de toute justice et de toute nécessité que nous donnions Garcia Moreno comme centre de ralliement à notre vaillante armée. »

Le décret, voté d'urgence, portait que « l'illustre citoyen Garcia Moreno, ayant plusieurs fois commandé l'armée de la république et combattu sur terre et sur mer avec une valeur vraiment héroïque, les généraux, chefs, officiers, tant de l'armée que de la garde nationale, en raison de ses qualités guerrières et des services éminents rendus à la nation, l'avaient constamment appelé de tous leurs vœux au sommet de la hiérarchie militaire; qu'en conséquence la justice et l'utilité publique exigeant qu'il fût donné satisfaction à ce désir, la convention le proclamait général en chef de l'armée. » A la notification qui lui fut faite de ce décret, il répondit après sept jours d'hésitation : « Je me décide à accepter, non point par conviction de mon mérite ou confiance dans mes forces, mais pour continuer à défendre la religion et la patrie. Je compterai, pour remplir ce devoir, sur la coopération du peuple, la valeur et la loyauté de l'armée, et surtout sur la protection de la Providence. »

La convention mit alors à son ordre du jour le projet de constitution élaboré par Garcia Moreno, et dont nous parlerons dans le prochain chapitre. Tous les articles en furent sérieusement étudiés. Certaines dispositions, par leur opposition directe avec l'esprit moderne, froissèrent le libéralisme de quelques députés qui les combattirent avec acharnement, mais, en sa qualité de ministre, Garcia Moreno prit la parole pour les défendre et entraîner la majorité. Le projet passa tout entier, presque sans modification. Or, faut-il le dire ? bien qu'il s'agît d'une œuvre capitale au point de vue de ses destinées futures, le peuple ne s'intéressait que médiocrement à ces délibérations. Tant vaut l'homme, tant vaut la constitution, semblait dire aux députés le bon sens public, et rien ne vous sert de vous donner tant de peine pour bâtir, si vous ne nous donnez pas un homme assez fort pour empêcher les démolisseurs de jeter votre édifice par terre. Le peuple attendait donc avec impatience le vote de la constitution, pour arriver enfin à la question brûlante de la présidence définitive.

Les députés, plus que jamais décidés à ne tenir aucun compte des scrupules de Garcia Moreno, ne s'en cachaient pas dans leurs conférences avec lui. Un serment, lui disaient-ils, qui contriste tous les bons citoyens et comble les vœux des révolutionnaires, un serment qu'on ne peut tenir sans nuire gravement au bien public, ne saurait être obligatoire. En vertu de sa puissance dominative, la nation a le droit et le devoir d'annuler de tels serments. Dans de pareilles conjonctures, refuser la suprême magistrature, c'est encourir la responsabilité de tous les maux résultants de ce refus ; ce n'est plus un acte de vertu, mais une faute. Garcia Moreno n'ignorait point ces principes de saine théologie, mais il en contestait l'application. Il entendait déjà la cohue révolutionnaire l'appeler traître et parjure, et lui repro-

cher devant le peuple son manque de parole. Le peuple, très peu théologien, se laisserait prendre au fait matériel ; et quelle influence aurait-il sur le pays, s'il perdait son prestige d'honnête homme et de chrétien ? Les députés répondirent à cette objection qu'il devait être habitué depuis longtemps aux outrages des révolutionnaires ; quant au peuple, au vrai peuple, parfaitement au courant d'une question débattue depuis cinq mois, il ne lui pardonnerait jamais de l'avoir livré, par un faux sentiment d'honneur, aux ennemis de la religion et de la patrie.

Le 29 juillet, la convention se réunit dans l'église de la compagnie de Jésus, où, après une messe solennelle, elle procéda à l'élection du président de la république. Garcia Moreno fut élu à l'unanimité moins une voix. Le président Carvajal lui transmit la décision de l'assemblée, espérant de son patriotisme, disait-il, qu'il s'inclinerait devant cette nouvelle manifestation de la confiance nationale. Mais Carvajal se trompait : cette volonté de fer ne savait pas plier, ni cette conscience délicate se rassurer. Il supplia la convention de prendre en considération les motifs tant de fois allégués, et d'accepter sa renonciation. Il ne restait pour vaincre son obstination qu'à commander en vertu de son pouvoir suprême : la convention ne recula pas devant ce devoir. A l'unanimité, les députés refusèrent d'agréer les excuses du président nommé, « attendu que ses services paraissaient indispensables pour consolider l'ordre et la paix et lancer la République dans la voie du véritable progrès. » Carvajal l'informa de cette résolution définitive de l'assemblée, « persuadé, disait-il, que cédant enfin à la volonté nationale représentée par la convention, il se présenterait le lendemain à l'église métropolitaine pour prêter le serment constitutionnel ».

Devant un ordre formel, Garcia Moreno n'avait plus

qu'à se soumettre, non pas qu'il reconnût la souveraineté absolue de la nation sur l'individu, mais parce que, dans cette circonstance, la voix du peuple lui parut la voix de Dieu. Le lendemain, 30 juillet, entouré des autorités civiles et militaires, il se rendit à la cathédrale pour la solennelle cérémonie du serment. Là, en face du clergé, de l'assemblée et du peuple, il s'écria d'une voix ferme :

« Je jure par Dieu Notre-Seigneur, et par ces saints Évangiles, de remplir fidèlement ma charge de président de la république ; de professer la religion catholique, apostolique et romaine ; de conserver l'intégrité et l'indépendance de l'État ; d'observer et de faire observer la constitution et les lois. Si je tiens parole, que Dieu soit mon aide et ma défense ; sinon, que Dieu et la patrie soient mes juges ! »

Carvajal se fit l'interprète de la nation tout entière en félicitant le nouveau président. « Religion et patrie ! dit-il, vous avez uni ces deux noms dans votre serment, parce que de leur union dépend la félicité sociale. Hors de là, le pouvoir n'est qu'un instrument de domination. En entendant ces paroles, le peuple a droit d'attendre beaucoup de vous, car, au nom du Dieu de justice, vous venez de promettre dévoûment à la patrie, fidélité aux lois, protection à la religion catholique. Mais s'il attend beaucoup, il a la certitude que sa confiance ne sera pas trompée. Elle repose sur votre patriotisme bien connu, et sur les moyens nouveaux que le peuple dépose en vos mains pour réaliser ses espérances.

« Il y a huit ans, dans les mêmes circonstances et dans ce même temple, vous prêtiez le même serment. Vous avez loyalement tenu parole : sous votre gouvernement, la patrie a changé de face, la religion est devenue chez nous un élément de vie et de progrès.

Mais pour arriver à ce résultat, que d'obstacles quasi insurmontables vous avez dû vaincre, obstacles nés d'institutions absurdes, produit hybride de théories plus absurdes encore. Aujourd'hui ces obstacles ont disparu. Vous avez en main un pouvoir fortifié par des institutions que la situation réclame. Vous êtes à la tête d'une armée fidèle, qui sera toujours le ferme soutien de l'ordre public et de l'indépendance nationale. Vous pouvez compter sur le patriotisme et la moralité d'un peuple qui, en vous confiant ses destinées pour la seconde fois, montre éloquemment qu'il sait discerner l'homme de bien et lui témoigner sa gratitude. Enfin vous pouvez compter surtout sur le Dieu tout-puissant toujours prêt à nous exaucer quand nos lèvres murmurent les noms sacrés de religion et de patrie ! »

Garcia Moreno fit à ce discours une réponse sublime :

« Soumis à la volonté du peuple représenté par l'assemblée nationale qui, sans tenir compte de mes refus réitérés, m'a forcé de prendre en main le pouvoir en vue d'éventualités toujours menaçantes, j'ai prêté devant les saints autels le serment exigé par la constitution. Et ce n'est pas sans trembler que j'envisage maintenant ma responsabilité, surtout à la pensée des grands devoirs qui me sont imposés et de mon impuissance à les remplir. Les souvenirs de l'Indépendance, dont nous célébrons aujourd'hui le glorieux anniversaire, l'expérience acquise dans l'exercice du pouvoir pendant les années si mouvementées auxquelles vous avez fait allusion, les espérances que le pays et vous, ses honorables représentants, fondez sur mon élection, ne justifient que trop mes craintes et mes angoisses.

« Mon serment m'oblige à me sacrifier pour la religion et la patrie, sans craindre la mort, sans espérer d'autre récompense que la satisfaction du devoir accom-

pli. Et maintes fois mes forces ont subi des défaillances ; maintes fois, vaincu par le découragement, j'aurais perdu tout espoir, si mes yeux et mon cœur ne s'étaient tournés vers le ciel. Que suis-je en présence des illustres fondateurs de notre émancipation politique, dont le patriotisme, ardent parfois jusqu'à la témérité, nous enseigne à nous immoler, comme ils l'ont fait eux-mêmes, pour l'indépendance et la liberté de notre beau pays ? D'un autre côté, les quatre années d'une présidence dont vous avez fidèlement partagé les labeurs, m'ont prouvé que, sur nos montagnes, il est plus difficile à l'homme d'honneur de procurer le bien public qu'au méchant de le ruiner : celui-ci trouve toujours des coopérateurs intéressés ; le redresseur d'abus, au contraire, doit lutter sans cesse contre l'indifférence égoïste ou l'opposition routinière. Comment donc répondre aux espérances de la nation, à la confiance dont vous et vos honorables collègues daignez m'honorer ? Comment gouverner, là où gouverner, c'est combattre ? Comment assurer l'existence et la liberté de la république, lancer la nation dans la voie de la civilisation et du progrès, en présence des fauteurs de désordre qui font des révolutions pour se hisser au pouvoir, comme on agite l'eau pour faire monter la fange à sa surface ?

« Dans votre trop bienveillant discours, vous avez répondu à ces questions. La moralité et l'énergie du peuple qui retrempe sa vigueur aux sources régénératrices du catholicisme ; la vertu et la loyauté de l'armée débarrassée des traîtres qui déshonoraient ses rangs ; l'observance des lois, la solidité des institutions que votre patriotisme, éclairé par l'expérience, a su donner au pays, institutions que le peuple s'est empressé de ratifier par l'immense majorité de ses suffrages ; l'étroite union de la République avec ses alliés du Nouveau et de l'Ancien Monde ; la bonne foi et la justice, désormais

seules inspiratrices d'une politique tout à la fois digne, sûre et conciliante, et par dessus tout la confiance dans le Dieu qui ne nous abandonne ni dans les revers ni dans les infortunes : voilà les secours sur lesquels je compte pour vaincre mes terreurs et tenir mes serments. Heureux s'il m'arrivait d'avoir à les sceller de mon sang pour défendre la religion et la patrie ! »

Ainsi se termina cette mémorable discussion entre les représentants de l'Équateur et l'homme qu'ils avaient choisi pour le gouverner. Dans ce temps où tous les moyens sont bons pour arriver au pouvoir, même l'escalade et l'effraction, l'histoire n'a rien de plus beau que ce débat héroïque entre un peuple qui réclame son chef, et ce chef qui, se dérobant obstinément aux volontés du peuple pour ne point violer la parole donnée, ne cède enfin qu'à l'impérieux devoir de défendre la religion et la patrie ! Après cela on peut laisser les libéraux et les radicaux déclamer à leur aise contre le parjure et l'ambitieux Garcia Moreno : il manquerait quelque chose à la gloire de ce grand homme s'il n'était honoré de la haine des pharisiens et des assassins.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION

(1869.)

Garcia Moreno considérait la constitution comme l'âme d'une nation ou le grand ressort de sa vie morale et matérielle : aussi pensait-il avec raison que Dieu n'a pas laissé aux utopistes le soin de constituer et de reconstituer au gré de leurs caprices ni les nations ni les familles. Auteur de sociétés humaines comme il est l'auteur de l'homme, Dieu a dû les pourvoir d'organes constitutifs essentiels, dont les philosophes et les politiques doivent tenir compte dans leurs essais de réforme. Quel Hippocrate, après avoir étudié le corps de l'homme, forma jamais le dessein de le constituer à nouveau ou de le réorganiser pour améliorer sa santé ? On peut modifier le tempérament, assouplir le jeu des organes, mais supprimer ou déplacer ces organes, il faut être fou pour y penser. Il n'entrait donc nullement dans l'esprit de Garcia Moreno de faire une constitution nouvelle, mais de rendre à l'Équateur sa constitution normale et divine, c'est-à-dire la constitution catholique, en l'adaptant à la forme républicaine, dont les peuples de l'Amérique se montrent généralement les fervents admirateurs.

Vrai politique chrétien, Garcia Moreno croyait que

Dieu a envoyé son Fils sur cette terre pour gouverner les nations aussi bien que les âmes ; que par conséquent la vraie constitution des peuples a pour auteur Jésus-Christ, et pour formule le code évangélique. Au sommet du corps social, l'Église épouse du Christ, dépositaire de sa puissance et de ses trésors, à savoir la vérité, la justice, l'ordre et la paix, trésors dont elle est la dispensatrice auprès des peuples ; au-dessous de cet organe principal, de ce cœur du monde, l'État armé du glaive, chargé premièrement de défendre l'Église contre les méchants afin d'assurer sa liberté d'action, c'est-à-dire la libre communication de ses biens au peuple, et secondairement de pourvoir au bien-être matériel de la nation, afin que les enfants de l'Église jouissent du surcroît promis à ceux qui cherchent avant tout le règne de Dieu et sa justice. Cet organe secondaire s'unit à l'Église comme le corps à l'âme, et de leur fonctionnement régulier dépend le bon ordre des états, la prospérité des sociétés et la liberté vraie des individus [1].

Or cette entreprise, si naturelle et si simple, de doter un peuple chrétien d'une constitution chrétienne, peut à bon droit passer pour l'œuvre la plus audacieuse, d'autres diront la plus extravagante de Garcia Moreno. La Révolution a tellement travaillé, pénétré, et crétinisé les esprits depuis un siècle, qu'ils ont oublié jusqu'à la notion première de l'organisme social. Ils éliminent de cet organisme le rouage principal, l'Église, source des biens fondamentaux, qui sont la vérité et la justice ; ils déplacent ensuite l'organe de la souveraineté civile, en faisant du peuple sujet un souverain absolu, et naturellement les sociétés n'ayant ni tête ni cœur, ni Dieu

[1] Voyez l'encyclique de Léon XIII *de Constitutione civitatum christiana.*

ni maître, deviennent la proie des révolutionnaires qui s'en partagent les lambeaux. Ainsi la Révolution satanique exploite les peuples au nom du libéralisme et de l'indépendance. Déjà, en 1869, l'Équateur avait usé sept constitutions plus ou moins antichrétiennes et antisociales; tous les états américains se faisaient gloire de dater de 1789, et de calquer leurs constitutions sur la Déclaration des droits de l'homme. Quant à l'Europe, au lieu de remonter le courant révolutionnaire, elle se séparait de plus en plus du Christ et de son Église. Les nations encore douées des organes essentiels à la vie, comme l'Autriche, l'Italie et l'Espagne, les brisaient à leur tour. La Révolution avait conquis les deux mondes, abattant partout les autels du vrai Dieu, pour offrir aux adorations des peuples sa criminelle et sanglante déesse : la Liberté.

Certains catholiques même des plus influents, n'échappaient point à l'infatuation libérale. Ils ne craignaient pas de vanter des constitutions politiques basées sur l'abominable doctrine de la souveraineté du peuple, même sur la subordination de l'Église à l'État qu'ils auraient voulu déguiser sous l'hypocrite formule de l'Église libre dans l'État libre ; comme si deux puissances indépendantes pouvaient coexister et fonctionner dans l'unité du mécanisme social. Il faut être de son temps, disaient-ils, et ne pas rompre avec la civilisation moderne! Cet état de convulsion, de révolution, de destruction, pour tout dire en un mot, cet état sauvage, ils l'appellent la civilisation moderne, et peu s'en faut qu'ils ne préfèrent ces constitutions d'où Jésus-Christ est banni aux chartes chrétiennes de Charlemagne et de saint Louis!

L'Église infaillible avait le devoir de foudroyer ce libéralisme d'État, la grande hérésie du XIXe siècle. Dans ses encycliques et l'admirable *Syllabus* qui les

résume, Pie IX condamna les thèses favorites des libéraux, à savoir « que l'Église doit se réconcilier avec la civilisation moderne, c'est-à-dire avec les principes de 1789 qui en forment l'essence ; que, de nos jours, la religion catholique ne doit plus être considérée comme la religion de l'État à l'exclusion de tout autre culte ; que la liberté des cultes et le pouvoir de manifester publiquement ses idées et ses opinions ne conduit nullement à l'immoralité et à l'indifférentisme [1] ». Sans doute, la prudence conseille parfois pour éviter un plus grand mal de tolérer l'erreur, mais à la condition de ne point ériger cette tolérance en droit, ni surtout de vanter comme un progrès l'état d'un peuple assez décrépit et maladif pour bannir de sa constitution Jésus-Christ et son Église.

La Révolution lacéra le document pontifical, ainsi qu'un taureau furieux met en pièces le drapeau rouge du toréador. Pour la calmer, les catholiques libéraux affirmèrent que Pie IX a condamné le libéralisme uniquement pour sauver le principe, mais qu'en fait toutes ces théories d'un autre âge, inapplicables aujourd'hui, ne tirent pas à conséquence ; ils allèrent jusqu'à prétendre avec un célèbre personnage anglais, que le *Syllabus* n'avait aucune valeur dogmatique, et ne devait pas même être considéré comme un document pontifical. Cette condamnation des doctrines libérales leur causa un tel désappointement, qu'au moment du concile du Vatican ils s'opposèrent à la définition de l'infaillibilité pontificale, afin de ruiner par la base l'édifice du Syllabus et réconcilier ainsi, disaient-ils, la religion avec le monde moderne.

[1] Syllabus de 1864, prop. 77 à 80. L'encyclique *Immortale Dei*, de Léon XIII, après une magnifique exposition des principes qui doivent régir les sociétés chrétiennes, vise et explique ces propositions du *Syllabus*.

Un homme écoutait cependant avec amour et respect les enseignements de Pie IX : c'était Garcia Moreno. En lisant les commentaires de certains catholiques sur le Syllabus, il s'écria navré de tristesse : « Ils ne veulent donc pas comprendre que si le Syllabus reste à l'état de lettre morte, les sociétés sont finies, et que si le pape nous remet devant les yeux les vrais principes sociaux, c'est que le monde en a besoin pour ne pas mourir ». La constitution de Garcia Moreno, absolument conforme aux principes du Syllabus, fut la réfutation péremptoire des assertions scandaleuses émises par les libéraux, sur l'impossibilité de restituer à l'Église ses droits sociaux, et par conséquent sur l'inopportunité du Syllabus. A ce point de vue, l'acte vraiment extraordinaire de Garcia Moreno mérite l'attention des catholiques, surtout des hommes d'État.

Au frontispice des constitutions issues de la Révolution, les législateurs inscrivent le nom de la divinité nouvelle : le peuple souverain. En tête de sa constitution, Garcia Moreno grava ces mots majestueux de nos anciennes chartes : « Au nom de Dieu, un et trine, auteur, conservateur et législateur de l'univers, la convention nationale a décrété la présente constitution ». C'était se séparer radicalement des rationalistes de toute nuance, condamnés dans les quarante premiers articles du Syllabus, lesquels n'admettant d'autre Dieu que la nature, s'adjugent le droit de constituer une nation sans tenir compte de la révélation surnaturelle, ni de l'Église, son interprète [1]. Pour Garcia Moreno, le

[1] Un article du Titre I portant « que la souveraineté ou le droit de gouverner conformément à la justice réside essentiellement dans la nation », semblerait contraire aux droits primordiaux de l'Église. Mais il faut remarquer que la souveraineté de la nation doit s'exercer *conformément à la justice*, c'est-à-dire aux lois de Dieu et de l'Église, et non d'une manière indépendante. Cette for-

Dieu vivant ou la Sainte-Trinité, le Dieu de l'Église catholique, est le législateur suprême, et par conséquent aucune puissance en ce monde, impériale, royale ou populaire, n'a le droit de légiférer, si ce n'est en son nom et sous sa dépendance.

En conséquence, le premier article de la constitution déclare « la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'État à l'exclusion de toute autre, et la maintient en possession inaliénable des droits et prérogatives dont les lois de Dieu et les prescriptions canoniques l'ont investie, avec obligation pour les pouvoirs publics de la protéger et de la faire respecter ». C'est la reconnaissance solennelle et effective de la royauté du Christ et de son Église. Je dis *effective,* car depuis quarante ans, les entrepreneurs de constitution dans l'Amérique du Sud avaient tous déclaré le catholicisme religion de l'État, mais pour l'enchaîner plus facilement à l'État, en la dépouillant de tous ses droits et privilèges. La constitution équatorienne, en stipulant que l'Église jouirait de tous les droits et prérogatives que lui assurent les lois de Dieu et les prescriptions canoniques, authentiquait officiellement le concordat libérateur, et l'abolition de toutes les entraves au moyen desquelles le pouvoir civil restreignait ou annulait l'action du clergé. L'Église reprend son rang de reine, possède, administre ses biens, surveille l'enseignement, organise ses tribunaux, convoque des synodes et des conciles, choisit ses pasteurs, en un mot, remplit sa mission divine sans avoir à craindre les appels comme d'abus et les refus d'*Exequatur*. C'est l'union intime de l'É-

mule n'avait d'autre but que d'affirmer la forme républicaine de l'État, affirmation qu'il parut nécessaire d'accentuer pour ne pas voir reparaître les thèses sur le « protectorat français » et « l'Anti-Américanisme » puis, à leur suite, les « deux larrons » aussi désireux qu'autrefois de pêcher en eau trouble.

glise et de l'État telle que la formule le Syllabus par la condamnation formelle des propositions contraires[1].

Mais cette union vitale, il fallait en assurer la perpétuité, et pour cela écarter du pouvoir les hommes de discorde. A cet effet, dans l'article de la constitution relatif aux droits des citoyens, Garcia Moreno introduisit cette clause « qu'on ne peut être électeur ou éligible ou fonctionnaire à un degré quelconque sans professer la religion catholique » ; comme cette exigence paraissait exorbitante à certains députés libéraux, on répondit « qu'il ne faut pas se contenter de déclarations platoniques, mais tirer hardiment la conséquence des principes posés. Si l'on peut exercer les droits de citoyen sans être catholique, il s'ensuivra qu'un juif, un protestant, un renégat, pourra devenir magistrat, professeur, ministre ou même président de la République, et, sans que ni la loi ni le peuple puissent s'y opposer, infiltrer au cœur de la société des principes immoraux et impies qui bientôt la conduiraient à sa ruine. Ainsi Rocafuerte avait-il profité de son passage au pouvoir pour introduire à l'Équateur des instituteurs protestants et favoriser la propagande biblique. L'unité religieuse est l'honneur et le bonheur du peuple équatorien ; il ne faut point permettre aux impies de semer la zizanie au sein de ce peuple. Comment les nations catholiques laisseraient-elles entamer chez elles l'unité de foi, alors que les souverains de Londres et de Pétersbourg font l'impossible pour unifier sous le rapport religieux leurs sujets de Pologne et d'Irlande ? » Les opposants s'emportèrent jusqu'à pronostiquer des réactions et des vengeances, en cas de nouvelles révolutions politiques. « Quand l'autorité ecclésiastique jouit d'un pouvoir excessif, s'écria un orateur, comme

[1] Voir le Syllabus, prop. 30 à 50.

autrefois dans certains pays d'Europe, il suffit d'un moine pour propager la réforme dans ce pays ». Garcia Moreno bondit sur son banc en entendant cette menace et ce sophisme historique. « Il faut élever, répondit-il, un mur de séparation entre les adorateurs du vrai Dieu et ceux de Satan. La crainte de la persécution en cas d'invasion radicale est une crainte vile et ignominieuse. Jamais pareille crainte ne nous empêchera d'affirmer la vérité catholique dans toute son intégrité. Quant à la réforme protestante, elle n'a point eu pour cause l'excessive autorité de l'Église, mais les passions d'un moine orgueilleux et de princes débauchés. En proclamant le libre examen, Luther n'a point déclamé contre des excès d'autorité, mais contre l'autorité elle-même. »

Cet article fondamental fut voté à l'unanimité, moins deux voix. Le mur de séparation dont avait parlé Garcia Moreno atteignit toute sa hauteur par l'adoption d'une autre clause déclarant « déchu de ses droits de citoyen tout individu appartenant à une société prohibée par l'Eglise ». Rien de plus logique : si l'on écarte des urnes et des emplois le simple rationaliste qui n'adhère point à l'Église, à plus forte raison le franc-maçon qui jure de la détruire ! La constitution enlève les droits de citoyens à l'ivrogne, au vagabond, à l'interdit, au banqueroutier, au repris de justice : aucun de ces dégradés n'est aussi nuisible à la société que le sectaire occupé du matin au soir à en saper les fondements. Toutefois, il fallait de l'audace à Garcia Moreno, pour barrer le chemin aux chevaliers de l'équerre et du triangle, et les déclarer indignes du plus petit emploi sur ces pauvres montagnes, alors qu'ils trônent dans tous les ministères, à Paris, à Londres, à Bruxelles, à Berlin ! Dès ce jour, au sein de leurs conciliabules, le nom de Garcia Moreno ne sera plus prononcé qu'au milieu des révolvers et des poignards.

L'État catholique constitué, il s'agissait de restaurer le pouvoir civil, amoindri ou annulé par les théoriciens du libéralisme. D'après eux, le pouvoir est un ennemi qu'il faut mettre dans l'impuissance d'agir, par cette excellente raison que la Révolution, mère du désordre, ne craint rien tant qu'un pouvoir suffisamment armé pour réprimer ses crimes. Ce qu'il lui faut, c'est la liberté du mal, la liberté de la presse poussée jusqu'au cynisme brutal, la liberté des clubs impies, la liberté des sectes immorales, la liberté de conspirer au grand jour contre les gouvernements établis. Ces libertés, elle les prône comme des droits imprescriptibles ; si le pouvoir attaqué par elle ouvre un œil ou lève un bras pour se défendre, elle crie qu'on attente à la sainte liberté des peuples. L'idéal d'un chef d'État, c'est un soliveau installé sur un fauteuil ou sur un trône pour contresigner chaque jour, sans mot dire, les décrets souvent stupides et quelquefois criminels d'une cohue d'idéologues qu'on appelle le parlement souverain. Sous ce beau régime, l'anarchie alterne fatalement avec la dictature. Elle broie légalement les peuples jusqu'au jour où l'instinct de conservation produit un homme assez fort pour rétablir l'ordre, c'est-à-dire pour saisir les rênes quand les chevaux se cabrent et entraînent le char à l'abîme. Il fallait donc à tout prix, pour sortir de cet état précaire, donner au pouvoir exécutif les moyens de défendre la société contre les perturbateurs.

Il y a d'abord les perturbateurs d'en haut, autrement dit représentants du peuple ou législateurs. Autrefois le chef de l'État, assisté d'un conseil d'hommes sages, exerçait personnellement l'autorité législative. Si ses ordonnances paraissaient peu conformes à la justice ou à l'intéret général, les magistrats chargés de les appliquer lui faisaient d'humbles remontrances ; si, en dépit des remontrances, le pouvoir dégénérait en tyrannie,

le pontife suprême, gardien de la justice et de la morale, faisait, à son tour, des représentations au souverain ; si enfin, le despote s'obstinait dans sa voie, le pontife l'arrêtait en déliant ses sujets du serment de fidélité. La Révolution a inventé un moyen tout à fait radical d'empêcher le souverain d'édicter de mauvaises lois : elle l'a dépouillé du mandat législatif pour le conférer à un parlement indépendant de toute autorité civile, ecclésiastique ou divine, tyran à sept ou huit cents têtes, déclaré inviolable et irresponsable, libre de fouler aux pieds, les droits de Dieu et de l'Église, de la famille et de l'individu. Et cet absolutisme parlementaire, le plus formidable engin du despotisme que le monde ait jamais connu, on le présente au peuple comme un type de gouvernement libéral. C'est le chef-d'œuvre de la duperie révolutionnaire.

Garcia Moreno opposa des digues au pouvoir des chambres. En accordant à l'Église la jouissance de ses droits et privilèges canoniques, il enlevait aux parlementaires le thème ordinaire de leurs abus de pouvoir. Si, dans tous les pays, les législateurs s'obligeaient à respecter les lois de Dieu et de l'Église, la tribune serait souvent muette. De fait, les congrès de l'Équateur n'avaient à délibérer que sur des questions d'ordre temporel. Ne traitant plus comme les nôtres, *de omni re scibili,* quelques mois leur suffisaient tous les deux ans pour régler les affaires courantes. Même dans les questions purement civiles, la nouvelle constitution réfréna l'omnipotence du congrès en attribuant au gouvernement un droit de veto sérieux et efficace. Jusque-là, si le président refusait de sanctionner une loi votée par les deux chambres, les représentants passaient à une seconde délibération : et, s'ils maintenaient la loi malgré les objections du président, celui-ci n'avait qu'à s'incliner ou à démissionner, comme

tous nos chefs d'État républicains à qui l'on signifie d'avoir à se soumettre ou à se démettre. La constitution modifia ces dispositions en ce sens que le veto du président renvoyait la loi au futur congrès. Après un intervalle de deux années, les circonstances étaient changées, les passions calmées, les esprits plus éclairés, et l'on s'étonnait souvent du dissentiment qui avait existé.

Restait à se précautionner contre les perturbateurs d'en bas, anarchistes de profession, entrepreneurs de pronunciamentos. Afin d'entourer le gouvernement de coopérateurs fidèles, on l'investit du droit de nommer ou de révoquer tous les dignitaires de l'ordre civil et militaire, ministres, conseillers d'État, gouverneurs de provinces, de cantons ou de simples communes. L'armée releva aussi du pouvoir exécutif, qui reçut plein pouvoir de l'organiser et de la distribuer sur tout le territoire selon qu'il le jugerait convenable. Quant aux magistrats de l'ordre judiciaire, le gouvernement intervenait dans leur nomination conjointement avec le congrès. Lorsque tout le personnel administratif, civil, militaire et judiciaire ne fait qu'un avec le chef de l'État, les malfaiteurs se sentent déjà mal à l'aise. Certaines dispositions ajoutées au code pénal, en armant le gouvernement d'une force nouvelle, leur donnèrent aussi à réfléchir. On a vu comment les tentatives de rébellion restaient impunies ou par la trahison des juges ou par l'insuffisance des lois. Garcia Moreno proposa et fit adopter les modifications suivantes : « Il y a rébellion et sédition dans le fait de la résistance à main armée ou d'occupation d'une partie du territoire. Les dépositaires de l'autorité ou les employés qui directement ou indirectement auraient pris part à la rébellion ou à la sédition, seront jugés comme coupables de trahison. » Les tentatives de rébellion ou de

sédition, non suivies d'effet pour un motif indépendant de la volonté de leurs auteurs, étaient punies de peines sévères ; enfin, les membres des sociétés secrètes, déclarés coupables, par le seul fait, de tentative de rébellion.

Ces peines épouvantèrent d'autant plus les révolutionnaires, que la constitution, pour leur ôter tout espoir de s'y soustraire, conféra au gouvernement le droit, en cas d'insurrection, de mettre le pays en état de siège, avec faculté, pendant ce temps « d'ordonner des visites domiciliaires, d'appréhender les personnes suspectes et de les transporter à l'étranger, de s'emparer des armes et munitions, de prohiber les publications ou fermer les cercles qui lui paraîtraient dangereux pour l'ordre public, d'augmenter la force armée et de mettre la garde nationale sur pied, d'imposer aux fauteurs de désordre des contributions de guerre, et de faire juger militairement les auteurs, complices ou simples auxiliaires dans l'acte d'invasion ou de sédition ». Aux libéraux qui trouvaient ces mesures trop énergiques, Garcia Moreno fit observer que les pouvoirs extraordinaires conférés par l'état de siège sont consignés dans toutes les constitutions sérieuses ; or, si partout le gouvernement doit être armé contre les séditieux, « à plus forte raison dans les républiques hispano-américaines, où la rébellion contre l'autorité, passée à l'état chronique, devient pour certains spéculateurs le gagne-pain ordinaire. Il faut armer le gouvernement pour défendre les honnêtes gens. Ce serait un crime de lier les mains au pouvoir, par respect pour des voleurs et des assassins de profession. »

Les politiciens de la Révolution ne manqueront pas de placer ici leur éternel sophisme contre les pouvoirs forts, dangereux toujours, disent-ils, parce que toujours les dépositaires peuvent en abuser. Il ne s'agit pas de savoir si le chef de l'État peut abuser des pouvoirs re-

mis entre ses mains, mais si ce pouvoir lui-même est excessif. Autrement, sous prétexte d'abus possible, il faudra supprimer l'autorité paternelle, l'autorité conjugale, l'autorité judiciaire et même l'autorité religieuse. Ce qu'il convient de faire, c'est de se précautionner contre les abus possibles, ainsi que le fit Garcia Moreno dans sa constitution. A son entrée en charge, le président devait, en présence du peuple, faire le serment solennel de respecter la constitution et les droits des citoyens. Pour l'éclairer et le guider dans ses décisions, il était assisté d'un conseil d'État composé des ministres et de plusieurs dignitaires de l'ordre civil, judiciaire et ecclésiastique, sans l'avis desquels il ne pouvait prendre aucune mesure grave, donner ou refuser sa sanction aux actes législatifs, déclarer la guerre, nommer les agents diplomatiques et autres principaux fonctionnaires, enfin déclarer l'état de siège. De plus, le président, responsable de ses actes devant le congrès, pouvait être mis en accusation, soit pendant la durée de ses fonctions, soit les deux années suivantes. Aller plus loin, c'est annihiler le pouvoir et créer par le fait même l'abus qu'on veut éviter, en donnant tout pouvoir aux terroristes de la rue ou aux terroristes du parlement.

Les pouvoirs du président déterminés, il s'agissait de remédier à l'instabilité du gouvernement, ce vice caractéristique du régime républicain. A l'Équateur, le président siégeait quatre ans, selon la loi sacro-sainte des États-Unis, que les états du pacifique vénèrent comme un fétiche. Son mandat expiré, le président ne pouvait briguer la réélection, quels que fussent ses services ou ses mérites. Les députés et les sénateurs naissaient et mouraient tous les deux ans, c'est-à-dire à chaque législature. On arrivait ainsi au mouvement perpétuel, si cher aux ambitieux ; au vote perpétuel, le

rêve des brouillons et des émeutiers ; aux révolutions sans fin, à la décrépitude progressive, comme l'avait fait remarquer Garcia Moreno au congrès de 1865. Il ne craignit donc pas de rompre avec le système américain : « Le président, dit la nouvelle constitution, élu pour six ans, rééligible pour une seconde période, ne pourra être investi d'un troisième mandat qu'après un intervalle de six autres années. Les députés seront également élus pour six ans et les sénateurs pour neuf, les uns et les autres renouvelables par tiers tous les deux ans. » Ainsi délivré du fléau des élections continuelles, le pays put utiliser le génie d'un homme d'État, sans craindre néanmoins de le voir s'éterniser au pouvoir.

Telle nous apparaît, dans ses grandes lignes, la constitution de Garcia Moreno, constitution catholique où l'autorité divine et humaine se donnent la main pour travailler de concert au bonheur éternel et temporel du peuple, le plus magnifique effort qu'on ait fait depuis cent ans, et même depuis la réforme protestante, pour réagir contre le paganisme révolutionnaire. Quel état aujourd'hui reconnaît officiellement l'Église du Christ avec ses droits et prérogatives, et se soumet à la loi de Jésus-Christ, promulguée, expliquée et appliquée souverainement par le pape? Cette charte nouvelle, son œuvre et celle des députés, Garcia Moreno en fit l'œuvre et la gloire du peuple entier par la ratification qu'il sollicita des collèges électoraux. Ce plébiscite dépassa son attente. Quatorze mille électeurs contre cinq cents acclamèrent la constitution catholique, et montrèrent qu'au milieu de l'apostasie générale des nations, il se trouve encore sur la terre un peuple chrétien.

CHAPITRE III

L'ASSASSIN CORNEJO

(1869.)

La Révolution était battue en fait et en droit; en fait, par l'avènement de Garcia Moreno au pouvoir malgré les efforts désespérés de la secte; en droit, par la nouvelle constitution qui ruinait tous ses principes. Laissera-t-elle rétablir le règne de Dieu et détrôner Satan, sans recourir au moyen suprême? C'était le cas ou jamais d'assassiner Garcia Moreno, le téméraire assez audacieux pour s'attaquer à la très haute et très puissante majesté devant laquelle tous les souverains s'inclinent.

Depuis leur échec du 19 mars, les révolutionnaires nourrissaient cette idée fixe qu'une insurrection devenait impossible avant la disparition du président. S'il faut en croire un futur assassin, en s'embarquant pour l'Europe à la suite de l'échauffourée de Guayaquil, Ignacio Vintimilla recommanda vivement aux sectaires de se débarrasser du tyran par un coup de poignard. « Donnez, aurait-il dit, cette bonne leçon à tous les despotes de l'Amérique. Brutus tua César en plein sénat, sans autre loi que le devoir de venger la liberté romaine, sans autre formalité que vingt-trois coups d'un poignard bien effilé. Est-ce que la liberté vaut moins à

Quito qu'à Rome, ou bien la race de Brutus serait-elle épuisée[1]? »

Pour préparer les esprits à la réaction, le mot d'ordre fut de déblatérer dans les cercles et les journaux contre la constitution maudite. Les cinq cents qui, le jour du plébiscite, avaient refusé de ratifier le vote des chambres, se mirent à la besogne avec fureur. Ils espéraient d'abord gagner à leur cause la jeunesse dissolue, dont l'oreille s'habitue vite aux airs de la liberté; puis, enrôler peu à peu tous les conservateurs plus ou moins teintés de libéralisme. Ils savaient que ces trembleurs, ralliés un instant à l'homme qui les tire de l'abîme, s'empressent une fois le danger passé de rentrer dans les rangs de l'opposition.

On reprochait surtout à Garcia Moreno d'avoir inféodé l'État à l'Église. Il répondit avec Henri IV : « Ce pays est incontestablement le royaume de Dieu; il lui appartient en propre, et il n'a fait autre chose que de le confier à ma sollicitude. Je dois donc faire tous les efforts possibles pour que Dieu règne dans son royaume, pour que mes commandements soient subordonnés aux siens, pour que mes lois fassent respecter ses lois[2]. » Le bon sens du peuple catholique applaudit à ces maximes, mais les libéraux frémirent à l'idée du règne de Dieu, car, tout en disant comme chrétiens : « Seigneur, que votre règne arrive! » ils n'en proscrivent pas moins la royauté du Christ comme attentatoire aux droits de l'État.

On disait aussi que la nouvelle constitution anéantissait toute liberté. Garcia Moreno réédita sa maxime favorite : « Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. » Il n'avait sacrifié aucune

[1] Déposition de Cornejo.

[2] Citation empruntée à l'*Estrella de Mayo*.

liberté vraie : la liberté du père de famille et celle du propriétaire étaient garanties; la liberté de la presse et la liberté d'association existaient, à condition de respecter la religion, la morale, et l'ordre public. Que voulait-on de plus? La liberté de l'impiété, de l'immoralité, de la sédition, de la destruction? Le mal et les malfaiteurs n'ont aucun droit à la liberté. Encore une fois, le peuple applaudit mais le libéralisme, essentiellement fondé sur le droit des malfaiteurs à la liberté, trouvait ces doctrines intolérables.

On essaya surtout d'épouvanter les ignorants en représentant l'état de siège, dont le peuple entendait parler pour la première fois, comme un droit monstrueux, dévolu au président pour rétablir l'Inquisition, traîner ses ennemis devant le conseil de guerre, et organiser la terreur. Il fut facile aux conservateurs de montrer que l'état de siège n'avait d'autre but que de protéger les bons et de faire trembler les méchants.

Néanmoins, après trois mois de discussions passionnées, comptant sur un certain nombre d'esprits crédules, les conjurés crurent le moment venu d'exécuter leur infâme dessein. Au commencement de décembre, plusieurs jeunes gens, à la tête desquels se trouvait un certain Manuel Cornejo, proche parent du révolutionnaire Espinel, tinrent un conciliabule dans la maison de ce dernier, pour concerter le moyen d'assassiner le président et de s'emparer des casernes de Quito pendant que leurs affidés insurgeraient Guayaquil et Cuenca. Il leur parut que, pour ne pas manquer le coup, la manœuvre la plus sûre était d'envelopper le président dans un cercle de meurtriers qui le frapperaient tous à la fois, mais Espinel n'approuva point cette tactique, qui, selon lui, exposait les conjurés à se blesser les uns les autres. Mieux valait attaquer de front, en se précipitant sur la victime avec ensemble. Le président

abattu, les assassins avaient l'intention de s'élancer immédiatement sur la caserne avec un certain nombre de complices, de massacrer le général Saënz, qui commandait les troupes, et de proclamer Urbina chef du pays. Toutefois le brave Espinel leur conseilla, s'il se présentait le moindre danger, de remettre à un autre jour l'attaque de la caserne. Il ne fallait pas renouveler l'erreur de Maldonado, qui manqua son coup faute de précautions. Espinel ajouta que si Garcia Moreno ne tombait pas sous leurs coups, il n'avait plus, lui, pauvre vieillard, qu'à quitter sa famille pour errer, sans ressource, en pays étranger. N'étaient son âge, ses enfants, et la crainte qu'on ne l'accusât d'avoir satisfait une vengeance personnelle, il guiderait lui-même les conjurés, le poignard à la main [1]. Quel excellent homme que cet Espinel, et comme ces bandits sont bien venus à hurler contre l'état de siège !

La Providence déjoua encore une fois ces trames infernales. Le 14 décembre, au moment d'en venir à l'exécution, un des initiés, Sanchez, cédant aux remords qui déchiraient son cœur, découvrit au président son fatal secret et le nom des assassins. Tous furent saisis, excepté le vieux routier d'Espinel qui s'évada au premier cri d'alarme. Cornejo et ses complices, traduits devant le conseil de guerre, s'entendirent condamner à mort ; mais l'adolescent Cornejo, on va le voir, avait dans les veines du sang d'Espinel.

Reconduit à la caserne pour y attendre l'heure de l'exécution, Cornejo pleurait à chaudes larmes. Vers une heure du matin, le colonel Dalgo, faisant sa ronde, le vit avec étonnement tomber à ses genoux, puis le supplier par tous les saints du ciel de lui obtenir à l'heure même une audience de Garcia Moreno. Le pau-

[1] Déposition de Manuel Cornejo.

vre condamné voulait, avant de mourir, faire des révélations intéressant la sûreté de l'État; révélations qu'il n'avait pas eu le courage de livrer au conseil de guerre, ce dont il était désolé jusqu'au fond de l'âme. Dalgo eut beau lui faire observer qu'il n'osait à pareille heure troubler le repos du président, Cornejo insista, supplia, pleura tant et si bien que le brave soldat, touché de compassion, prit sur lui de réveiller Garcia Moreno pour présenter la requête de son prisonnier. Flairant une ruse, le président refusa d'abord : « Ce jeune homme ne cherche qu'à me tromper par ses mensonges, dit-il : il sèra toujours temps de l'entendre demain dans la matinée. » Mais Dalgo fit à son tour tant d'instances en faveur de son protégé, que le président finit par céder.

Introduit devant l'homme dont il avait juré la mort et qui maintenant disposait de sa vie, le pauvre Cornejo se jeta par terre avec une sorte de désespoir, se roula aux pieds du président, embrassa ses genoux, poussa des sanglots à fendre l'âme. Suffoqué par les larmes, il n'articulait qu'un mot : « Pardon! pardon! » et menaçait si bien de s'évanouir que Garcia Moreno, appelant au secours, lui fit donner une potion fortifiante. Mais, pour lui rendre la parole, il fallait un tonique plus efficace : son agnonie ne prit fin qu'au moment où le président, vaincu par l'émotion, lui fit grâce de la vie. Alors se répandant en effusions de gratitude et de repentir, il fit l'humble confession de ses crimes et y ajouta celle de ses complices. Garcia Moreno renvoya ce pénitent contrit et humilié, sans lui imposer d'autre peine qu'une expiation de huit années.

Le candide Cornejo n'oublia point son bienfaiteur. Arrivé à la frontière, il publia contre Garcia Moreno un abominable pamphlet où il le traite de criminel, de tyran, de parjure, et déclare au nom de la religion et

de l'histoire, que « l'assassinat d'un tel monstre est tout simplement un acte de légitime défense, un droit sans lequel la liberté dont Dieu a doté l'homme deviendrait une immense duperie ». Il est bon de connaître en détail les faits et gestes de ces hypocrites et lâches scélérats pour se convaincre que si Garcia Moreno a commis une faute, c'est le jour où il leur fit grâce.

Pendant qu'on arrêtait à Quito les meneurs de la Révolution, leur programme s'exécutait à Cuenca, où de jeunes séditieux faillirent assassiner le gouverneur, don Carlos Ordonez. On se rappelle avec quel acharnement les libéraux et radicaux de cette ville avaient combattu la candidature de Garcia Moreno. Devenu président, ils s'attaquèrent à ses œuvres, même à celles qui les intéressaient tout particulièrement, comme la route carrossable de Cuenca au port de Naranjal. Le gouverneur Ordonez, tout dévoué au président, ayant réquisitionné pour travailler à cette route, un certain nombre d'indiens attachés aux haciendas du voisinage, les propriétaires mécontents ourdirent contre lui de misérables intrigues, et le signalèrent à l'animadversion publique, dans l'espoir de lui arracher sa démission ou même de provoquer sa destitution. Mais le gouverneur resta ferme à son poste, soutenu par le président, qui n'entendait pas sacrifier ses loyaux serviteurs aux rancunes d'une coterie.

En travaillant à discréditer le représentant du gouvernement, les libéraux, toujours dupes, ne se doutaient pas qu'ils faisaient le jeu de leurs ennemis. Le mercredi, 15 décembre, à la date choisie par Espinel et Cornejo pour révolutionner la capitale, une troupe de jeunes exaltés résolurent de tuer Ordonez et de saccager la ville de Cuenca. Leur chef, Jeronimo Torrès, annonçait bien haut que les populations de la côte étaient en pleine insurrection. Perçant de sa lance un portrait de Garcia

Moreno, il affirma que, ce jour-là même, le président aurait cessé de vivre. Vers deux heures, une centaine de ces forcenés, presque tous débauchés et criblés de dettes, sachant la place dégarnie de troupes, se rassemblèrent devant le palais du gouvernement et désarmèrent la garde. Le gouverneur travaillait avec ses employés quand Torrès, suivi de ses complices, pénétra dans la salle où il se trouvait, le fit prisonnier avec tout son monde, et l'enchaîna comme un criminel. Toute la nuit, ces misérables accablèrent leur victime de vexations et d'outrages. Ils ne le quittèrent que pour remplir leurs poches en dévalisant les caisses publiques. « Il nous faut de l'argent, écrivait Torrès, de l'argent, et toujours de l'argent; peu importe par quels moyens. Sus aux propriétaires ! » Il imposa au gouverneur une amende de dix mille piastres.

Le lendemain, 16 décembre, « pour rétablir l'ordre » comme disait Torrès, les insurgés convoquèrent les pères de famille à une réunion publique où l'on devait prononcer la déchéance du gouvernement. Mais déjà les libéraux, provocateurs de cette émeute, se repentaient de leur imprudence. Trop pusillanimes pour arracher le gouverneur aux mains des assassins, ils refusèrent du moins de se faire leurs complices. Torrès et les siens, abandonnés de tous, furieux jusqu'à l'exaspération, traînèrent leur prisonnier sur la place, l'attachèrent à un poteau et firent feu sur lui. Frappé de plusieurs balles, il tomba la face contre terre, et allait être infailliblement massacré, quand une centaine d'hommes, armés de fusils, accourus en toute hâte d'un canton voisin, dispersèrent les bandits et se rendirent maîtres du terrain. Ordonez, couvert de blessures, échappa comme par miracle[1].

[1] *El Nacional,* janvier 1870.

Dès la découverte de la conspiration, le président mit en état de siège la province de Quito, mesure qu'il étendit à toute la République, en apprenant les désordres de Cuenca. « Équatoriens, dit-il, une poignée d'hommes perdus creusaient de nouveau sous vos pieds l'abîme des révolutions ; mais la Providence divine, l'adhésion du peuple à la constitution, et la fidélité de l'armée, ont rendu impossible l'assassinat du 14 de ce mois, prélude d'une série d'horribles crimes. Les principaux auteurs de cet attentat sont dans les mains de la justice et subiront la rigueur des lois. Quelques traîtres, escomptant l'impunité que devait leur assurer le lâche assassinat de Quito, ont essayé de se révolter à Cuenca ; mais l'apparition d'une compagnie de gardes nationaux les a forcés de se rendre ou de rentrer dans l'ombre. Ils recevront le juste châtiment de leurs forfaits. Soyez donc sans crainte, car Dieu vous protège visiblement. Abrités sous sa sauvegarde, nous répondons de la paix et de la prospérité de notre bien-aimée patrie. »

Les révoltés de Cuenca furent traduits devant un conseil de guerre. On essaya d'intimider les juges en affichant sur les murs des menaces de mort. « Vous allez, disait-on, juger des amis de la liberté, dont le crime est d'avoir voulu délivrer leur patrie et la vôtre des serres sanglantes d'un lâche oppresseur. Gardez-vous de les condamner, car vos têtes répondront de la leur. A défaut d'épée pour combattre au grand jour, le poignard vous frappera dans l'ombre : nous en faisons le serment. » Les terroristes en furent pour leurs frais ; le conseil de guerre condamna les principaux coupables à la peine de mort, et les autres aux travaux forcés. Certains libéraux s'apitoyèrent alors sur le sort de ces sicaires ; pour implorer leur grâce, des dames sensibles envoyèrent au président une lettre pleine de larmes ;

elles en reçurent cette réponse indignée : « C'est sur le sort du gouverneur que les habitants de Cuenca auraient dû s'apitoyer. Quand on reste sourd aux cris des victimes, on perd le droit d'invoquer la clémence en faveur des assassins. »

Après dix ans de combats, le président restait le maître. Battue trois fois dans ces neuf derniers mois, à Guayaquil, à Quito, à Cuenca, la Révolution comprit enfin que le peuple s'unissait au gouvernement pour donner congé aux anarchistes. Les chefs prirent la route du Pérou ou de la Nouvelle-Grenade, attendant des jours plus favorables aux travaux maçonniques. Le calme le plus complet s'établit dans le pays, ce qui permit à Garcia Moreno de s'adonner tout entier à son œuvre civilisatrice.

CHAPITRE IV

LE CLERGÉ, L'ARMÉE, LA MAGISTRATURE

(1869-1875.)

Pour travailler efficacement à la régénération d'un peuple, l'homme d'État doit se recruter une triple armée de collaborateurs : prêtres zélés, soldats fidèles, magistrats intègres. Le prêtre enseigne la vérité, la justice, la moralité ; le soldat les garde ; le magistrat les venge au besoin. Ainsi la société se trouve en possession de ces biens fondamentaux qui produisent et sauvegardent les biens de second ordre. La Révolution, véritable incarnation du mal, hait d'instinct ces trois agents de la civilisation : le prêtre, elle l'affame, l'exile, ou l'assassine : le soldat, elle en fait un bandit à sa solde ; le magistrat, un exécuteur de ses basses œuvres. Garcia Moreno en savait quelque chose, car la démoralisation des grands corps de l'État avait, durant sa première présidence, stérilisé en partie ses efforts pour le bien. Il résolut donc de profiter de son prestige et de l'autorité que lui assurait la nouvelle constitution, pour élever l'homme public, prêtre, soldat, magistrat, à la hauteur de ses sublimes fonctions.

La réforme du clergé, sa préoccupation principale de 1862 à 1865, avait langui durant les quatre dernières années par suite de l'abolition des tribunaux ecclésias-

tiques, du mauvais vouloir des autorités civiles, et peut-être de la condescendance excessive du délégat apostolique, trop conciliant pour lutter avec avantage contre des volontés opiniâtres jusqu'à la rébellion. Il fallait reprendre à tout prix cette œuvre de régénération si gravenent compromise. Garcia Moreno exposa les difficultés au saint-père, qui le remercia de son zèle pour la religion et lui envoya un nouveau délégat chargé de concerter avec le gouvernement et l'épiscopat les mesures nécessaires « pour arriver, disait Pie IX, au but que nous désirons de tout notre cœur et que vous poursuivez avec un si louable dévouement ». A cette occasion, les ennemis de Garcia Moreno ont insinué que le délégat avait été renvoyé honteusement et grossièrement ; calomnie ridicule que Mgr Tavani prit soin de démentir lui-même, en remerciant le président, lors de son audience de congé, de la déférence et du religieux respect dont on l'avait entouré durant ses sept années de séjour à l'Équateur.

Sous l'impulsion du président, qui les favorisait de tout son pouvoir, plusieurs conciles provinciaux firent refleurir la discipline ecclésiastique. De sages règlements appliquèrent les clercs à l'étude des sciences sacrées ainsi qu'à la prédication des vérités saintes, non seulement dans les paroisses plus importantes, mais jusque dans les agglomérations les plus pauvres et les plus abandonnées. Une fois les tribunaux ecclésiastiques remis en vigueur selon les dispositions concordataires, le troisième concile de Quito, en 1873, s'occupa d'établir le code de procédure, et d'assurer la moralité par le châtiment sévère des délinquants. Nul n'eût osé regimber contre l'autorité légitime des officialités, car, à côté de l'évêque désarmé se trouvait l'évêque du dehors décidé à lui prêter main-forte. La réforme fit ainsi de rapides progrès, non sans exciter des opposi-

tions violentes et des récriminations parfois scandaleuses.

Un religieux, de grande éloquence et de médiocre jugement, prêchant un jour à Latacunga, s'oublia jusqu'à formuler devant ses nombreux auditeurs un véritable réquisitoire, contre le président. Le discours se terminait par un appel à l'insurrection très peu déguisé. Devant l'émotion de la foule, l'orateur comprit si bien sa faute que, le lendemain, il alla présenter spontanément ses excuses au gouverneur de la ville. Mais une pareille incartade ne pouvait rester impunie; trois jours après, le gouverneur reçut du président l'ordre d'arrêter le fougueux tribun et de procéder contre lui conformément aux règles canoniques. Bien que les libéraux fissent grand bruit de cet emprisonnement, le religieux coupable, traité par ses juges avec les plus grands égards et bientôt grâcié par Garcia Moreno, confessait volontiers que la faute avait de beaucoup dépassé la peine. Revenu de ses erreurs et de ses préventions, il ne cessa de prêcher la nécessité de la réforme et d'exalter le président qui, non content de l'entreprendre, avait eu la main assez ferme pour la mener à bonne fin.

Cette transformation du clergé, jointe à l'arrivée de religieux étrangers que Garcia Moreno préposait à ses œuvres de moralisation et d'instruction, mirent en fureur les libéraux de l'Équateur et de la Nouvelle-Grenade. Dans leurs journaux et leurs clubs, ils montrèrent l'Église asservie au président théocrate ; les évêques, les curés, et même les sacristains, transformés en dociles instruments de sa politique. Ils s'indignaient, ces tenants du patronat, de voir « le sacerdoce avili, la prédication évangélique amoindrie, les ministres du culte exposés aux outrages et aux vexations d'un pouvoir despotique. » L'archevêque de Quito se crut obligé de répondre à ces déclamations injurieuses qui atteignaient

du même coup le gouvernement et le clergé. « L'Église est libre, dit-il, quand ses ministres peuvent exercer sans contradictions les pouvoirs qu'ils tiennent de Jésus-Christ, c'est-à-dire, quand les droits inhérents à sa constitution divine ne sont ni méconnus ni confisqués par l'autorité civile. Or, tel est précisément, depuis le concordat, l'état de l'Église à l'Équateur. Autrefois, les évêques ne pouvaient ni juger librement leurs sujets, ni gouverner selon les saints canons, ni promulguer une constitution synodale, ni se réunir en concile, sans l'agrément des pouvoirs publics : c'était le temps de l'esclavage. Aujourd'hui les évêques jouissent de toutes les prérogatives qu'ils tiennent du droit divin : c'est le temps de la liberté. Et l'on abuse du langage quand on appelle ce régime un régime d'oppression : non seulement l'Église est libre, mais elle est protégée par le pouvoir. Nous devons glorifier le président de la république qui remplit si dignement les obligations de tout chef d'État, dans un temps où tant d'autres les foulent aux pieds. Si vous qualifiez d'oppression cette noble conduite, je bénis l'oppression de toute mon âme[1]. »

L'archevêque communiqua cette apologie au président qui l'en remercia, ajoutant toutefois que la liberté de l'Église à l'Équateur constituait un fait assez notoire, pour permettre à tous de mépriser les indignes pamphlets que les francs-maçons de Colombie ne cessent de produire. « Quant à moi, ajoutait-il, j'en fais autant de cas que des miasmes pestilentiels de leurs lointains marécages. »

Du prêtre qui répand la bonne semence et du soldat qui garde le champ de la patrie, les services sont, sinon égaux, du moins également nécessaires. L'un est le droit ; l'autre, la force avec laquelle un chef d'État fait

[1] *El Nacional*, 16 avril 1873.

triompher le droit. Nous avons dit comment la milice de l'Équateur, trop souvent commandée par des hommes voués à la Révolution, se distinguait par son libertinage, son mépris absolu des institutions, ses violences effrénées. Lors de son court passage au pouvoir, Garcia Moreno avait essayé de l'astreindre aux lois de la moralité et de lui faire contracter des habitudes de discipline; mais quand le mal attteint certaines limites, il est plus facile de transformer que de réformer. Le président entreprit une réorganisation radicale de l'armée.

N'étant pas d'humeur conquérante, il ne sentait pas le besoin de s'entourer de forces considérables. Quelques milliers de soldats lui suffisaient en temps de paix pour maintenir l'ordre et veiller sur les frontières. Pour avoir sous la main, en cas de guerre, des troupes nombreuses et suffisamment exercées, il créa une garde nationale composée de tous les hommes aptes à porter les armes, depuis dix-huit jusqu'à quarante-cinq ans. Incorporés d'abord dans la garde nationale active, les citoyens prenaient part à des exercices militaires périodiques, pour être versés au besoin, comme réserve, dans les cadres de l'armée. Plus tard, simples auxiliaires, ils servaient de garnison en cas de mobilisation des bataillons actifs. Par cette combinaison, le président se trouvait armé pour la défensive, tout en économisant sur le budget de la guerre des ressources considérables, dont les agriculteurs et commerçants avaient plus besoin que de parades militaires.

Le recrutement de l'armée s'opérait jusque-là comme en pays sauvage. Une escouade de troupiers battait le pays, pénétrait violemment dans les familles, et traînait à la caserne tous les hommes à sa convenance. Les gens aisés se rachetaient à prix d'argent, mais il arrivait qu'une autre bande de chasseurs d'hommes envahissait le pays à son tour et forçait l'exonéré à débourser une

seconde fois une somme versée pour sa rançon. Aussi, quand on prévoyait une nouvelle levée, les jeunes gens fuyaient-ils dans les montagnes ou dans les bois, n'ayant d'autre ressource pour vivre que de se cacher dans les haciendas les plus retirées et d'y travailler pour gagner leur vie. Pour mettre fin à ce brigandage, Garcia Moreno avait obtenu du congrès, dès sa première présidence, une loi de conscription qui ménageait tous les intérêts, en autorisant le remplacement; mais, grâce aux intrigues des libéraux, cette loi resta lettre morte. Ils persuadèrent au peuple, qu'une fois le prix du remplaçant tombé dans les coffres du gouvernement, les recruteurs feraient main basse sur les jeunes gens comme par le passé. La classe riche, qui s'exemptait du service moyennant quelques piastres, fit cause commune avec les libéraux. De toutes parts, s'éleva un tel *tolle* contre la loi que Garcia Moreno, déjà impliqué dans de graves difficultés, ne crut pas pouvoir en poursuivre l'exécution. Toutefois, il détruisit les abus du système ancien en chargeant de l'enrôlement, non plus des soldats recruteurs, mais les dépositaires de l'autorité civile. Ces cas d'exemption furent déterminés avec précision, les illégalités sévèrement réprimées, les violences déférées aux tribunaux.

Cette armée, d'un effectif très restreint, le président la voulait forte, disciplinée, morale, instruite, pleine d'abnégation et de patriotisme. Pour la former aux vertus militaires ainsi qu'au maniement des armes, son premier soin fut de la pourvoir d'officiers capables et dévoués. En attendant la création d'une école militaire il fonda l'école des cadets, pépinière de lieutenants et de sous-lieutenants, sorte de Saint-Cyr où les jeunes gens des meilleures familles s'initiaient aux mathématiques et à la tactique. Dirigés par d'excellents chefs ils en sortaient solidement instruits et ornés de toutes

les qualités qui font du soldat un vrai patriote, un héros même, quand sonne l'heure des grands dévouements.

L'armée s'enrichit ainsi chaque année d'officiers sérieux, résolus à faire de la carrière des armes une profession honorable entre toutes. Le président stimula leur zèle en détruisant un fléau qui depuis longtemps déconsidérait l'état militaire : je veux dire la prodigalité des grades. Au lieu de les conférer à l'ancienneté comme en Prusse, à l'ancienneté et au mérite comme en France, on les accordait à la faveur, à la crainte, ou encore au besoin de recruter des complices pour tenter une aventure quelconque. Pas d'incident insignifiant qui ne donnât lieu à de nouvelles promotions. De là beaucoup de lauriers, mais peu de cueillis au champ d'honneur. On se moquait de ces mendiants sans vergogne, cousus de titres et de décorations dûs souvent à des actes de basse courtisanerie, quelquefois à de honteux méfaits. Garcia Moreno mit fin à ce scandale qui tuait dans leur germe l'émulation et l'honneur. Les distinctions récompensèrent désormais les services rendus et le vrai mérite. Tout acte de partialité était tellement odieux au président qu'il suffisait de solliciter une faveur pour ne pas l'obtenir.

Parfaitement renseigné sur les progrès modernes, il ne craignit pas de faire des dépenses considérables pour substituer à l'armement ancien les armes de précision adoptées en Europe. De plus, il envoya des officiers expérimentés suivre les manœuvres des armées étrangères, surtout en Prusse, afin d'étudier les modifications de tactique que l'usage des armes perfectionnées a rendues nécessaires. Aussi, sur un champ de manœuvres, ses troupes équipées à la française, parfaitement armées et exercées, ne le cédaient en rien pour l'aspect guerrier, l'ordre et la précision des mouvements, à nos meilleures troupes européennes.

Faut-il le dire ? Elles leur étaient sous d'autres rapports bien supérieures. Il semble admis aujourd'hui, dans notre France, qu'une caserne doit se transformer nécessairement en cloaque d'impiété et d'immoralité ; autrement, comment expliquer qu'à des jeunes gens de vingt ans, privés de famille, condamnés au célibat, on ôte le frein de la religion en les privant d'aumôniers et d'exercices religieux ? Garcia Moreno ne se croyait pas le droit d'enlever au père et à la mère l'enfant élevé dans la piété et la vertu, pour en faire une espèce de monstre sans Dieu et sans pudeur. Il fit instituer par le pape une aumônerie militaire en règle. Les prêtres attachés par l'Archevêque aux différentes sections de l'armée avaient pour fonction, non seulement de célébrer le dimanche une messe à laquelle tous les soldats assistaient, mais aussi de leur donner l'instruction religieuse et de les préparer à la réception des sacrements. Outre les exercices pieux de chaque semaine, une retraite spéciale était prêchée chaque année à ces soldats chrétiens, qui se faisaient un plaisir et un devoir d'en profiter. La première de ces retraites produisit sur ces jeunes gens, peu habitués à réfléchir, des effets si extraordinaires, que la plupart se convertirent et contractèrent depuis, à la grande édification du public, des habitudes de piété et de parfaite régularité. Dans leurs temps libres, au lieu de se livrer à l'oisiveté et au libertinage, ils fréquentaient les écoles que leurs zélés aumôniers ou de dévoués adjoints ouvrirent en leur faveur. Ils apprenaient à lire, à écrire, à calculer, ou se perfectionnaient dans l'étude de la doctrine chrétienne et des sciences profanes. Ainsi assainie, la caserne devint un foyer de régénération, au lieu d'être, comme presque partout, une sentine de corruption.

Un voleur renommé dans tout le pays expiait en prison ses trop longs brigandages. Garcia Moreno lui

fit dire que s'il se convertissait et contractait des habitudes de travail et d'honnêteté, il réduirait sa peine. Docile aux exhortations du président, le condamné mena pendant longtemps une vie irréprochable et mérita d'être gracié. Mais, à sa sortie de prison, on le conduisit à Garcia Moreno, qui lui dit : « Si je te donne la liberté, tu vas reprendre ton ancien métier, tu tomberas de nouveau dans les mains de la justice, et nous serons obligés de te fusiller. Comme je veux t'épargner cette disgrâce et faire de toi un honnête homme, je t'enrôle dans la milice. Sois bon soldat, et tu monteras en grade. » Le prisonnier servit très loyalement dans l'armée, et comme il n'était pas sans capacités, il y obtint même le grade de lieutenant.

Dans cette armée de soldats chrétiens, la moralité s'élevait à la plus exquise délicatesse. Dans une ronde nocturne un lieutenant d'infanterie trouva au milieu de la rue une énorme liasse de billets de banque, qu'il s'empressa de remettre le lendemain matin entre les mains du président. Celui-ci fit rechercher le propriétaire des billets, un commerçant étranger, qui, dans l'élan de sa joie et de sa reconnaissance, offrit au loyal militaire cent piastres de gratification. A sa grande surprise, l'officier refusa ce don malgré ses instances réitérées, et même en dépit des pressantes sollicitations de Garcia Moreno. « Vous n'avez aucune raison, lui dit-il, pour refuser un présent qu'on vous offre très volontairement et pour reconnaître un acte de loyauté et d'honneur. — *Senor presidente,* répondit l'officier, c'est précisément mon honneur qui me défend d'accepter : je n'ai fait que mon devoir, je ne mérite aucune récompense. — Très bien, reprit le président ému jusqu'aux larmes en voyant un si noble cœur, mais moi aussi j'ai le droit de donner quelque chose que vous ne

pouvez refuser. » Et ce jour-là même il fit délivrer au lieutenant le brevet de capitaine.

Ainsi élevés et disciplinés, officiers et soldats s'attachèrent au président comme à leur père. Ils craignaient sa sévérité, car les moindres infractions à la discipline étaient châtiées sans miséricorde, mais ils l'aimaient à cause de son dévouement à leurs intérêts. Il leur prodiguait ses soins comme s'ils eussent été ses enfants, s'inquiétait de leurs nécessités, pourvoyait par des pensions aux besoins des blessés ou des infirmes, surtout ne souffrait pas que le payement de la solde subît un instant de retard. Ayant un jour aperçu sous les fenêtres de son bureau un vieil invalide qui se promenait depuis plusieurs heures, il lui demanda ce qu'il attendait : « J'attends Votre Excellence, répondit le soldat, pour la prier de me faire payer ma solde. Voilà un mois que je n'ai rien reçu, et je meurs de faim. » Le président interroge le trésorier, qui affirme être en règle. S'adressant alors au vieux troupier : « Vous m'avez trompé, lui crie-t-il avec colère. Vous mériteriez que je vous fisse fouetter. » L'invalide riposte tranquillement : « Si le trésorier dit vrai, ses livres en feront foi. » Frappé de cette remarque, le président se fait apporter immédiatement les livres de comptes et constate que le trésorier négligent, et non le soldat, s'était tiré d'affaire par un mensonge. Montrant alors au coupable la page des recettes : « Ecrivez, lui dit-il : reçu du trésorier de la nation cinquantes piastres, comme amende infligée par le président de la république en punition d'un vil mensonge. » Le trésorier paya l'amende, heureux encore de s'en tirer à si bon marché, et le vieil invalide se félicita d'avoir un chef assez compatissant pour s'intéresser à la détresse d'un pauvre soldat, assez équitable pour lui rendre justice.

Un autre trait, où la compassion s'unit également à

la justice, fit comprendre à l'armée que jamais chez lui la sensibilité ne l'emporterait sur le devoir. Un de ses anciens serviteurs, auquel il portait un grand intérêt, ayant embrassé la carrière militaire, s'emporta dans un mouvement de colère jusqu'à frapper le chef de sa compagnie. On tenta de soustraire le coupable au conseil de guerre, mais le président exigea que la justice suivît son cours. Naturellement le conseil de guerre prononça la peine de mort. Aussitôt recours en grâce ; supplication des parents, des amis, du public en faveur du malheureux soldat. Convaincu que c'en était fait de la discipline militaire, s'il cédait au mouvement de son cœur, le président resta inflexible, tout en laissant voir sa profonde émotion : « Je voudrais faire grâce, dit-il, mais ma conscience s'y oppose. » Le jour de l'exécution, pour ne pas entendre les coups de fusil, il se retira dans l'église d'un faubourg, où il resta en prières, agenouillé sur le sol, jusqu'après le moment fatal.

Restait à créer des magistrats pour compléter la série des agents civilisateurs. Sans doute on ne peut affirmer, avec Garcia Moreno dans son message indigné de 1865, qu'il n'y avait à l'Équateur ni véritable justice, ni magistrats dignes de ce nom : la mémoire des Pablo Vascones, des Augustin Salazar, des Manuel Espinosa et d'autres illustrations judiciaires protesterait contre cette assertion trop absolue, mais on ne peut nier qu'il y eût de grandes réformes à opérer. Les codes étaient incomplets ou injustes : le président entreprit la tâche immense de les conformer au droit naturel et canonique et d'en combler les lacunes. Afin d'effacer jusqu'aux derniers vestiges de la législation oppressive dont l'Église avait tant souffert durant un demi-siècle, il pria les évêques de lui signaler les articles du code qui leur paraîtraient en contradiction avec les dispositions concordataires, et, dans son message au congrès de 1873,

il en sollicita l'abrogation. « Puisque nous avons le bonheur d'être catholiques, dit-il, soyons-le logiquement et franchement, dans la vie publique comme dans la vie privée, dans nos discours comme dans nos œuvres. Effaçons de nos codes jusqu'à la dernière trace d'hostilité contre l'Église, jusqu'au dernier vestige de l'antique régalisme espagnol. Tolérer plus longtemps ces lois abusives ce serait, de notre part, une honteuse contradiction et une misérable inconséquence. » Sous la direction de cet homme d'audace et de génie, le congrès ne recula point devant une révision générale du code, harmonisant tous les droits de manière à réaliser la maxime du Maître : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Si l'on ne biffa point de la législation jusqu'au dernier décret plus ou moins empreint de l'esprit régalien ou révolutionnaire, c'est que le congrès, moins clairvoyant que son chef, ne distingua pas toujours le virus caché sous l'écorce d'un texte en apparence inoffensif.

Après avoir épuré le code, il fallut le compléter. Garcia Moreno se plaignit à bon droit, durant quatre ans, de l'insuffisance des lois, tant pour endiguer le flot révolutionnaire que pour réprimer les désordres moraux. On n'avait pas tenu compte de ce principe si bien formulé par Donoso Cortès, que plus le thermomètre de la conscience descend, plus le thermomètre de la répression doit monter, sous peine de voir la société sombrer dans un déluge de crimes. Sous l'inspiration de Garcia Moreno, le congrès appropria le code pénal à l'état moral du monde moderne, en y introduisant des dispositions sévères contre les blasphémateurs, les concubinaires, les ivrognes, les débauchés, les perturbateurs du repos public, et en général contre tous ceux dont la conduite porterait atteinte à l'ordre ou à la moralité.

Souvent les criminels échappaient à la vindicte des lois, grâce aux articles sur les circonstances atténuantes. Le code admettait comme circonstances diminuant la gravité du délit « la colère, la crainte, l'indigence, un indice favorable sur le caractère du prévenu. » Un jury tant soit peu clairvoyant découvrira toujours dans n'importe quel malfaiteur des symptômes d'irritation ou de crainte, ou du moins quelque indice favorable à son caractère, n'eût-il fait qu'un acte de politesse en sa vie. Aussi la peine de mort n'existait plus que pour mémoire, et les monstres les plus exécrables se tiraient d'affaire avec quelques années de détention. Garcia Moreno obtint du congrès de modifier cet article, « comme altérant et annulant toutes les autres dispositions du code par l'impunité qu'il assurait aux criminels. »

Vint alors l'épuration des juges, plus nécessaire encore que l'épuration des lois. Trop souvent on ne rendait point les arrêts, on les vendait au plus offrant. Avocats et magistrats s'entendaient pour tirer du client jusqu'à sa dernière piastre. Du reste, les uns et les autres auraient pu alléguer, comme excuse, la nécessité de gagner sa vie en faisant son métier. Les avocats pullulaient à l'Équateur, comme un peu partout, d'abord parce que le barreau menait aux emplois, ensuite parce qu'on s'élevait au diplôme sans avoir les ailes de l'aigle. Il suffisait de suivre durant un temps déterminé les cours de l'université, de se bourrer la tête d'un certain nombre de textes, et surtout d'avoir des parents assez riches pour payer le grade. Alors on courait les emplois, ou, pour arriver plus vite, les aventures révolutionnaires. Réduit à plaider pour vivre, l'avocat exploitait les malheureux qui se jetaient dans ses filets, embrouillait les causes les plus claires, et le procès se terminait par la ruine du client. Quant aux juges des

tribunaux ordinaires, ils étaient si peu rétribués qu'ils se voyaient réduits à faire un métier ou à vendre leurs sentences. Dans les juridictions supérieures, la politique révolutionnaire influençait trop souvent les jugements. Deux fois, Garcia Moreno lui-même fut victime de ces iniquités, dans l'affaire de Quinche où la cour suprême libéra des anarchistes pris en flagrant délit de rébellion, et à l'occasion du guet-apens de Lima, quand un verdict du tribunal le poursuivit comme assassin de son agresseur. En 1868, profitant d'une affaire irritante qui soulevait la population contre les résidents colombiens, certains jeunes gens attaquèrent ceux-ci à coups de bâton et les maltraitèrent gravement pour satisfaire des vengeances particulières. Il se trouva des jurés pour absoudre ces criminels, ce qui amena des difficultés avec le gouvernement de la Colombie. Au congrès de 1871, Garcia Moreno ne put s'empêcher de dénoncer « les fréquentes prévarications des jurés irresponsables et l'arbitraire de certains alcades qui violent les lois et se moquent de la justice jusqu'à compromettre les relations internationales. Souvenez-vous, ajoutait-il, qu'il n'y a point de liberté là où il n'y a pas de justice, et prenez les moyens efficaces pour prévenir les abus, ou du moins pour les réprimer par des châtiments sévères.»

Garcia Moreno s'occupa de cette réforme de la magistrature durant toute sa seconde présidence. Pour atteindre le vice capital de l'institution, il exigea du candidat aux grades une étude sérieuse du droit ; la faveur et l'argent cessèrent d'exercer leur influence sur les examens, en sorte que la multitude des paresseux et des vicieux, ne pouvant plus s'affubler du bonnet doctoral, dut avoir recours à une autre industrie pour vivre. Il assistait lui-même aux examens et posait des questions aux candidats. Un jour, un aspirant au doctorat avait répondu aux examinateurs d'une manière très sa-

tisfaisante. « Vous connaissez votre droit, monsieur, lui dit le président, mais savez-vous votre catéchisme? Pour administrer la justice, un magistrat doit connaître avant tout la loi de Dieu. » Et il interrogea l'étudiant, qui resta muet. « Monsieur, lui dit gravement Garcia Moreno, vous êtes reçu docteur, mais vous n'exercerez pas votre profession avant de savoir le catéchisme. Enfermez-vous pour l'apprendre chez les franciscains. » Le gouvernement intervint dans la nomination des juges, exclusivement réservée jusque-là au corps législatif. Il lui fut dès lors facile d'écarter les incapables ou les indignes, et de confier enfin cette sublime fonction d'administrer la justice, non pas à des trafiquants sans conscience, mais à de vrais magistrats. Du reste, afin de prévenir autant que possible toute tentation de prévarication, les juges inférieurs, déclarés justiciables de la cour suprême, répondirent devant elle de leurs arrêts, et se virent, en cas d'injustice flagrante, suspendus de leurs fonctions ou même destitués. Les avocats convaincus d'avoir accepté une cause notoirement mauvaise, encouraient aussi de graves pénalités.

Le président surveillait les moindres infractions et les punissait avec une inexorable sévérité. Une femme célèbre par ses dérèglements ayant commis un meurtre, les jurés, personnages d'ailleurs très honorables, pour sauver cette misérable créature, épiloguèrent selon leur coutume sur la nature du crime et la condamnèrent simplement à quelques mois d'exil. Révolté d'un pareil scandale, mais impuissant à le réparer par les voies judiciaires, Garcia Moreno résolut du moins de flétrir la lâcheté de ces malheureux jurés. Les ayant fait comparaître en sa présence, il leur tint ce langage : « Vous avez condamné à quelques mois d'exil une criminelle notoirement coupable d'assassinat. Il faut maintenant exécuter la sentence. Comme mes soldats sont occupés,

la loi m'autorise à requérir les simples citoyens pour le transport des condamnés. C'est vous que j'ai choisis pour conduire cette femme à la Nouvelle-Grenade. » Sans se permettre aucune remontrance, les jurés honteux s'en allèrent préparer leurs chevaux pour le voyage, mais le président avait aussi pensé aux montures. On amena devant eux des mulets boiteux, mal équipés, ridicules : « Vous allez faire un service public, leur dit-il, et partant voyager aux frais du gouvernement. Ne vous plaignez pas de ces mulets : ils sont moins boiteux que vos arrêts. » Et force leur fut de traverser les rues de la ville, la criminelle au milieu d'eux, sous une grêle de sifflets et de quolibets.

Malgré sa rigidité, le président eut à lutter jusqu'à la mort contre les iniquités et les dénis de justice des jurés, au point que, dans son dernier message, il demanda formellement au congrès d'autoriser le pouvoir exécutif à suspendre l'institution du jury, « là où les justiciables, effrayés de l'impunité accordée aux malfaiteurs, réclament d'autres juges. Sans rectitude dans les jugements, dit-il, il n'y a plus de justice, et la société s'écroule. »

Non seulement il exigeait des magistrats l'intégrité professionnelle, mais, surveillant leur conduite morale, il ne tolérait aucun désordre capable de diminuer leur prestige ou d'entacher leur honorabilité. Comme le prêtre, disait-il, le magistrat doit être irréprochable. On lui apprit un jour qu'un juge de ses amis, distingué par ses talents non moins que par ses services, entretenait des relations suspectes avec une personne de son voisinage. Veuf depuis quelques années, cet ami s'exposait tout naturellement aux commérages du public. Désireux de l'éclairer sans l'offenser, Garcia Moreno lui demanda familièrement un conseil, pour calmer, disait-il, les inquiétudes de sa conscience. Il avait parmi ses

employés un homme qu'il aimait beaucoup, dont il n'avait jamais eu à se plaindre, mais qui malheureusement se déshonorait depuis quelque temps par une vie scandaleuse. Son cœur lui disait de faire l'aveugle, mais sa conscience lui reprochait de se rendre, par cette faiblesse, complice du scandale. Était-il obligé d'avertir cet ami, et de le révoquer s'il restait sourd à la monition ? Le magistrat plein de droiture, répondit qu'un chef d'État doit en conscience veiller sur ses subordonnés et réprimer tout désordre public. « Permettez-moi donc, lui dit le président, d'accomplir ce que vous estimez un devoir : ce scandaleux, c'est vous-même. On critique à bon droit vos relations avec telle personne, et vous en feriez autant si vous n'étiez intéressé dans l'affaire. » Le magistrat le remercia de sa charité non moins que de sa discrétion, et dès ce jour rentra dans l'ordre.

Dans la pensée du président, la réforme des lois et de la magistrature devait aboutir à la réforme des mœurs. Grâce aux nouvelles dispositions du code, le gouvernement pouvait extirper des villes les vices dégradants qui en sont la honte, tels que la prostitution, le concubinage, l'ivrognerie. Sans doute, à l'Équateur, on répugne encore trop aux pratiques de la civilisation européenne, pour tolérer des maisons officielles de débauche ; on y estime assez la dignité du baptême pour ne descendre jamais à cet état d'infamie notoire et permanente ; mais, comme partout, il se rencontrait dans son sein des personnes éhontées qui, spéculant sur la lubricité, trouvaient plus commode de se vendre que de travailler. Un règlement de police mit ordre à cette industrie d'une manière si absolue que des jeunes filles de famille en renom, convaincues de mauvaise vie, furent internées sans pitié dans une maison de correction. Quant aux concubinaires, avant de les livrer aux

juges, le président les faisait comparaître en sa présence, leur reprochait leur conduite, et les mettait en devoir de choisir entre le mariage et la séparation. « Vous êtes libres de vous perdre, leur disait-il, mais non de scandaliser le public par vos désordres. » Cédant à ses objurgations, les coupables contractaient une union légitime ou se séparaient, avec promesse sous caution de ne plus cohabiter, mais il comptait si peu sur les promesses des personnes vicieuses, que souvent il les forçait ou à rompre leurs liens ou à se marier séance tenante. Ayant un jour, dans un de ses voyages, mandé à sa barre un de ces couples criminels, insensibles aux avertissements comme aux menaces, il reprocha vivement, surtout à la femme plus âgée que son complice, l'ignominie de sa vie déréglée. La malheureuse se mit à fondre en larmes, pendant que le jeune homme promettait de légitimer au plus tôt sa situation. Inquiet à bon droit sur l'avenir, Garcia Moreno obtint de l'évêque les dispenses nécessaires et fit célébrer le mariage avant son départ. La femme, plus enchantée peut-être que le mari, vantait à tout venant la sagesse du président et sa manière expéditive de traiter les affaires.

L'ivrognerie le préoccupa plus encore que le libertinage, en raison de la dégradation et de l'abrutissement que ce vice engendre et développe, surtout au sein des populations ouvrières. Les ivrognes de profession perdaient, de par la constitution, leurs droits de citoyens ; mais, les voyant disposés à supporter cette privation avec patience, le président édicta contre eux toute une nomenclature de peines. Les individus surpris en état d'ivresse dans les cafés, tavernes, et autres lieux publics, subissaient une amende et un emprisonnement de plusieurs jours ; en cas de récidive, la peine était doublée ; on déportait dans une autre province l'ivrogne incorrigible. Les cabaretiers, complices de ces dégradés,

payaient leur complaisance d'une assez forte amende; la récidive entraînait la fermeture du cabaret. Néanmoins, malgré cette législation sévère, appliquée partout avec constance et vigueur, Garcia Moreno dut avouer, en 1875, l'insignifiance des résultats obtenus sur les ivrognes de profession. « Le vice de l'ivrognerie, dit-il au congrès, a plutôt besoin d'un traitement curatif que de répression. Il est temps d'adopter le parti que conseillent la prudence et l'humanité; c'est-à-dire de créer une espèce d'hospice pour cette classe de fous volontaires, comme il en existe pour les idiots et les lépreux. Dans cet asile, les ivrognes incorrigibles, soumis à un régime hygiénique et au salutaire exercice du travail agricole, deviendront susceptibles de réforme et finiront par se tourner vers Dieu. »

Grâce à cette régénération dans l'ordre religieux, militaire et judiciaire, l'Équateur se trouva donc en possession des biens fondamentaux, religion, justice, moralité, d'où résultent l'ordre et la paix. Appuyé sur ces bases de tout véritable progrès, il pouvait, à la suite de son glorieux chef, s'élancer à de nouvelles conquêtes.

CHAPITRE V

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(1869-1875.)

L'instruction publique n'existait avant Garcia Moreno qu'à l'état rudimentaire. Sous la domination espagnole, l'université de Quito avait produit des latinistes, des philosophes, des théologiens, des jurisconsultes, mais peu d'hommes versés dans les études littéraires et scientifiques. Quelques rares collèges, accessibles aux seuls privilégiés de la fortune ; pour la masse du peuple des embryons d'écoles primaires, justement méprisées ; pour les indiens, le simple enseignement de la doctrine chrétienne donné chaque dimanche par les pasteurs. La Révolution détruisit même ces pauvres germes : au milieu des conflits, des guerres, des insurrections, on sentait moins le besoin de collèges que de casernes ; de professeurs, que de capitaines. Durant un quart de siècle, les salles de l'université, les collèges, les séminaires, les couvents se remplirent non d'étudiants mais de soldats. Les murailles noircies de fumée, couvertes d'ignobles dictons ou de dessins obscènes ; les œuvres d'art, de peinture ou de sculpture souillées ou mutilées, montrent clairement le niveau de l'instruction à cette époque. Rocafuerte fit un effort vigoureux pour réorganiser l'enseignement, mais Ur

bina, nous l'avons vu, travailla de toutes ses forces à le ruiner de fond en comble. Le mémoire présenté par Garcia Moreno au congrès de 1863, expose « le triste et lamentable état de l'instruction publique depuis qu'Urbina avait édicté la *loi des études,* et converti en caserne l'unique collège de la capitale. C'est la décadence complète de l'enseignement scientifique et littéraire. On dirait que les législateurs de 1853 ont eu à cœur de conduire la république dans un abîme de malheurs par le chemin de la barbarie. »

Le même fait avait été constaté, deux ans auparavant, par D. F. Cevallos[1], à l'occasion de sa réception dans l'*Académie nationale,* récemment fondée à Quito. « Comme les membres de cette Académie se connaissent à peine, disait-il, et que je n'ai sous les yeux ni auteurs, ni livres, je m'abstiens de tout panégyrique... L'idée d'une académie à l'Équateur paraîtra tellement étrange que si notre société ne prend pas la ferme résolution de souffrir patiemment les averses de quolibets qui vont pleuvoir sur elle de tous les collèges, universités, tribunes, journaux, revues et salons, je puis vous annoncer que vous ne vivrez pas un jour. Si l'on considère les illustres académiciens qui dominent en Europe le monde scientifique et littéraire, difficilement on vous regardera sans sourire. Où sont nos savants, nos lettrés, nos laboratoires, nos bibliothèques ? Où se trouve chez nous, pauvres enfants de l'ignorance et de la révolte, cette classe de penseurs assez dédaigneux des préoccupations domestiques pour se livrer exclusivement à l'étude de la philosophie et des sciences ? »

Après ce début, qui établissait le niveau présent de l'instruction, l'académicien envisageait l'avenir et mettait ses confrères en garde contre l'inconstance et l'im-

[1] L'auteur distingué de l'*Historia del Ecuador,* 5 vol. Quito.

patience : « Nous voudrions, disait-il, aplanir les Andes en un an et défricher nos bois en un jour. Avec une volonté calme et toujours égale, les hommes triomphent de l'impossible. Qui sait? un jour luira peut-être, non pour nous, mais pour la patrie qui ne meurt pas, où l'Équatorien, pénétré de la science des autres peuples, soulèvera, de concert avec eux, le voile dont la nature enveloppe ses secrets et ouvrira des sentiers nouveaux aux progrès du génie humain. L'intelligence et la raison n'ont ni âge, ni race, ni patrie, elles sont de tous les temps et constituent l'apanage de tous les peuples. Avec une volonté forte, on les ferait resplendir au Napo aussi bien que dans la docte Allemagne. »

Ce beau rêve, caressé pour un avenir lointain, l'académicien put dix ans après en contempler la réalisation. Un homme de génie et de volonté prononça le *Fiat lux* au milieu de ces ténèbres, et la vérité sous toutes ses faces illumina les esprits. Il faudrait un volume pour raconter les merveilles opérées par Garcia Moreno en quelques années, merveilles d'autant plus admirables qu'il eut à vaincre, pour réussir, de véritables impossibilités matérielles et morales. Comment déterminer à l'étude ces races apathiques par tempérament, qui s'autorisent de leur soleil, de leur climat, et de leurs montagnes, pour s'exempter du travail? Comment remonter le torrent des habitudes séculaires, vaincre l'opposition des municipalités routinières et les sophismes des politiques à courte vue? Où trouver, dans ce pays pauvre, de l'argent pour bâtir des écoles et des collèges ? Où recruter des professeurs pour enseigner? Cette tâche gigantesque n'effraya point Garcia Moreno.

Préoccupé de relever le niveau moral et intellectuel du peuple, il travailla d'abord à réformer l'instruction primaire, triste apanage d'un très petit nombre d'enfants, qui végétaient dans des écoles mal organisées et

plus mal dirigées. Dès sa première présidence, il posa les bases d'une rénovation complète, en appelant à l'Équateur différentes congrégations enseignantes , frères des écoles chrétiennes, sœurs de charité, dames du Sacré-Cœur, religieuses de la Providence, qu'il installa dans les grandes villes, à Quito, à Cuenca, à Guayaquil, pour y fonder des écoles gratuites et libres. Il détruisit ainsi d'un seul coup le monopole de l'université, rompit avec les vieilles méthodes, et suscita des écoles modèles qui bientôt discréditèrent celles de l'État. Ce n'était là pourtant qu'une pierre d'attente pour le jour où, revêtu d'une autorité suffisante, il pourrait agir en maître.

Au congrès de 1871, le message dévoila son plan tout entier. « L'instruction publique, dit-il, est l'objet constant de notre sollicitude. L'enseignement primaire, le premier en importance, parce qu'il s'adresse à tous et sert de préparation aux études plus élevées, a reçu de préférence les soins du gouvernement. Malheureusement la législation actuelle nous laisse sans moyens d'action suffisants pour donner à cette œuvre la vie et l'impulsion. Qu'importent en effet l'ouverture d'un certain nombre de classes gratuites placées sous la direction des frères, et la construction d'édifices très coûteux destinés aux filles de la charité et aux religieuses du Sacré-Cœur? Aussi longtemps que l'instruction primaire dépendra des conseils académiques de province pour le choix de l'instituteur, et des municipalités pour les dotations, on verra beaucoup de paroisses privées d'écoles, et d'autres en danger de perdre celles qu'elles possèdent, sous un coupable prétexte d'économie, ou bien parce que les instituteurs, insuffisamment rétribués, refusent de se consacrer à cette tâche laborieuse et ingrate. Il nous restera ceux que leur ignorance ou leur inconduite vouent à ce labeur, devenu leur unique

gagne-pain. L'enseignement primaire chez nous a toujours été la carrière de ceux qui n'en ont pas d'autre, et le résultat de cette déplorable situation, c'est qu'après plusieurs années irrémédiablement perdues, les enfants sortent de ces bouges d'ignorance la tête vide d'idées utiles et le cœur plein d'exemples pernicieux. Ajoutez que faute de maîtres ou de bonne volonté de la part des parents, la moitié des enfants peut-être ne reçoit aucune instruction. Est-il étonnant que l'ignorance et l'abjection se transmettent comme un héritage fatal, que la paresseuse indolence se perpétue comme une tache indélébile, et que la race indigène en particulier croupisse dans sa dégradation ? Pour remédier à ce mal suprême, le projet de loi que je vous présente concède au gouvernement l'autorisation d'ouvrir de nouvelles écoles, de manière à pourvoir à l'éducation de deux cent mille enfants, et déclare l'instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous, excepté pour les nécessiteux. »

Cette loi, votée par le congrès, réveilla les plus indolents. L'école obligatoire pour tous les enfants de huit à douze ans, les parents déclarés responsables et passibles d'une amende de plusieurs piastres, des prestations correspondantes à dix jours de travail imposées aux adultes illettrés, sans compter la privation des droits civiques stipulée par la constitution : telles étaient les dispositions relatives aux particuliers. Quant aux communes, toute agglomération pouvant fournir cinquante enfants de six à douze ans, avait le droit d'exiger une école primaire. Au gouvernement, tenu de l'établir même si la paroisse n'en faisait pas la demande, la responsabilité de tout retard coupable dans l'accomplissement de ce devoir [1].

[1] Proano, *Coleccion de algunos Escritos.*

Pour arriver à l'exécution de cette loi il fallait des maîtres. Le président fit, derechef, appel aux frères des Écoles chrétiennes qui accoururent de France au secours de leurs aînés. De vastes installations leur furent préparées, non seulement dans les cités de premier ordre, mais dans tous les centres populeux, comme Latacunga, Guaranda, Ibarra et Loja. Dépenses occasionnées par ces longs voyages, frais d'établissement et d'entretien, rien n'arrêtait le président ; et, comme malgré tout, le nombre des instituteurs congréganistes restait insuffisant, il créa sous leur direction une école normale de maîtres laïques profondément chrétiens qui, formés par la méthode des frères, devinrent leurs collaborateurs dans les campagnes.

En peu de temps, l'instruction primaire, pour laquelle le président dépensait annuellement plus de cent mille piastres, prospéra d'une manière admirable. Dans l'intervalle d'un congrès à l'autre plus de cent écoles nouvelles s'élevèrent. On en comptait deux cents en 1869, quatre cents en 1873, et cinq cents au commencement de 1875. La progression du nombre des élèves suivait la même proportion. Les statistiques officielles établissent qu'avant le gouvernement de Garcia Moreno, le chiffre des élèves fréquentant l'école primaire était de huit mille environ. En 1865, après sa première présidence il s'élevait à treize mille ; en 1871, à quinze mille ; en 1873, à vingt-deux mille ; en 1875, à trente-deux mille.

Les filles n'entrent que pour une part très minime dans ce recensement. En rapportant les chiffres que nous venons de donner, Garcia Moreno établit que le nombre des filles fréquentant les écoles est des trois quarts inférieur à celui des garçons. Cela tient, disait-il, à la pénurie de maîtresses et de locaux, et surtout à la difficulté pour les petites filles d'aborder les écoles,

les populations se trouvant disséminées à travers des campagnes d'une immense étendue, souvent très accidentées, et sans autres voies de communication que des sentiers étroits et dangereux. Il étudiait les moyens de vaincre les difficultés que la nature elle-même opposait à son œuvre.

Les Indiens, qui composent presque un tiers de la population totale, figurent aussi pour un nombre insignifiant dans les tableaux ci-dessus mentionnés. Ils avaient vécu jusque-là sans aucune autre instruction que le catéchisme. Garcia Moreno créa des écoles spéciales à l'usage de ces pauvres indigènes, et des bourses à l'école normale pour former des maîtres indiens. Malgré tous ces sacrifices, il eut besoin de toute son énergie pour vaincre leur paresse native, et plus encore leurs préjugés, d'autant plus que, dans le but de contrecarrer l'œuvre et l'influence de Garcia Moreno, les libéraux insinuèrent aux indiens, jusque-là exempts du service militaire, que le président ne les mettait à l'école que pour les conduire à la caserne. Des impudents osaient même dire aux naïfs indigènes que, leur destinée étant de vivre dans l'ignorance et l'infortune, s'ils l'acceptaient franchement, on ne forcerait pas leurs enfants à fréquenter les écoles. Ces pauvres malheureux adressaient aux gouverneurs de province des pétitions dans ce sens, rédigées par les meneurs de l'opposition, et l'on avait toutes les peines du monde à les désabuser.

Si l'on joint à ces créations, des cours spéciaux pour les soldats et les prisonniers, on verra qu'aucune classe de la population, même la plus infime, ne fut exclue du bienfait de l'instruction. Quant au programme des études, on adopta celui de nos congrégations enseignantes, où la science religieuse occupe la première place. Garcia Moreno eût préféré mille fois laisser l'en-

fant dans l'ignorance que de lui apprendre à vivre sans Dieu. Son bonheur, c'était de voir ces milliers d'élèves, grâce à l'éducation de maîtres chrétiens, avancer dans la piété aussi bien que dans la science. Avec des hommes de cette trempe, disait-il, nous régénèrerons les familles et la société.

Toutefois si l'instruction primaire élève les masses populaires, c'est l'instruction secondaire qui forme les classes dirigeantes, et, par là même, exerce la plus grande influence sur les destinées d'une nation. Aussi, dès qu'il eut pris les rênes du gouvernement, le président voulut-il réorganiser sur une base solide les quelques mauvais collèges de l'Équateur. Il demanda pour cela le concours des jésuites, ces instituteurs modèles, auxquels ils avait rouvert une première fois la porte du pays dix ans auparavant, et que la Révolution, aussi stupide qu'impie, en avait expulsés. Sur sa proposition, le congrès autorisa la compagnie de Jésus à fonder des établissements d'instruction dans tout l'Équateur, avec liberté pleine et entière de suivre leurs méthodes traditionnelles, telles que les expose le *Ratio studiorum*. Leurs cours, assimilés à ceux des collèges universitaires, jouissaient des mêmes privilèges comme acheminement aux grades.

En se rendant aux instances réitérées du gouvernement et du peuple, les jésuites, devenus sages à l'école de l'expérience, stipulèrent par un traité en règle que, « dans le cas tout à fait improbable où le gouvernement supprimerait la compagnie de Jésus, les membres de la société ne pourraient être déportés ni dispersés avant un délai de huit mois à partir du jour de la suppression. Ils jouiraient durant ce temps de toute les garanties constitutionnelles et légales pour régler leur voyage et disposer de leurs biens. » Dans un temps comme le nôtre et sous un régime républicain, les

jésuites ne manifestent pas la prétention de ne plus être chassés; ils demandent seulement le temps de ramasser quelques hardes pour le voyage et la permission de tracer eux-mêmes la route de l'exil.

Ils ne fondèrent que deux établissements sous la première présidence de Garcia Moreno, l'un à Guayaquil, l'autre à Quito; mais, après la suppression de l'université en 1869, l'enseignement secondaire prit un grand essor, et presque toutes les provinces eurent leurs collèges, outre le séminaire diocésain. Le président bâtit à Quito un magnifique édifice, destiné aux jésuites, collège qu'il voulait dédier à saint Joseph, mais que l'archevêque baptisa du nom de saint Gabriel, pour honorer la mémoire de l'illustre fondateur. En somme, deux cents professeurs, employés dans les collèges et séminaires, donnaient l'instruction à plus de mille élèves. L'Église et l'État rivalisaient de sacrifices pour le développement et le perfectionnement de cette œuvre. Dans cette voie le président ne s'arrêtait jamais: « Si les collèges sont bons, disait-il au congrès de 1871, s'ils offrent toutes les garanties désirables de moralité et de progrès, il ne faut point regarder à la dépense pour les multiplier; s'ils sont mauvais, mieux vaut n'en avoir pas, car la plus terrible calamité pour une nation, c'est de voir la jeunesse perdre ses meilleures années dans l'oisiveté, ou ne se meubler l'esprit que de notions incomplètes, inutiles et fausses.

Sous ce rapport, il n'avait rien à craindre. A l'Équateur comme partout, la compagnie de Jésus formait des hommes et des chrétiens, non des demi-savants orgueilleux, sans éducation et sans mœurs. Dans une distribution de prix à Quito, le recteur du collège, expliquant la méthode d'enseignement, ne cacha point que l'instruction religieuse et l'éducation chrétienne auraient toujours le premier rang chez les jésuites. A

l'appui de sa thèse, il cita cette parole de Quintilien que les professeurs et pères de famille feraient bien de méditer : « Si les écoles, en donnant l'instruction, devaient corrompre les mœurs, je n'hésite pas à dire qu'il faudrait préférer la vertu au savoir. »

Plus heureux qu'en France, où ils sont obligés de se conformer aux exigences idiotes du baccalauréat universitaire, les jésuites de l'Équateur donnaient aux études linguistiques, littéraires et scientifiques la part qui leur revient dans la formation de l'intelligence et du cœur. Ils n'étaient pas de ces utilitaires qui tuent les *humanités* pour plaire au matérialisme moderne et compriment l'essor de l'âme vers les régions intellectuelles et morales en l'appliquant d'une manière exclusive aux études professionnelles. Ils suivaient à la lettre ce *Ratio studiorum* qui servit de base aux études durant tout notre dix-septième siècle.

Le président n'oubliait pas que les jeunes filles appartenant aux classes supérieures de la société, réclamaient comme leurs frères une instruction en rapport avec leur position. Jusque-là toute tentative plus ou moins libérale d'éducation féminine avait complètement avorté, par suite de l'incapacité des maîtresses ou le défaut absolu de principes religieux. Garcia Moreno résolut cette difficulté comme toutes les autres en faisant appel aux congrégations. Les religieuses des Sacrés-Cœurs établirent à Quito et dans d'autres villes de vastes pensionnats, où l'on s'attacha plus particulièrement à l'enseignement pratique. Chaque année, le public admirait la gracieuse exposition des merveilles produites par l'industrie enfantine, sous la direction de maîtresses habiles et dévouées. Enfants et parents, pénétrés de la plus vive reconnaissance envers le président, s'unissaient de grand cœur aux sentiments qui lui furent exprimés au pensionnat de Quito, un jour de

distribution de prix : « Cette maison est l'œuvre de vos mains. Toute cette jeunesse vous regarde comme sòn père et son bienfaiteur. Chacun de nous prononce votre nom avec gratitude et vénération, et ceux qui viendront après nous vous béniront jusqu'à la fin des siècles. »

Dans ce même ordre d'idées, il faut ajouter aux collèges et pensionnats une école professionnelle connue sous le nom de protectorat catholique, et dirigée par des Frères venus de New-York. D'habiles ouvriers charpentiers, ébénistes, mécaniciens, recrutés chez les peuples plus particulièrement distingués par leurs progrès dans l'industrie, prirent possession d'un spacieux établissement dans un faubourg de Quito, et y ouvrirent des ateliers d'apprentissage. Pour apprécier à sa juste valeur cette création, il faut savoir à quel degré de pénurie, en fait d'objets de première nécessité, d'instruments de travail, et même du mobilier le plus élémentaire, se trouveraient réduits les habitants des Cordillères s'ils ne se procuraient en Europe les produits de nos diverses industries. En formant des artisans indigènes, Garcia Moreno évitait à ses compatriotes des frais de transport qui doublent et triplent les prix des objets importés.

Un enseignement technique de même nature, pour les jeunes filles, fut confié aux sœurs de la Providence de Belgique. Les jeunes filles pauvres trouvèrent près d'elles un asile sûr dans un hospice préparé pour les recevoir. « Ainsi, disait le président, le travail et l'instruction, appuyés sur la pratique des vertus chrétiennes, arracheront à la corruption ces victimes du vice et de la misère [1]. »

L'enseignement primaire et secondaire rendu acces-

[1] Message de 1871.

sible à toutes les classes de la société, Garcia Moreno ne recula pas devant une conception plus grandiose, mais en apparence absolument chimérique : la création sur ces montagnes d'un enseignement supérieur, qui rivalisât avec celui des nations les plus en renom dans le monde scientifique. Son génie passionné pour les hautes sciences, joint au désir de former des professeurs capables de développer l'instruction dans les collèges et les écoles, le pressait de couronner l'édifice.

Pour ne point s'exposer aux ravages d'une science impie et corruptrice, il comprit que la religion devait présider à l'enseignement supérieur, plus encore qu'à celui des collèges et des écoles. Aussi son premier acte, en reprenant le pouvoir, avait-il été de dissoudre l'antique université de Quito, trop peu initiée aux progrès modernes, mais en revanche très avancée dans les idées révolutionnaires. Sur ses ruines, il fonda une nouvelle université vraiment catholique et vraiment progressive. Selon les prescriptions du concordat et en vertu du *Docete omnes gentes* [1], les évêques avaient la haute main sur l'enseignement. Les livres de religion et d'histoire sacrée devaient être désignés par eux, et les ouvrages littéraires ou scientifiques, revêtus de leur approbation. Quant aux professeurs, Garcia Moreno nommait des savants, mais avant tout des chrétiens, sur la doctrine desquels il pût compter. Au sommet des Facultés présidait la théologie de l'Ange de l'école, comme le soleil qui éclaire tout l'enseignement. Avant que Léon XIII eût remis en honneur la Somme de saint Thomas, on discourait chez les dominicains de Quito sur cette thèse : « Pour extirper de notre société moderne les erreurs dont elle est infestée, rien de plus nécessaire, aujourd'hui, comme dans les siècles passés,

[1] « Enseignez toutes les nations. »

que d'enseigner les doctrines de saint Thomas dans les cours de théologie[1]. »

La Faculté de droit, qui confine à la théologie, fut réorganisée sur des principes absolument catholiques. Jusqu'alors, le vieux droit romain, commenté par des auteurs libéraux, protestants, ou révolutionnaires, tels que Filangiéri, Vatel, Strada et consorts, avait servi de base au droit public. De là des jurisconsultes, des avocats, imbus d'idées païennes et absolument étrangers au droit naturel et canonique. Il fallait des hommes nouveaux et des livres nouveaux. Garcia Moreno confia cet enseignement à des membres distingués de la compagnie de Jésus, avec mission d'y faire pénétrer l'esprit chrétien, ce qui déplut singulièrement aux libéraux. Un cours de droit naturel ne peut que choquer la Révolution, dont les principes violentent la nature des choses. Le P. Terenziani avait particulièrement le don d'offusquer les avocats, parce que, dans son cours de législation, il basait le droit public sur les principes de Tarquini et de Tapparelli, entièrement conformes aux théories gouvernementales de Garcia Moreno. Plusieurs fois, après avoir entendu les thèses de fin d'année, les mécontents s'efforcèrent d'endoctriner les élèves et de les pousser à la révolte contre leurs maîtres, mais tous leurs efforts échouèrent devant le bon esprit des étudiants et la volonté de fer de Garcia Moreno.

Une difficulté bien plus sérieuse se dressait devant le président : c'était non plus de réorganiser, mais de créer de toutes pièces une Faculté de science. Il s'agissait de trouver un corps professoral à la hauteur des progrès modernes et de se procurer tout l'appareil instrumental nécessaire aux démonstrations pratiques. Or,

[1] Séance littéraire donnée à Quito, chez les PP. Dominicains.

les savants sont rares, même en Europe, et ne s'expatrient pas facilement, surtout quand il faut entreprendre de longs et pénibles voyages. Ensuite, la fréquence des révolutions américaines et l'instabilité des gouvernements n'invitent guère l'étranger à chercher fortune dans ces parages. Garcia Moreno s'adressa encore à cette classe spéciale de savants dont le dévouement, inspiré par la foi, ne recule jamais devant le sacrifice. C'est aux jésuites allemands [1] qu'il demanda des chimistes et des physiciens, des naturalistes, des mathématiciens. Il eut quelque peine à les conquérir, mais enfin il les conquit, aussi profondément instruits qu'infatigablement zélés. Avec eux, dans les bâtiments de l'antique Université, exclusivement dédiés à la culture des sciences exactes, physiques et naturelles, il organisa sous le nom d'École polytechnique un centre d'enseignement qui pouvait rivaliser avec nos meilleures facultés de sciences [2].

Les cours de l'école polytechnique étaient spéculatifs et pratiques. Les premiers correspondaient à la faculté des sciences proprement dite ; les autres, absolument techniques et d'application, formaient de futurs ingénieurs, arpenteurs, architectes, mécaniciens, fabricants, chimistes, directeurs des ponts-et-chaussées. Ainsi s'ouvraient aux équatoriens des positions nouvelles pour leurs enfants, qui, jusqu'alors, en fait de carrières libérales, n'avaient que le choix entre le sacerdoce, la magistrature, et la médecine.

Pour enseigner les sciences et leurs applications à

[1] Leurs noms méritent d'être conservés C'étaient, outre le R. P. Menton, doyen de la Faculté, les RR. PP. Kolbery, Wenzel, Mülendox Eppiny, Grünewald, Elbard, Dressel, Wolf, Brugler, Bœtzkes et Sodiro.

[2] Ces détails sont extraits d'une brochure de M. Domec, alors professeur de chirurgie à Quito.

toutes les branches de l'industrie moderne, il faut, outre des professeurs capables, un appareil immense d'instruments et de machines. Le président ouvrit de larges crédits pour acheter en Europe et transporter à Quito tous les objets nécessaires à l'enseignement. En quelques années, l'installation fut complète. Sans tenir compte de la dépense, Garcia Moreno exigeait les objets les plus perfectionnés en tout genre. A son représentant de Paris qui lui faisait observer qu'une de ses commandes aurait coûté cent mille francs, il répondait : « Achetez ce qu'il y a de meilleur et de plus beau, et ne vous inquiétez pas du reste. »

En parcourant les salles de l'Université, les étrangers ne se lassaient point d'admirer les merveilles qui s'y trouvaient rassemblées. Cabinet de physique muni de tous les instruments de mécanique et d'optique ; cabinet de chimie ; collections complètes de zoologie, de minéralogie et de botanique : rien ne manquait à cette exposition de la science moderne. Après l'avoir parcourue et étudiée, des savants n'hésitaient pas à dire que c'était la plus belle, la plus riche et la plus complète de l'Amérique, et qu'elle l'emportait même sur beaucoup d'universités européennes.

Et cependant, faut-il le dire, tandis que les étrangers exprimaient ainsi leur admiration, l'école polytechnique avait à soutenir de rudes attaques à l'Équateur. Les ignorants se demandaient à quoi bon ces machines et ces polytechniciens ; les commerçants et les agriculteurs trouvaient que le gouvernement aurait dû se borner à favoriser l'agriculture et l'industrie : les économistes regrettaient des dépenses folles, faites uniquement, disaient-ils, en vue d'une vaine gloriole ; les libéraux envieux rugissaient de voir au gouvernail un homme dont la gloire éclipsait leur ambitieuse nullité ; les radicaux francs-maçons écrivaient sans vergogne : « Le jour où

tombera le président, son successeur devra détruire tout ce qu'il a fait, œuvres de charité, voies carrossables, collèges et musées. Il ne faut pas qu'il reste sur la terre de l'Équateur le moindre souvenir d'une œuvre catholique[1] !» On poussa si loin, dans les premiers temps, l'indifférence et le mauvais vouloir, qu'outre la gratuité des inscriptions aux cours de l'école polytechnique, il fallut accorder vingt piastres par mois aux étudiants qui les fréquentaient. Mais bientôt l'évidence du bienfait accabla les déclamateurs les plus haineux, les perspectives d'avenir qui s'ouvraient aux jeunes gens studieux triomphèrent de l'apathie générale, et Garcia Moreno eut la grande joie de voir se développer cet enseignement scientifique sur lequel il voulait asseoir la prospérité matérielle du pays. Il en suivait avec intérêt la marche et les progrès, se faisait une fête d'assister aux exercices publics qui, chaque année, attiraient l'élite de la société quiténienne, et surtout s'applaudissait de trouver les jeunes gens de l'école aussi fermes dans la foi que dans la science. Foulant aux pieds tout respect humain, ces jeunes gens se constituèrent en congrégation, sous la direction du P. Menten, l'illustre doyen de la Faculté. Le 30 juin 1873, cette nouvelle congrégation de la Sainte-Vierge s'installa dans la chapelle où se réunissaient, un siècle auparavant, *Los senores* de Quito. L'Université sécularisée avait fait une croisade contre la religion : les fils de l'Université catholique, heureux de renouer la chaîne des antiques traditions, reprenaient en main, sous les auspices de la vierge Marie, le drapeau du Christ et de son Église.

La Faculté des sciences donna naissance à la Faculté de médecine. A vrai dire, s'il y eut des médecins distingués à l'Équateur avant Garcia Moreno, ils durent

[1] Proano, *Coleccion de Algunos Escritos.*

leurs capacités à leur génie plus qu'à l'enseignement médical du pays, car les trois ou quatre professeurs de Quito et de Cuenca, obligés pour vivre de courir la clientèle ou de se livrer aux travaux agricoles, dépourvus de bibliothèques, d'appareils et d'instruments de clinique et de dissection, faisaient consister leurs leçons dans la récitation pure et simple de l'auteur classique imposé à l'élève. Il est facile de comprendre quel effet durent produire les savantes conférences des professeurs de l'école polytechnique sur les élèves en médecine. Les *récitations* furent tuées du coup. Pour réorganiser la Faculté, Garcia Moreno obtint de l'école de Montpellier deux excellents professeurs [1], l'un de chirurgie, l'autre d'anatomie, qu'il fournit de tous les appareils et instruments nécessaires à l'étude des différentes parties de la science médicale. Ce que nos Facultés européennes mettent tant d'années à obtenir, Garcia Moreno le faisait acheter d'un seul coup, en un seul jour. Il lui suffit de quelques années pour approprier des locaux aux différents travaux de la Faculté, constituer le corps professoral, tracer un plan d'études, et préparer dans un hôpital, dont la population moyenne comptait trois cents malades, d'admirables ressources cliniques. On se fera une idée de la difficulté vaincue, si l'on considère que l'Université catholique de Paris, après quinze ans d'exercice, n'a point encore de faculté de médecine.

Afin de compléter ces créations en joignant l'agréable à l'utile, Garcia Moreno fonda une Académie des Beaux-Arts, où l'on cultiva plus spécialement la sculpture, la peinture et la musique. Par son éclat pittoresque et son ciel de feu, l'Équateur exalte l'imagination et développe dans le cœur une extrême sensibilité. Aussi ses habitants ont-ils été renommés de tout temps pour leurs

[1] MM. Guayraud et Domec.

dispositions artistiques, dispositions qui, faute de maîtres, restaient à l'état de nature. Garcia Moreno fit venir à grands frais de Rome des professeurs distingués, en même temps qu'il envoyait dans cette capitale des arts certains élèves d'élite pour se perfectionner et devenir maîtres à leur tour. Ainsi se formèrent Rafaël Salas, Luis Cadena et Juan Manosalvas, tous trois peintres de mérite. Sans sortir de leur pays, Velez et Carillo se firent un nom dans la sculpture. La musique attira tout particulièrement l'attention du président, à cause de ses relations avec la liturgie sacrée. Il établit à Quito un Conservatoire national de musique religieuse et profane, dont les cours très complets de chant, d'orgue, de piano et d'instruments de toute espèce, se donnaient gratuitement. C'est encore de Rome qu'il fit venir des organistes et des maîtres de chant, afin de relever par la diffusion des connaissances musicales l'éclat des cérémonies de l'Église. Un de ces maëstros, s'entretenant un jour avec le président, fut tout étonné de le voir disserter sur les théories de l'art, comme il aurait pu le faire lui-même.

Terminons cette rapide revue des progrès accomplis à l'Équateur sous le rapport de l'enseignement, en signalant une œuvre monumentale qui mit dans tout son jour le génie et la puissance de Garcia Moreno. De savants astronomes avaient souvent exprimé le désir de voir s'élever un observatoire international dans les environs de Quito. Cette position exceptionnellement avantageuse faciliterait, selon eux, la solution de problèmes réputés insolubles. Garcia Moreno étudia lui-même la question et trouva, comme Humboldt et Secchi, qu'un observatoire à Quito deviendrait infailliblement le premier du monde, « par sa position à trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, l'admirable pureté du ciel et la transparence de l'air, sa situation

sous la ligne équinoxiale, dans un climat sain et délicieux où l'on jouit d'un printemps perpétuel[1]. » Mais, comme il s'agissait d'une œuvre d'utilité générale et d'exécution très dispendieuse, il crut devoir proposer aux gouvernements étrangers de construire à frais communs ce monument gigantesque. Il communiqua d'abord son projet à la France, en rappelant au gouvernement de Napoléon la mission scientifique de La Condamine et de ses compagnons, au siècle dernier. La République de l'Équateur serait heureuse de voir les Français tenter de nouvelles expériences et de nouvelles découvertes dans sa capitale. En 1865, le ministre Rouland, que d'autres préoccupations absorbaient, répondit par une fin de non-recevoir. Garcia Moreno s'adressa aux gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui firent aussi la sourde oreille. Alors, inébranlable dans ses desseins, le président résolut d'exécuter à lui seul une entreprise si avantageuse à la science et si glorieuse pour son pays. En 1870, des crédits illimités furent ouverts pour la construction de l'édifice et l'acquisition des instruments. Les appareils complets, construits d'après les meilleurs systèmes, sortirent des ateliers de Munich. Un télescope, d'une force prodigieuse, coûta six mille piastres. En quatre ans, le monument était debout ; le P. Menten, l'illustre associé du P. Secchi à l'observatoire romain, allait s'y installer, quand le crime du 6 août fit disparaître le fondateur. Quelques mois plus tard, le buste de son successeur s'y offrait aux regards d'une population surprise et indignée.

Beaucoup s'imaginent que le révolutionnaire est nécessairement un progressiste et le catholique un rétrograde. Il ressort de ce chapitre sur l'enseignement à

[1] Message 1873.

Quito deux vérités évidentes : la première, qu'en un demi-siècle, la Révolution n'a rien su fonder à l'Équateur, ni instruction primaire, ni enseignement secondaire, ni enseignement supérieur ; la seconde, qu'en six ans le catholique Garcia Moreno a fait passer son pays, sous ce triple rapport, des plus profondes ténèbres à la plus resplendissante lumière. Un troisième fait plus significatif encore : après l'assassinat du grand homme à qui l'on devait tant de merveilleuses créations, la Révolution triomphante replongea le pays dans le chaos primitif ; les Jésuites de l'école polytechnique portèrent en d'autres pays leur savoir et leur expérience ; et, quelque temps après, dit un témoin oculaire [1], « nous eûmes la douleur de voir ces laboratoires si bien pourvus, si bien tenus, complètement abandonnés, ces instruments, ces appareils, ces machines, démontés, détériorés, recouverts d'une couche épaisse de poussière. » La clef de voûte enlevée, l'édifice s'était écroulé. Le nom de Garcia Moreno protestera éternellement contre ce mensonge devenu presque un axiome historique : l'Église arrête le progrès des sciences, et la Révolution le favorise.

[1] I. Domec, professeur d'anatomie.

CHAPITRE VI

ŒUVRES DE CHARITÉ

(1869-1875.)

En Garcia Moreno, le cœur était à la hauteur de l'intelligence. Il suffira de jeter un coup d'œil sur ses œuvres de charité, plus admirables peut-être que ses œuvres d'enseignement, pour comprendre quels trésors de bonté recélait cette grande âme.

Au nombre des plaies qui rongeaient l'Équateur, il faut compter le paupérisme. Épuisé par les contributions, le militarisme et les révolutions, privé de commerce et d'agriculture, indolent par nature, le peuple vivait dans la misère, cette misère dégradante, trop souvent compagne du vice et du crime. De là beaucoup de mendiants, de vagabonds, de filles perdues, d'enfants abandonnés, de bandits et de voleurs. Les routes, même d'un village à l'autre, étaient peu sûres pour quiconque n'avait point de révolver en poche. Garcia Moreno entreprit de lutter contre le paupérisme ; mais avant tout il s'occupa de venir en aide à ses victimes.

Les enfants privés des soins de la famille excitèrent d'abord sa sollicitude. Il fonda, pour les secourir, deux orphelinats à Quito. Le premier, confié aux sœurs de Charité, abrita les enfants abandonnés par le vice ou l'indigence. Une dame généreuse fit les frais d'un ma-

gnifique établissement[1], et le gouvernement fournit les ressources nécessaires pour l'entretien. Dans le second, desservi par les sœurs de la Providence, furent recueillis les vrais orphelins. Grâce à la protection du président, et au dévouement religieux, ces enfants retrouvèrent des mères qui, en les formant aux vertus chrétiennes, préparaient à la société des membres sains et utiles, au lieu de membres pourris et gangrenés. Des orphelinats semblables s'élevèrent bientôt à Guayaquil et à Cuenca, sur les instances de Garcia Moreno et au moyen des subventions qu'il obtint du congrès.

Une autre classe d'infortunées, les filles de mauvaise vie, plus ou moins adonnées au libertinage, et contre lesquelles il avait édicté, comme nous l'avons dit, des règlements de police très sévères, appela bientôt son attention. Il était facile de les jeter en prison, mais l'expérience prouve que la prison devient trop souvent pour ces malheureuses une école de corruption plus raffinée. La religion seule, par les grâces qu'elle confère, a le don de guérir ces natures doublement viciées. La preuve de son action toute puissante, même sur les plus incorrigibles, Garcia Moreno la voyait dans ces tristes victimes de notre civilisation qui, après avoir habité dix et vingt ans les bouges déshonorés où nos philanthropes les entretiennent, finissent, entre les mains des admirables filles du Bon-Pasteur, par se transformer en madeleines pénitentes, et bientôt en modèles d'innocence et de pureté. Pour cette raison, il établit dans la capitale un refuge dirigé par les sœurs du Bon-Pasteur. Traquées par la police qui ne leur fit point de quartier, les débauchées s'enfuirent du pays ou renoncèrent à leur infâme métier. Les récidives furent internées sans miséricorde au Bon-Pasteur. Dans

[1] Madame Virginie Klinger d'Aguirre.

cet asile, grâce à la vie régulière, au travail, aux pieuses exhortations, aux bons soins des religieuses, elles se convertirent sincèrement. Quelques-unes rentrèrent dans leurs familles pour y vivre avec honneur, la plupart restèrent bénévolement dans leur sainte retraite et s'y adonnèrent complètement à Dieu.

Cette œuvre de salubrité morale déplut aux libéraux. En effet, de quel droit privait-on ces libertines de la liberté, et les libertins de leurs victimes? A la mort de Garcia Moreno, la Révolution répara cette injustice et mit fin à ce désordre. Une compagnie de jeunes civilisés, musique en tête, entoura l'établissement du Bon-Pasteur, fit un charivari aux religieuses, força les portes de leur maison, et donna la liberté aux filles repenties, c'est-à-dire les replongea sans pitié dans l'infamie et la misère d'où les avait tirées Garcia Moreno. Et c'est lui qu'on qualifie de despote! Et les crocheteurs du refuge sont, eux, les vrais amis de l'humanité!

Les prisons à leur tour réclamaient une réforme d'autant plus urgente qu'un régime intolérable et des abus révoltants torturaient un plus grand nombre de victimes. Par suite des guerres, des insurrections fréquentes, de la démoralisation qui en est la suite, ces bouges infects regorgeaient d'assassins, de voleurs, de débauchés et de criminels de toute espèce. Le corps y dépérissait faute d'air et de nourriture, pendant que l'âme y croupissait dans la crapule et l'oisiveté. Pas d'autre exercice religieux que la messe du dimanche; pas d'instruction, pas de consolation pour ces parias de l'humanité; nul effort pour les convertir et les réhabiliter. Trop souvent on leur donnait pour aumônier un prêtre discrédité ou impropre aux autres fonctions du ministère ecclésiastique. Le prisonnier n'avait d'autre préoccupation que de s'enfuir de ce tombeau où il était enterré vivant.

Après une inspection minutieuse, le premier soin de Garcia Moreno fut de remédier aux désordres matériels les plus graves, puis d'étudier les moyens à prendre pour faire de la prison une école de correction et de moralisation. De nos jours, les philanthropes et les humanitaires ont beaucoup disserté sur le régime des prisons, sur les différents systèmes pénitentiaires, sur la cellule et la communauté : en somme, ils n'ont réussi qu'à prouver leur haine de Dieu et du prêtre, en même temps que, par leurs essais toujours infructueux, ils démontraient à leur manière l'impossibilité de s'en passer.

La réforme de Garcia Moreno fut, comme toutes les autres, basée sur la religion. Il chercha deux hommes unis de cœur, capables d'appliquer ses idées : un aumônier, pour pénétrer jusqu'à l'âme des malheureux détenus ; un directeur intelligent et ferme, pour faire exécuter les règlements et prêter main-forte à l'aumônier. Un ordre du jour, combiné d'après le but qu'il poursuivait, fut imposé aux prisonniers, et chacun dut s'y astreindre sous les peines les plus rigoureuses.

Dès lors, tout changea de face. La prison devint tour à tour une école et un atelier. A certaines heures déterminées, l'aumônier, don Abel de Corral, jeune prêtre plein de dévouement, enseignait à ses étranges auditeurs la doctrine chrétienne, les lois du décalogue, avec lesquelles ils paraissaient assez peu familiarisés, les devoirs de l'honnête homme, les exercices du chrétien, tels que la prière de chaque jour et la fréquentation des sacrements. Il y ajoutait par surcroît des leçons de lecture, d'écriture et de calcul, ainsi que d'autres notions et connaissances utiles. Après cela, venait le travail manuel ; chacun s'appliquait au métier le plus conforme à ses aptitudes. Le directeur, don Francisco Arellano, secondait l'aumônier avec zèle et intelligence, châtiant

les paresseux ou les récalcitrants, afin de forcer au devoir par le sentiment de la peine. Du reste, cette sévérité nécessaire ne l'empêchait pas de se montrer en toute occasion le père et l'ami de ceux qu'il appelait ses chers prisonniers. Il les exhortait doucement à s'amender de leurs défauts, écoutait leurs plaintes, adoucissait selon son pouvoir les conditions pénibles de leur vie matérielle, aidait l'aumônier au moment des leçons, s'assujettissant ainsi à passer des journées entières dans ce milieu triste et sombre de la prison.

Pour stimuler la bonne volonté des détenus, Garcia Moreno leur fit entrevoir la liberté comme récompense de leurs progrès dans l'honnêteté, l'amour du travail, et la piété. Il promit non seulement d'abréger leur temps de détention, mais même de remettre la peine entière à ceux qui mériteraient cette faveur ; et vraiment l'engagement n'était point téméraire, car, à mesure que Dieu reprenait son empire sur des cœurs qui ne le connaissaient plus, la prison se transformait en un vaste couvent où régnait avec l'amour de l'étude et du travail, la plus stricte régularité.

A la fin de l'année, le président, entouré de ses ministres, d'une escorte militaire, et des personnages distingués de la capitale, se rendit en grande pompe à la prison pour procéder à l'examen scolaire des détenus. L'examen roula sur la doctrine chrétienne, l'histoire sacrée, la lecture, la calligraphie, l'orthographe et l'arithmétique. Le président interrogea lui-même ces écoliers d'un nouveau genre, dont la plupart avaient atteint l'âge mûr. Tous, dans leurs classes respectives, étonnèrent l'assistance par leurs réponses et plus encore par leur excellente tenue. Après les avoir vivement félicités de leurs progrès et de leur conduite, Garcia Moreno distribua des récompenses aux plus méritants, réduisit la peine de quelques-uns et rendit la liberté,

séance tenante, à celui qui l'avait emporté sur tous par un plus grand respect du devoir. Les prisonniers applaudirent en pleurant de joie. Ils ne comprenaient pas comment un chef d'État pouvait ainsi s'abaisser jusqu'à leur misère; plus que jamais, ils firent l'impossible pour mériter ses bonnes grâces.

Il s'agissait maintenant de poursuivre les bandits et les voleurs qui infestaient le pays, afin de les soumettre à la même épreuve. La tâche était difficile dans ces montagnes qui offrent aux malhonnêtes gens des repaires nombreux et introuvables. Aux environs de Quito, des bandes organisées pourvues de bons chefs et d'excellents points de ralliement, probablement aussi d'intelligence avec la police, défiaient les plus fins limiers du gouvernement. Le président choisit parmi ces derniers un homme sur lequel il pouvait compter, lui promit une forte récompense s'il parvenait à lui amener le chef de brigands le plus redouté du pays, et l'autorisa même à prendre dans la police ou dans l'armée les hommes dont il croirait avoir besoin pour opérer cette capture. Quelques jours après, le bandit était arrêté. Conduit au président, il s'attendait à une sentence de mort immédiate : quel ne fut pas son étonnement de voir au contraire Garcia Moreno l'accueillir avec bienveillance, faire appel à ses sentiments d'honneur et de religion, et finalement lui promettre sa protection s'il consentait à changer de vie? Il ne lui imposait pour toute peine que de passer tous les jours une heure avec un saint religieux qu'il lui désigna et de lui faire visite à lui-même matin et soir. Ému jusqu'aux larmes, le brigand se convertit et se réforma complètement. Sûr alors de ses dispositions, le président mit la police sous ses ordres et le chargea de lui amener ses anciens compagnons, « pour que je les transforme, lui dit-il, en honnêtes gens comme vous ». Peu de jours après, les

bandits, traqués jusque dans leurs retraites les plus cachées, tombaient entre les mains des deux fidèles coopérateurs de Garcia Moreno, l'aumônier et le directeur de la prison. Ainsi cessa cette calamité du brigandage, qui de tout temps avait désolé le pays.

Si l'on veut maintenant apprécier, au point de vue de la régénération morale des prisonniers, le système pénitentiaire inventé par Garcia Moreno, qu'on en juge par un fait peut-être sans précédent dans l'histoire. Durant ses six dernières années, le président avait élevé à grands frais un immense établissement appelé Panopticum, qu'il destinait à remplacer la malsaine prison de Quito. En 1875, les bâtiments terminés se trouvèrent inutiles, faute de prisonniers à y loger. Garcia Moreno eut la joie d'annoncer aux députés qu'il restait à peine cinquante condamnés dans la prison. « Or, ajouta-t-il, comme le pénitencier peut en contenir cinq cents en cinq divisions, et comme d'un autre côté, les municipalités n'ont pas à leur disposition des ressources suffisantes pour construire dans chaque province une maison de réclusion, voyez dans votre sagesse s'il ne serait pas avantageux d'amener des provinces au Panopticum forçats et simples détenus. Ils subiraient leur peine sous l'inspection de la cour suprême, et nous verrions disparaître ces barbares et immondes cachots, vrais foyers de corruption, où le prisonnier souffre sans s'amender, quand il n'évite point par la fuite, le châtiment qu'il a mérité. »

Hélas ! quelques jours après avoir écrit ces lignes, le président n'était plus, et la Révolution, en haine de l'œuvre civilisatrice, chassait de son poste le trop fidèle Arellano.

En même temps qu'il s'occupait de bâtir des orphelinats, des refuges et des pénitenciers, Garcia Moreno travaillait avec non moins de zèle à la réforme des hô-

de république ne pouvait se dispenser, à son entrée en charge, de donner un banquet officiel aux ministres, diplomates, et autres personnages de marque. Il lui fit observer que son humble fortune lui interdisait pareil luxe. Quant à son traitement, il en remettait une partie à l'État, encore plus pauvre que lui, et destinait l'autre aux œuvres de charité. La noble dame répondit qu'elle se chargerait des frais et lui compta cinq cents piastres, en lui recommandant de faire les choses grandement. Garcia Moreno, muni d'une bourse bien garnie, s'achemina vers l'hôpital avec son aide de camp, pourvut aux nécessités les plus urgentes de ses malades, et commanda pour eux un magnifique dîner. A son retour la généreuse femme lui demanda s'il avait eu assez d'argent : « J'ai pensé, lui dit-il en riant de tout son cœur, qu'un bon repas ferait plus de bien aux malades qu'aux diplomates. J'ai donc porté l'argent à l'hôpital, où l'on m'a déclaré que pour cinq cents piastres on fournirait un excellent dîner. »

Sa charité, du reste, s'étendait à tous les pauvres sans exception, et surtout aux misères cachées. Quand les revenus du trésor suffirent aux dépenses publiques, il reçut son traitement intégral et n'en continua pas moins de vivre comme un simple bourgeois, avec la plus grande simplicité. On s'imagina qu'il réalisait quelques économies, ce dont personne ne lui faisait un crime, car on le savait absolument sans fortune. A sa mort, l'administrateur chargé de ses affaires présenta un compte détaillé de ses recettes et dépenses, d'où il résulta que le président avait consacré tous ses appointements à des œuvres de charité, et surtout à secourir secrètement des familles nécessiteuses dont les membres vivaient dispersés au Pérou et au Chili. La femme d'Urbina, son plus mortel ennemi, recevait du président une subvention mensuelle. Qui n'admirerait une

générosité si grande et en même temps si humble!

On ne peut s'empêcher de remarquer des différences assez notables entre les gouvernants démocrates et notre grand chef chrétien dans leurs rapports avec le pauvre peuple. Ceux-là remplissent leur bourse en exploitant sa simplicité; celui-ci vide la sienne en soulageant ses infirmités. Le chrétien passe comme son Maître en faisant le bien; les démocrates, en faisant du bien à leur très chère et très importante personnalité. Du reste, ce phénomène est tout aussi naturel que le lever du soleil chaque matin, car l'égoïsme doit fatalement rester l'égoïsme aussi longtemps qu'il n'est pas en lutte dans le cœur de l'homme avec l'influence surnaturelle qui, seule, peut en triompher. Ce qui s'expliquerait moins facilement, si l'on ne savait que la bêtise humaine l'emporte encore sur la méchanceté, c'est que le peuple, tant de fois mangé par les loups, ne manque jamais de se ranger sous leur houlette toutes les fois qu'il leur prend fantaisie de se costumer en bergers.

CHAPITRE VII

LES MISSIONS

(1869-1875.)

L'œuvre civilisatrice de Garcia Moreno gagnait du terrain; les villes et les villages avaient leurs pasteurs; toutes les classes de la population, l'enseignement à tous les degrés; les orphelins, un asile pieux pour s'abriter et se former à la vie chrétienne; les pauvres malades, des sœurs ou plutôt de véritables mères pour les soigner; même les parias de ce monde, filles perdues, vagabonds ou criminels, des moyens de réhabilitation. Cependant, dans sa sollicitude universelle, Garcia Moreno n'oubliait pas qu'à côté de ces malheureux, si déshérités qu'ils fussent, existait une autre classe d'Équatoriens bien autrement disgraciée.

Par delà les Cordillères et le versant oriental des grands pics neigeux, s'étend une immense plaine de douze mille lieues carrées. Dans ce territoire, qui confine au Brésil, au milieu de forêts vierges, sur les bords du Napo, du Maranon, du Putumajo, des autres fleuves et rivières tributaires de l'Amazone, vivent deux cent mille indiens sauvages, presque tous nomades, la plupart d'un naturel simple et bon, quelques-uns, tels que les Jivaros, cruels et belliqueux. Leur religion consiste en certaines fables extravagantes, au milieu desquelles

domine cependant la croyance à un Esprit supérieur dont l'homme se rapproche dans une vie future, s'il échappe aux influences de l'Esprit mauvais.

Au siècle dernier, pénétrant dans ces régions lointaines, les jésuites y avaient implanté, comme au Paraguay, une véritable civilisation. La province de Maranon comptait six grandes divisions, soixante-quatorze peuplades, cent soixante mille néophytes. On suit sur la carte les traces de leur passage par les noms des localités où s'étaient formées des agglomérations de chrétiens. C'est le nom de Jésus, le nom de Marie, la Trinité, saint Michel, Loreto, Santa-Rosa, San-Salvador, noms bénis qu'on ne peut lire sans se rappeler le dévouement de ces généreux missionnaires qui plantaient leur tente et passaient leur vie au milieu des tribus indiennes pour les transformer non seulement en peuplades civilisées, mais en chrétientés dignes de la primitive Église. Naturellement la philosophie libérale s'emporta contre ces empiétements de la religion sur le monde sauvage. Les jésuites furent chassés, et les indiens rendus à la vie nomade. On essaya bien de substituer aux religieux des prêtres séculiers, mais les uns se sentaient peu de goût pour l'habitant des grands bois, les autres n'avaient ni le sens ni le tact nécessaire pour gouverner les *Réductions*. Peu à peu les pasteurs disparurent, et les indiens quittèrent les villages pour reprendre leurs habitudes et leurs superstitions.

Dès 1862, Garcia Moreno conçut le dessein de tenter à nouveau l'évangélisation du Napo. C'est pourquoi, dans son traité avec la compagnie de Jésus, il assignait un double but aux religieux : fonder des collèges à l'intérieur, et des missions dans la province d'Orient. De fait, moyennant les ressources fournies par les évêques et par l'État, les jésuites s'établirent dans quatre centres principaux, Macas, Napo, Gualaquiza et

Zamora, d'où ils rayonnaient au milieu des tribus nomades.

En 1864, le P. Pizarro, déjà nommé Vicaire apostolique, évangélisait avec ses missionnaires les bords du Napo, lorsque les complices de Maldonado, Jaramillo, Lamotha et consorts ayant été condamnés à la déportation, comme nous l'avons raconté en son lieu, firent invasion dans ce pays et se ruèrent sur la maison des jésuites, qu'ils appelaient les complices du tyran. Les missionnaires furent enchaînés, bafoués, accablés d'insultes et de mauvais traitements. Après avoir dévasté la chapelle, souillé les vases sacrés et commis les plus odieuses exactions, ces forcenés se disposèrent à gagner les frontières du Pérou, emmenant avec eux les missionnaires de la naissante chrétienté. Ils les forcèrent à monter dans le canot qui devait les emporter, en présence des indiens qui, debout sur la rive, pleuraient à chaudes larmes. Un de ces pauvres indigènes, voyant les prisonniers enchaînés comme des criminels, s'écria comme pour les consoler : « Pères ! Jésus est mort sur la croix ! » Quand l'embarcation s'éloigna, les sauvages se mirent à pousser des cris de désespoir, demandant à genoux une dernière bénédiction, puis ils coururent le long du fleuve pour suivre le canot jusqu'au moment où ils le perdirent de vue [1]. On se demandera quels étaient les vrais sauvages, de ces indiens qui pleuraient leurs bienfaiteurs, ou de ces civilisés qui les leur enlevaient en haine du nom de Jésus. La pire des sauvageries, c'est le satanisme révolutionnaire.

Lors de sa rentrée au pouvoir en 1870, Garcia Moreno, que rien ne décourageait, établit l'œuvre des missions sur des bases plus sérieuses. Sans tenir compte de l'animosité sectaire contre les jésuites, il investit le

[1] Lettre du P. Pizarro, *Correo del Ecuador*, 2 nov. 1864.

Vicaire apostolique de pouvoirs civils très étendus. Le 21 avril 1870, parut le décret suivant, qui fit bondir les libéraux : « Comme il est impossible d'organiser un gouvernement civil parmi des peuplades sauvages ; que, d'ailleurs, sans une autorité quelconque la vie sociale est impossible, les pères missionnaires établiront un gouverneur dans chaque centre de population et l'investiront du droit de maintenir l'ordre et d'administrer la justice. Ils pourront imposer des peines légères pour les délits ordinaires, bannir du territoire de la mission les perturbateurs incorrigibles, et transférer à Quito les homicides pour y être jugés. Dans chaque centre, une école, fondée aux frais du gouvernement, sera obligatoire pour tous les enfants au-dessous de douze ans. On y enseignera, outre la doctrine chrétienne, la langue espagnole, l'arithmétique et la musique. » Le gouvernement prohibait ensuite la vente à crédit, sous peine de confiscation des objets vendus et de bannissement du territoire oriental. C'est que les vendeurs à crédit, spéculant sur la simplicité des indiens, exigeaient d'eux des intérêts tellement usuraires qu'ils ne différaient en rien de la spoliation pure et simple. Le décret accordait enfin aide et protection aux missionnaires, promettant de les faire respecter, et même de les défendre par la force.

Cette dernière clause n'était pas superflue. Dès l'inauguration de la mission, les marchands, vexés dans leurs intérêts, calomnièrent les missionnaires près des indiens. Ces gens simples et candides, s'imaginant que la vente à crédit leur procurait de grands avantages, incendièrent la maison des jésuites. Mais une compagnie de soldats envoyée par le gouvernement rétablit l'ordre et fit repasser les montagnes aux indignes trafiquants. Les indiens se soumirent, à l'exception d'une tribu, celle des Jivaros. « Le jour n'est pas loin, disait

Garcia Moreno au congrès de 1871, où nous aurons à poursuivre ces perfides anthropophages, pour les chasser de notre sol et les disséminer sur nos frontières. Nous coloniserons ensuite ces fertiles contrées, ainsi que d'autres parties de notre territoire dénuées de population, en faisant appel aux émigrants catholiques d'Allemagne, qui nous arriveront en grand nombre si vous m'accordez les fonds suffisants. »

A partir de ce moment, les travaux des missionnaires produisirent les mêmes fruits que par le passé. On put former de nouveaux groupes de convertis à Loreto, Archidona, Avila, La Concepcion, ouvrir des écoles où des milliers d'enfants reçurent l'instruction, fixer des centres ou points de ralliement pour les nomades que les pères évangélisaient à certains jours. Deux ans après, la mission du Napo comptait déjà une vingtaine de villages et près de dix mille chrétiens. Hélas ! Garcia Moreno disparut alors qu'il allait livrer au commerce et à l'industrie ces contrées aussi remarquables par leur immensité que par leurs richesses et leurs pittoresques beautés. L'œuvre était déjà si avancée qu'il insistait près du Saint-Siège pour obtenir un second vicariat apostolique. Avec lui s'évanouirent ces magnifiques perspectives. Les trafiquants rentrèrent au Napo, chassèrent les jésuites, et dispersèrent les réductions. Des religieux isolés parvinrent à demeurer quelque temps au sein des tribus errantes, mais dans une impuissance presque absolue de faire le bien par suite des obstacles que suscitaient leurs rapaces ennemis.

Les états libéraux de l'Amérique méridionale ont tous, dans leur partie orientale, une province sauvage. Seul, Garcia Moreno entreprit de porter le flambeau de la civilisation au delà des Cordillères, prouvant une fois de plus aux prétendus amis de l'humanité que le chrétien possède un cœur assez large pour embrasser tous les

peuples et assez généreux pour leur porter, au prix d'immenses sacrifices, les biens dont le Christ l'a comblé.

Sous l'inspiration de ce même zèle, le président s'efforça de raviver la foi, non seulement dans les pays sauvages, mais chez les chrétiens de l'intérieur. Les habitants des montagnes n'étaient guère moins dénués de secours religieux que les riverains de l'Amazone. A peine de temps en temps un prêtre venait-il les visiter dans leurs solitudes lointaines. Ne recevant qu'un traitement insuffisant pour vivre, le curé ne se croyait pas obligé de résider dans sa paroisse. Retiré chez ses parents ou dans une ville voisine, il faisait acte de présence trois ou quatre fois l'an, afin d'être autorisé à percevoir les fruits de son bénéfice. Les familles croupissaient dans l'ignorance, les malades mouraient sans sacrements, les enfants n'étaient pas même baptisés. Pour rendre la vie à ces paroisses abandonnées, Garcia Moreno augmenta le nombre des pasteurs, les pourvut d'un traitement convenable, et les astreignit à la résidence. Les gouverneurs avaient ordre de veiller à ce que le service paroissial se fît régulièrement et de rendre compte à qui de droit des moindres infractions.

Sur le littoral, les deux provinces d'Esméraldas et de Manabi languissaient aussi par suite de l'éloignement de Quito et de Guayaquil, chefs-lieux de leurs diocèses respectifs. Vingt ou trente paroisses assez populeuses se trouvaient pour ainsi dire privées de vie et de mouvement. Le président supplia le souverain Pontife d'en faire le centre d'un nouveau diocèse, vrai diocèse de missions, dont le chef-lieu serait Portoviejo. Un évêque vint se fixer au milieu de ces brebis sans pasteur, des prêtres zélés parcoururent les paroisses en prêchant la parole de Dieu, et la vie chrétienne circula de nouveau dans ces régions si longtemps désolées.

Enfin, dans les villes et les campagnes on rencontrait beaucoup de chrétiens qui n'accomplissaient plus leurs devoirs religieux. L'ignorance, les passions vicieuses, le respect humain, l'impiété révolutionnaire, quelquefois toutes ces causes réunies les arrêtaient sur le seuil de l'église. Le petit nombre de pasteurs, trois cents à peine, dispersés et comme perdus dans ces immenses paroisses, explique aussi l'indifférence des ouailles, surtout dans les communes rurales, où le prêtre était à peine connu. Garcia Moreno comprit que l'œuvre des missions devait nécessairement s'adjoindre au ministère paroissial pour ramener à la pratique de la religion ceux qui l'avaient abandonnée depuis longtemps. Il fit appel aux religieux du Très Saint Rédempteur, ces enfants de saint Alphonse de Liguori, dont la vocation spéciale est de porter à tous, surtout aux plus délaissés, le bienfait de la rédemption. Deux colonies de rédemptoristes français s'établirent l'une à Cuenca, l'autre à Riobamba, pour rayonner de ces deux centres, sur les flancs comme dans les vallées de l'Azuay et du Chimborazo. Grâce à la générosité du président, qui se chargea des frais de voyage et souvent d'entretien, et sous les auspices des évêques dont le zèle seconda leurs efforts, les missionnaires réussirent en peu de temps à créer dans les villes des foyers de véritable piété et à réveiller les campagnes de leur torpeur. Ils s'en allaient deux à deux, à cheval, au-devant d'une peuplade lointaine perdue dans les bois ou perchée sur les flancs d'un volcan. Souvent ces pauvres gens, à l'annonce d'une mission, abandonnaient leur cabane et leur travail, et faisaient un voyage de cinq à dix lieues pour assister aux saints exercices. Là où il n'y avait pas d'église, on construisait à la hâte une tente de feuillage. Durant quinze jours, le peuple se pressait dans ce sanctuaire improvisé pour entendre les instructions, réciter

le rosaire et chanter de pieux cantiques. Tous, après avoir pleuré leurs péchés et reçu leur Dieu, se consacraient à la Vierge-Mère, en réclamant son perpétuel secours pour eux et leurs familles. Alors venait la séparation, accompagnée souvent de scènes déchirantes. Ces braves gens ne pouvaient se faire à l'idée de ne plus entendre les envoyés du ciel qui les avaient tirés de l'abîme pour les remettre sur la voie du salut. On les vit quelquefois au moment du départ, se jeter à genoux, barrer le passage aux chevaux, et conjurer en sanglotant ces pères de leurs âmes, comme ils les appelaient, de rester avec eux.

Dans les villes, les missions n'excitaient pas moins d'enthousiasme. En 1873, les rédemptoristes prêchèrent les saints exercices dans la capitale à un immense auditoire fourni par toutes les classes de la population. Le président, à la tête de son peuple, assistait à toutes les prédications. Après avoir ramené à Dieu plusieurs milliers d'âmes, la mission se termina par la *Plantation* de la croix, cérémonie qui donna occasion à une scène digne des temps antiques. La vaste église métropolitaine ne pouvait contenir les flots du peuple qui s'y pressait. A la place d'honneur figurait le président, entouré des autorités civiles et militaires. Avant le départ de la procession, un des pères missionnaires parut en chaire. Il parla du signe auguste de la rédemption et des respects qui lui sont dus ; il dit que la procession de la croix à travers les rues de la capitale devait être le triomphe du Dieu Sauveur; il rappela que l'empereur Héraclius n'avait pas dédaigné de porter sur ses épaules le bois sacré du Calvaire : « Et j'espère, ajouta-t-il en s'adressant aux hommes, que tous, foulant aux pieds le respect humain, vous envierez le même honneur. » A peine avait-il dit ces mots que le président, revêtu de tous ses insignes, quitte sa place, s'ap-

proche de la croix, et, conjointement avec ses ministres, se charge du précieux fardeau. Il traverse ainsi la capitale portant sur ses épaules, aux yeux de tout le peuple, l'étendard du Dieu qu'il voulait faire régner dans les lois et dans les cœurs. Quelle leçon pour ces républicains d'Europe qui se font une gloire d'abattre la croix dans nos écoles, sur nos places publiques, et jusque dans nos cimetières !

Ce zèle du président pour la régénération religieuse du pays fut couronné du plus magnifique succès. Qu'on en juge par le témoignage du P. Lorenzo, supérieur d'une nouvelle société de missionnaires capucins, établie à Ibarra, la malheureuse cité victime du tremblement de terre de 1868 : « La religion, écrit-il, est ici partout en honneur. De tous côtés s'élèvent de nouveaux temples. La population, accourue au-devant de nous, à plusieurs lieues de la cité, nous a reçus avec enthousiasme. Plus de cinquante arcs de triomphe se dressaient sur notre route, et la musique nous accompagnait de ses joyeux concerts. Ibarra est en pleine reconstruction, le gouvernement bâtit un vaste hôpital, l'évêque relève sa cathédrale, les dominicains leur couvent, le président nous donne mille piastres pour réparer celui de saint François. Ici tout respire la piété ; on n'entend ni blasphèmes, ni malédictions ; on y sanctifie les dimanches et fêtes ; l'armée elle-même observe la loi de Dieu et fait chaque année les exercices spirituels [1]. »

Garcia Moreno jouissait du prodigieux changement dont il était le promoteur et le témoin. Après la mission de Quito, il écrivait à un ami [2] : « Dieu nous bénit, car le pays progresse véritablement. Partout, se manifeste la réforme des mœurs, grâce aux jésuites, aux

[1] En juin 1873.
[2] *La Verdad,* 26 février 1874.

dominicains, aux rédemptoristes, aux observantins, et autres religieux qui aident nos bons prêtres, eux-mêmes pleins de zèle. Incalculable est le nombre de ceux qui, durant le carême, se sont régénérés par la pénitence. Dans notre jeunesse, on comptait ceux qui remplissaient leurs devoirs religieux ; aujourd'hui l'on compte ceux qui les négligent. D'autre part, le progrès matériel est non moins admirable. On dirait vraiment que Dieu nous soulève de sa main, comme fait un tendre père pour son enfant quand il l'aide à essayer ses premiers pas. »

CHAPITRE VII

TRAVAUX ET FINANCES

(1869-1875.)

C'est un axiome pour nos modernes païens que la civilisation consiste, non plus dans le perfectionnement moral et religieux d'un peuple, mais uniquement dans le progrès matériel. Étudier la matière dans ses forces intimes et ses formes extérieures, en tirer, par des arts nouveaux et une production toujours croissante, tout ce qu'elle peut fournir de bien-être à ce descendant du singe qu'on appelle l'homme, de manière qu'il soit mieux logé, mieux vêtu, mieux nourri, plus riche et plus replet que ses devanciers : voilà le progrès. Et de fait, il ne peut logiquement y en avoir d'autre pour des philosophes qui suppriment Dieu et l'âme. S'il n'y a point de Dieu, le progrès dans la religion n'est plus que le progrès dans la superstition ; si l'âme est un mythe, l'ordre moral n'est plus qu'une absurdité. C'est la théorie du positivisme, nouvelle religion à l'usage des jouisseurs, malheureusement plus en vogue et mieux pratiquée que la religion de Jésus-Christ.

Autre axiome du monde moderne : le progrès matériel ne se réalise qu'à la condition d'installer dans tous les états des gouvernements matérialistes, et partant hostiles à l'Église. Trop mystique, trop adonné à la

contemplation des choses célestes, dit-on, le catholique ne saurait comprendre l'importance des problèmes économiques, ni surtout en trouver la solution. D'ailleurs l'Évangile n'a-t-il pas béatifié la pauvreté et maudit la richesse ? Donc, si vous voulez augmenter la richesse et le bien-être d'une nation, développer l'agriculture et l'insdustrie, utiliser toutes les découvertes de l'économie sociale et politique pour arriver à la plus grande somme possible de bonheur ici-bas, mettez des matérialistes au gouvernail. Sous prétexte de sauver votre âme, les catholiques coucheront votre corps sur la paille et lui donneront à manger le pain noir d'avant 1789.

On a cent fois réfuté ces niaiseries, mais que sert de raisonner avec des sophistes, ennemis jurés de la raison ? Le mieux, c'est de les écraser par un fait brutal, le plus éclatant sans contredit de l'histoire moderne.

L'Équateur avait vécu de tout temps dans la pauvreté. Çà et là on rencontrait bien quelques propriétaires de vastes et riches haciendas, mais on peut dire que la masse du peuple, et même de la bourgeoisie, végétait dans la misère. De ce mal existait certainement une cause naturelle, je veux dire l'indolence des habitants ; mais il faut avouer aussi que jamais gouvernement ne se préoccupa de les stimuler au travail. Espagnols et révolutionnaires avaient rivalisé de zèle pour s'engraisser des sueurs de l'ouvrier, ce qui ne l'engageait guère à faire beaucoup de besogne. Une autre raison pour laquelle l'agriculture et l'industrie, ces deux sources de richesse, ne pouvaient prospérer à l'Équateur, c'était l'absence tolale des voies de communication, et par suite l'impossibilité des transports et des échanges. Si l'on se rappelle la topographie du pays, véritable labyrinthe de montagnes reliées l'une à l'autre par des contre-forts puissants, au milieu desquels se dessinent des vallées profondes, des précipices, des torrents qui

deviennent des fleuves, on comprendra facilement qu'on ait reculé devant la difficulté d'établir sur ce sol tourmenté des chemins carrossables. L'Équatorien voyageait à cheval, et transportait ses marchandises à dos de mulet ou d'indien. L'ascension de Guayaquil à Quito, par des sentiers impraticables, au milieu d'affreux précipices, passait à bon droit pour une expédition dangereuse[1]. Jamais personne, ni sous le règne des Incas, ni durant les trois siècles de domination espagnole, ni depuis l'avènement des républicains au pouvoir, n'avait rêvé d'ouvrir des chemins et de lancer un véhicule quelconque dans ces fondrières. On entendait parler de diligences, de chemins de fer, de locomotives, comme d'objets étranges que l'Équateur devait se résigner à ne posséder jamais. La simple réparation du pont de Machangara parut une œuvre si merveilleuse qu'Urbina déclara ce pont sans rival dans l'Amérique du Sud[2].

Par suite de cette situation matérielle, les populations de l'intérieur, emprisonnées dans leurs districts, se trouvaient, durant la saison des pluies, littéralement séquestrées du reste du monde. On ne communiquait avec la côte que par un courrier hebdomadaire, lequel se résignait à franchir les abîmes et les torrents pour gagner Guayaquil. Il est aisé de comprendre que l'agriculture, l'industrie et le commerce sont condamnés à végéter dans une éternelle enfance là où les produits doivent se consommer sur place, faute de moyens de transports. Le commerce extérieur ne montait pas à deux millions de piastres. L'article principal d'expor-

[1] Un touriste anglais, à qui l'on demandait quelle route il avait suivie pour arriver à Quito, répondit avec autant d'esprit que de vérité : « Mais il ne s'agit pas de route dans ce pays-là. » Mme Pfeiffer dit qu'au sortir de la capitale de l'Équateur on ne voyage plus, qu'on patauge dans un véritable marais fangeux. (*Mon second voyage autour du monde*, par Mme Ida Pfeiffer.)

[2] *El Ecuador*, 2 mars 1875.

tation, le cacao, se vendait à raison de trois à quatre piastres les cent livres. Il en résultait que, la production excédant de beaucoup la consommation, les terrains restaient incultes. Quant aux petites économies amassées à force de patience et de travail, on les déposait dans un coffre où elles restaient improductives, car les banques et autres établissements de crédit n'étaient pas connus à l'Équateur[1].

Pour tirer son pays de cet état de prostration, Garcia Moreno entreprit de relier le plateau des Andes au reste du monde par une voie carrossable allant de Quito à Guayaquil. Ce gigantesque projet, que nos prétendus progressistes depuis cinquante ans qu'ils administraient le pays n'avaient pas même osé concevoir, cet homme de génie en décida l'exécutiom dès le premier jour de sa présidence. Et n'allez point croire que ces amis de la civilisation aient salué ce projet par des cris d'enthousiasme : ainsi que Colomb annonçant le Nouveau-Monde, Garcia Moreno fut traité de rêveur, d'utopiste, de maniaque, dont les folles entreprises allaient engloutir les dernières ressources du pays. Il laissa dire et se mit à l'œuvre.

Son ancien compagnon dans l'audacieuse exploration du volcan Pichincha, l'ingénieur Sébastien Wyse, chargé par lui d'étudier le terrain pour aviser aux moyens de vaincre les difficultés, reconnut que, moyennant bon nombre de ponts et de viaducs, on pourrait relier les contre-forts des Andes depuis la capitale jusqu'au Chimborazo sans s'écarter beaucoup des sentiers suivis par

[1] *El Ecuador*, 2 mars 1875, Il faut ajouter, et pour la même raison, que la ville de Guayaquil a toujours fait exception. Pendant que les populations de la *Sierra*, privées de tout commerce, restaient pauvres, Guayaquil s'enrichissait par ses facilités de communication avec l'Europe. Mais aussi fut-elle plus exposée, par son contact avec les européens, à subir l'influence de nos idées et de nos mœurs.

les cavaliers. Jusqu'alors, après ce premier parcours d'environ deux cents kilomètres, les voyageurs continuaient leur course par les fentes de la montagne sur un terrain inégal, coupé de ravins et de précipices, à quatre et cinq mille mètres d'altitude, presqu'au niveau des neiges perpétuelles, pour descendre ensuite le versant abrupte de la Cordillère jusqu'à la plaine de Guayaquil : il fallait chercher, pour ce nouveau trajet d'environ cent cinquante kilomètres, un point d'élévation moindre, qui permît d'établir la route dans de meilleures conditions de température et d'exécution. Le dernier tronçon, d'une quarantaine de kilomètres, se poursuivrait jusqu'à la côte sur un terrain bas et marécageux qui nécessiterait de grands travaux et des dépenses considérables[1].

C'était un travail d'hercule, et par là même de nature à tenter Garcia Moreno. Immédiatement, un ingénieur européen fut chargé de faire le tracé de la route d'après le plan général exposé ci-dessus. Mais ce savant, qu'on croyait de capacité hors ligne, perdu dans les montagnes et les forêts, prit une fausse direction. En vain les habitants du pays lui firent-ils remarquer son erreur, il persista dans ses idées. Accablé de récriminations à ce sujet, le président répondit qu'il apprenait avec joie l'existence, inconnue jusque-là, de tant d'habiles ingénieurs, mais que, leurs talents s'étant révélés trop tard, il avait dû faire appel à l'étranger : il invitait donc les critiques à se mêler de leur besogne. L'expérience prouva néanmoins que les critiques avaient raison. La nécessité d'un nouveau tracé retarda cette œuvre si coûteuse et si difficile; d'aucuns espérèrent même que ce premier échec découragerait Garcia-Moreno, mais on ne connaissait pas encore son invincible ténacité.

[1] Voir le rapport de Mr Sébastien Wyse. *El National*, 21 déc. 1862.

Le parcours définitivement arrêté, et les travaux commencés, le président vit se dresser devant lui l'égoïsme des grands propriétaires dont la route devait traverser les riches haciendas. Après avoir longtemps crié à l'utopie, ils évoquèrent les idées de justice et de propriété, ne reconnaissant point au gouvernement le droit de les exproprier pour une prétendue cause d'utilité publique. Il demeura sourd à toutes les réclamations, à toutes les invectives, à toutes les menaces.

Non loin de la capitale se trouve l'hacienda de Tambillo, dont le propriétaire, grenadin d'origine, n'habitait l'Équateur que depuis une trentaine d'années. Comme la route coupait sa propriété, il témoigna son vif mécontentement, menaçant d'en appeler à la Nouvelle-Grenade, et de se faire rembourser la valeur totale de l'hacienda. En vain Garcia Moreno lui fit-il observer que la Nouvelle-Grenade n'avait rien à voir dans les affaires de l'Équateur et que ses prétentions étaient simplement ridicules : « Vous réclamez, ajouta-t-il, le prix intégral de votre propriété : combien l'estimez-vous ? — Cinq cent mille piastres. — Eh bien ! puisque vous y tenez, je vous l'achète, et je vais vous la payer comptant. Quand il s'est agi de fixer le chiffre de vos contributions, vous avez estimé votre propriété cinquante mille piastres, tandis que, de votre aveu, elle en vaut cinq cent mille : vous avez donc, depuis trente ans, fraudé le gouvernement d'une somme énorme, que vous allez payer avec les intérêts. Là-dessus, mon ministre des finances vous comptera cinq cent mille piastres, prix de votre hacienda. » Pris dans ses filets, le grenadin retira son opposition et se garda bien de plaider.

Des amis, des parents, employèrent leur influence pour faire dévier la route et épargner ainsi certaines propriétés : Garcia Moreno resta inflexible. « Vous me

passerez sur le corps avant de pénétrer sur mon terrain, lui dit un ami intime. — On passera sur votre corps, s'il le faut, lui répondit le président, mais je vous jure que le tracé ne déviera pas d'une ligne. »

Ces premières difficultés n'étaient du reste que des jeux d'enfants en comparaison de celles qui se multiplièrent à mesure qu'avançait l'exécution : il fallut trouver des ingénieurs capables de diriger les travaux de nivellement et la construction de viaducs et de ponts énormes ; il fallut réquisitionner des compagnies d'ouvriers et les assujettir, en dépit de leur mollesse et de leur mauvais vouloir, à une besogne assidue et pénible. Durant dix ans, des milliers de travailleurs, divisés en équipes constituant pour ainsi dire des paroisses ambulantes, furent employés à sillonner les bois et les montagnes, accompagnés d'un médecin pour les soigner en cas de maladie, et d'un prêtre pour faire avec eux la prière du matin et du soir. Chaque dimanche, les cérémonies religieuses s'accomplissaient en plein air : on prenait des forces pour les travaux du lendemain. L'ouvrier recevait régulièrement son salaire, grâce aux contributions volontaires que le président sollicita des provinces, et surtout aux ressources toujours croissantes du trésor public.

Commencée en 1862, la route fut achevée en 1872, au moins dans ses parties principales. Le premier tronçon, de Quito à Sibambe, point extrême du plateau, avait nécessité, sur un parcours de deux cent cinquante kilomètres, la construction d'une centaine de ponts et de quatre cents aqueducs. Le troisième, de Guayaquil à Milagro, au pied de la montagne, consistait en une voie ferrée d'environ quarante kilomètres, pourvue de tout le matériel nécessaire pour l'exploitation. La section intermédiaire sur le versant de la Cordillère, d'une exécution très difficile, avançait rapidement au com-

mencement de 1872. Déjà le matériel était acquis, et le congrès avait voté un emprunt de plusieurs millions de piastres pour terminer les travaux et établir le télégraphe électrique sur toute la route ; mais le président, dont la sagesse égalait l'activité, refusa « d'emprunter à des usuriers, et à des conditions que la démence ou la mauvaise foi seules peuvent accepter, préférant ne point engager l'avenir, mais achever l'œuvre lentement, suivant que le permettraient la protection divine et les revenus de l'État[1] ».

Le 23 avril 1873 fut un grand jour de réjouissance à Quito. La compagnie générale des tranports inaugurait, sur la route nationale, deux diligences nouvellement construites, la *Sangai* et la *Tunguragua*. On en fit la bénédiction solennelle, au milieu d'une foule immense réunie sur la place de la cathédrale. De la galerie du palais épiscopal, l'archevêque, entouré du président et de ses ministres, bénit les voitures, qui bientôt s'ouvrirent pour recevoir ces illustres personnages et se mirent en marche aux acclamations du peuple. Garcia Moreno était vengé ! L'entreprise traitée de folie, dix ans auparavant, par ses amis comme par ses ennemis, excitait aujourd'hui l'admiration de tous. « Sans cet homme de génie, disait-on, l'Équateur restait dans l'éternel *statu quo* auquel sa position paraissait l'avoir irrémédiablement condamné. Son énergie a vaincu tous les obstacles, triomphé de la pusillanimité des uns, de l'indolence des autres, de toutes les passions soulevées contre lui. L'Équateur n'a pas assez de voix pour le bénir et célébrer sa gloire. »

Cette route grandiose qui, à elle seule, suffirait pour immortaliser son auteur, ne l'avait pas empêché d'en ouvrir simultanément quatre autres dans les provinces du nord et du sud.

[1] Message de 1873.

La première, partant de Quito pour aboutir à la baie de Caraques[1], près de Manabi, traversait le pays dans sa largeur, au nord de la route nationale, et donnait la vie à deux provinces. L'intention du président était de creuser un nouveau port dans la baie de Caraques, et de diminuer ainsi l'importance de Guayaquil, dont les idées révolutionnaires constituaient pour le pays une cause permanente de trouble et d'agitation. Commencée en 1870, aussi hérissée de difficultés[2] que celle de Guayaquil, cette route devait se terminer en 1875.

La seconde, de Quito à Esmeraldas, réveillait du marasme dans lequel elles étaient plongées les deux provinces septentrionales d'Ibarra et d'Esmeraldas. Cette voie de communication avec la côte parut toujours si indispensable qu'on avait pensé l'ouvrir dès les premiers temps de la conquête espagnole ; mais les ingénieurs reculèrent devant le manque de ressources et les énormes difficultés de l'entreprise. En 1734, on essaya de les vaincre, mais sans succès. Cet exemple ne découragea point Garcia Moreno. La première section du chemin, celle de Quito à Ibarra, exigeant une multitude de ponts, devait coûter près de huit cent mille piastres. Le président en ajourna l'exécution pour entreprendre immédiatement la seconde, celle d'Ibarra à Esmeraldas, qui lui procurait l'avantage de faire renaître à une nouvelle vie la malheureuse province anéantie par le tremblement de terre de 1868. Le travail fut rude et pénible. Garcia Moreno se lança lui-même dans la mon-

[1] Au commencement du XVIIe siècle, il fut question d'ouvrir un chemin de Quito à la baie de Caraques, mais le vive-roi de Bogota refusa de l'autoriser, disant que c'était frayer une route aux pirates qui alors infestaient les mers.

[2] L'ingénieur qui en fit le tracé, se désorienta complètement. Garcia Moreno dut envoyer à son secours le P. Menten, le célèbre astronome, qui, se dirigeant d'après le cours des astres, ouvrit une tranchée dans les bois jusqu'à l'océan.

tagne pour visiter les ouvriers et hâter l'exécution d'une entreprise qui n'avait pu aboutir en trois siècles. A cette route devait se rattacher un troisième port qu'il voulait créer dans les environs d'Esmeraldas.

Restait, pour compléter cette œuvre gigantesque, à tirer de leur isolement les deux provinces du sud, Cuenca et Loja. Le président commença une route carrossable de Cuenca au petit port de Naranjal ; mais il avouait en 1871 que le travail marchait lentement, tant à cause des grands obstacles matériels que de la résistance des habitants. En 1875, « l'œuvre avançait encore péniblement, et servait de texte à l'éternelle plainte de ceux qu'elle intéressait le plus [1]. » Quant à la province de Loja, il voulait la rattacher par une quatrième route à la petite ville maritime de Santarosa, afin de lui faciliter l'exploitation de la *cundurango,* « végétal récemment découvert, dont les propriétés réconfortantes dépassent toutes les substances connues jusqu'ici [2]. » Mais les autres travaux ayant absorbé les ressources disponibles, ce chemin ne fut commencé qu'en 1875.

Ainsi Garcia Moreno avait doté sa patrie d'une source éternellement féconde de richesse et de progrès. Par ces cinq grandes artères, les villes et les provinces, reliées entre elles, seraient entrées en communication avec la capitale, le port de Guayaquil, les états américains et les nations européennes, ce qui aurait immédiatement amené un mouvement considérable dans le pays. Déjà l'agriculture et l'industrie, trouvant des débouchés, se livraient à la production et donnaient naissance au commerce, qui jusque-là manquait d'objet; l'Équateur se réveillait d'un sommeil de mille ans, quand arriva la catastrophe de 1875. Les travaux fu-

[1] Message de 1875.

[2] *Ibid.* La science n'a pas reconnu dans cette plante les propriétés spécifiques qu'on lui attribuait.

rent abandonnés, les chemins restèrent inachevés, la route nationale elle-même ne put jamais s'unir à la voie ferrée de Yaguachi. En voyant cet avortement d'une œuvre colossale, on put répéter après dix ans ce qu'on a dit au premier jour : « En assassinant Garcia Moreno, les meurtriers ont assassiné la république. »

Nous n'en finirions pas si nous voulions énumérer tous les travaux accomplis par Garcia Moreno pour élever son pays jusqu'à la hauteur des nations les plus civilisées de l'Europe. Sans parler ici du port de Guayaquil qu'au moyen de dragueurs achetés à grands frais il débarrassa des obstacles accumulés depuis des siècles à l'embouchure du Guayas ; ni des phares magnifiques qu'il fit construire dans ce port et sur divers points du littoral ; ni de la reconstruction de la ville d'Ibarra, bornons-nous à mentionner la transformation complète de la capitale, qui fut, avec la route nationale, son œuvre de prédilection.

L'antique cité de Quito, malgré son passé si riche en souvenirs, son importance présente au point de vue civil et religieux, et sa population de quatre-vingt mille âmes, n'avait point de voie carrossable. Il était même assez malaisé de la traverser à pied, par suite de l'escarpement des rues qui s'élèvent en amphithéâtre sur les flancs du Pichincha. A peine installé au pouvoir, le président entreprit d'exhausser le terrain dans les parties basses de la cité, et de l'abaisser dans les supérieures. Mais, comme ce travail de nivellement avait pour conséquence d'enfouir certaines maisons et de surélever les autres, l'égoïsme des particuliers l'emporta sur le bien général, et souleva une tempête de malédictions contre l'insensé qui mettait la ville sens dessus dessous. Selon sa coutume, le président laissa hurler les mécontents, se mit à la tête des terrassiers et fit de ces rues sales et boueuses, si décriées par les

touristes[1], de belles voies magnifiquement pavées et d'une pente assez douce pour permettre aux voitures d'y circuler librement. Cela fait, il restaura les édifices publics qui tombaient en ruine, en éleva d'autres de la plus belle architecture, transforma la *Plaza Mayor,* un infect cloaque, en square couvert de fleurs et d'arbustes, si bien que la vieille et grondeuse Quito se réveilla un jour métamorphosée en une gracieuse et souriante cité que les étrangers admirent. Elle applaudit alors, comme tout le monde, l'homme de génie trop élevé au-dessus du vulgaire pour s'arrêter devant des mesquines idées ou de grossières injures.

Ici nous rencontrons forcément la question de finance, question qui se sera présentée vingt fois à l'esprit de nos lecteurs, à mesure que se déroulaient devant eux les œuvres de Garcia Moreno. Où trouvait-il l'argent pour faire face à de pareilles dépenses ? Ce n'était ni dans les réserves laissées per ses prédécesseurs, trop libéraux pour faire des économies, ni dans la caisse des banquiers, en escomptant l'avenir au moyen d'emprunts ruineux : il refusa, nous l'avons vu, de recourir à cet expédient, pour l'achèvement d'une route qui lui tenait tant à cœur. Avait-il donc inventé, ce catholique, un système économique et financier que nos hommes de science et de progrès ignorent ? Il faudra bien l'admettre, si l'on veut jeter un simple coup d'œil sur le tableau complet de ses dépenses.

En dix années, les œuvres de bienfaisance et d'instruction, jointes aux travaux publics, absorbèrent, pour la part afférente à l'État, plus de six millions de piastres, c'est-à-dire environ trente millions de francs. Ajoutez à cela des sommes considérables consacrées à l'amortissement de la dette publique. Depuis les guerres de

[1] *Mon second voyage,* par Mme Pfeiffer, page 468.

l'Indépendance, l'Équateur était grevé d'une dette extérieure écrasante, provenant des emprunts contractés par Bolivar au nom de la Colombie. Les gouvernements en se succédant, se transmettaient l'un à l'autre ce lourd fardeau, aggravé des intérêts qu'ils ne payaient même pas à leurs divers créanciers. De plus, à force de prodigalités et de gaspillages, ils avaient trouvé le moyen de constituer une dette intérieure de six à sept millions de piastres, sans autre perspective de libération qu'une banqueroute à bref délai. L'homme de la justice, Garcia Moreno, tira l'Équateur de cette impasse. Nous lisons dans son message de 1875 : « Avec les ressources de ces six dernières années, nous avons consacré près de six millions de piastres tant à l'extinction totale de la dette anglo-américaine qu'à l'amortissement de la dette intérieure. J'ai le plaisir de vous annoncer que la dette inscrite sera éteinte l'an prochain, et la dette flottante, dans un petit nombre d'années. » Quant à la dette de l'Indépendance, le président refusa de reconnaître l'inique et frauduleux traité contracté jadis par Urbina avec les spéculateurs substitués aux premiers créanciers. Il négociait avec eux, sur des bases équitables, le règlement définitif de cette importante affaire. Enfin, si l'on considère qu'il augmenta d'un tiers le traitement de tous les employés et que, de ce chef encore, il dépensa des sommes considérables, l'équilibre de ses budgets devient un problème dont la solution sera très instructive pour nos financiers et nos économistes.

Et qu'on ne s'imagine pas avoir trouvé le mot de l'énigme dans un accroissement progressif des impôts directs et indirects. Ce secret, très primitif mais toujours en honneur, de remplir les coffres de l'État en vidant les poches des contribuables, est à peu près le seul que connaissent les libéraux en matière de finances. Au

lieu d'imiter ses devanciers, qui avaient épuisé la liste des matières imposables, Garcia Moreno réduisit certaines contributions et en abolit complètement d'autres, comme par exemple l'impôt de 5 % sur les revenus des évêques, chanoines, curés, avocats, médecins et employés de solde éventuelle, et l'impôt de manumission sur les successions héréditaires. Les droits de port sur les arrivages de l'étranger avaient été singulièrement diminués, et il demandait aux chambres, en 1875, de baisser de moitié la taxe établie sur l'aliénation des propriétés foncières.

Examinons donc ce système miraculeusement productif qui permit, en dix ans, d'exécuter des travaux prodigieux, de liquider les dettes de l'État, et de doter richement les fonctionnaires tout en réduisant le chiffre des contributions. Au risque de faire sourire nos athées matérialistes, nous leur dirons que toute la science économique de Garcia Moreno se trouve dans la maxime du Maître, dont il avait fait sa devise : « Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, et le reste, c'est-à-dire la félicité temporelle, vous viendra par surcroît » ; maxime qui pourrait se traduire par cette parole d'un illustre économiste : « Faites-moi de la bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances. » La bonne politique, c'est la politique chrétienne de la justice, vraie pierre philosophale méprisée de nos modernes alchimistes, et cependant l'unique secret des fantastiques trésors de Garcia Moreno.

Le maigre budget de l'Équateur était surtout dévoré par les insurrections, devenues périodiques comme les saisons, par suite de la politique révolutionnaire qui régnait à l'Équateur. Les invasions d'Urbina, de 1859 à 1864, coûtèrent à l'État un million de piastres, dépense absolument improductive qu'on aurait pu consacrer à des travaux utiles. Aussi les pays révolution-

naires aboutissent-ils fatalement à la ruine et à la banqueroute. Les impôts d'un pays riche, comme le Pérou, suffisent à peine à couvrir les frais de ses pronunciamentos. Si nous calculions en France ce que nous ont coûté les révolutions depuis 1789, nous tomberions dans la stupéfaction. Le premier moyen employé par Garcia Moreno pour relever ses finances fut de clore l'ère des révolutions en faisant de la bonne politique, c'est-à-dire en mettant la main sur les anarchistes. Avec sa constitution basée sur la justice, l'ordre ne fut pas un instant troublé durant sa seconde présidence, ce qui lui permit d'économiser les frais de répression.

A l'extérieur, la politique consiste à vivre en paix avec ses voisins. Garcia Moreno était patriote et susceptible au point de vue de l'honneur national ; mais « jamais, dit un de ses amis, il ne suscita de querelle aux étrangers, ni ne se mêla de leur politique, sinon pour prendre de bonnes et patriotiques mesures[1]. » D'autres nourrissaient peut-être des intentions moins pacifiques à son égard, mais connaissant sa bravoure et l'excellente organisation de sa petite armée, ils se gardaient de l'attaquer, parce qu'ils le savaient en état de se défendre. De fait, il ne dépensa point un centime en frais de guerre durant ces six dernières années. Nous avons vu d'ailleurs qu'il réduisit considérablement l'armée permanente et allégea d'autant les charges du trésor. Que les gouvernements d'Europe consentent à restaurer la politique de justice, et leurs peuples ne succomberont plus sous le poids écrasant du budget de la guerre.

Le gaspillage s'ajoutait aux dépenses improductives pour ruiner le trésor. Nous avons dit comment Garcia

[1] F. Luque, *La Verdadera Situacion.*

Moreno épura l'administration, débrouilla le chaos de la dette publique, établit une cour des comptes qui mit un terme aux filouteries et aux déprédations des employés, c'est-à-dire comment il sauva la caisse en faisant régner la justice. Il avait le droit d'imposer à tous la plus stricte probité dans le maniement des deniers publics, ce président qui faisait remise au trésor de la moitié de son traitement et jamais ne consentit à le voir augmenter, pendant qu'il augmentait celui de ses fonctionnaires. « Je suis président, non pour m'enrichir, disait-il, mais pour servir mon pays. » Il resta pauvre toute sa vie, et s'il put enfin se faire bâtir une maison à Quito, ce ne fut pas avec l'argent du fisc, mais avec les revenus de son exploitation de Guachala. Si tous les chefs d'État vivaient comme ce Cincinnatus chrétien, respectant et faisant respecter le trésor public au lieu de l'épuiser en infâmes dilapidations, l'or abonderait dans les caisses.

Par sa politique chrétienne, Garcia Moreno enrichit le pays de toutes les sommes volées ou dépensées inutilement. Alors, toujours au nom de la justice, il imagina de réformer le système des impôts. Impossible de se reconnaître dans le labyrinthe des lois financières, parce que les premiers éléments de la science économique avaient manqué aux législateurs. « Ici, disait un journal en 1869, tout le monde croit qu'on peut faire un ministre des finances avec le premier venu, pourvu que ce soit un animal raisonnable et qu'il sache apposer sa signature au bas d'une créance. Il n'est pas nécessaire qu'on sache les quatre règles, pourvu qu'on soit agioteur ou tripoteur. » Garcia Moreno réforma le code financier, de manière à répartir l'impôt entre tous les citoyens avec plus d'équité pour les contribuables et d'avantage pour le trésor. L'impôt d'un sur mille sur le revenu avait été la source d'une multitude de fraudes

et d'injustices. Les répartiteurs estimaient les biens-fonds et les capitaux selon leurs caprices ou les intérêts de leurs favoris. Parfois leurs évaluations s'élevaient à peine au dixième de la réalité. Ces abus furent extirpés, les tarifs des douanes remaniés, et des mesures sévères édictées contre la fraude ou la contrebande. Cette nouvelle application de la pierre philosophale, c'est-à-dire de la justice, produisit une augmentation sensible dans les recettes de l'État.

La politique chrétienne engendra une source de revenus plus abondante encore : le travail producteur et le mouvement commercial. Avec l'ordre reparut la confiance, avec la confiance l'activité. Les voies de communication créées par le gouvernement, en ouvrant des débouchés à l'agriculture et à l'industrie, doublèrent les revenus des particuliers, et par suite ceux de l'État. Rien de plus éloquent que le tableau comparatif des recettes de l'État durant ces vingt dernières années. Sous Urbina, en 1856, le total des recettes s'élève à 1,372,800 piastres. Le budget reste à peu près stationnaire durant les dix années suivantes : il atteint sous Espinosa, en 1868, le chiffre de 1,421,711 piastres. Sous Garcia Moreno, de 1869 à 1875, le mouvement ascensionnel est tout à fait remarquable :

Année	1867	—	1,678,759	piastres.
»	1870	—	2,248,308	id.
»	1871	—	2,483,359	id.
»	1872	—	2,906,348	id.
»	1873	—	3,064,130	id.
»	1874	—	2,944,647	id.

Donc, déjà en 1872, après trois ans d'administration, Garcia Moreno avait doublé les rentes de l'État, car l'excédant de 1872 sur 1868 était de 1,467,637, somme égale au revenu total de 1868[1].

[1] Message de 1875.

Devant cette exposition trop succincte des merveilles réalisées dans l'ordre matériel et financier aussi bien que dans l'ordre intellectuel et religieux, nos politiques matérialistes oseront-ils encore accaparer à leur profit le titre glorieux de civilisateurs ? Un catholique, un ennemi acharné de leurs doctrines antichrétiennes et antisociales, seul, en six ans, grâce à sa politique chrétienne, tira l'Équateur de l'abîme du déficit et de la banqueroute creusé sous ses pas par les prétendus hommes de progrès, puis le lança dans une voie de gloire et de prospérité inconnue aux républiques américaines, et même aux peuples d'Europe depuis qu'ils ont cessé de chercher avant tout le royaume de Dieu et sa justice. Nieront-ils ce fait plus éclatant que le soleil ? Non, ils admireront l'homme de progrès, mais ils déclameront contre son catholicisme, s'obstinant en haine de Dieu à vouloir l'effet sans la cause.

Ce parti-pris de l'erreur contre les plus évidentes démonstrations de la vérité s'affiche impudemment dans une nouvelle *Histoire de l'Amérique méridionale*[1]. Garcia Moreno n'est pour l'historien qu'un « instrument complaisant des passions cléricales et des moines fanatiques, un autoritaire d'instinct et de principe, un justicier sévère à l'excès, un dictateur ambitieux décidé malgré son peuple à s'éterniser au pouvoir. » C'est une affirmation, en style sectaire, de la politique chrétienne inaugurée par Garcia Moreno contre la politique révolutionnaire, dont l'auteur se montre l'ardent défenseur. Toutefois, après sa longue diatribe, il est forcé de reconnaître que, « durant cette dictature, l'Équateur a vu se réaliser d'importants progrès. A la mort de Garcia Moreno, les revenus du trésor s'élevaient à trois millions

[1] *Historia de la America del Sur*, por un Americano, Barcelone, 1878.

de piastres. La dette consolidée devait s'éteindre en 1876, et la dette flottante atteignait à peine le chiffre de quinze cent mille piastres. L'Équateur a développé son commerce, multiplié ses voies de communication, et par des ponts sans nombre relié les montagnes au-dessus des abîmes. Ni les dissensions intestines, ni le désordre de ses finances, ni le tremblement de terre de 1868, n'ont pu ralentir ses progrès économiques, qui feront bientôt de cette république l'État le plus prospère du continent sud-américain[1]. » Livré à ses préjugés révolutionnaires bien plus que Garcia Moreno à « l'influence cléricale », l'historien constate les progrès réalisés sans remonter à leur source. Il blâme le catholique et le justicier sans s'apercevoir que, seul, un catholique et un justicier pouvait inaugurer, par la destruction des factions anarchistes et impies, l'ère nouvelle de la régénération.

[1] *Historia de la America del Sur*, page 178.

CHAPITRE IX

L'HOMME.

Avant de raconter le lugubre drame qui interrompit le cours des œuvres dont nous venons d'esquisser le tableau, nos lecteurs nous sauront gré d'attirer un instant leur attention sur les vertus intimes de Garcia Moreno. Sans doute ses faits et gestes nous ont révélé l'âme d'un vrai pasteur de peuples ; mais, pour sa gloire autant que pour notre instruction, il convient de faire ressortir les rouages mystérieux de cette noble existence, toute pénétrée d'héroïsme et de dévouement. Ce sera répondre en même temps à certaines accusations formulées par des gens honnêtes mais peu réfléchis.

La nature avait doué Garcia Moreno des éminentes qualités qui font l'homme d'action. Son intelligence, aussi vaste que pénétrante, embrassait d'un coup d'œil les complications des affaires et les raisons les plus capables d'influencer ses décisions. Ce don précieux, joint à l'étude approfondie des questions gouvernementales, imprimait à ses résolutions ce cachet de brusque soudaineté qui effrayait parfois ses meilleurs amis. Au premier coup d'œil apparaissait l'homme de commandement. Taille élancée, constitution vigoureuse, maintien noble et digne, démarche assurée, un peu précipitée comme celle d'un homme qui n'a pas de temps à perdre : tout en lui révélait, avec une activité dévorante, une souveraine énergie. Sa belle tête noble-

ment portée, couverte avant l'âge de cheveux blanchis par le travail et les veilles, son front haut et large, commandaient le respect ; ses grands yeux, pleins de vivacité, lançaient à certains moments des éclairs d'indignation qui faisaient trembler ; sa voix virile et puissante, ses phrases incisives, coupées, nullement académiques, son style fortement imagé, son ton animé, véhément, donnaient à sa parole une autorité sans réplique. Chaque trait de cette physionomie ardente et expressive dénotait une inébranlable force de volonté.

Les physiologistes, qui expliquent tout par la nature physique, attribueront au tempérament bilieux de notre héros les actes étonnants dont se compose son histoire. Pour nous, sans nier l'influence du tempérament sur l'activité de l'homme, nous ferons remarquer que l'énergie naturelle, bonne ou mauvaise selon l'objet auquel elle s'applique, produit indifféremment de grands saints ou de grands scélérats. Outil puissant au service de la volonté, celle-ci en use pour détruire ou pour édifier selon qu'elle se soumet elle-même à l'empire des vices ou des vertus. Heureusement les quatre vertus, qui forment comme les quatre points cardinaux [1] du monde moral, la prudence, la tempérance, la justice, la force, informèrent si bien l'âme de Garcia Moreno que son énergie native devint cet héroïsme chrétien dont sa vie privée, plus encore que ses actes publics, fournit des preuves sans nombre.

L'homme d'action a besoin d'un guide sûr qui tienne constamment son œil fixé sur le but à poursuivre et les moyens à employer pour l'atteindre. La *prudence,* boussole du monde moral, remplit cet office. Sans sa direction, le génie fait de grands pas, mais hors de la

[1] « L'édifice entier de nos bonnes œuvres s'élève sur ces quatre vertus : la prudence, la tempérance, la force et la justice. (Saint Grégoire.) »

voie [1]; c'est le cheval indompté qui lance le char dans l'abîme; l'ouragan destructeur qui renverse tout sur son passage. L'audace des grandes entreprises ne faisait point défaut aux Mirabeau, aux Danton, aux Napoléon : il leur manquait cette prudence spéciale et très parfaite qu'Aristote appelle la prudence royale ou gouvernementale.

Garcia Moreno savait, lui, qu'un chef d'État, vrai ministre de Dieu pour le bien, ne domine sur tous qu'afin d'assurer à tous la véritable félicité. Jamais il ne lui vint à la pensée de profiter du pouvoir pour faire ses affaires et non celles du peuple. Il avait de plus l'intime conviction que les lois du catholicisme sont des lois de salut pour les nations comme pour les individus et que, par conséquent, le premier devoir d'un chef d'État au XIX[e] siècle est de réintégrer l'Église dans tous les droits dont la Révolution l'a dépouillée. « Tout pour le peuple et par l'Église, disait-il. Qui cherche avant tout le royaume de Dieu, obtient le reste par surcroît. » Où rencontrer aujourd'hui, en Europe, comme en Amérique, ce principe fondamental de toute saine politique, sinon dans la tête de Garcia Moreno?

Mais pour restaurer le catholicisme sur les ruines de la Révolution, la prudence exige l'adoption des moyens contre-révolutionnaires. Avec le libéralisme gouvernemental inventé tout exprès pour créer la licence, propager les faux cultes, pervertir l'opinion en déchaînant contre la vérité les clubs, les cercles et les journaux, le règne du mal est assuré. Et comme Garcia Moreno voulait à toute force le règne du bien, il substitua aux maximes libérales la devise de l'autorité : « *Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs.* On ne fait le bien que par force, disait-il, et voilà pour-

[1] Magni passus, sed extra viam (Saint Augustin).

quoi la force est au service du droit. » Cette prudence paraît élémentaire, mais si l'on songe qu'après un siècle de révolution, de soi-disant conservateurs en sont encore à vanter les bienfaits des constitutions libérales et les principes de 1789, on verra que le don de conseil a dû s'ajouter à la prudence vulgaire pour sortir cet homme de l'ornière dans laquelle pataugent tous ses contemporains.

On lui a reproché, outre sa constitution catholique et autoritaire, certains actes de dictature dans des circonstances où la sûreté de l'État, gravement compromise, exigeait la répression sévère de criminels endurcis: il faudrait prouver que le salut du peuple ne l'obligeait pas à l'emploi de ces moyens, ou qu'un prince doit assister impassible au meurtre de son pays. On l'accuse d'avoir refusé toute concession aux partis révolutionnaires : n'est-ce point le cas au contraire de louer sa prudence? Après avoir vu Louis XVI sur l'échafaud, Charles X en exil, Pie IX à Gaëte, peut-on sans démence vanter le système des concessions? On a dit qu'il méprisait l'opinion et n'admettait aucun conseil : le fait est qu'il ne faisait pas de génuflexion devant ce qu'on appelle l'opinion publique. Le gouvernement selon lui, devait diriger l'opinion, non la suivre; commander à la multitude, non lui obéir. Cela contredit le système parlementaire, mais non le sens commun. Quant aux conseils, il les recevait avec reconnaissance lorsqu'ils lui paraissaient dictés par la sagesse; dans le cas contraire, il se réservait comme tout le monde, le droit de ne pas les suivre. « Nous vous lâcherons, lui disaient un jour des conservateurs, si vous n'acceptez pas nos idées libérales. — Tant pis pour vous, leur répondit-il. Je n'ai pas besoin de vous, mais vous avez grandement besoin de moi. Le jour où je ne serai plus là pour vous défendre, ces révolutionnaires à qui vous

faites les yeux doux vous dévoreront sans pitié. » La prophétie, réalisée un an après, démontra mais trop tard que Garcia Moreno avait raison contre tous. C'était de l'entêtement, mais cet entêtement à marcher dans la voie du salut malgré les exemples donnés par tous les chefs d'État, malgré les sollicitations de ses amis, malgré les clameurs de la Révolution, ne serait-ce point l'acte héroïque de la plus haute prudence? Ses ennemis l'ont accusé souvent d'agir avec une précipitation téméraire et irréfléchie : « A l'Équateur, répondait-il en souriant, nous trouvons journellement dans les feuilles publiques et les actes de congrès une infinité de projets qui jamais ne reçoivent d'exécution : voilà pourquoi j'étonne tout le monde par la rapidité de mes actes. On ne tient pas compte de la lenteur et de la maturité des conseils qui précèdent mes résolutions. Je réfléchis beaucoup avant d'agir ; mais, une fois ma décision prise, pas de trêve qu'elle ne soit exécutée. »

Quand la prudence a montré le but et tracé la voie, la volonté se met résolûment à l'œuvre, pourvu toutefois que les passions égoïstes de l'âme ou les instincts grossiers du corps ne paralysent pas ses mouvements. Trop souvent, surtout dans les régions élevées du pouvoir, l'homme se concentre par orgueil dans sa personnalité propre; ou bien, esclave de la volupté, oublie, comme Hercule, ses hautes destinées aux pieds d'Omphale. Pour sauver la volonté, il faut qu'une seconde vertu, la *tempérance,* en bridant les passions et les vices, l'empêche de tomber sous leur joug honteux.

Malgré son caractère impérieux et des talents hors ligne, Garcia Moreno sut rester humble. Jamais cet homme, que ses ennemis se plurent à taxer d'orgueil et d'ambition, ne convoita ni ne conserva le pouvoir par un sentiment de satisfaction personnelle. Il ren-

versa les méchants, non pour régner à leur place, mais pour faire régner Dieu. Il n'accepta la présidence en 1861 qu'à contre-cœur ; en 1869, il fallut lui faire violence pour le porter au fauteuil une seconde fois. Quand le bien, par suite de l'insuffisance des lois, lui parut impossible, il donna généreusement sa démission. Jamais il n'ambitionna la popularité ; jamais, pour obtenir la faveur de l'idole, il ne fit la moindre avance, ni la moindre concession. Les journaux de la Révolution lançaient contre lui la calomnie et l'injure ; il les lisait sans émotion aucune, trop heureux, disait-il, d'être traité comme Jésus-Christ et son Église. » Un religieux qui lui faisait part de certaines avanies dont il avait été l'objet, reçut cette réponse si noble et si chrétienne : « Je compatis à vos peines, mais vous avez eu une magnifique occasion de vous enrichir pour l'éternité. Les coups qui vous atteignent vous paraîtront moins rudes si vous les comparez à ceux dont on m'accable tous les jours. Faites comme moi, mettez l'outrage au pied de la croix et priez Dieu de pardonner aux coupables. Demandez-lui qu'il me donne assez de force, non seulement pour faire du bien à ceux qui répandent sur moi, par leurs paroles ou leurs écrits, les flots de haine qu'ils ont dans le cœur, mais encore pour me réjouir devant Dieu d'avoir à souffrir quelque chose en union avec Notre-Seigneur. C'est pour moi un vrai bonheur en même temps qu'un bonheur immérité de subir les insultes de la Révolution en compagnie des ordres religieux, des évêques, et même du souverain pontife[1]. »

Il lui arrivait parfois de défendre une idée avec animosité, je dirai même avec l'acharnement passionné d'un champion décidé à l'emporter de haute lutte ; mais,

[1] Lettre au P. L. 3 février 1874.

au cours des plus violents débats, on sentait que cette âme franche et loyale luttait moins pour humilier un adversaire que pour exalter et venger la vérité. Avec sa supériorité intellectuelle, sa foi, sa logique, il jugeait sévèrement les théories modernes, qu'il croyait, avec l'Église, subversives de toute société. Si quelque libéral osait les vanter devant lui, ou déguiser sous de vaines raisons d'opportunité les tendances de son esprit dévoyé, Garcia Moreno regimbait devant le sophisme et, d'un mot quelquefois excessif, désarçonnait l'imprudent. Alors, pénétrant jusqu'au cœur de la question, il coupait court aux arguties par une démonstration qui ne laissait place à aucun subterfuge. « En arithmétique, disait-il, pas d'éloquence, mais des chiffres ; en philosophie et en politique, pas de verbiage, mais des raisons. » Du reste, sur les matières qui n'intéressaient ni la vérité, ni la justice, par exemple sur des problèmes de science ou d'histoire, il discutait avec le plus grand calme et tolérait facilement la contradiction : « Je me suis trompé, disait-il à son adversaire : vous connaissez cette question mieux que moi. »

Comme tous les grands cœurs, il savait reconnaître ses torts et les réparer courageusement. Un jour qu'il était accablé de besogne et de plus surexcité par la maladresse d'un architecte auquel il avait confié des travaux importants, un ecclésiastique interrompit son travail pour lui faire une communication soi-disant pressante. Il le reçut assez brusquement, et, comme il s'agissait d'une affaire insignifiante, le congédia plus brusquement encore : « Ce n'était pas la peine, lui dit-il, de vous déranger ni de me déranger pour une pareille vétille. » Le prêtre se retira passablement mortifié. Le lendemain il ne pensait plus à cette incartade du président, quand de bon matin il le vit arriver pour lui demander pardon de sa conduite violente et irrespectueuse.

Plusieurs fois, à la suite d'un mouvement de vivacité, il s'humilia jusqu'à faire des excuses aux personnes qu'il avait contristées. Un officier de ses amis, pour des raisons futiles, avait cessé de le voir et de le saluer. Le rencontrant un jour, le président l'aborde sans façon : « Je te nomme mon aide de camp, » lui dit-il. L'officier stupéfait ne répondait pas : « Tiens, ajouta-t-il en s'inclinant devant lui, si tu veux ma tête, la voilà ! » Ils se réconcilièrent et restèrent bons amis.

Jamais il ne se prévalut de ses œuvres, qui cependant excitaient l'admiration du monde entier. Dans les congrès, il n'en parlait que pour rendre gloire à Dieu, persuadé qu'il devait tout à sa grâce. Aussi demandait-il constamment qu'on voulût bien l'aider en priant pour lui. Durant sa seconde présidence, il adressait à la fin de chaque année une circulaire aux évêques pour solliciter des actions de grâces et présenter à Dieu ses nouvelles requêtes. Dans des lettres particulières adressées aux prélats qui jouissaient de toute sa confiance, il les pressait de lui signaler ceux de ses actes qui auraient pu leur paraître répréhensibles, ainsi que les moyens d'utiliser son pouvoir d'une manière plus avantageuse à la cause de Dieu et de son Église. Ainsi pénétré de son impuissance à faire le moindre bien sans le secours d'en-haut, il attribuait ses succès à la protection de Dieu et de la Vierge Marie, aux bénédictions de Pie IX, aux prières de sa sainte mère et d'une sœur aveugle, pour laquelle il professait une grande vénération. Un professeur de botanique, ayant mis la main sur une fleur non encore qualifiée dans la flore du pays, lui demanda la permission de la baptiser du nom de *Tacsonia Garcia-Moreno*. « Si vous voulez me faire plaisir, lui répondit le président, laissez de côté ma pauvre personnalité ; si votre fleur est rare, jolie, inconnue à l'Équateur, faites hommage de votre trouvaille à la

Fleur du ciel : appelez-la *Tacsonia Mariæ.* » L'homme qui s'oublie à ce point ne laissera pas l'amour-propre détourner sa volonté des grands intérêts commis à sa garde.

La volupté n'avait pas plus de prise sur son cœur. Malgré son naturel ardent et passionné, jamais il ne permit à l'enchanteresse d'asservir aux sens ses nobles facultés. Il traita son corps comme un esclave ou plutôt comme une bête de somme, dont la fonction est d'exécuter les ordres de l'âme, sa souveraine maîtresse. Pour lui, point de fêtes, de plaisirs, de divertissements plus ou moins honnêtes, de passe-temps plus ou moins licencieux, mais la vie de travail régulière et uniforme. Debout dès cinq heures du matin, il se rendait vers six heures à l'église pour y entendre la messe et se pénétrer, par une méditation sérieuse, des grands devoirs du chrétien et de l'homme d'État. A sept heures, après une visite aux pauvres de l'hôpital, il s'enfermait dans son cabinet pour travailler jusque vers dix heures. Venait alors un déjeuner bien frugal et bien court, puis l'on voyait le président s'acheminer vers le palais du gouvernement, où jusqu'à trois heures il s'occupait avec ses ministres des affaires publiques. Après le dîner, qui avait lieu vers quatre heures, sa récréation consistait à faire quelques visites, inspecter les travaux publics, ou pacifier les différends qu'on lui soumettait. Rentré à six heures, il passait la soirée en famille avec quelques amis. Quand neuf heures sonnaient, alors que tout le monde allait prendre son repos, il se retirait pour achever sa correspondance, lire les journaux, et travailler jusqu'à onze heures, souvent même jusqu'à minuit. Tel était son ordre du jour dans des moments de calme.

Mais souvent, comme nous l'avons vu, le calme faisait place à l'orage, la vie régulière à la vie tourmentée.

Plusieurs fois, à la suite d'un mouvement de vivacité, il s'humilia jusqu'à faire des excuses aux personnes qu'il avait contristées. Un officier de ses amis, pour des raisons futiles, avait cessé de le voir et de le saluer. Le rencontrant un jour, le président l'aborde sans façon : « Je te nomme mon aide de camp, » lui dit-il. L'officier stupéfait ne répondait pas : « Tiens, ajouta-t-il en s'inclinant devant lui, si tu veux ma tête, la voilà ! » Ils se réconcilièrent et restèrent bons amis.

Jamais il ne se prévalut de ses œuvres, qui cependant excitaient l'admiration du monde entier. Dans les congrès, il n'en parlait que pour rendre gloire à Dieu, persuadé qu'il devait tout à sa grâce. Aussi demandait-il constamment qu'on voulût bien l'aider en priant pour lui. Durant sa seconde présidence, il adressait à la fin de chaque année une circulaire aux évêques pour solliciter des actions de grâces et présenter à Dieu ses nouvelles requêtes. Dans des lettres particulières adressées aux prélats qui jouissaient de toute sa confiance, il les pressait de lui signaler ceux de ses actes qui auraient pu leur paraître répréhensibles, ainsi que les moyens d'utiliser son pouvoir d'une manière plus avantageuse à la cause de Dieu et de son Église. Ainsi pénétré de son impuissance à faire le moindre bien sans le secours d'en-haut, il attribuait ses succès à la protection de Dieu et de la Vierge Marie, aux bénédictions de Pie IX, aux prières de sa sainte mère et d'une sœur aveugle, pour laquelle il professait une grande vénération. Un professeur de botanique, ayant mis la main sur une fleur non encore qualifiée dans la flore du pays, lui demanda la permission de la baptiser du nom de *Tacsonia Garcia-Moreno*. « Si vous voulez me faire plaisir, lui répondit le président, laissez de côté ma pauvre personnalité ; si votre fleur est rare, jolie, inconnue à l'Équateur, faites hommage de votre trouvaille à la

Fleur du ciel : appelez-la *Tacsonia Mariæ.* » L'homme qui s'oublie à ce point ne laissera pas l'amour-propre détourner sa volonté des grands intérêts commis à sa garde.

La volupté n'avait pas plus de prise sur son cœur. Malgré son naturel ardent et passionné, jamais il ne permit à l'enchanteresse d'asservir aux sens ses nobles facultés. Il traita son corps comme un esclave ou plutôt comme une bête de somme, dont la fonction est d'exécuter les ordres de l'âme, sa souveraine maîtresse. Pour lui, point de fêtes, de plaisirs, de divertissements plus ou moins honnêtes, de passe-temps plus ou moins licencieux, mais la vie de travail régulière et uniforme. Debout dès cinq heures du matin, il se rendait vers six heures à l'église pour y entendre la messe et se pénétrer, par une méditation sérieuse, des grands devoirs du chrétien et de l'homme d'État. A sept heures, après une visite aux pauvres de l'hôpital, il s'enfermait dans son cabinet pour travailler jusque vers dix heures. Venait alors un déjeuner bien frugal et bien court, puis l'on voyait le président s'acheminer vers le palais du gouvernement, où jusqu'à trois heures il s'occupait avec ses ministres des affaires publiques. Après le dîner, qui avait lieu vers quatre heures, sa récréation consistait à faire quelques visites, inspecter les travaux publics, ou pacifier les différends qu'on lui soumettait. Rentré à six heures, il passait la soirée en famille avec quelques amis. Quand neuf heures sonnaient, alors que tout le monde allait prendre son repos, il se retirait pour achever sa correspondance, lire les journaux, et travailler jusqu'à onze heures, souvent même jusqu'à minuit. Tel était son ordre du jour dans des moments de calme.

Mais souvent, comme nous l'avons vu, le calme faisait place à l'orage, la vie régulière à la vie tourmentée.

Alors il marchait ou travaillait jour et nuit, selon les nécessités du moment. Son âme indomptable ne connaissait point d'impossibilités, son tempérament de fer résistait à toutes les fatigues. Dans ses inspections, combats, voyages, il se contentait de quelques heures de sommeil, souvent sur la terre nue, ou enveloppé dans une simple couverture. Un prêtre lui offrit un jour un lit de camp : « Jamais, dit-il ; il ne faut point gâter son corps. Donnez-lui un lit aujourd'hui, demain la terre lui paraîtra dure. » Quand le devoir l'appelait, il montait à cheval par les temps les plus affreux, et traversait bois et montagnes avec une incroyable vitesse. Sur cette route de Quito à Guayaquil qu'il parcourut tant de fois, il arriva un jour dans un village où ne se trouvait d'autre maison habitable que celle du curé. C'était la saison des pluies, et le pauvre voyageur se présenta trempé jusqu'aux os. Après une modeste réception, le bon prêtre lui offrit un lit pour se reposer. « Mouillé comme je le suis, lui dit le président, je ne puis ni me déshabiller ni ôter mes bottes : demain il me serait impossible de les remettre. » Il se coucha sur un canapé et dormit jusqu'au matin. A quatre heures, frais et dispos, il remontait à cheval et continuait sa route.

Au travail et à la fatigue s'ajoutait, pour endurcir et mâter le corps, la plus rigide sobriété. Dans les pénibles excursions dont nous venons de parler, le président se contentait pour toute nourriture d'un peu de biscuit, de chocolat, et de quelques gorgées de café noir. Du reste, en tout temps, sa table était simple et presque pauvre. Rarement il se permettait l'usage du vin ; jamais il ne donnait de festin ni n'acceptait d'invitation. « Un chef d'État, disait-il, doit vivre pour travailler, non pour s'engraisser. » En dépit des indispositions, des excès de fatigue, du manque absolu d'aliments

substantiels, il pratiquait scrupuleusement les jeûnes et les abstinences imposés par l'Église.

Ainsi dressé au travail et à la discipline, le corps se remettait chaque jour à sa rude besogne sans regimber contre l'aiguillon. Garcia Moreno faisait l'œuvre de dix ouvriers, contrôlait par lui-même toutes les correspondances, expédiait à ses subordonnés lettres, comptes-rendus, ordres de toute espèce, discutait avec les intéressés affaires, entreprises, projets de loi, plans de campagne, et trouvait encore le temps de creuser les mystères de la philosophie et de l'histoire, des sciences et de la religion. Jamais, par dégoût ou lassitude, il ne remit au lendemain une lettre ou une affaire. « Vous ne pouvez vous tuer, lui disait-on quelquefois : cette personne attendra. — Dieu peut faire attendre, répondait-il en souriant ; moi, je n'en ai pas le droit. Quand Dieu voudra que je me repose, il m'enverra la maladie ou la mort. » Un jour cependant, son ministre Carvajal, voulant lui procurer quelques heures de délassement, l'entraîna, d'accord avec les autres ministres, dans une hacienda qu'il venait d'acheter. Après une course à cheval de plusieurs lieues, Garcia Moreno inspecta l'établissement, Carvajal offrit à ses hôtes un repas somptueux, puis d'excellents cigares et un jeu de cartes. Le temps passe vite dans ces doux exercices, et les ministres ne semblaient pas s'en apercevoir. Quand vers le soir, Garcia Moreno donna le signal du départ, Carvajal le supplia de prolonger la visite, ajoutant qu'il se considérerait comme offensé s'il refusait de passer la nuit sous son toit. — « Je consens volontiers à rester, dit Garcia Moreno, mais vous, messieurs les ministres, êtes-vous capables de passer la nuit et de vous trouver à votre poste demain à onze heures ? » Ils lui répondirent par une affirmation solennelle, et l'on se remit à jouer. A minuit cependant on reprit le chemin de la ville.

Le lendemain, à onze heures, Garcia Moreno arrivait comme de coutume au palais du gouvernement pour se mettre au travail. N'y trouvant personne, il dépêcha une estafette à chacun de ses ministres pour leur signifier d'avoir à se rendre immédiatement à leur bureau respectif.

Cette vertu de tempérance qui ruine les vices et soumet les passions aux exigences de la grande raison, suppose déjà l'énergie de la volonté; toutefois, pour atteindre aux sommets élevés des grands devoirs, sans reculer devant les difficultés, ni devant les dangers, ni même devant la mort, la volonté doit être affermie par une autre vertu qu'on appelle spécialement la *force,* et dont le rôle, en inspirant l'audace des grandes choses, est de bannir absolument toute crainte. Dieu avait doué Garcia Moreno de cette force, qui fait les héros. Il suffisait de le voir au moment du danger pour être frappé de son intrépidité. Sa voix brève et puissante, son geste impérieux, son regard enflammé, son imperturbable sang-froid, faisaient penser au juste d'Horace qu'aucun cataclysme, même l'écroulement d'un monde, ne saurait émouvoir. Son énergie naturelle s'était développée par des actes de courage inouïs. Dès sa jeunesse, nous l'avons dit, il travaillait à vaincre les mouvements instinctifs de crainte en se familiarisant avec les plus grands dangers, sous les roches branlantes et au fond des volcans. Les batailles, les révolutions, les complots journaliers de ses ennemis, lui firent envisager la mort comme un évènement auquel il fallait s'attendre à chaque instant. Étant un jour à Guayaquil, il apprend qu'une conspiration s'ourdit contre lui et qu'à ce moment-là même les conjurés tiennent un conciliabule chez un coiffeur de la ville. A cette nouvelle, il se rend chez le coiffeur, prend un siège et demande qu'on lui coupe les cheveux. Stupé-

faits et tremblants, au lieu de se jeter sur lui pour l'assassiner, les sicaires s'esquivèrent au plus vite. Par amour pour la patrie, il acceptait la mort comme un sacrifice nécessaire. De là les paroles prophétiques de l'ode *à Fabius :* « De sinistres présages attristent mon âme, des images sanglantes tourbillonnent autour de moi dans mes songes agités;.. la balle d'un scélérat me percera le cœur; mais si ma patrie, délivrée de l'oppression, respire enfin librement, volontiers je descendrai au tombeau. » La grâce divine, en pénétrant chaque jour plus avant dans son âme si profondément chrétienne, la trempa plus fortement encore : non seulement il ne craignit plus la mort, mais comme les saints, comme les martyrs, il la désira par amour pour son Dieu. Que de fois dans ses lettres, dans ses conversations, dans ses messages aux chambres, il lui arriva de formuler ce vœu : « Quel bonheur et quelle gloire pour moi, si je pouvais verser mon sang pour Jésus-Christ et son Église! »

Parvenue à cette hauteur, la volonté, dégagée de toute influence malsaine, s'établit dans une rectitude parfaite, c'est-à-dire dans la *justice,* la quatrième vertu qui perfectionne l'homme moral. « Fais ce que dois, advienne que pourra : » telle est sa devise, devise qu'on pourrait graver dans les armes de Garcia Moreno, aussi bien que sur l'écusson de n'importe quel preux chevalier. Comme le divin Maître, dont il était le représentant en sa qualité de chef d'État, Garcia Moreno résolut « d'accomplir toute justice, » et de mettre au service du droit son âme tout entière.

Le premier droit violé qu'il rencontra sur son chemin fut le droit du Christ, « Roi des rois et Seigneur des seigneurs. » Au lieu de « rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » le César révolutionnaire avait trouvé bon de confisquer tous les droits de

Dieu pour se les adjuger au nom des droits de l'homme. Garcia Moreno ne s'arrêta pas devant cette usurpation séculaire, acceptée par l'opinion, défendue par les puissants, et sanctionnée par les chartes et constitutions des deux mondes : au nom de l'éternelle justice et du droit du peuple, que la révolte contre Dieu conduit fatalement à un abîme de malheurs, d'un coup de main il jeta par terre l'édifice de la Révolution. Les libéraux en appelèrent aux lois écrites par eux : il leur opposa les lois écrites par Dieu dans le cœur de l'homme. Ils prirent les armes : il les battit en vingt rencontres ; ils complotèrent sa mort : il traîna les assassins à l'échafaud. Vainqueur à force d'héroïsme, il traça d'une main ferme la constitution chrétienne, qui termina la Révolution des droits de l'homme par une nouvelle et solennelle promulgation des droits de Dieu.

Durant cette lutte à outrance contre le satanisme moderne, lutte de vingt années dont nous avons raconté les péripéties émouvantes, il ne cessa de braver la mort simplement, sans emphase, comme un homme à qui l'héroïsme ne coûte rien dès qu'il s'agit d'un devoir à remplir. Supposez un siècle moins positif et moins impie que le nôtre, Garcia Moreno deviendrait un de ces héros légendaires dont on raconterait les hauts faits, comme on s'entretient des exploits du Cid et de Roland. Hélas! ces nobles récits feraient peut-être surgir l'homme que Garcia Moreno souhaitait à la France, après nos désastres de 1870 : « Quel malheur, s'écriait-il pendant la Commune, que cette France dont j'aime tant le glorieux passé soit gouvernée par des bandits? Conduite par un homme d'énergie, elle reprendrait bientôt son rôle de fille aînée de l'Église. »

Après Dieu, le peuple. La justice distributive exigeait une répartition plus équitable des dignités et des emplois. Au risque de s'attirer des haines implacables,

Garcia Moreno ne consulta dans la collation des charges que le mérite et les aptitudes. Ni partialité, ni compromission, ni lâcheté; solliciteurs, protecteurs, parents ou amis se voyaient impitoyablement éconduits. « Le mal du siècle, disait-il, est de ne plus savoir dire non. Vous briguez cet emploi comme une faveur; je vous réponds : l'homme pour l'emploi, non l'emploi pour l'homme. » La Révolution, dont la conscience peu scrupuleuse crée au besoin des sinécures pour nourrir ses séides aux frais des contribuables, se moquera de ce juste qui crut pouvoir gouverner selon les principes de la saine morale, sans acheter ni corrompre les âmes; les gens honnêtes, au contraire, admireront ce phénomène, aujourd'hui très rare dans les États républicains, voire même dans ces républiques déguisées qu'on appelle monarchies parlementaires.

Son amour de la justice le rendait impitoyable envers quiconque profitait de sa position ou de son autorité pour dépouiller les malheureux. Son respect du droit était tellement connu de tous, que les faibles opprimés par les puissants préféraient soumettre leurs différends à son arbitrage que de recourir aux tribunaux. Dans ses courses à travers les provinces, sur les routes, dans les auberges, il était assailli de pauvres qui réclamaient justice. Il les accueillait avec bonté, écoutait leurs plaintes, comme saint Louis sous le chêne de Vincennes, et, quand il avait prononcé son jugement, la cause était finie, chacun s'en allait content. Des indiens lui racontèrent un jour qu'un riche propriétaire n'avait trouvé rien de mieux pour arrondir et agrandir son beau domaine que d'y enclaver, au moyen d'une ligne droite des parcelles de terrain qui leur appartenaient. Trop pauvres pour plaider avec un tel adversaire, ils avaient attendu le président sur la route pour lui demander justice. Le seigneur et l'indien étaient égaux au tribu-

nal de Garcia Moreno. Il condamna le riche propriétaire à restituer les terrains volés, et de plus le destitua des hautes fonctions qu'il occupait. Une autre fois, il vit arriver une pauvre veuve à qui l'on avait extorqué dix mille piastres : elle lui conta son histoire et se mit à fondre en larmes. Émn et indigné, Garcia Moreno dit à son trésorier : « Donnez à cette femme dix mille piastres. — Et qui les remboursera? Un tel, dit-il, en nommant le voleur : inscrivez la somme à son compte. » Il manda l'individu, lui reprocha son crime, et lui fit verser les dix mille piastres.

On s'adressait d'autant plus volontiers à lui pour avoir raison d'une injustice, qu'avec sa droiture native, sa finesse d'esprit, aiguisée encore par la prudence chrétienne, son habitude de sonder le cœur des méchants, il découvrait la vérité plus rapidement et plus sûrement que le meilleur juge d'instruction. On cite de cette perspicacité presque intuitive des traits merveilleux. Il trouvait dans son esprit inventif les moyens les plus originaux pour forcer les coupables à s'exécuter, même quand la légalité se déclarait impuissante. Une pauvre veuve lui exposa un jour dans une auberge qu'un escroc l'avait dépouillée de tout son avoir. Pour élever ses enfants elle avait dû se défaire d'une petite propriété contre la somme d'un millier de piastres, que l'acheteur avait promis de lui payer dans un mois, mais dont il s'était fait donner quittance sur-le-champ. Le mois écoulé, comme l'argent ne venait pas, elle l'avait réclamé de l'acheteur qui, pour toute réponse, avait exhibé le papier dûment légalisé, puis avait jeté l'importune à la porte. A ce récit, dont il était impossible de suspecter la sincérité, Garcia Moreno ne put retenir un mouvement d'indignation ; mais, se ravisant aussitôt, il chercha dans sa tête de quel stratagème il pourrait user pour contraindre ce maître filou à dégorger les

piastres volées. La justice était évidemment blessée, mais la légalité ne pouvait rien pour guérir la blessure. Ayant fait comparaître devant lui le spoliateur, il lui demanda s'il était vrai qu'il eût acheté la propriété d'une pauvre veuve. Sur sa réponse affirmative, il ajouta d'un ton paternel : « Cette femme a besoin d'argent et se plaint que vous lui fassiez attendre trop longtemps la somme que vous lui devez. » Le hardi voleur jura ses grands dieux qu'il avait payé sa dette, dont il avait une quittance en bonne et due forme. Garcia Moreno s'attendait à cette protestation : « Mon ami, dit-il, en feignant la surprise, j'ai eu tort de suspecter votre loyauté ; je vous dois une réparation Il y a longtemps que je cherche un honnête homme de votre espèce pour un nouveau poste que je vais créer : je vous nomme gouverneur des îles de Gallapagos ; et comme il ne convient pas qu'un grand dignitaire voyage sans escorte, deux agents vont vous accompagner à votre domicile où vous ferez immédiatement vos préparatifs de départ. » Là-dessus il congédia l'escroc en lui jetant un regard terrible. Celui-ci se retira plus mort que vif, rêvant aux îles de Gallapagos, à ces rochers perdus au milieu des mers sur lesquels, plus abandonné que Robinson, il ne trouverait d'autre compagnie que celle des serpents et des bêtes sauvages. Dans son désespoir, il fit appeler la veuve, lui compta son argent, la suppliant à genoux d'obtenir la révocation de la fatale sentence. Celle-ci raconta au président comment le fourbe s'était exécuté, et demandait en grâce de ne pas aller aux îles Gallapagos : « Je l'en avais cependant nommé gouverneur, dit Garcia Moreno en souriant : puisqu'il ne tient pas aux dignités, annoncez-lui que j'accepte sa démission. »

Jamais Garcia Moreno ne commit sciemment une injustice à l'égard du prochain. Les moindres domma-

ges, causés même involontairement, troublaient sa conscience délicate. Pendant la guerre de 1859, des soldats avaient détruit une maison pour se procurer du combustible. S'étant plus tard rappelé ce fait il crut de son devoir d'indemniser le propriétaire et chargea l'évêque de le découvrir.

Forcés de rendre hommage à sa justice, les ennemis du président lui ont reproché d'avoir outré ce sentiment jusqu'à se montrer inexorable. Le fait est qu'il péchait plutôt par excès de clémence ; plus d'une fois il dut se repentir d'avoir gracié des conspirateurs incorrigibles qui profitaient de ce pardon libéralement octroyé pour ourdir de nouvelles trames contre son gouvernement. Un de ces révolutionnaires émérites, le colonel Vivero, se vit réduit, pour éviter les poursuites des sbires, à se cacher dans les environs de la capitale. Bientôt, fatigué de cette vie d'ilote, il résolut de s'éloigner, et fit demander à un commerçant de Quito une certaine somme d'argent qu'il lui avait confiée. Après avoir éconduit son messager sous différents prétextes, celui-ci finit par promettre à Vivero lui-même, accouru nuitamment pour demander des explications, qu'il le rembourserait le lendemain. Dans l'intervalle, le fourbe informa Garcia Moreno que le colonel Vivero, caché sous un déguisement, tramait une nouvelle insurrection, mais qu'ayant réussi à l'attirer dans sa maison à une certaine heure de la nuit, les sbires pourraient facilement l'y saisir. Vivero, pris au piège, comparut devant le président, qui lui demanda raison de ses courses nocturnes, le menaçant du conseil de guerre : « Faites de moi ce que vous voudrez, répondit le colonel, mais que ce scélérat de marchand ne bénéficie pas de sa trahison. » Et il expliqua comment ce malheureux l'avait livré pour se libérer de sa dette. Obligé de confirmer la déposition de Vivero, le mar-

chand fut jeté en prison comme traître et escroc : « Quant à vous, colonel, dit Garcia Moreno, vous êtes libre : allez, et ne conspirez plus. »

C'est de la grandeur d'âme que de lâcher un mortel ennemi lorsqu'on le tient dans les mains, mais cette générosité, exercée hors de saison, dégénérerait en faiblesse coupable. Avec un chef qui eût pardonné aux Maldonado, aux Campoverde, aux brigands du *Talca,* l'Équateur devenait la proie des anarchistes. Pour épargner le sang de quelques coupables, le président aurait laissé verser à flots le sang des innocents. Cette raison de haute justice, il la fit valoir à un religieux qui intercédait en faveur d'un jeune homme pris les armes à la main dans la dernière émeute de Cuenca et déporté pour ce crime. Ni le repentir de l'exilé ni l'inconsolable douleur de sa mère ne purent le fléchir : « Nous avons assez d'assassins à l'Équateur sans celui-là, dit-il à l'intercesseur. Vous vous attendrissez sur le sort des bourreaux : moi, j'ai pitié des victimes. »

Achevons ce portrait en montrant que, dans les âmes supérieures, la justice n'exclut jamais la bonté. La justice, qui consiste dans l'accomplissement du devoir à l'égard de tous, compte parmi ses annexes, dit saint Thomas, la douceur, l'affabilité, la piété filiale, qui sont aussi des devoirs. On apprendra donc sans étonnement qu'à la force du caractère, à l'amour passionné de la justice, se joignait dans le cœur de Garcia Moreno la plus exquise bonté. Ce que nous avons rapporté de son affectueuse charité pour les orphelins, les pauvres, les malades, les prisonniers, le prouve surabondamment. Le peuple du reste ne s'y trompait pas. Lorsqu'il rentrait chez lui pour prendre un peu de repos, on le voyait sans cesse escorté de pauvres et de riches, de prêtres et de séculiers, qui lui demandaient audience. Il écoutait patiemment les uns et les autres, aidait

ceux-ci de ses conseils et ceux-là de sa bourse. Si tous les malheureux qu'il a secourus pouvaient parler, on l'admirerait plus encore comme bienfaiteur de ses subordonnés que comme libérateur de son pays. Le spectacle de la douleur surtout l'attendrissait et faisait naître dans son cœur de vifs sentiments de compassion. Un soir qu'il s'acheminait vers sa demeure avec quelques-uns de ses amis, il rencontra sur la route un petit enfant tout en larmes : « Qu'as-tu donc, lui dit-il, pour te désoler de la sorte ? — Ma mère vient de mourir, » répondit l'enfant en sanglotant. La défunte était la femme d'un officier des plus recommandables. Très affecté de cette nouvelle, le président s'efforça par quelques bonnes paroles de calmer le pauvre petit, et, prenant congé de ses compagnons, se dirigea immédiatement vers la maison de l'officier pour lui porter aussi quelques mots de consolation.

Avec ses amis, il se montrait toujours simple, expansif, enjoué même, tout en conservant une certaine dignité. Sa conversation, facile, intéressante, instructive, charmait toute une société. Initié aux différentes branches de la science, il parlait médecine avec les médecins, jurisprudence avec les avocats, théologie avec les ecclésiastiques, agriculture avec les paysans, et chacun de ses interlocuteurs trouvait la soirée trop courte. On remarqua sous ce rapport que son âme se modifia sensiblement durant les vingt-cinq dernières années de sa vie. Lors de sa première présidence, la fermeté, qui imprime le respect, domina dans son air comme dans ses actes : il le fallait pour contenir la meute féroce déchaînée contre lui. Dans la dernière période de sa vie, le pays devenu calme et paisible, on vit sa figure se rasséréner et la bonté de son cœur se manifester plus librement. De savants Européens, peu prévenus en sa faveur, après quelques entretiens particuliers, se reti-

raient plus étonnés de sa parfaite amabilité que de l'immensité de ses connaissances.

C'est surtout dans l'intérieur de sa famille que la tendresse de son âme s'épanchait tout entière. Il aimait à vivre au milieu de ceux qui l'aimaient, et dont le travail et les évènements le forçaient trop souvent à se séparer. Sa femme, pour laquelle il n'avait aucun secret, partageait ses joies et ses tristesses. Quand Dieu lui ravit sa petite fille, cet homme, en apparence si rude et si austère, longtemps inconsolable, ne fit que pleurer. « Oh! comme je suis faible, s'écriait-il, moi qui me croyais si fort! » Sa tendresse se concentra sur son fils, dont il voulait faire un autre lui-même. Il l'éleva néanmoins sans faiblesse, dans l'amour de Dieu et du devoir. En 1874, il présenta cet enfant au directeur des frères, avec cette simple recommandation : « Voilà mon fils, il a six ans : ce que je désire, c'est que vous fassiez de lui un bon chrétien. La science et la vertu en feront un bon citoyen. Ne le ménagez pas, je vous prie, et s'il mérite une punition, ne voyez pas en lui le fils du président de la République, mais un simple écolier qu'il faut redresser. »

Nous avons déjà dit qu'il aimait passionnément sa mère. Dieu la lui conserva jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, et toujours il professa pour elle la même tendresse et la même vénération. Elle mourut en 1873, le jour de la fête de Notre-Dame du Mont-Carmel. Aux sentiments de condoléance qui lui furent exprimés en cette circonstance, il répondit comme un parfait chrétien : « Félicitez-moi plutôt : ma mère a vécu près d'un siècle ; c'était une sainte ; elle est morte le jour du Carmel : elle est au ciel. » Son cousin, l'archevêque de Tolède, neveu de la défunte, lui écrivit à l'occasion de la perte qu'il venait de faire. Dans sa réponse, chef-d'œuvre de sentiment chrétien, après avoir remercié le

prélat d'avoir bien voulu offrir le saint sacrifice pour le repos de cette chère âme, il ajoute : « Je suis sûr que Dieu a déjà récompensé ses admirables vertus. Au-dessus de tout resplendissait dans sa belle âme la foi la plus vive que j'aie jamais connue, foi vraiment capable de transporter des montagnes. Bien que d'un naturel excessivement timide, elle était courageuse jusqu'à l'héroïsme quand il s'agissait d'affronter une disgrâce ou un péril quelconque pour remplir un devoir. Combien de fois dans mon enfance, elle s'efforça de me faire comprendre avec le plus grand zèle que le seul mal à craindre ici-bas c'est le péché ! Elle me disait que je serais toujours heureux si je savais sacrifier biens matériels, honneurs, vie même, pour ne pas offenser Dieu. Je ne finirais pas cette lettre, si je voulais redire ce que fut ma sainte mère et ce que je lui dois. La plus grande faveur dont vous puissiez m'honorer, c'est de prier pour elle et de la recommander à tous les membres de notre famille. »

Nos lecteurs connaissent maintenant les vertus qui composaient la physionomie morale de Garcia Moreno. Il nous reste à leur révéler le grand moteur de ces vertus, ou, si l'on veut, le principe premier de cette vie héroïque.

CHAPITRE X

LE CHRÉTIEN.

Les vertus morales, dont nous venons de parler, ne croissent sur l'arbre de la nature déchue qu'au moyen de la greffe, c'est-à-dire de la grâce, laquelle nous ente en Jésus-Christ, et nous fait ainsi participer aux opérations de sa prudence, de sa justice, de sa force et de sa tempérance. Les philosophes païens ont rempli leurs livres des plus belles maximes sur la beauté de la vertu, le mépris des richesses, des honneurs, des souffrances, de la mort même, mais ces vertueux se plongeaient dans les vices les plus dégradants; ces tempérants, devenus poëtes, chantaient le vin et les femmes; ces stoïciens, insensibles à la douleur, se suicidaient pour éviter la souffrance. Ces incurables faiblesses de l'antique paganisme s'unissaient aux enseignements de la foi pour prêcher à Garcia Moreno que si la race humaine, originellement dégradée, peut se relever de sa chute, c'est grâce au secours de Dieu. Aussi pour devenir un homme héroïquement vertueux, voulut-il être un chrétien sincèrement pieux.

La piété dans un homme d'État, surtout au milieu de nos agitations politiques et des progrès du monde moderne, paraîtra chose assez singulière. Les saint Louis, les saint Édouard, les saint Ferdinand, ne sont pas de mise sur le trône de nos rois constitutionnels ou le fauteuil de nos présidents de république. L'opinion, en

ce temps de voltairianisme et de franc-maçonnerie, ne tolère pas un prince pieux. Pour avoir trop aimé la justice et la religion, un descendant de saint Louis vient de mourir en exil, après avoir frappé en vain durant un demi-siècle à la porte de la France. Garcia Moreno connaissait ce préjugé ; il en triompha comme de tous les autres. En dépit de la mode, des passions soulevées, des sarcasmes voltairiens, des colères maçonniques, des occupations absorbantes, il n'oublia jamais ce principe que l'homme doit pourvoir à sa sanctification personnelle s'il veut entreprendre avec succès la régénération d'une âme, et à plus forte raison celle d'un peuple.

La vie surnaturelle a des élans comparables aux élans de l'aigle qui de son œil perçant fixe le soleil, et d'un mouvement de ses ailes puissantes bondit sur sa proie. Ainsi l'œil de la foi permet au chrétien de contempler Dieu, et ces deux ailes d'ange, qu'on appelle l'espérance et la charité, le portent en un instant jusqu'à lui. La piété qui vivifiait l'âme de Garcia Moreno n'était autre chose que cette ascension vers Dieu par l'exercice des trois vertus théologales.

Nous venons de l'entendre exprimer sa gratitude envers l'excellente mère dont les pieux renseignements l'avaient attaché par le fond du cœur à l'Église et à tous ses dogmes. Le fils, vivante image de la mère, fut avant tout homme de *foi*, mais de cette foi vive et forte qu'on rencontre rarement chez les chrétiens de nos jours. Sans doute, il faut attribuer ce don, précieux entre tous, à la grâce de Dieu, au bienfait d'une éducation solidement chrétienne, peut-être au bonheur d'avoir pour ancêtres les fils de la très catholique Espagne, mais il convient d'ajouter que le travail personnel de Garcia Moreno pour acquérir l'intelligence des choses de la foi, fortifia singulièrement cette vertu dans son âme.

La demi-science éloigne de la religion, la vraie science y ramène, disait Bacon. De là cette indifférence, cette incrédulité, et même cette impiété de nos classes dirigeantes : assez instruites pour comprendre les objections que soulèvent les mystères de la foi, elles n'ont ni assez de connaissances ni assez de philosophie pour les résoudre. De là, tant de discussions absurdes, à la tribune, dans les journaux et les livres, discussions qui faisaient sourire de pitié Garcia Moreno. Philosophe plein de logique et de bon sens, théologien versé dans la connaissance de l'Écriture, de l'histoire et du dogme, initié à toutes les sciences naturelles et physiques, d'un mot il pulvérisait les objections des faux savants et n'avait que du mépris pour les cerveaux étroits qui s'y laissaient prendre. Les arguties des naturalistes et des géologues contre le texte des Écritures lui étaient familières. S'entretenant un jour des îles de Gallapagos et des objets curieux au point de vue scientifique qu'on y rencontre, il discuta la question des époques de la création, de l'ordre assigné par Moïse aux évolutions du globe, du déluge et de ses rapports avec les faits géologiques nouvellement constatés, et cela avec tant d'érudition, de science, de logique, que tous ses auditeurs en furent émerveillés. Le délégat apostolique, Mgr Vanutelli, qui était présent à cet entretien, ne rencontrera pas dans ses missions diplomatiques beaucoup de souverains de cette force. Éclairé par la théologie, qui définit d'une manière précise les droits du Christ et de son Église, il ne comprenait pas comment l'engouement de certains catholiques pour les principes de 1789 peut se concilier avec la foi, ni par quel moyen la prétention de sauver le monde en éliminant le Sauveur, s'harmonise avec le bon sens. Pour lui, il considérait le *Syllabus* comme le *Credo* des peuples qui ne veulent pas périr.

A la lumière naturelle qui nous révèle les harmonies de la raison et de la foi, Garcia Moreno ajoutait la lumière divine qui nous fait pénétrer plus intimement et plus suavement les vérités révélées. Cette lumière s'obtient par la méditation quotidienne des mystères divins. Malgré ses nombreuses occupations, il consacrait tous les jours une demi-heure à méditer, comme David, sur la loi de Dieu, sur les différentes manifestations de son amour pour l'homme, sur les fins dernières. Ces considérations pieuses réveillaient sa foi, réchauffaient son cœur, affermissaient sa volonté dans le bien. Le texte de l'Évangile lui servait habituellement de sujet d'oraison. Il en faisait ses délices et le savait par cœur; l'*Imitation de Jésus-Christ,* le nourrissait de saintes et sublimes pensées, non seulement à la maison, mais dans ses voyages, car il en avait fait son compagnon inséparable. On a retrouvé l'exemplaire que lui avait donné un ami dévoué le 24 septembre 1860, jour de la prise de Guayaquil, et dont il se servit jusqu'à sa mort. Il est facile de voir à l'état de ce petit volume, à la couleur de ses pages, que le possesseur en avait fait son *vade mecum.* Sainte Thérèse, dans le livre de sa *Vie,* pousse cette exclamation : « Oh! si les rois faisaient tous les jours une demi-heure d'oraison, que la face de la terre serait vite renouvelée ! » Peut-être Garcia Moreno fut-il le premier chef d'État qui, depuis sainte Thérèse, réalisa ce vœu de son cœur apostolique : aussi doit-on le compter comme le premier chef d'État qui, depuis 1789, ait changé la face de son pays.

Ainsi cultivée et développée par l'étude et la méditation, la foi ne reste pas inactive. Elle se révéla bientôt dans l'âme de Garcia Moreno par des actes que le grand pape Benoît XIV déclare héroïques, tels que « le sentiment profond de la grandeur de Dieu, le mépris des biens terrestres, le courage au sein des tribu-

lations, la constance dans les œuvres entreprises, la confession publique et courageuse de ses croyances, et la pratique ponctuelle et joyeuse des devoirs que la foi nous prescrit ».

Garcia Moreno avait conçu de l'être et des attributs de Dieu une idée si grande, qu'à toutes les objections, difficultés, impossibilités, il répondait invariablement par son mot favori : « Dieu ne meurt pas, » comme s'il voulait dire : « Dieu est, et cela suffit : Qu'y a-t-il d'impossible à Dieu? » Il considérait Dieu comme l'océan de tous les biens ; aussi n'en parlait-il qu'avec l'effusion d'un cœur pénétré de la plus vive reconnaissance, non seulement dans l'intimité, mais dans les assemblées officielles. Quel chef d'État a jamais inséré dans un message aux chambres un paragraphe comme celui-ci : « Parmi les grands bienfaits dont Dieu, dans son inépuisable miséricorde, comble notre république, je compte celui de nous voir encore une fois réunis sous sa protection tutélaire, à l'ombre de la paix qu'il nous conserve et dont nous jouissons, nous qui ne sommes rien, qui ne pouvons rien, et qui trop souvent ne savons reconnaître sa paternelle bonté que par nos coupables et monstrueuses ingratitudes. » C'est en s'excusant qu'il parle des actes de son administration, comme s'il ravissait à Dieu l'honneur qui lui revient de droit. « Si j'entre dans ces détails, dit-il, ce n'est pas pour ma gloire, mais pour la gloire de Celui à qui nous devons tout et que nous adorons comme notre Rédempteur, notre Père, notre Sauveur et notre Dieu. » Qu'il y a loin du Dieu vivant proclamé par Garcia Moreno, à cette froide et impersonnelle « Providence » dont nos souverains laïques daignent encore, quand ils ne sont pas absolument athées, décorer leurs tristes discours!

Cette grande idée de Dieu lui inspirait des sentiments

de vénération pour les prêtres, ministres de Dieu sur la terre. Un pauvre capucin, de passage à Quito, étant allé lui rendre visite, l'aborda, le sombrero à la main. « Couvrez-vous, mon père, lui dit Garcia Moreno, en se découvrant lui-même. — Un pauvre religieux ne peut se couvrir en présence du président de la République. — Père, lui dit le président en lui mettant le sombrero sur la tête, qu'est-ce donc qu'un chef de l'Équateur en présence d'un prêtre du Très-Haut ? » Et il écouta avec un profond respect l'humble enfant de saint François.

De cette haute estime de Dieu et des choses divines naissait dans son âme un vrai mépris pour les choses terrestres et périssables. De là son désintéressement absolu et son bonheur à jeter l'or et l'argent dans le sein des pauvres, des malades, des veuves et des orphelins. Cette monnaie que la cupidité amasse pour s'approprier la terre, la foi lui disait de l'employer à gagner le ciel. De là aussi sa patience dans les tribulations qui firent de sa vie une longue et dure passion. Jamais on n'entendit sortir une plainte de ses lèvres. Aux attaques, aux calomnies, aux persécutions, aux eomplots meurtriers, il répondait par un acte d'abandon entre les mains de Dieu. « L'injure, disait-il à ses amis, c'est mon salaire. Si mes ennemis me poursuivaient à l'occasion d'un acte criminel dont je me fusse rendu coupable, je leur demanderais pardon et tâcherais de m'amender. Mais ils me haïssent à cause de l'amour que je porte à ma patrie ; parce que je veux lui conserver son trésor le plus précieux, la foi ; parce que je suis et me montre en toute circonstance le fils soumis de la sainte Église. A ces hommes de haine, je n'ai rien à répondre, sinon : « Dieu ne meurt pas ! »

Quant aux autres caractères signalés par Benoît XIV, comme la profession publique des croyances et la pra-

tique des devoirs imposés par la foi, on les trouve réunis au plus haut degré dans tous les actes de la vie privée et publique de Garcia Moreno. Les libéraux lui reprochaient même ses actes de piété extérieure, qu'ils qualifiaient d'hypocrisie. Il répondit avec sa logique ordinaire que « l'hypocrisie consiste à agir autrement qu'on ne pense. Les vrais hypocrites sont donc les libéraux qui ont la foi mais qui, par respect humain, n'osent la réduire en pratique. » Cette lâcheté l'inquiétait pour son pays et le portait à multiplier les démonstrations extérieures de foi et de piété. « Le peuple de l'Équateur est profondément religieux, disait-il; je ne puis le représenter dignement sans protéger et défendre le catholicisme. Mais, malgré sa foi, je crains qu'il ne souffre de la maladie endémique de ce siècle, je veux dire la faiblesse de caractère. Une persécution violente, je le dis en tremblant, ne ferait point parmi nous beaucoup de martyrs. Il faut absolument relever le courage de nos Équatoriens. »

Bien loin de compter parmi ces catholiques qui professent ouvertement leur foi, tout en s'inquiétant assez peu de ses prescriptions, Garcia Moreno, comme nous l'avons vu, remplissait tous les devoirs du chrétien avec la fidélité la plus exemplaire, allant même au delà du simple commandement. Sa foi lui inspira le zèle de la loi. Une infraction grave aux commandements de Dieu ou de l'Église, un scandale public, le jetaient dans une profonde tristesse. Un jour qu'on lui rapportait un cas d'immoralité notoire : « Vous me faites plus de mal, s'écria-t-il, que si vous m'annonciez une éruption du Cotopaxi ! »

Cette foi pratique, il ne crut pas devoir s'en dépouiller sur les marches du fauteuil présidentiel. Catholique en tant qu'individu, il voulut l'être encore comme chef de l'État. De là le concordat, la constitution catholique de

1869, l'épuration des codes, la lutte sans trêve ni merci contre les factions révolutionnaires, et finalement la restauration complète du règne de Dieu par son Église. Il ne manquait pas d'hommes à l'Équateur pour trouver que le président avait la foi trop pratique. Les uns prétendaient qu'on peut être bon catholique en séparant l'Église de l'État, pour laisser à chacun la liberté de pratiquer la religion de son choix; les autres, plus théologiens, acceptaient spéculativement les thèses orthodoxes sur la religion d'État, mais soutenaient que, dans l'hypothèse du monde moderne, plus attaché à la Déclaration des droits de l'homme qu'aux préceptes du Décalogue, une constitution chrétienne de l'État ne pourrait fonctionner sans occasionner une guerre civile, et partant le libéralisme d'État est un mal qu'il faut tolérer pour éviter un mal plus grave. Garcia Moreno répondait aux premiers adversaires qu'admettre en principe la séparation de l'Église et de l'État, c'est nier le droit du Christ sur les peuples et renoncer par le fait même à la foi catholique; aux seconds, que reconnaître des thèses et les déclarer absolument inapplicables, c'est ressembler à ces catholiques qui acceptent en principe les commandements de Dieu, mais se dispensent de les mettre en pratique pour ne pas faire violence à l'ennemi, c'est-à-dire à la nature rebelle. De même que la foi sans les œuvres ne sauve pas le chrétien, ajoutait-il, les thèses sociales ne sauveront pas le monde de l'anarchie si on ne tente pas même de les appliquer. Sans doute les difficultés sont grandes, mais sont-elles insurmontables? Ce chrétien d'un autre âge croyait qu'avec plus de foi dans les principes sauveurs et plus de force dans l'âme, les catholiques triompheraient encore de la Révolution, en Europe comme en Amérique. Voilà le sens de cette parole que nous avons rapportée : « S'il y avait en France un homme d'éner-

gie, bientôt elle reprendrait son rôle de fille aînée de l'Église ! » Avec la foi et le courage de Garcia Moreno, Napoléon Ier en 1800, et Napoléon III en 1850, eussent refait l'œuvre de Charlemagne.

De cette foi vive et active procèdent, comme de leur racine, deux autres vertus qui soutiennent l'âme dans son essor vers Dieu : l'espérance se jette à ses pieds pour implorer son secours, la charité se jette dans son cœur pour se donner généreusement à lui. Toutes les deux se manifestèrent en Garcia Moreno par les sentiments et les actes de la piété la plus fervente.

L'homme inflexible devant les tyrans, fléchissait le genou devant Dieu avec la simplicité d'un enfant. Il avait passé ses jeunes années, nous l'avons vu, dans la piété la plus tendre, avec la pensée de se consacrer au service des autels. Pendant ses vacances, qu'il prenait alors à Monte-Christi, chez son frère, curé de cette ville, on ne le voyait guère qu'à l'église où il priait avec ferveur. Le reste du temps, il le passait dans sa chambre à étudier. Si les premiers orages de sa vie publique ralentirent un peu les élans de son cœur vers Dieu, nous avons dit comment il se retrempa dans les épreuves de l'exil. Depuis lors, il ne cessa de progresser dans la vie spirituelle. Ses résolutions, que nous trouvons écrites de sa main sur la dernière page de son *Imitation*, donneront une idée de sa vie intime avec Dieu.

« Tous les matins je ferai l'oraison, et je demanderai particulièrement la vertu d'humilité. Chaque jour j'assisterai à la messe, je réciterai le rosaire, et lirai, outre un chapitre de l'*Imitation*, ce règlement et les instructions y annexées.

« Je prendrai soin de me conserver le plus possible dans la présence de Dieu, surtout dans les conversations afin de ne pas excéder en paroles. J'offrirai souvent

mon cœur à Dieu, principalement avant de commencer mes actions.

« Je dirai à chaque heure : Je suis pire qu'un démon et l'enfer devrait être ma demeure. J'ajouterai dans les tentations : que penserai-je de tout cela à l'heure de mon agonie ?

« Dans ma chambre, ne jamais prier assis quand je puis le faire debout. Faire des actes d'humilité, baiser la terre, par exemple, désirer toutes sortes d'humiliations, prenant soin toutefois de ne pas les mériter ; me réjouir quand on censurera ma personne ou mes actes. Ne jamais parler de moi, si ce n'est pour avouer mes défauts ou mes fautes.

« Faire effort, par un regard sur Jésus et Marie, pour contenir mon impatience, et contrarier mon inclination naturelle ; être aimable, même avec les importuns ; ne jamais parler mal de mes ennemis.

« Tous les matins, avant de me livrer à mes occupations, j'écrirai ce que je dois faire, attentif à bien distribuer le temps, à ne m'adonner qu'à des travaux utiles, à les continuer d'une manière persévérante. J'observerai scrupuleusement les lois et n'aurai d'autre intention dans tous mes actes que la plus grande gloire de Dieu.

« Je ferai l'examen particulier deux fois chaque jour sur l'exercice des vertus, et mon examen général le soir. Je me confesserai chaque semaine.

« J'éviterai les familiarités, même les plus innocentes, comme le demande la prudence. Je ne passerai pas plus d'une heure au jeu, et d'ordinaire jamais avant huit heures du soir. »

Ce règlement de vie met à nu l'âme de Garcia Moreno. Ceux qui l'ont vu de près racontent avec quelle conscience, quel scrupule même, il en exécutait les différentes dispositions. Aucun des exercices de piété

n'était omis : dans les camps, dans les voyages, il s'agenouillait quelque part dans un *tambo* perdu au milieu des bois, et récitait le chapelet avec son aide de camp et les personnes présentes. Fallût-il faire un long détour, il trouvait moyen d'assister à une messe le dimanche, et souvent la servait lui-même en place de l'indien chargé de cet office. A cheval quelquefois durant un jour et une nuit, il arrivait dans la capitale brisé de fatigue, et néanmoins assistait à la messe avant de rentrer chez lui.

Un professeur allemand de l'École polytechnique qui avait eu l'occasion de connaître dans l'intimité le président, et même de lui rendre visite dans l'hacienda où il prenait de temps en temps quelques jours de repos ne peut s'empêcher d'exprimer son admiration au souvenir de ses vertus. « Il m'a toujours édifié, écrit-il, par sa bonté, son amabilité charmante tout en restant sérieuse, et surtout par sa profonde piété. Le matin, à l'heure de la messe, il se rendait à sa chapelle, préparait lui-même les ornements, et servait la messe en présence de sa famille et des habitants du village. Si vous aviez pu le voir avec sa haute stature, ses traits vigoureusement accusés, ses cheveux blanchis, son maintien militaire ; si vous aviez pu lire comme nous sur ses traits la crainte de Dieu, la foi vive, la piété ardente dont son cœur était pénétré, vous comprendriez le respect qui s'imposait à tous en présence de cet homme de Dieu[1]. »

Le même spectacle édifiant se renouvelait le soir. Entouré de sa famille, de ses serviteurs, de ses aides de camp, le président récitait la prière, à laquelle s'ajou-

[1] *Don Gabriel Garcia Moreno, Adolf von Berlichingen, S. J.* Nous avons, dans ce chapitre et le précédent, emprunté plusieurs traits à cette notice allemande, et quelques autres à la *Republica del Sagrado Corazon de Jesus*, publiée à l'Équateur.

tait une pieuse lecture qu'il commentait souvent en exprimant les sentiments d'amour et de confiance en Dieu dont son cœur était rempli. Les dimanches et jours de fête, il fallait l'entendre expliquer le catéchisme à ses domestiques, et voir avec quel religieux respect il assistait aux offices accompagné de sa femme et de son fils. Aux grandes solennités, il se rendait officiellement à l'église métropolitaine, entouré de ses ministres et de tous les dignitaires civils et militaires. On admirait sa tenue noble et digne, son recueillement, son attention pieuse et soutenue. Du reste, il exigeait de tous le même respect pour les cérémonies saintes; personne n'eût manqué au devoir, même aux simples convenances, sans s'attirer des observations sérieuses. Partout et toujours dans les démonstrations religieuses on le trouvait au premier rang. A l'occasion d'un jubilé, comme il était requis d'assister à trois processions pour gagner l'indulgence, on lui fit observer qu'en raison de ses grandes occupations il pouvait légitimement demander une commutation d'œuvres. « Dieu m'en garde! répondit-il, je ne suis qu'un chrétien comme les autres. » Et il assista aux trois processions, entre sa femme et son fils, tête nue et sans parasol, malgré les ardeurs d'un soleil brûlant. Il fit un jour à peu près la même réponse au supérieur d'un ordre religieux qui, pour lui épargner chaque semaine un quart d'heure de chemin, s'offrit de lui envoyer son confesseur : « Mon père, lui dit-il, c'est au pécheur d'aller trouver son juge, et non au juge de courir après le pécheur. »

Sa piété, faite de confiance et d'amour, le portait vers toutes les dévotions autorisées par l'Église, et en premier lieu vers le Saint-Sacrement, l'objet privilégié de son culte. Il lui rendait de fréquentes visites, restant prosterné devant l'autel dans un sentiment de profonde adoration. Son bonheur était de pouvoir faire la com-

munion chaque dimanche, et même dans la semaine quand se présentait un jour de fête. Portait-on le saint viatique à un moribond, le président se faisait un honneur d'escorter son Dieu, un flambeau à la main, au milieu de son peuple. Quand revenaient les processions de la Fête-Dieu, on voyait le chef de l'État, revêtu du costume de général en chef, portant toutes ses décorations, saisir le gonfalon et marcher devant le dais, comme le serviteur qui annonce son maître. Les autres officiers se cédaient les uns aux autres les cordons du dais, ou cherchaient un peu d'ombre en longeant les murs : le président tenait bon pendant toute la durée de la procession, gardant le milieu de la rue sans s'inquiéter du soleil, afin de ne pas s'éloigner du Saint-Sacrement. On le supplia un jour de se couvrir pour ne pas s'exposer au danger d'une insolation, mais il protesta qu'il ne se couvrirait pas devant son Dieu.

Il connaissait trop bien la doctrine de l'Église sur la dévotion à la sainte Vierge, pour séparer dans son affection le Fils de la Mère. Nous avons dit comment, après la prise de Guayaquil, il lui attribua tout l'honneur de la victoire. Le 24 septembre, fête de N.-D. de la Merci, anniversaire de cette mémorable victoire, resta le jour de la grande fête patronale. Il professait une confiance sans bornes dans l'intercession de Marie : aussi portait-il avec piété sa médaille, ses scapulaires, et le chapelet, qu'il récitait tous les jours avec une fidélité inviolable. Afin d'appartenir plus particulièrement à celle qu'il appelait sa bonne mère du ciel, il résolut d'entrer dans la congrégation que les jésuites avaient établie dans la capitale. Elle se divisait en deux sections, l'une composée de personnes de distinction, l'autre d'ouvriers. Comme il se trouvait dans la première un certain nombre d'adversaires politiques que sa présence aurait pu indisposer, il s'adressa au directeur de la section ou-

vrière pour s'y faire agréger. Sur l'observation que sa place était plutôt dans l'autre réunion : « Vous vous trompez, répondit-il, ma place est au milieu du peuple. » Depuis ce temps, il assista régulièrement aux assemblées, aux communions générales, et autres exercices de la congrégation, heureux et fier de porter la médaille de Marie au milieu de ses chers ouvriers, fiers eux-mêmes de compter au milieu d'eux le président de la république.

Docile aux instructions et recommandations de la sainte Église, il mit aussi sa confiance dans le grand patriarche saint Joseph. Quand Pie IX le proclama solennellement patron et protecteur de l'Église universelle, le décret portait cette clause que la fête de saint Joseph serait élevée à la dignité de fête d'obligation partout où les souverains en feraient la demande. Mais les souverains, toujours prêts à supprimer les fêtes de l'Église par des raisons prétendûment économiques tout en multipliant les fêtes profanes par des raisons politiques, restèrent sourds aux invitations du souverain pontife. Garcia Moreno, au contraire, ne consultant que sa foi et sa piété, sur l'avis conforme des évêques, présenta sa supplique au pape, et la fête de saint Joseph, désormais jour férié, se célébra dans tout l'Équateur avec la plus grande solennité.

A côté de la sainte famille, chère à tout cœur chrétien, l'Équateur vénère sa sainte particulière, la B. Marianne de Jésus native du pays et surnommée *le lys de Quito* à cause de sa pureté virginale. On la regarde comme la protectrice de la cité, qu'elle a plusieurs fois sauvée de la destruction par de vrais prodiges. Le peuple aime à la prier, et les jeunes filles portent encore volontiers son costume pour se rendre à l'église. Plein de confiance dans l'intercession de la B. Marianne, Garcia Moreno souffrait de voir son culte sans honneur, et ses

reliques presque oubliées dans la pauvre chapelle du couvent qui avait appartenu autrefois aux jésuites. Durant sa première présidence, il consacra une partie de son traitement à l'embellissement de ce sanctuaire, qu'il couronna d'une flèche superbe. En 1865, les reliques vénérées furent transférées avec grande pompe, aux applaudissements de tout le peuple, dans cette splendide demeure. Plus tard, voulant associer le pays à son œuvre, le président fit voter par le congrès les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une châsse magnifique, dans laquelle on déposa les restes de la Bienheureuse.

A toutes ces preuves de piété et d'amour, le président ajouta, en 1873, un acte grandiose qui suffirait pour immortaliser sa mémoire et perpétuer le règne de Dieu dans son pays. Garcia Moreno avait toujours montré une grande dévotion au Sacré-Cœur de Jésus. Or, un ami lui dit un jour, dans une conversation intime, « qu'en sa qualité de magistrat catholique, il aurait dû interpréter la foi de son peuple et consacrer l'Équateur, par un décret officiel, au Sacré-Cœur de Jésus. Grâce à la haute piété de l'homme qui régit ses destinées, disait cet ami, l'Équateur forme une heureuse exception au milieu de tant de peuples qui se meurent de naturalisme, mais cet homme est mortel, un assassin peut le frapper dans l'ombre, et alors qui soutiendra les droits de Dieu, qui empêchera l'Équateur de sombrer dans le gouffre béant? Laissez-nous sous la protection du Cœur de Jésus, donnez-vous la grande fête nationale, et les salves qui chaque année salueront son aurore étoufferont les bruits de l'impiété. »

Le président répondit « qu'il était de son devoir de conserver, fût-ce au prix de sa vie, le dépôt de la foi dans son pays : aussi ne reculerait-il pour obtenir ce résultat devant aucune considération; mais pour offrir

et consacrer l'Équateur au Dieu de toute sainteté, avait-on suffisamment moralisé les masses, purifié le foyer domestique, restauré la justice, ramené la paix dans les familles, la concorde parmi les citoyens, la ferveur dans le temple? L'Équateur a la foi, mais il faudrait lancer dans tous ses coins et recoins cinquante missionnaires au zèle ardent pour convertir les pécheurs et laver les âmes dans le sang divin : alors, ajoutait-il, nous présenterions au Sacré-Cœur une offrande moins indigne de lui. »

« La perfection, répliqua l'interlocuteur, s'acquiert avec le secours de la grâce, et Dieu récompenserait par des grâces de choix le peuple qui donnerait au monde un témoignage solennel de sa foi, en réparation de l'apostasie générale des gouvernements. » Garcia Moreno en convint volontiers, mais il observa qu'avant de procéder à un acte de cette nature, il devait consulter les pasteurs de l'Église et les âmes pieuses : « Je suis enfant de l'Église, dit-il, je dois me soumettre à son divin magistère ; je respecte aussi profondément les âmes pieuses, dont le jugement est d'autant plus sûr qu'elles s'approchent plus près de Dieu dans l'oraison[1]. »

Le troisième concile de Quito coïncidait avec la réunion du congrès. Le président manifesta aux évêques réunis le projet qu'il avait formé de consacrer l'Équateur au Sacré-Cœur de Jésus, projet que les évêques accueillirent avec enthousiasme et transformèrent, sur l'invitation de Garcia Moreno, en décret conciliaire. Ce décret, rendu le 13 avril 1873, porte « que le plus grand bien d'un peuple, c'est de conserver intacte la foi catholique, apostolique et romaine; que ce bien dépend, non de nos mérites, mais de la miséricorde de Dieu ; que la nation l'obtiendra, si elle se jette avec humilité

[1] *Republica del Sagrado Corazon*, n. 10.

dans le Cœur de Jésus. En conséquence, le concile de Quito offre et consacre solennellement la République au Sacré-Cœur, le suppliant d'être son protecteur, son guide et son défenseur, afin que jamais elle ne s'écarte de la foi catholique, apostolique et romaine, et que les habitants de l'Équateur, conformant leur vie à cette foi, y trouvent le bonheur dans le temps et dans l'éternité. »

Garcia Moreno invita les chambres à rendre un décret conforme, afin d'unir l'État à l'Église dans cet acte solennel. Ce décret d'un parlement au XIXe siècle est trop curieux pour que nous ne le donnions pas dans sa teneur :

« Considérant que le troisième concile de Quito a, par un décret spécial, consacré la République au Sacré-Cœur de Jésus, la plaçant sous sa défense et protection; qu'il convient aux représentants de la nation de s'associer à un acte de tout point conforme à ses sentiments hautement catholiques; que cet acte, le plus efficace pour conserver la foi, est encore le meilleur moyen d'assurer le progrès et la prospérité de l'État; le congrès décrète que la République, désormais consacrée au Cœur de Jésus, l'adopte pour son patron et protecteur. La fête du Sacré-Cœur, fête civile de première classe, se célèbrera dans toutes les cathédrales avec la plus grande solennité possible. De plus, pour exciter le zèle et la piété des fidèles, on érigera dans chaque cathédrale un autel au Sacré-Cœur, sur lequel sera placée, aux frais de l'État, une pierre commémorative relatant le présent décret. »

Le congrès donna la preuve de la grande foi qui animait tous ses membres, en votant cet acte à l'unanimité et sans discussion. Quelque temps après, le même jour, à la même heure, dans toutes les églises de la République, eut lieu la cérémonie solennelle. Le président en grand uniforme, se rendit à la cathédrale, en-

touré de toutes les autorités civiles et militaires. Après que l'archevêque eut prononcé l'acte de consécration au nom de l'Église, Garcia Moreno répéta la formule au nom de l'État. Jamais les fidèles n'avaient assisté à un spectacle plus émouvant, et l'on peut dire peut-être que jamais Dieu du haut du ciel n'en contempla de plus beau depuis le temps de Charlemagne et de saint Louis. Espérons qu'il ne permettra point aux méchants de laïciser la République du Sacré-Cœur.

Sous l'impression de l'enthousiasme excité par cette grande démonstration de foi, quelques membres du congrès conçurent l'idée d'élever dans la capitale un temple au Sacré-Cœur, afin de laisser à la postérité un souvenir plus monumental qu'une tablette de marbre. D'autres émirent un avis contraire, alléguant la raison d'économie et le danger d'éclipser trop par ces magnificences le culte de N.-D. de la Merci, patronne de la République. On porta le différend au tribunal de Garcia Moreno qui se prononça comme toujours, pour le projet favorable à l'honneur du Christ. « Vous voulez donc destituer N.-D. de la Merci? » lui dit un de ses ministres. — « Pensez-vous qu'elle soit jalouse de son Fils ? » répliqua le président. Néanmoins le congrès recula devant l'érection d'un temple au Sacré-Cœur. Il fallut dix ans de nouvelles luttes et de nouvelles victoires pour décider un nouveau congrès à glorifier par un vote unanime l'idée de Garcia Moreno.

Terminons ce chapitre en rappelant que les mêmes vertus chrétiennes, foi, espérance, charité, produisent dans les âmes, selon leur trempe particulière, l'esprit propre qui les caractérise. Elles créèrent en Garcia Moreno l'esprit apostolique, esprit du Christ et des vaillants héros qui lui conquirent le monde, esprit admirablement résumé dans ce cri du *Pater :* « Que votre règne arrive! » Le règne de Dieu dans les âmes : voilà bien

l'idée fixe de Garcia Moreno, l'ambition de son noble cœur, le mobile de ses actes publics et privés. Prêtre, Garcia Moreno eût été un Xavier : chef d'État, il voulut au moins frayer la voie à l'Église, à ses prêtres, à ses missionnaires, en abattant les obstacles que la Révolution avait amoncelés sur leur passage, et par sa piété, ses exemples, ses paroles, entraîner les masses vers Dieu. Ce feu de la charité le dévorait tellement qu'il ne pouvait le cacher ni le laisser inactif, même au milieu des paysans de la campagne. « Quand le président venait parmi nous pour y vivre en simple particulier, racontaient de pauvres laboureurs, il ne nous épargnait ni les châtiments ni les corrections ; mais aussi c'était un vrai saint : il nous donnait de gros salaires et de magnifiques récompenses; il récitait avec nous la doctrine chrétienne et le rosaire, nous expliquait l'Évangile, nous faisait entendre la messe et nous préparait tous à la confession et à la communion. La paix et l'abondance régnaient alors dans nos campagnes, parce que la seule présence de l'excellent *Caballero*[1] en éloignait tous les vices. » Se trouvant un jour au milieu d'ouvriers irlandais qu'il avait fait venir des États-Unis pour établir une scierie mécanique, il examina leur travail ; puis, après un repas champêtre servi à ses frais il interrogea les convives sur les habitudes religieuses de leur pays et finalement leur demanda s'ils savaient des cantiques à la sainte Vierge. Les bons irlandais se mirent à chanter avec entrain. « On aime bien la sainte Vierge dans votre pays? » demanda le président. — « Oh! nous l'aimons de tout notre cœur. » — « Eh bien mes enfants, mettons-nous à genoux et récitons le chapelet pour que vous persévériez à aimer et à servir Dieu. » Et tous ensemble, agenouillés près du président, les lar-

[1] Chevalier.

mes dans les yeux, récitèrent pieusement le chapelet.

Son zèle lui suggérait les moyens les plus ingénieux pour gagner une âme à Jésus-Christ. Il avait à Quito un ami dont il estimait le caractère, les bonnes qualités et aussi les précieux services, car il lui fournissait souvent les capitaux dont il avait besoin pour ses grandes entreprises. Cet ami allait à la messe, soulageait les pauvres, assistait même aux exercices spirituels, mais, par suite d'une longue habitude, restait éloigné des sacrements. Garcia Moreno lui reprochait cette inconséquence, sans jamais obtenir autre chose que de vagues promesses pour l'avenir. Or, c'est la coutume à Quito qu'à la fin du mois de Marie, les fidèles offrent à la sainte Vierge, en guise de fleurs, leurs résolutions écrites. Vers la fin du mois, Garcia Moreno demanda un jour à son ami s'il avait offert à Marie son bouquet de fleurs. Celui-ci comprit l'allusion et voulut s'esquiver : « Attendez donc, reprit-il, je lui ai présenté, moi, un riche bouquet, et, comme toujours il faudra que vous en fassiez la dépense. — Vous savez que ma bourse vous est toujours ouverte, lui répondit son interlocuteur, croyant qu'il s'agissait d'une nouvelle avance d'argent pour un don que le président voulait faire. — Je puis compter sur vous ? — Certainement. — Eh bien, j'ai promis à la sainte Vierge que vous communieriez le dernier jour de son mois ; vous voyez que sans vous je ne puis offrir mon bouquet. » Le pauvre ami, assez embarrassé, lui dit que le président avait des idées singulières, et qu'une action de cette importance demandait une grande préparation. « Aussi vous ai-je prévenu à l'avance, » répliqua Garcia Moreno. Touché de cette sollicitude pour son âme, le retardataire s'enferma durant quelques jours dans une solitude complète et, quand vint la clôture du mois de Marie, on le vit à la sainte table à côté du président, ce qui mit la joie dans tous les cœurs.

En ces circonstances, la grande âme de Garcia Moreno tressaillait de bonheur. On eût dit le père de l'enfant prodigue retrouvant son fils. Il en était de même toutes les fois que les feuilles publiques annonçaient un progrès quelconque de la religion dans le monde. « Gloire à Dieu et à l'Église, écrivait-il en 1874, pour les nombreuses conversions qui s'opèrent parmi nos frères dissidents, spécialement celles de lord Ripon, de lord Grey, et de S. M. la reine-mère de Bavière. De tels exemples ne peuvent manquer d'exercer une grande influence sur tous les protestants au cœur droit. »

Et maintenant que nous avons montré à nos lecteurs l'intérieur de Garcia Moreno. si quelqu'un lui prête une autre intention que celle de glorifier Dieu, nous pouvons lui répondre qu'il ne connaît rien au cœur de l'homme. Ses actes, il faut les juger, non des bas-fonds où s'agitent les passions politiques, mais du point de vue où ce grand chrétien s'est placé lui-même avant d'agir, c'est-à-dire des hauteurs de la foi et de la charité.

CHAPITRE XI

L'ÉVÊQUE DU DEHORS

Malgré les grands actes de vertu dont se compose la vie de Garcia Moreno, son âme chrétienne ne se serait peut-être jamais manifestée dans tout son éclat sans l'évènement douloureux qui stupéfia le monde catholique durant sa seconde présidence, je veux dire l'envahissement de Rome par les troupes du roi Victor-Emmanuel de Savoie. Comme l'intervention de notre héros dans cette question du pouvoir temporel a contribué plus qu'aucun de ses actes à le mettre en relief aux yeux de l'Europe et à le désigner aux colères de la franc-maçonnerie cosmopolite, il convient de raconter en détail ce glorieux épisode de son histoire.

Depuis un siècle, les sociétés secrètes travaillaient sans relâche à jeter bas la puissance temporelle des papes. Sous l'inspiration de Satan, leur maître, elles avaient compris qu'une Église dépouillée de toute propriété ne peut être qu'esclave ou martyre. De là, la confiscation des biens ecclésiastiques, et surtout la guerre à ce pouvoir temporel qui assure au vicaire du Christ indépendance et liberté. La Révolution de 1789 détrône Pie VI ; la « Révolution à cheval » de 1804 emprisonne Pie VII; le carbonarisme tente plusieurs fois d'abattre Grégoire XVI et réussit à renverser Pie IX. Seulement à chaque nouveau triomphe des bandes révolutionnaires, il apparaissait toujours un roi ou un

congrès de rois pour relever le trône pontifical. Voulant en finir, la franc-maçonnerie enrôla les chefs d'État parmi les complices de ses brigandages : Victor Emmanuel, roi de Piémont, et Napoléon III, empereur des Français, entrèrent dans ses complots. Dès lors commença cette longue série de trahisons, ce long baiser de Judas, qui aboutit au crime de 1870.

Pour colorer l'infâme guet-apens qu'ils méditaient, les conjurés imaginèrent d'en rendre « le pape responsable aux yeux du monde ». Le roi de Piémont parla de réformes nécessaires à Rome; Napoléon, dans un document célèbre[1], précisa les abus existants et réclama de Pie IX, encore à Gaëte, « une amnistie générale pour les insurgés, la sécularisation de l'administration, l'adoption du code-Napoléon, l'établissement d'un gouvernement libéral ». Il savait à quoi s'en tenir sur les mérites des gouvernements libéraux, lui qui préparait alors le coup d'État du 2 décembre et l'Empire; mais il jouait son rôle en fomentant de nouvelles émeutes contre ce gouvernement pontifical qu'il venait, un peu malgré lui, de restaurer. Quelques années plus tard, au lendemain de la guerre de Crimée, la France, le Piémont et l'Angleterre, réunis au congrès de Paris, oubliaient la question d'Orient pour remettre de nouveau sur le tapis les abus du gouvernement pontifical, le plus doux, le plus paternel, le plus économique des gouvernements de l'Europe, alors que cette même France, aidée de l'Angleterre et du Piémont, venait « de dépenser deux milliards, soixante-huit officiers supérieurs, trois cent cinquante jeunes gens, la fleur de nos grandes familles, et deux cent mille Français, pour soutenir le grand Turc, l'homme, ou plutôt l'être qui, entouré de ses huit cents femmes légitimes, ses trente-

[1] Lettre à Edgard Ney.

six sultanes, et ses sept cent cinquante femmes de harem, mange dans une auge d'or deux cent cinquante millions prélevés sur les sueurs des chrétiens[1] ». Quand on revient de combattre pour perpétuer et consolider en Europe la sentine musulmane, ne faut-il pas avoir un front d'airain ou plutôt de franc-maçon, pour oser dénoncer les abus de la Rome pontificale ?

L'opinion suffisamment préparée, les deux complices entrèrent en campagne. La guerre d'Italie fournit à Victor-Emmanuel l'occasion de mettre la main sur les Romagnes, en échange de la Savoie et du comté de Nice dont il fit la part de son compère. Puis, sous prétexte d'arrêter Garibaldi, son précurseur patenté, le roi de Piémont envahit avec cinquante mille hommes les Marches et l'Ombrie, pour assassiner à Castelfidardo la petite troupe pontificale, commandée par La Moricière. L'armée française assiste à cet égorgement, l'arme au bras, se retire devant les troupes piémontaises qui s'emparent de la campagne romaine, et finalement, sur l'ordre de Napoléon, abandonne Rome à l'excommunié. Par la brèche de la Porta-Pia, celui-ci pénètre dans la vieille cité des papes et s'installe cyniquement, aux applaudissements de la Révolution, dans le palais du Quirinal.

On reste stupéfait devant cette violation du droit des gens, mais plus encore peut-être devant la honteuse attitude des puissances européennes qui l'ont encouragée ou tout au moins tolérée. Durant les dix années que Victor-Emmanuel consacra, lui et son comparse Garibaldi, à l'*annexion* successive des provinces pontificales, les souverains promulguèrent le nouveau principe de *non-intervention,* en vertu duquel le fort a droit d'écraser le faible sans qu'il soit permis à qui que ce

[1] Paroles de Mgr Pie dans un entretien avec l'empereur Napoléon. *Histoire du cardinal Pie,* par Mgr Baunard, tome I, p. 666.

soit de s'interposer entre eux. Au reste, avant l'arrivée à Rome du roi de Piémont, les gouvernements d'Europe l'avaient déjà reconnu comme roi d'Italie. Pendant que ses canons battaient en brèche les murailles de la Ville éternelle, Pie IX, s'adressant aux membres du corps diplomatique rassemblés dans ses appartements, leur dit avec tristesse : « Messieurs, je voudrais pouvoir vous dire que je compte sur vous et que quelqu'un d'entre vous aura, comme jadis, l'honneur de tirer l'Église de ses tribulations. Les temps sont changés, le pauvre vieux pape ne compte plus sur personne ici-bas ; mais l'Église est immortelle, Messieurs, ne l'oubliez pas. » Les diplomates, qui connaissaient leurs maîtres, restèrent muets. Néanmoins, le vaillant Pontife, du fond de sa prison, dénonça à tous les potentats et à tout le peuple catholique l'exécrable forfait dont il était victime. Dans son encyclique du 1er novembre, il raconta comment Victor-Emmanuel avait osé lui proposer la cession volontaire des États de l'Église. « Naboth, disait-il avec un de ses prédécesseurs, défendit sa vigne au prix de son sang ; et nous abandonnerions les droits et les possessions de l'Église que nous avons juré de maintenir intacts ! nous sacrifierions la liberté du Siège apostolique, intimement liée à la liberté de l'Église universelle ! » Il ajoutait que, « au mépris de ses protestations, le roi de Piémont avait envahi le lambeau de territoire qui restait encore au pape, dispersé l'armée pontificale, envahi la Ville éternelle, après en avoir abattu les murailles à coups de canon ». Puis, le Vicaire du Christ, en vertu de son autorité toute-puissante, lançait de nouveau l'excommunication contre les auteurs et fauteurs de l'abominable attentat commis contre l'Église de Dieu. En même temps, le cardinal Antonelli, par une circulaire aux représentants du Saint-Siège à l'étranger, protestait au nom des droits politiques

contre l'occupation de Rome, montrant la flagrante injustice dont s'était rendu coupable le roi de Piémont, et la servitude du saint-père désormais à la merci des envahisseurs. Il avertissait néanmoins tous les chefs d'État que « malgré les violences du gouvernement italien et ses efforts pour amener les cabinets européens à ratifier l'invasion des États pontificaux, *chose qui paraissait impossible,* le saint-père fidèle à ses serments et à sa conscience, revendiquerait ses droits par tous les moyens en son pouvoir, et affronterait la prison et la mort plutôt que de trahir son devoir ». Ce qui paraissait impossible en fait de lâcheté, les princes le réalisèrent. Les uns, complices de la Révolution, les autres terrifiés par elle, restèrent muets devant le fait accompli ; et les bourreaux du pape allaient enfin s'applaudir d'avoir tué le droit sans soulever d'autre protestation que les larmes impuissantes des catholiques, quand, par la grâce de Dieu, une voix éclatante, la voix du président de l'Équateur, retentit comme un coup de foudre au sommet des Andes, et vint rappeler à nos rois d'Europe qu'ils peuvent écraser le juste mais que la justice ne meurt pas.

Garcia Moreno avait suivi, scène par scène, la passion de Pie IX. Il avait applaudi aux touchantes mais fermes protestations de l'agneau luttant contre les loups ; la croisade des zouaves pontificaux contre les nouveaux sarrasins l'avait transporté d'admiration. Combien de fois ne lui arriva-t-il pas de s'écrier, en variant un peu le mot de Clovis : « Que ne suis-je à la tête des Francs ! » Mais, s'il lui manquait l'épée de Clovis ou de Charlemagne, le grand cœur de ces héros battait dans sa poitrine. Quand le crime fut consommé, il résolut de pousser au moins le cri du centurion romain, sur le Calvaire: « C'est le Fils de Dieu que vous avez attaché à la croix. » Les révolutionnaires aiguiseront leurs poignards, les

grands rois d'Europe frémiront de colère à la pensée de ce principicule américain qui les dénonce à l'indignation du monde civilisé : qu'importe ? Dieu ne meurt pas. L'encyclique du Pape parut à l'Équateur dans les premiers jours de janvier 1871 ; le 18, on lisait au journal officiel cette énergique protestation, adressée selon la forme constitutionnelle, au ministre de Victor-Emmanuel :

« Le soussigné, ministre des affaires extérieures de la République de l'Équateur, a l'honneur d'adresser la protestation suivante à Son Excellence le ministre des affaires étrangères du roi Victor-Emmanuel, à l'occasion des évènements douloureux survenus depuis septembre dernier dans la capitale du monde catholique.

« L'existence même du catholicisme étant attaquée dans la personne de son auguste chef, le représentant de l'unité catholique, lequel s'est vu dépouiller de son domaine temporel, unique et nécessaire garantie de sa liberté et de son indépendance dans l'exercice de sa mission divine, Votre Excellence reconnaîtra que tout catholique, et à plus forte raison tout gouvernement qui régit une notable portion de catholiques, a non seulement le droit mais le devoir de protester contre cet odieux et sacrilège attentat.

« Cependant, avant d'élever la voix, le gouvernement de l'Équateur attendit la protestation autorisée des états puissants de l'Europe contre l'injuste et violente occupation de Rome, ou, mieux encore, que Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, rendant spontanément hommage à la justice et au caractère sacré du noble Pontife qui gouverne l'Église, restituât au Saint-Siège le territoire dont il l'a dépouillé.

« Mais son attente a été vaine : les rois du vieux continent ont jusqu'ici gardé le silence, et Rome continue à gémir sous l'oppression du roi Victor-Emmanuel.

C'est pourquoi le gouvernement de l'Équateur, malgré sa faiblesse et l'énorme distance qui le sépare du vieux monde, accomplit le devoir de protester, comme il proteste, devant Dieu et devant les hommes, au nom de la justice outragée, au nom surtout du peuple catholique de l'Équateur, contre l'inique invasion de Rome et l'esclavage du Pontife romain, nonobstant les promesses insidieuses toujours répétées et toujours violées, nonobstant les garanties dérisoires d'indépendance au moyen desquelles on entend déguiser l'ignominieux asservissement de l'Église. Il proteste enfin contre les conséquences préjudiciables au Saint-Siège et à l'Église catholique, qui ont déjà résulté ou résulteront encore de cet indigne abus de la force.

« En vous adressant cette protestation par ordre formel de l'Excellentissime président de cette République, le soussigné veut espérer encore que le roi Victor-Emmanuel réparera noblement les déplorables effets d'un moment de vertige, avant que le trône de ses illustres aïeux soit réduit en cendres par le feu vengeur des révolutions [1]. »

Garcia Moreno ne se contenta pas de cette protestation personnelle. Il en envoya copie à tous les gouvernements d'Amérique, les exhortant vivement à réprouver avec lui « la violente et injuste occupation de Rome. » « Une violation si flagrante de la justice contre l'auguste chef de l'Église catholique, disait-il, ne peut être regardée avec indifférence par les gouvernements de la libre Amérique. Si les rois du vieux monde ne lui opposent que le silence, elle doit encourir dans le nouveau l'énergique réprobation des peuples et des gouvernements qui les représentent. »

Hélas! aucun chef d'État, pas plus en Amérique qu'en

[1] *El Nacional*, 18 janvier 1871.

Europe, ne fit écho au grand justicier. Du reste, il ne se faisait aucune illusion sur le résultat de sa démarche : « Je n'espère pas, écrit-il à un ami, que les républiques sœurs répondent à notre invitation de protester contre la sacrilège et mille fois infâme occupation des États pontificaux. Par cette invitation, d'ailleurs, je n'ai eu en vue que d'accomplir mon devoir de catholique et de donner à notre protestation la plus grande publicité possible. La Colombie m'a remis une réponse négative en termes modérés ; Costa-Rica, une réponse également négative en termes insolents ; la Bolivie m'a fait dire avec une grande courtoisie qu'elle prendrait mon projet en considération ; quant au Chili, au Pérou, et aux autres états, ils n'ont pas même daigné m'adresser un accusé de réception. Après tout, qu'importe ? Dieu n'a besoin ni de nous, ni de rien, pour accomplir sa promesse, et il l'accomplira en dépit de l'enfer et de ses satellites francs-maçons qui, par le moyen des gouvernants, sont plus ou moins les maîtres de l'Amérique à l'exception de notre patrie. »

Si les rois et les présidents de république firent la sourde oreille, l'effet de cette protestation fut immense sur les peuples. A l'Équateur, elle provoqua une grande manifestation nationale, à laquelle s'associèrent tous les dignitaires de l'ordre civil, militaire et judiciaire. Dans de magnifiques adresses au délégat apostolique, tout le peuple disait comme les habitants de Quito :

« Nous ne pouvons rien contre ces odieux attentats, mais nous les réprouvons, nous les condamnons de tout notre cœur, et nous demandons au Dieu des nations et des armées d'abréger ces temps de tribulation, en rendant au chef de l'Église sa liberté et son indépendance. »

Après avoir flétri la spoliation, l'adresse du clergé en appelait « aux souverains de cette Europe qu'on appelle

civilisée, à ces puissants qui gouvernent des millions de catholiques dont le bonheur est intimement lié à l'indépendance du chef de l'Église. Comment, disait-elle, le pontife romain peut-il être indépendant et sujet d'un roi, d'un roi qui depuis dix ans opprime l'Église et foule aux pieds ses saintes lois ? Il nous paraît impossible que vous approuviez l'immoral et monstrueux principe que le fort a toujours droit et que l'indépendance des peuples n'est qu'une affaire de coups de canon. Nous voulons croire, avec l'Écriture, que vous êtes assis sur un trône de justice et qu'un éclair de vos yeux dissipera les méchants [1]. » Ainsi, sous la puissante impulsion de son chef, l'Équateur se levait comme un seul homme pour flétrir l'iniquité triomphante et consoler le prisonnier du Vatican.

Le monde catholique applaudit également à la noble protestation du président, dès lors regardé comme un héros. « L'Équateur, disait un journal de Bogota, ne serait rien sans Garcia Moreno, et cet homme illustre, malgré son génie, ne serait rien lui-même sans son intrépide défense de l'Église romaine. Honneur et gloire à celui qui a osé dire : un peuple catholique ne peut renier socialement Jésus-Christ. En le voyant protester officiellement contre la plus grande injustice des temps modernes, l'usurpation sacrilège des États pontificaux, quelques-uns riaient de cet acte ; mais bientôt sa voix retentissait dans le monde entier, éveillant partout des échos assez puissants pour faire trembler les spoliateurs. Cet homme a sauvé l'honneur de notre siècle ; et, dans le nimbe de gloire qui le couronne, on oublie la faiblesse de la nation qui a pris pour elle de parler pour toutes [2]. » Un journal espagnol, *La Cruz*, fit ressortir

[1] *Proverbes*, II, 8.

[2] *El Tradicionista*, cité par *El Nacional*, 18 novembre 1873.

l'acte de Garcia Moreno dans des termes si glorieux pour lui que nous ne résistons pas au plaisir de les citer : « Le vieux monde, couvert de stigmates honteux, régi par des monarques qui ne règnent ni ne gouvernent, toujours prêts au moment du péril à jeter leur couronne pour sauver leur tête, ce vieux monde avili a laissé le Vicaire du Christ entre les mains des nouveaux Judas : il s'est fait le complice des déicides du Golgotha. Nos gouvernants libéraux ont assisté tranquillement, peut-être même joyeusement, au triomphe de la liberté du mal, sans même envoyer une parole de consolation au captif du Vatican. Mais, de l'autre côté des mers, existe un pays où s'est conservée la langue et la foi de la vieille Espagne ; une nation dont le gouvernement, les lois et les mœurs sont fondés sur le catholicisme, un peuple qui, bien que républicain, a su vomir le poison libéral. Cette nation, la seule qui ait écouté la grande voix de Pie IX, la seule qui ait protesté par un acte officiel, solennel, énergique, contre les sacrilèges spoliateurs de Rome, la seule qui ait censuré par son exemple l'humiliante apathie de ceux qui devaient et pouvaient aller au secours du souverain pontife, la seule qui arbore sans crainte le glorieux drapeau de la croix ; cette nation, dis-je, ne figure pas au nombre des nations de l'Europe, ni de ces royaumes qui s'intitulent, on ne sait pourquoi, très chrétien, très fidèle, très catholique ; ni de ces empires que la multitude des guerriers ou des canons rend invincibles : c'est la petite république de l'Équateur, petite matériellement, grande par sa foi. Honneur et gloire à son noble chef qui, fidèle interprète des aspirations populaires, a su venger l'Église opprimée, la religion outragée, Rome envahie par des hordes sauvages mille fois plus dignes de malédictions que les hordes d'Attila. » La presse catholique française ne ménagea pas non plus son admiration au vaillant dé-

fenseur de l'Église. *L'Univers* le cita comme exemple à l'assemblée de 1871 qui, élue pour faire la monarchie, glissait déjà vers la République. Il lui proposait d'imiter par sa foi cet état de l'Équateur, « le seul catholique, le seul qui profite du droit d'un pays libre pour protester contre la violation du droit des gens, le seul qui fasse entendre à la cour de Florence le ferme langage de la justice, ce qui vaut aujourd'hui à son président les félicitations du monde entier ».

Au milieu des insultes qui lui furent prodiguées par les journaux révolutionnaires, Garcia Moreno se réjouit d'avoir donné, pour ainsi dire, une voix à la conscience publique, mais surtout d'apprendre que sa protestation avait grandement consolé et fortifié le captif du Vatican. A la lecture de cette énergique réprobation des sacrilèges apostats qui l'avaient trahi, Pie IX s'écria : « Ah ! si celui-là était un roi puissant, le pape aurait un appui en ce monde ! » Le 21 mars 1871, il envoyait au président ce bref de félicitation et de reconnaissance : « Aux nombreux et magnifiques témoignages de pieux dévouement que vous nous avez donnés dans l'accomplissement des devoirs de votre charge, vous ajoutez une preuve éclatante de fidélité au Siège apostolique et à notre humble personne. Dans un temps désastreux pour la sainte Église, vous n'avez pas craint de condamner publiquement, aux acclamations de tous les cœurs honnêtes, l'usurpation de notre pouvoir temporel que des hommes ingrats et perfides viennent de perpétrer. Cet acte d'énergie nous a souverainement consolé au milieu des afflictions qui nous accablent : aussi avons-nous résolu, en témoignage de notre affectueuse bienveillance et pour vous stimuler à de nouveaux actes de générosité envers l'Église catholique, de vous créer, comme nous vous créons en effet par les présentes lettres, chevalier de première classe de l'ordre

de Pie IX. Admis dans cette illustre corporation, vous pourrez porter désormais la grande décoration de cet ordre et jouir de toutes les distinctions et privilèges dont nous l'avons enrichi ».

Pie IX ne pouvait trouver un cœur plus brave ni plus catholique pour y placer la croix de chevalier. Garcia Moreno remercia le Pape avec effusion. Il ne se croyait pas digne d'un tel honneur, il trouvait tout naturel d'avoir accompli ce qu'il appelait un devoir de sa charge. « Si le dernier des Équatoriens, disait-il au congrès de 1871, avait à subir dans sa personne ou ses biens, les vexations d'un gouvernement puissant, nous croirions devoir protester hautement contre l'abus de la force, pour ne pas autoriser l'injustice par la complicité de notre silence. Je ne pouvais donc pas me taire, alors qu'en ôtant au pape son indépendance et sa liberté, les usurpateurs du pouvoir temporel violaient le droit le plus précieux de tous les habitants de l'Équateur, le droit de la conscience et de la liberté religieuse. » La protestation n'était que l'accomplissement d'un devoir strict; il fallait au nouveau chevalier, pour légitimer son titre à ses propres yeux, un acte de générosité plus significatif et plus spontané. L'usurpation du pouvoir temporel lui en fournit l'occasion.

Le pape dépouillé de ses États, par conséquent de ses revenus, était par le fait même réduit à la mendicité. Pour subvenir aux frais de son immense administration, les catholiques avaient créé l'œuvre du denier de saint Pierre alimentée par la charité des particuliers. Garcia Moreno se demanda pourquoi le gouvernement, en sa qualité de catholique, n'enverrait pas son obole au pape, aussi bien que les familles, aussi bien que les individus. Au congrès de 1873, après avoir montré la renaissance de l'Équateur, sous l'influence du catholicisme, l'état des finances de plus en plus prospère, la

nécessité de multiplier les missionnaires sur les rives du Napo, il formula nettement sa proposition :

« Il n'est pas moins impérieux, dit-il, le devoir qui nous incombe de secourir Notre Saint-Père le pape maintenant qu'on l'a dépouillé de ses domaines et de ses revenus. Vous pouvez lui destiner le dix pour cent sur la partie de la dîme concédée à l'État. L'offrande sera modeste, mais elle nous permettra au moins de prouver que nous sommes les fils loyaux et affectionnés du père commun des fidèles. Nous le lui prouverons tant que durera le triomphe éphémère de l'usurpation italienne.

« Puisque nous avons le bonheur d'être catholiques, soyons-le logiquement, ouvertement; soyons-le dans notre vie publique comme dans notre vie privée; confirmons la vérité de nos sentiments et de nos paroles par le témoignage public de nos œuvres.

« En tout temps une pareille conduite devrait être celle d'un peuple catholique, mais aujourd'hui, à cette époque de guerre implacable et universelle contre notre sainte religion, aujourd'hui que les apostats en viennent à renier dans leurs blasphèmes la divinité de Jésus, notre Dieu et notre Seigneur, aujourd'hui que tout se ligue, tout conspire, tout s'acharne contre Dieu et son Christ, qu'un torrent de méchanceté et de fureur jaillit du fond de la société bouleversée contre l'Église et contre la société elle-même, comme dans un tremblement de terre surgissent de profondeurs inconnues des rivières de fange; aujourd'hui, dis-je, cette conduite conséquente, résolue, courageuse, s'impose absolument, car l'inaction pendant le combat est une trahison ou une lâcheté.

« Continuons donc notre œuvre avec une invincible fidélité, heureux, mille fois heureux si le ciel veut bien à ce prix combler notre chère patrie de ses béné-

dictions, heureux moi-même si je parviens à mériter ainsi la haine, les calomnies et les insultes des ennemis de Dieu et de notre foi. »

Électrisé par la sublimité de ces sentiments, le congrès vota le projet, après que les différents orateurs eurent exposé les raisons de droit naturel et de droit divin qui obligeaient les nations catholiques à soutenir le souverain pontife. « De même que chaque nation doit subvenir aux nécessités de l'État, de même chaque état, partie de cette immense association qui s'appelle l'Église, doit pourvoir aux besoins du chef qui la régit. Du reste, l'Équateur y est obligé par gratitude autant que par justice, car la dîme appartient tout entière à l'Église, et c'est grâce à la générosité du saint-père que l'État peut s'en approprier une partie. Enfin, par ailleurs, l'Équateur doit témoigner sa reconnaissance à ce Pontife magnanime qui, lors du tremblement de terre d'Ibarra, vint si généreusement à notre secours, comme il le fait du reste toutes les fois qu'il s'agit de soulager quelque grande infortune. » Sous l'empire de ces considérations, le congrès alloua au saint-père une somme de dix mille piastres [1], à titre de don national, « chétive offrande de notre petite République, disaient les représentants au délégat apostolique, que nous vous prions de faire agréer à l'immortel Pie IX, de la part d'un peuple qui vénère ses vertus et admire sa grandeur. » — « Cessez, répondit le délégat touché jusqu'aux larmes, cessez de me représenter votre République comme humble et petite : ils ne sont pas petits les états qui savent s'élever à une telle hauteur. »

En recevant le message du président et le don filial de la République équatorienne, le bon Pie IX ne fut pas moins ému que son délégat. Sa réponse au prési-

[1] Environ 52 mille francs.

dent respire la plus affectueuse tendresse : « Nous ne savons, lui dit-il, si nos actions de grâces doivent avoir pour objet les preuves de votre insigne dévouement à notre égard, plutôt que les faveurs dont Dieu se plaît à vous récompenser. En effet, sans une intervention divine toute spéciale, il serait bien difficile de comprendre comment, en si peu de temps, vous avez rétabli la paix, payé une partie notable de la dette publique, doublé les revenus, supprimé les impôts vexatoires, restauré l'enseignement, créé des routes, des hospices, des hôpitaux. Toutefois, s'il faut avant tout remercier Dieu, l'auteur de tout bien, il convient aussi de louer votre prudence et votre zèle, vous qui savez faire marcher, concurremment avec tant d'objets de votre sollicitude, la réforme des institutions, de la justice, de la magistrature, de la milice, n'oubliant rien de ce qui procure la prospérité publique. Mais par-dessus tout, nous vous félicitons de la piété avec laquelle vous rapportez à Dieu et à l'Église tous vos succès, persuadé que sans la moralité, dont l'Église catholique seule enseigne et maintient les préceptes, il ne saurait y avoir pour les peuples de véritable progrès. C'est avec raison que de toutes vos forces vous avez stimulé le congrès à la propagation de notre sainte religion, et tourné tous les cœurs vers ce Siège apostolique, centre de l'unité, contre lequel sévit une horrible tempête, leur demandant très opportunément de subvenir à nos nécessités. Continuez de vivre dans cette sainte liberté chrétienne, de conformer vos œuvres à votre foi, de respecter les droits et la liberté de la sainte Église, et Dieu, qui n'oublie point la piété filiale, répandra sur vous, très cher fils, des bénédictions plus abondantes encore que celles dont il vous a comblé jusqu'ici[1]. »

[1] Bref du 20 octobre 1873.

Cet éloge détaillé de ses actes par la plus haute autorité qui soit sur la terre effraya la modestie de Garcia Moreno, à tel point qu'il s'en ouvrit au pape avec les sentiments de la plus profonde humilité. « Très Saint Père, dit-il, je ne puis rendre l'impression de gratitude que produisit sur moi la lettre si paternelle et si affectueuse de Votre Sainteté ! L'approbation que vous daignez donner à mes propres efforts, est pour moi la récompense la plus grande que j'ambitionne sur cette terre, mais elle est bien supérieure à mes mérites. Je confesse en toute justice que nous devons tout à Dieu, non seulement la prospérité croissante de notre petit État, mais aussi les moyens que j'emploie pour la développer, et même le désir que Dieu m'a inspiré de travailler pour sa gloire. Je ne mérite donc aucune récompense; j'ai bien plus de raison de craindre qu'au dernier jour Dieu ne me rende responsable du bien que j'aurais pu faire avec le secours de sa bonté, et que je n'ai point fait. Daigne donc Votre Sainteté le supplier de me pardonner, et de me sauver malgré mes fautes. Dieu veuille m'éclairer, me diriger en toutes choses, et m'accorder la grâce de mourir pour la défense de la foi et de la sainte Église... Dans ces sentiments, Très Saint-Père, j'implore une nouvelle bénédiction pour la République, pour ma famille et pour ma personne. Je sens croître avec votre bénédiction ma confiance en Dieu, source de toute force et de toute valeur. »

Tels étaient les rapports de cordialité et de parfaite union qui existèrent toujours entre Pie IX et Garcia Moreno. Pie IX aimait en Garcia Moreno l'homme droit, l'homme juste, l'opiniâtre adversaire de la Révolution. Fier avec le Tzar, avec Bismarck, avec Napoléon, il se montrait plein de tendresse pour ce chef d'un État inconnu dont le noble cœur battait à l'unisson du sien. De son côté, Garcia Moreno aimait avec pas-

sion cet héroïque pontife toujours sur la brèche pour défendre les droits de l'Église, ce nouveau Grégoire VII qui, dans notre siècle d'indifférence et de rationalisme eut assez de courage et de prestige pour imposer le *Syllabus,* organiser une croisade, et célébrer le concile du Vatican. Ces deux âmes n'en faisaient qu'une dans l'amour de la vérité intégrale : Pie IX, l'Évêque du dedans, prêchait cette vérité; Garcia Moreno, l'Évêque du dehors, se levait pour lui prêter main-forte, et lui offrir au besoin le sacrifice de sa vie. Il écrivait un jour à un de ses amis qui venait d'être admis à l'audience de Pie IX : « Je te porte envie pour le bonheur que tu as eu de baiser les pieds du Vicaire de Jésus-Christ et de converser avec lui, lui que j'aime plus que mon père, car pour lui, pour sa défense, pour sa liberté, je donnerais même la vie de mon fils. »

Pie IX et Garcia Moreno, ces deux justes du XIXe siècle avaient mérité tous deux le suprême honneur de partager la passion de Jésus-Christ : l'un fut livré aux geôliers de la Révolution, l'autre à ses sicaires.

CHAPITRE XII

LA RÉÉLECTION

(1874-1875.)

Durant les cinq années écoulées depuis que Garcia Moreno avait repris les rênes du pouvoir, le pays changea de face matériellement et moralement, au point que les étrangers ne reconnaissaient plus le triste et pauvre Équateur d'autrefois. La capitale était transformée, les autres villes embellies; la province d'Ibarra, ensevelie six ans auparavant sous les décombres, sortait de ses ruines. Des écoles s'ouvraient dans les moindres villages, des collèges et des pensionnats dans les centres populeux; une Université dotée de quatre facultés, une École polytechnique, des musées, des laboratoires, un Conservatoire des beaux-arts, un observatoire astronomique, élevaient Quito au rang des villes les plus illustres du continent américain. L'Équateur offrait le spectacle de l'Italie au temps des Médicis. Et encore n'était-ce là que la fleur et comme le vernis de la civilisation nouvelle qui animait le pays. Le froid égoïsme avait fait place à la charité; les pauvres, les malades, les lépreux, recueillis dans les hôpitaux, y trouvaient secours et consolation; les orphelins dans les asiles, les jeunes ouvriers dans les ouvroirs, les indiens dans leurs cases, apprenaient à devenir des hommes; les prison-

niers se moralisaient sous l'action bienfaisante de la religion ; les sauvages de l'Orient eux-mêmes se civilisaient, grâce au dévouement de leurs zélés missionnaires ; sur toutes les routes, de Quito à Guayaquil, à Manabi, aux plages d'Esmeraldas, des milliers d'ouvriers travaillaient à relier le plateau des Andes aux rivages de l'Océan. Encore quelques années, on aurait vu l'agriculture et l'industrie enrichir ce pays, des émigrants défricher ses bois, des chemins de fer sillonner ses vastes haciendas. L'avenir s'ouvrait aux plus magnifiques perspectives, d'autant plus que l'Équateur, si troublé jusque-là, jouissait depuis ces six années de la paix la plus parfaite.

A l'intérieur, le calme et la tranquillité régnaient dans les esprits, grâce à la constitution qui garantissait tous les droits légitimes et contraignait les méchants à les respecter. En 1871 et 1873, le congrès se réunit, non plus pour organiser l'émeute contre le gouvernement, mais pour l'aider dans ses travaux. Députés et sénateurs, unis d'esprit et de cœur au président, examinaient consciencieusement les projets de lois soumis à leurs délibérations, ne consultant dans leurs votes que le bien public, et non le criminel désir d'assurer le triomphe d'un parti ou de faire échec au gouvernement. Cette harmonie des pouvoirs, phénomène inconnu des républiques, jetait le peuple dans une espèce de ravissement. « Autrefois, dit un journal de cette époque, on craignait les congrès comme les tremblements de terre, les épidémies, les calamités publiques. Les chambres se transformaient en concile pour attaquer les droits de l'Église, sa discipline, ses propriétés, ou en factions d'opposition, sous l'impression du plus vil égoïsme et quelquefois des plus basses vengeances. A leur approche, on faisait des prières publiques, on récitait des litanies, on poussait des cris de terreur, comme

à l'approche d'une invasion. Heureusement ce temps n'est plus ; le congrès et le gouvernement s'unissent dans un seul et même souci : assurer la prospérité du pays sous la sauvegarde de la morale et de la religion[1].» Les révolutionnaires avaient bien tenté d'agiter le peuple, mais quelques jours d'état de siège avaient suffi pour les mettre à la raison. « Le peu d'importance de ces tentatives, disait Garcia Moreno au congrès de 1871, déjouées aussitôt que connues, prouve que le peuple, d'accord avec le gouvernement, oppose un rempart inébranlable aux complots des factieux. Si, à l'avenir, quelques-uns de ces brouillons s'enhardissent jusqu'à lever encore contre la patrie leurs mains parricides, je compte sur la loyauté de l'armée et de la garde nationale, sur les sentiments patriotiques du peuple, et par-dessus tout sur la protection divine pour en faire bonne et prompte justice. » Les révolutionnaires se le tinrent pour dit et restèrent cois pendant toute cette période, à tel point que le gouvernement, par un décret de 1873, rouvrit les portes de l'Équateur à tous les déportés politiques, sans préjudice toutefois de leur responsabilité devant les tribunaux pour crimes de droit commun. Comme la plupart avaient à craindre de sérieux démêlés avec la justice, très peu profitèrent de cet acte de clémence.

Le gouvernement entretenait aussi des relations, sinon cordiales, du moins pacifiques, avec les états voisins, qui avaient enfin appris à le respecter. Au début de cette période, la *Gazette officielle* de Nicaragua se permit un jour des insinuations malveillantes au sujet du nouveau gouvernement de l'Équateur, Garcia Moreno demanda des explications : « Il laissait en paix ses voisins, il ne se permettait jamais le langage caus-

[1] *La Verdad*, 20 octobre 1873.

tique et injuste dont usait la *Gazette* envers les magistrats de l'Équateur, magistrats que le peuple a choisis pour faire respecter ses droits indignements trahis. Que signifiaient donc ces perpétuels dénigrements ? » Le gouvernement de Nicaragua s'empressa de répondre qu'il n'avait jamais eu l'intention de blesser les représentants d'un état avec lequel il désirait vivre en paix, et qu'à l'avenir les folliculaires officiels garderaient plus de réserve[1]. Inspirés par la secte maçonnique, les journaux de la Colombie tâchaient aussi de brouiller les cartes en ressassant les anciennes idées de Mosquera sur le despotisme théocratique de l'Équateur. Ils versaient des larmes de crocodile sur leurs compatriotes du Cauca obligés de vivre dans ce pays disgracié. Garcia Moreno leur fit répondre que si les brouillons se déplaisent généralement à l'Équateur, l'étranger pacifique y trouve toujours bienveillance et cordialité ; que du reste ceux qui ne s'accommoderaient pas des lois du pays ne devaient pas s'y considérer comme dans une prison Mamertine, mais dans une Thèbes aux cent portes, par où chacun peut sortir de cette terre ingrate pour aller respirer les douceurs du paradis colombien[2]. Quant au Pérou, toujours en ébullition révolutionnaire, il n'avait pas le temps d'intriguer chez ses voisins ; aussi, malgré les menées, les fureurs, les pamphlets des réfugiés de Lima, Garcia Moreno put-il dire en 1873 aux membres du congrès : « Rien n'est venu troubler la bonne harmonie que nous voulons conserver avec toutes les nations par l'accomplissement loyal de tous nos devoirs. »

Il y a plus ; en dépit des injurieux libelles que la Révolution vomissait contre lui, la gloire de Garcia More-

[1] *El Nacional,* 2 janvier 1870.
[2] *La Verdad,* 3 mars 1873.

no rayonnait dans toute l'Amérique. « L'Équateur, disait en 1872 *L'Écho des deux Mondes,* a eu la sagesse d'unir les biens du passé avec ceux du présent, le droit avec les garanties d'un pays libre. En cautérisant les plaies toujours saignantes dont l'avait couvert la démagogie libertine d'une autre époque, il a fait comprendre à ses fils que la République n'est pas la Révolution, ni l'indépendance le chaos. » A propos du paiement de la dette américaine, le chargé d'affaires des États-Unis écrivait au journal officiel de l'Équateur : « Il n'est point hors de propos de vous présenter mes félicitations sur les progrès matériels accomplis et les entreprises en voie d'exécution. Peu de personnes sont plus aptes que moi pour en parler d'une manière compétente. Aussi est-ce de tout mon cœur que je fais des vœux pour que cette prospérité croisse de plus en plus. » Le ministre plénipotentiaire de la Colombie, Gonzalez Carazo, ayant reçu ses lettres de rappel, disait au président :[1] « En quittant votre beau pays, je ne puis m'empêcher de vous ouvrir mon cœur. De retour dans ma chère Colombie, je proclamerai hautement que l'Équateur sème partout la précieuse semence de l'instruction publique, ouvre avec une admirable ténacité des voies de communication jusqu'au littoral, administre ses finances avec une probité exemplaire ; qu'ici l'administration de la justice n'est pas une garantie illusoire pour les biens, l'honneur, la vie des citoyens et des étrangers ; que, posée sur ses volcans, d'où peuvent jaillir à chaque instant la ruine et la mort, la nation s'agenouille instinctivement devant Dieu, notre espérance dans tous nos dangers ; que la morale y fleurit magnifiquement sous la protection de la loi, et qu'enfin la bienfaisance officielle, sous l'inspiration de la charité

[1] *La Verdad,* 8 juin 1872.

chrétienne, entretient des hospices presque luxueux, où le malade oublie ses douleurs et l'orphelin son abandon. »

Tel était l'état florissant de l'Équateur, ses progrès au dedans, sa gloire à l'étranger, quand au cours de l'année 1874, la question de l'élection présidentielle vint de nouveau passionner les esprits. Cette élection, aux termes de la constitution, devait avoir lieu au mois de mai 1875. Or, dans les conditions que nous venons de rappeler, il n'était douteux pour personne que Garcia Moreno, l'idole et le bienfaiteur du peuple, obtiendrait une seconde fois l'immense majorité des suffrages. On disait tout haut que la gratitude autant que la nécessité imposait la réélection. Si, par égard pour quelques énergumènes, l'Équateur abandonnait l'homme de génie et de dévouement dont Dieu l'avait gratifié, l'Équateur serait justement honni du monde entier. D'ailleurs, qui pouvait remplacer Garcia Moreno, terminer ses œuvres, tenir le gouvernail d'une main assez ferme pour préserver le navire des écueils de l'anarchie vaincue mais toujours frémissante ? Quand un homme dépasse à ce point ses contemporains, c'est que Dieu le veut à la tête d'un peuple, et ce peuple, à moins d'avoir perdu le sens, ne se prive point de ses services pour se jeter dans les bras du premier venu. La sagesse de la constitution consistait précisément dans la faculté qu'elle laissait au peuple de maintenir à sa tête l'homme nécessaire.

Ces idées dominaient tellement le public que les provinces de l'Équateur les manifestèrent dans des adresses spontanément signées par des milliers d'électeurs, Après un brillant éloge de Garcia Moreno, on démontrait la nécessité de lui continuer le mandat présidentiel pour en finir une bonne fois avec la Révolution. « Votons, disaient les signataires, votons pour le grand homme qui n'appartient point à l'école radicale, mais à

l'Église catholique, apostolique et romaine ; pour l'illustre citoyen dont nous connaissons la noble intelligence, la science étendue, la parole ardente, l'honneur sans tache, l'indomptable valeur, l'indiscutable patriotisme ; pour le guerrier qui dirigea la glorieuse et salutaire croisade de 1859 ; pour l'homme d'État qui a remis l'ordre dans nos finances, propagé l'instruction, multiplié les établissements de charité, doté le pays de nombreuses voies de communication ; votons pour l'intègre citoyen qui voit dans le pouvoir, non pas une mine à exploiter ni un trépied de vaine gloire mais une charge à laquelle il continuera de sacrifier son temps, sa fortune, sa vie même, pour le salut de la patrie[1]. »

En prouvant aux moins clairvoyants la certitude de la réélection, ces démonstrations populaires exaspérèrent la faction libéro-radicale qui, battue en 1869, espérait prendre sa revanche en 1875. Pour ne pas trop choquer le peuple, ils opposèrent au président, non plus un ami d'Urbina, mais le catholique Borrero, le champion du libéralisme, l'antagoniste attitré de l'autoritaire Garcia Moreno. En vain ce dernier avait-il cherché, quelques années auparavant, à désarmer son ancien ami, en le nommant visiteur fiscal des provinces de Cuenca et Loja : Borrero refusa net, bien résolu à ne tenir aucune charge, si honorable fût-elle, de celui qu'il considérait comme absolument fourvoyé. Garcia Moreno ne lui porta point rancune. En 1873, le gouverneur de Cuenca, violemment irrité contre Borrero, le fit saisir et déporter : le président destitua ce fonctionnaire à poigne, et réintégra Borrero dans son domicile. A cette occasion, il lui proposa même une entrevue, mais « le Caton de l'Équateur » allégua des motifs de santé pour décliner cette offre bienveillante. Entre ces

[1] *Manifesto del Azuay*, 1874, signé de quatre à cinq mille personnes.

deux hommes, l'un catholique intégral, l'autre catholique libéral, l'union était impossible. Comme on parlait à Garcia Moreno de la fusion des partis, il répondit sans hésiter : « J'ai dit, dès 1861, que la lutte entre le bien et le mal est éternelle; par conséquent, la cause que nous soutenons, la cause du bien, de la religion, de la patrie, nous ne pouvons l'amalgamer avec celle de nos adversaires. Nous accueillerons ceux qui de bonne foi viendront se placer dans nos rangs ; nous ne poursuivrons personne, sinon pour crime ou délit; nous marcherons en avant dans le sentier du bien, brisant toute résistance. Mes convictions sont ancrées dans mon âme, et rien au monde ne les ébranlera. Voilà pourquoi il n'y a pas d'inconséquence dans mes actes. Laissez donc là toute idée de conversion ou de fusion des partis [1]. » Borrero l'appelait un égaré, mais il s'agit de savoir qui s'égare, de celui qui adopte les principes de la Révolution ou de celui qui les combat. Toujours est-il que son libéralisme, doublé de son inimitié bien connue pour Garcia Moreno, lui valut l'honneur de figurer en tête des journaux comme candidat de la secte. *L'Ère Nouvelle,* de Guayaquil, rédigée par des jeunes gens aidés de collaborateurs cachés, jeta feu et flamme en sa faveur.

Cette candidature avait si peu de chances de succès que Borrero lui-même, paraît-il, supplia ses amis de ne pas l'exposer à un échec certain. Aussi les réfugiés de Lima, de Bogota, de Santiago, jugèrent-ils prudent de venir à la rescousse en essayant d'intimider les électeurs par une recrudescence d'injures et de menaces contre Garcia Moreno. Dans une prétendue biographie du président de l'Équateur, Pedro Moncayo le représenta comme un tyran appuyé sur l'Église pour écraser tous les

[1] Lettre à Sarrade, 25 mars 1871.

hommes libres. « C'est là, dit-il, tout le secret de son catholicisme. Dévot par convenance, il se déclare partisan du *Syllabus* afin de commettre à son aise tous les crimes. Communier et fusiller, proscrire, flageller, confisquer : voilà les offrandes qui plaisent au Dieu des jésuites. Aveugle et implacable comme un tyran du Moyen-Age, Garcia Moreno marche audacieusement au but, sans s'arrêter devant n'importe quel obstacle. Conspirateur ,il descend jusqu'au parjure et la trahison, foulant aux pieds honneur, religion, conscience, patrie. Vainqueur, il se laisse entraîner par sa passion, et sa vengeance ne connaît point de limites. Sa physionomie révèle la férocité de son caractère : ses yeux, comme ceux de l'oiseau de proie, cherchent des victimes ; sous son regard, la patrie hébétée, affolée, n'a plus qu'une pensée, un cri, une volonté : la hache du bourreau. » Après avoir lu ce portrait, les électeurs devaient évidemment conclure qu'un tel monstre mérite, non le fauteuil présidentiel, mais l'échafaud.

Un autre pamphlet, imprimé à Lima, fait l'histoire de l'Équateur pour montrer que ce vaillant pays a toujours su se débarrasser des monstres qui l'opprimaient. L'auteur termine par cet appel sauvage aux meurtriers : « La nation qui a exterminé tant de tyrans possède assez d'énergie pour s'affranchir du plus détestable despotisme. Que le féroce terroriste et ses complices tremblent devant la juste indignation du peuple souverain. Les jeunes gens, les foules n'ont pas besoin de chef pour les pousser au combat. Quand la souffrance arrive à un certain degré d'intensité, le martyr se lève seul et sans armes pour abattre l'oppresseur[1]. »

L'impie Montalvo publia *La Dictature perpétuelle,* véritable tissu d'outrages et de blasphèmes. Garcia Mo-

[1] *El Ecuador y los Hechos.*

reno y est traité de tyran, de voleur et d'anthropophage. Il l'accuse d'avoir provoqué des suicides en séquestrant au Bon-Pasteur les filles de mauvaise vie, se moque cyniquement de la consécration au Sacré-Cœur, et présente l'Équateur sous Garcia Moreno comme un vaste couvent d'idiots, au milieu duquel se dresse un échafaud en permanence. Chacune des pages de cette ignoble brochure est un appel à la haine, au poignard, à l'assassinat, motivé par des calomnies si révoltantes qu'un ex-consul des États-Unis à l'Équateur[1] crut devoir les démentir. « Ces accusations, dit-il, feront sourire de pitié et de mépris ceux qui connaissent l'homme et son histoire. Ayant résidé à l'Équateur durant de longues années, parfaitement au courant de ce qui s'y est passé, je parle en parfaite connaissance de cause et je n'exagère pas en disant que Garcia Moreno me paraît l'homme le plus illustre de l'Amérique du Sud. » Il prouve sa thèse par un magnifique tableau des œuvres de civilisation accomplies par « cet homme que ses ennemis se plaisaient à vilipender, et dont les actes sont tous les jours dénigrés avec la plus criante injustice. » Garcia Moreno, moins susceptible que cet étranger, supportait avec patience, je dirais presque avec joie, ce déchaînement de l'enfer. Écrivant à un ami sur les progrès matériels réalisés en ces derniers temps, il ajoute : « Pour comble de bonheur, Dieu a permis qu'il parût une brochure de Montalvo contre moi et contre les évêques, contre le clergé et l'Église catholique, dans laquelle, me dit-on, je suis qualifié de tyran et de voleur. J'ai des raisons de croire que cet opuscule, répandu à deux mille exemplaires, a été inspiré par la franc-maçonnerie. Mais encore une fois, grâces à Dieu, puisque j'y suis calomnié comme catholique. »

[1] M. Carlos Weile, dans le *San Francisco Cronicle*.

D'ailleurs, les déloyales manœuvres employées pour empêcher sa réélection l'impressionnaient d'autant moins qu'il ne la désirait pas. Cette assertion pourra scandaliser les libéraux qui, dans leurs journaux et libelles, se sont évertués à dénoncer le « dictateur perpétuel, » l'ambitieux dévoré de la soif du pouvoir, le tyran menant comme un troupeau de moutons les électeurs aux urnes : elle n'étonnera pas ceux qui connaissent à fond l'âme de Garcia Moreno. Sans se dissimuler que sa retraite pourrait mettre en péril les institutions de l'Équateur, il comptait sur Dieu, sur le peuple et, au besoin, sur son épée, pour les défendre. Il consentit donc à la réélection si telle était la volonté de la nation, mais défendit strictement à ses subordonnés toute propagande en faveur de sa candidature. Nous avons de ce dernier fait une preuve irrécusable. Le 29 juillet 1874, son beau-père, Ignacio de Alcazar, lui exprimait par lettre combien il était peiné de lui voir cette indifférence pour son élection, s'élevant avec force contre le système de neutralité qu'il imposait à ses amis : « Si la secte radicale triomphe, disait-il, la religion sera persécutée, les travaux publics abandonnés, la guerre civile reprise avec fureur, sans compter qu'ils vous assassineront pour n'avoir pas à vous combattre de nouveau. Descendez au rang de simple particulier, je ne vois pour vous d'autre moyen d'échapper au poignard que de quitter le pays. » Mécontent de cette insistance, Garcia Moreno lui répondit de manière à ne lui laisser aucun doute sur ses sentiments : Tu as oublié, paraît-il, que je ne brigue pas la présidence et que, même si je la désirais, je ne dois rien faire pour obtenir les votes des électeurs. Si, par crainte de la mort et des autres malheurs que tu me prédis, je faisais travailler à ma réélection, je me croirais un lâche et un ambitieux, indigne par là même d'être réélu. Il est inutile qu'on me

parle de réélection. Si, par la volonté de Dieu, le peuple me donne ses suffrages, j'accepterai, parce que, dans ce cas, je ne pourrais refuser sans manquer au devoir. » Ignacio ne se tint pas pour battu : le 12 septembre, il revint à la charge, se plaignant amèrement de ce que « le ministère restât inactif pendant que les radicaux travaillaient avec acharnement contre la réélection. » — « Je ne comprends pas, lui répondit Garcia Moreno, ce que tu voudrais voir faire aux ministres. Comme particuliers, ils sont libres d'agir à leur fantaisie ; comme fonctionnaires, ils n'ont rien à faire, et j'exige formellement qu'on s'abstienne de toute propagande. » Si l'on veut bien remarquer que Garcia Moreno parlait ainsi, non au public, mais à un parent, à un ami qu'il aimait tendrement et qui possédait toute sa confiance, on verra clairement que Garcia Moreno a subi mais n'a pas désiré sa réélection.

Il n'en était pas de même du peuple, qui la voulait à tout prix, et dont les manifestations croissantes déconcertaient les partisans de Borrero. En vain énuméraient-ils ses titres à la présidence : sa candidature ne gagnait pas de terrain et visiblement n'en gagnerait pas si l'on n'écartait Garcia Moreno de l'urne électorale. *L'Ère Nouvelle* entreprit à cet effet une dangereuse campagne. Il s'agissait, premièrement, de montrer aux électeurs que l'Équateur n'avait nul besoin de Garcia Moreno, et secondement d'attaquer la constitution de 1869, qui autorisait la réélection du président. Les adresses des électeurs exaltaient Garcia Moreno comme l'homme nécessaire au maintien de la paix, de la religion, de la morale, au progrès matériel et intellectuel de l'Équateur. « Or, disaient les Borréristes, la paix fondée sur une individualité ne sera jamais qu'une trêve, un armistice, une oppression ; la religion et la morale, personne ne les attaque à l'Équateur, le pays le plus reli-

gieux du monde; quant aux progrès réalisés dans ces derniers temps, ils sont l'œuvre de la loi, non du président : l'Équateur progresse comme tous les peuples progressent, et peut fort bien se passer de Garcia Moreno. Cela étant, pourquoi soutenir une réélection inconciliable avec le principe démocratique de la présidence alternative, avec la liberté du vote que le prestige d'un président-candidat paralyse absolument, avec la République dont le caractère propre est d'empêcher la perpétuité du pouvoir? La constitution, il est vrai, autorise la réélection, mais tout le monde sait que cette charte anti-républicaine émane d'une convention uniquement préoccupée d'assurer à Garcia Moreno la présidence éternelle. » Après cette charge à fond contre la loi fondamentale, les Borréristes tombaient sur la nation « assez oublieuse de ses droits pour pétitionner en faveur de la réélection, sur l'ordre des autorités locales, contre ses convictions et sa conscience. Un peuple ainsi tremblant devant la menace est un peuple mort. Sur sa tombe, on gravera son nom; mais la postérité ne l'appellera pas un peuple libre. Avant d'expirer sous le poignard de Brutus, César se couvrit la tête de son manteau : les peuples qui succombent sous un coup de force doivent au moins s'envelopper du manteau de la loi et réclamer leurs droits jusqu'au bord du sépulcre. » Dans ces conditions de servilisme, ajoutait *l'Ère Nouvelle*, « nous retirerons la candidature du citoyen Borrero. Du moment que le système électoral dégénère en farce ridicule, nous ne voulons pas que le nom d'un illustre citoyen figure dans cette farce. Qu'ils courent au scrutin, ceux qui préfèrent la main qui donne du pain à celle qui donne la liberté. Garcia Moreno aura le fauteuil qu'il convoite malgré la volonté du vrai peuple, mais il tombera vite, parce que son gouvernement, discrédité d'avance, n'aura point d'appui dans l'opinion ».

En publiant cette diatribe, les rédacteurs avaient trop compté sur la patience de Garcia Moreno. Indifférent aux outrages de l'exilé Montalvo, il ne pouvait permettre au premier venu de l'injurier en face, d'insulter la constitution, les agents de l'autorité, les milliers d'électeurs décidés à voter la réélection, et enfin ce peuple de l'Équateur qui, grâce à lui, marchait à la tête de la civilisation. En vertu de son droit, il traduisit les deux éditeurs responsables, Proano et Valverde, devant le fiscal de Guayaquil, pour avoir à répondre d'articles séditieux et injurieux envers la personne du président de la République. Le malheureux juge, croyant déjà la Révolution victorieuse, prit peur et rendit une ordonnance de non-lieu. Indigné, Garcia Moreno en appela de sa sentence au tribunal de Quito.

Sur ces entrefaites, des lettres de Cuenca l'avertirent qu'un coup de main se préparait à Guayaquil en faveur de Borrero. Ne pouvant lutter au scrutin, on allait essayer de l'émeute. Deux jeunes gens, parents de Borrero, partis de Cuenca pour Guayaquil, devaient s'y rencontrer avec le colonel Polanco, chef de l'artillerie, et préparer avec lui le pronunciamento. Des renseignements de Guayaquil l'informaient que les jeunes gens avaient en effet conféré avec le susdit colonel, et que certainement il se tramait une conjuration. Le gouvernement destitua aussitôt Polanco. Survint alors le jugement du tribunal de Quito dans le procès de l'*Ère Nouvelle*. Pour ne pas se compromettre, les juges de Quito, à l'imitation du très prudent fiscal de Guayaquil, acquittèrent les prévenus. Mais Garcia Moreno n'était pas homme à désarmer au moment d'une bataille : « Si chacun, s'écria-t-il, parce que je suis président, peut m'insulter avec impunité, et si les ministres de la loi ne me doivent aucune justice, je me ferai justice à moi-même. » Après avoir dénoncé au pays le danger

de nouveaux troubles et pris l'avis de son conseil d'État, il mit en état de siège les provinces de Cuenca et de Guayaquil, fit comparaître devant lui les deux rédacteurs incriminés, Proaño et Valverde, leur ordonna de désavouer publiquement leurs injures, et, sur leur refus, les exila au Pérou. Le docteur Arizaga, l'*alter ego* de Borrero, soupçonné d'avoir collaboré à l'*Ère Nouvelle* et tramé dans la conspiration, fut interné à Quito.

Cet incident eut lieu au mois de janvier 1875. Cinquante jours d'état de siège suffirent pour calmer la secte libérale. Impuissants à démolir « le tyran », les Borréristes se retirèrent du combat, laissant « aux vils esclaves » le soin de le réinstaller au fauteuil. L'élection se fit en mai avec la plus grande tranquillité. Sans promesses ni menaces, sans excitation d'aucune sorte, ainsi que l'avait voulu Garcia Moreno, vingt-trois mille électeurs, librement et spontanément, se prononcèrent pour la réélection du président.

Les Borréristes se consolèrent en portant à leur actif les nombreux abstentionistes, dont pourtant les deux tiers, en cas de concurrence, auraient sûrement voté pour Garcia Moreno. Les radicaux, moins portés à l'illusion, préparèrent leurs révolvers et leurs poignards.

CHAPITRE XIII

L'ASSASSINAT

(1875.)

Il n'est plus permis aujourd'hui d'ignorer l'existence d'une société occulte appelée Franc-maçonnerie, dont le secret, très peu mystérieux, consiste à s'unir au démon pour détruire le règne de Dieu sur la terre. Comme Dieu règne par Jésus-Christ et Jésus-Christ par l'Église catholique, les francs-maçons font l'horrible serment d'écraser Jésus-Christ et l'Église, l'infâme, comme disait Voltaire, un de leurs principaux initiés. Longtemps, en public comme dans leurs premières loges, ils dissimulèrent l'infernale conjuration, parce que ni les peuples, ni les rois n'avaient assez progressé pour la comprendre, mais aujourd'hui qu'ils règnent sur presque tous les trônes et gouvernent les parlements et les ministres, ils travaillent à ciel ouvert. « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! » s'écrie l'un des chefs du mouvement, aux applaudissements de tous les adeptes. Et afin qu'on ne s'y trompe pas, la loge prend soin d'expliquer à ses membres qu'elle emploie ce mot cléricalisme pour leurrer ceux qui conservent encore un certain attachement à l'Église catholique, mais qu'au fond cléricalisme et catholicisme c'est tout un. Du reste, nous connaissons aujourd'hui la franc-maçonnerie, ses cons-

titutions, ses rituels, ses initiations exécrables, ses serments, dont l'enfer seul a pu donner les formules, et le tout se résume dans le blasphème de Proudhon, l'enfant terrible de la secte :

« Moi je dis : le premier devoir de l'homme intelligent est de chasser incessamment l'idée de Dieu de son esprit et de sa conscience. Esprit menteur, Dieu imbécile, ton règne est fini ; cherche parmi les bêtes d'autres victimes. Te voilà détrôné et brisé !... Viens, Satan, viens, calomnié des prêtres et des rois, que je t'embrasse, que je te serre sur ma poitrine. Il y a longtemps que tu me connais, et que je te connais aussi. Tes œuvres, ô le béni de mon cœur ! ne sont pas toujours ni belles ni bonnes, mais elles seules donnent un sens à l'univers et l'empêchent d'être absurde... Dieu, c'est l'hypocrisie et mensonge ; Dieu, c'est tyrannie et misère ; Dieu, c'est le mal ! Toi seul, ô Satan, ennoblis le travail et mets le sceau à la vertu. »

Tous les francs-maçons ne parlent pas le langage de Proudhon, mais tous ont au cœur le même amour du mal, la même haine du bien. Leur bonheur consiste à propager la Révolution, l'œuvre satanique ; leur triomphe, à renverser l'Église, royaume de Dieu et de son Christ. « Ils ne s'en cachent plus, dit le pape Léon XIII, ils lèvent audacieusement le bras contre Dieu, ils trament ouvertement et publiquement la ruine de l'Église catholique, ils veulent à toute force enlever au monde Jésus-Christ et ses bienfaits[1]. »

Avec ces données sur la secte, nos lecteurs comprendront pourquoi tout bon franc-maçon a dû se considérer comme l'ennemi personnel de Garcia Moreno, ce destructeur acharné de la Révolution. Le concordat de 1862, en répudiant le libéralisme, brisa dans les

[1] Encyclique *Humanum genus.*

mains de la maçonnerie son grand moyen d'action; la constitution de 1869 osa la proscrire comme un fléau public ; la protestation de 1871 contre l'invasion de Rome par Victor-Emmanuel cloua au pilori, à la face du monde entier, l'exécuteur de ses hautes œuvres et les rois ses complices; enfin la consécration au Sacré-Cœur présenta ce spectacle unique d'une nation qui, échappée aux serres de Satan, se jette dans le cœur de son Dieu, pour l'aimer, le glorifier et le servir. C'en était trop : le chef d'État assez hardi pour relever le drapeau du Christ et fouler aux pieds celui de Satan, fut condamné à mort par le grand conseil de l'Ordre.

Dès lors, tous les journaux de la secte, en Europe comme en Amérique, s'unirent pour déshonorer la victime et préparer ainsi le monde à la voir tomber sans trop de surprise. Sous la plume des francs-maçons, Garcia Moreno devint un Caligula, un Néron, un monstre qui fait horreur à l'humanité, et le peuple formé par lui, un peuple de fanatiques exaltés jusqu'à la sauvagerie. Jamais on ne vit pareille rage contre un pauvre pays perdu dans les Cordillères. « L'ultramontanisme, dit la *La Gazette de Cologne*[1], exerce sur cette misérable république un pouvoir absolu qui rappelle les beaux temps du duc d'Albe et de Torquemada. Un conseil composé des hauts dignitaires de l'Église tient les rênes du gouvernement. Les délibérations sont secrètes; toutefois, par les indiscrétions qui transpirent, on sait d'une manière certaine qu'il s'agit de rétablir l'Inquisition dans tout le pays et de condamner à l'amende quiconque ne s'incline pas devant un prélat. Le clergé a tellement abruti ces populations ignorantes, que les exigences les plus monstrueuses d'un pouvoir sans limites lui paraissent naturelles. Ce crétinisme des

[1] Citée par *La Gazeta internacional* de Bruxelles, n° 152.

masses s'est révélé par un fait inouï. Un jeune anglais ayant été enterré dans le cimetière protestant, la population voulut, comme toujours, déterrer le cadavre, afin de le mutiler d'une manière infâme. On monta la garde durant un mois pour empêcher cette sacrilège profanation, mais une nuit que les agents s'étaient retirés, le peuple de Quito rompit la barrière, ouvrit la tombe, se livra aux plus horribles outrages sur le cadavre, et en laissa les restes épars dans le cimetière. » Il n'y a que les profanateurs des tombes royales pour inventer de pareilles infamies ; mais ne fallait-il pas transformer en cannibale le peuple de Garcia Moreno, afin de montrer qu'en égorgeant ce chef de Caraïbes on rendait service à la civilisation?

En France, le *Monde Maçonnique*, moniteur de la secte, racontait avec des larmes dans les yeux, comment il y avait autrefois à Quito une loge bien organisée, une autre à Guayaquil où régnait une ferveur extraordinaire. « En 1860, ajoutait-il, après le triomphe des conservateurs, le chef du parti, Garcia Moreno, demanda l'initiation à ladite loge de Guayaquil. Mais le caractère altier et violent de cet homme n'était pas une qualité maçonnique. D'ailleurs, il avait proscrit plusieurs des membres de la loge et prétendait y entrer en maître. On lui posa des conditions auxquelles il répondit en autorisant les jésuites à rentrer dans le pays. En 1869, il poursuivit un grand nombre d'équatoriens, et rendit un décret par lequel tout individu dénoncé comme maçon passait devant un conseil de guerre. » Toujours la même préoccupation; faire de leurs plus acharnés ennemis, de Benoît XIV, de Pie IX, de Garcia Moreno des francs-maçons ou des postulants, afin de les désigner comme des traîtres et des bourreaux à la vengeance des frères et amis.

En Amérique c'était une inondation de pamphlets

contre le président de l'Équateur, une provocation incessante à l'assassinat. Nous avons déjà cité les venimeuses productions des Moncayo et des Montalvo, mais à ces réfugiés se joignaient même des diplomates. Un secrétaire de la légation chilienne à Lima écrivit un libelle exécrable dont tous les paragraphes se terminent par un cri de mort contre Garcia Moreno.

Les différents complots dont le président faillit être victime, non moins que les tentatives criminelles des Viteri, des Maldonado, des Cornejo, avaient été tramés par la franc-maçonnerie. L'attentat de Cornejo, en 1869, fut prédit à un jeune savant de Berlin qui se préparait à quitter cette ville pour se rendre à l'Équateur avec l'intention d'occuper une chaire à l'université de Quito. La veille de son départ, dans une visite d'adieu, l'un de ses professeurs, savant mathématicien et maçon des premiers grades, lui exprima tous ses regrets de le voir partir pour un pays lointain et sujet à des bouleversements périodiques, d'autant plus, ajouta-t-il, qu'il ne devait pas se flatter de servir Garcia Moreno, car très probablement Garcia Moreno ne serait plus au pouvoir à son arrivée. Le jeune homme ne fit aucune attention à ces paroles, mais, en débarquant à Guayaquil, il apprit la conspiration heureusement avortée[1]! Au mois d'octobre 1873, le président devait partir pour Guachala et y séjourner quelque temps, mais les délibérations du congrès le retinrent fort heureusement dans la capitale. Immédiatement après l'abandon de ce projet de voyage, on apprit que des assassins, postés sur la route, l'avaient attendu dans les environs de l'hacienda. Des questions indiscrètes adressées aux indiens de service à Guachala sur les habitudes et sorties de Garcia Moreno éveillèrent les soupçons de

[1] *Civiltà cattolica*, citée par Claudio Janet, *Sociétés secrètes*.

ces braves gens. Un de ces rôdeurs se présenta même à eux sous le costume d'un indien des forêts orientales, ce qui fit penser après l'assassinat que ce pouvait être le principal meurtrier, Rayo, lequel avait vécu au Napo et conservait chez lui des armes et des vêtements du pays. Quoi qu'il en soit, instruits sans doute par leurs affidés de Quito que le voyage n'aurait pas lieu, ils disparurent aussitôt de la contrée ; mais les radicaux avaient si bien compté cette fois sur le meurtre du président qu'ils l'annoncèrent comme un fait accompli à Popagan, puis à Bogota, d'où la nouvelle se répandit dans tous les journaux. A cette occasion chacun exprima son opinion sur le président de l'Équateur. Dans un article nécrologique des plus élogieux, un journaliste de Colombie, don José Joachim Borda, rappela les grandes œuvres de Garcia Moreno et ses victoires sur les révolutionnaires. « N'ayant pu le vaincre, ajoutait-il en terminant, ils l'ont assassiné. Dieu veuille que la disparition de ce grand homme n'entraîne pas la ruine de l'Équateur ! Il y a des colonnes maîtresses qui ne peuvent tomber sans faire chanceler l'édifice ! » S'il prit la peine de lire les feuilles publiques de ce temps, Garcia Moreno put connaître de son vivant quel serait sur son compte le jugement de la postérité. Mais c'était là sans contredit la moindre de ses préoccupations.

Quelquefois la secte propageait des bruits de meurtre, afin de susciter quelque bonne inspiration dans l'âme d'un frère zélé. Le 26 octobre 1873, les feuilles du Pérou enregistraient ce fait divers, expédié de Guayaquil : « Une tragédie sanglante vient de semer l'effroi dans la ville de Quito, capitale de l'Équateur. Le président est tombé sous les coups de son aide de camp, le colonel Salazar, aidé d'une foule hostile aux jésuites. Vingt-trois de ces religieux ont péri avec le président. Le peuple cherchait le nonce du pape pour le tuer éga-

lement, mais il eut le temps de s'enfuir vers les montagnes[1] ». Les journaux ajoutaient qu'on le poursuivait avec rage et que certainement il n'échapperait pas à la colère du peuple.

Aux approches de la réélection, les bruits d'un assassinat prochain prirent tant de consistance que beaucoup de personnes se crurent obligées d'exposer leurs craintes à Garcia Moreno et de lui conseiller des mesures de prudence. Mais jamais on ne parvint à faire entrer dans son âme un sentiment d'inquiétude. Il répondit à un religieux chargé de lui transmettre une communication très grave : « Je vous suis reconnaissant de votre charitable avis, bien qu'il ne m'apprenne rien de nouveau. Certains hommes, je le sais parfaitement, désirent ma mort; mais ces mauvais désirs, engendrés par la haine, ne sont préjudiciables qu'à ceux qui les forment. Dites à la personne dont vous tenez ces renseignements que je crains Dieu, mais Dieu seul. Je pardonne de bon cœur à mes ennemis; je leur ferais du bien si je les connaissais et si j'en avais l'occasion[2]. » Don Ignacio lui signala un agent de la secte, dénoncé comme en voulant à sa vie : « Je ne fais aucun cas, répondit-il, de ces misérables dénonciations, et je regarde avec un profond mépris les agissements de ces scélérats. Depuis longtemps ils m'auraient rendu fou si j'avais attaché la moindre importance à leurs intrigues. » En 1873, il écrivait à un ami : « On m'avertit d'Allemagne que les loges de ce pays ont ordonné à celles d'Amérique de remuer ciel et terre pour renverser le gouvernement de l'Équateur. Il se peut que le Grand Maître X*** soit pour quelque chose dans cette affaire; mais si Dieu nous protège et nous couvre de sa miséri-

[1] *La Verdad*, 19 octobre 1873.

[2] Lettre au R. P. Legarra.

corde, qu'avons-nous à craindre, encore que nous ne soyons qu'un pur néant, et que notre pouvoir soit égal à zéro devant ce colosse aux pieds d'argile ? »

Surtout il n'entendait pas qu'on eût l'air d'implorer pour lui la pitié de ces vils assassins. Un jour le rédacteur du *National*, Proano, qui combattait pied à pied les ennemis du président, sous l'empire de je ne sais quel pressentiment, montra ces Caïns se ruant sur l'innocent Abel. « Or, disait-il, quand Abel vit son frère prêt à l'immoler, il exhala sa triste plainte : Frère, pourquoi me tuer ? Nous sommes sortis du même sein, et si mes offrandes ont été préférées aux tiennes, ce n'est point par ma faute. Si Dieu avait accepté ton présent, je n'en eusse point été jaloux. Caïn se précipita sur le pauvre Abel et lui donna la mort. Abel lui pardonna, mais son sang n'en cria pas moins vengeance au ciel. Frappez donc, ô Caïns, frappez votre victime, mais sachez que Dieu la vengera. » — « Ce ton me déplaît, dit Garcia Moreno à l'écrivain. Ce n'est point là le langage d'un gouvernement qui fait le bien sans craindre qui que ce soit. Si ces bandits ont l'envie de me tuer, qu'ils viennent : ils ne nous immoleront pas comme de timides brebis ; nous leur disputerons le terrain pied à pied, et nous entreprendrons une nouvelle croisade pour la sainte cause. Dieu sera notre bouclier contre les traits de l'ennemi. Si nous succombons, rien de plus désirable, ni de plus glorieux pour un catholique : notre récompense sera éternelle [1]. »

Avec cette confiance en Dieu qui ne se démentit jamais, Garcia Moreno continua ses œuvres sans s'inquiéter de l'orage qui grondait sur sa tête. A peine réélu, il combina des plans nouveaux, cherchant les meilleurs moyens d'utiliser cette troisième présidence

[1] *Coleccion de documentos*, Proano.

pour le bien public. Dans un entretien intime avec le rédacteur du *National,* son confident et son ami, il exposait ainsi ses idées sur l'avenir : « Quand je me décidai, en 1851, à intervenir dans la politique du pays, je considérai que la République, pour s'ouvrir une ère de véritable prospérité, avait besoin d'une triple période de juste et sage administration ; période de réaction, période d'organisation, période de consolidation. Ma première présidence eut un caractère de réaction contre les maux qui accablaient la patrie, et comme ces maux invétérés avaient pénétré profondément tout le corps social, il me fallut quelquefois, à ma grande douleur, employer la violence pour les extirper. La seconde présidence que j'achève, consacrée tout entière à l'organisation du pays, n'a plus requis les moyens violents. Mes ennemis eux-mêmes reconnaissent la modération et le tempérament avec lesquels j'ai gouverné la nation. Si la divine Providence n'en dispose pas autrement, la troisième période sera une période de consolidation. Les peuples, habitués à l'ordre, aux douceurs de la paix, jouiront d'une plus grande liberté, sous un gouvernement paternel et tranquille. L'avenir de notre cher pays dès lors assuré, je rentrerai dans la vie privée, avec la douce satisfaction d'avoir sauvé le pays et de l'avoir définitivement placé sur la voie du progrès et de la véritable grandeur. »

Hélas ! le Dieu dont les secrets sont impénétrables, en avait disposé autrement, et ces rêves du grand chef chrétien allaient s'évanouir dans un coup de foudre. On apprit bientôt, non plus par de vagues rumeurs, mais par des faits précis que la Franc-maçonnerie exécuterait à bref délai la sentence portée par les hautes loges. Un journal espagnol publié à Bruxelles, *La Gazeta internacional,* avait demandé et obtenu en 1873 des correspondances de l'Équateur « en réponse aux accusations

passionnées qui se produisaient chaque jour contre le gouvernement de Garcia Moreno » ; mais cette bienveillance fit place bientôt aux insinuations les plus injurieuses. Le directeur voulait bien insérer des articles d'intérêt général sur l'agriculture ou l'instruction publique, mais il trouvait que les appréciations politiques de son correspondant pourraient choquer ses lecteurs, « d'autant plus qu'elles contrastaient singulièrement avec celles de plusieurs journaux américains, et notamment avec *La dictature perpétuelle* de Juan Montalvo. » Surpris et indigné, le correspondant [1], littérateur de premier mérite et ami intime de Garcia Moreno, répondit qu'il écrivait sans doute pour faire connaître les progrès accomplis dans son pays, mais aussi pour glorifier le gouvernement catholique et conservateur à qui l'on devait tous ces progrès. Catholique lui-même et conservateur, espagnol par le sang, américain par la naissance et l'affection, il écrivait pour défendre la vérité ou cessait d'écrire. Du reste, quand un homme déclare s'en tenir aux diffamations d'odieux libellistes sans prêter attention aux raisons qu'on leur oppose, il est inutile de discuter avec lui. Le directeur de la *Gazeta* reproduit cette réponse dictée par l'honneur et la conscience, en y ajoutant, pour dissimuler son embarras, des réflexions sur « l'atmosphère d'intransigeance qui régnait à l'Équateur. » Il rééditait en preuve la prétendue exhumation du protestant et mentionnait un fait nouveau, la destitution du consul de l'Équateur à Bruxelles. En effet, Garcia Moreno venait de révoquer ce consul, après avoir appris de science certaine qu'il appartenait à la franc-maçonnerie. La *Gazeta* terminait la discussion par ces mots prophétiques : « Pour conclure, nous donnerons à nos contradicteurs un avis et

[1] Don Juan Léon Méra.

une information : il se trame actuellement contre l'Équateur une révolution qui laissera dans le pays, le jour où elle éclatera, de mémorables traces. Qu'on ne l'oublie pas. » Ceci se passait au mois de mars 1875, quelques mois avant l'assassinat du président, assassinat décrété par les loges pour révolutionner l'Équateur. Très probablement le directeur de la *Gazeta* connaissait le complot par les révélations de l'ex-consul franc-maçon dont il était l'intime ami. Ce langage injurieux de la *Gazeta,* ces menaces dont on ne pouvait méconnaître la gravité, furent mis sous les yeux de Garcia Moreno, mais, sans vouloir entrer dans cet ordre d'idées, il se contenta de dire : « Ces gens-là travaillent pour qui les paie, et non pour la bonne cause : de là le discrédit dans lequel sont tombés les journaux du libéralisme. »

Cependant la conjuration s'ourdissait dans l'ombre. Chargés de faire disparaître le grand ennemi de la secte, les maçons d'Amérique avaient envoyé des représentants du Chili, du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie à Lima, la cité maçonnique par excellence, pour désigner les sicaires et leur fournir les moyens de remplir leur criminelle mission [1]. Peu de temps après, les habitants de Quito remarquèrent, non sans inquiétude, que plusieurs jeunes exaltés se réunissaient chaque soir chez le ministre du Pérou. Des lettres mystérieuses leur arrivaient par des voies détournées. Tous, plus ou moins ennemis de Garcia Moreno, débitaient de pompeuses tirades en l'honneur de la liberté. A leur tête, on distinguait l'avocat Polanco, jeune homme de bonne famille, ruiné par suite de mauvaises affaires et surtout de mauvaises mœurs. Entré dans la vie religieuse dans l'espoir que le couvent paierait ses dettes, il y affectait

[1] Lettre d'un diplomate à Garcia Moreno.

des airs de vertu qui ne l'empêchèrent pas d'être expulsé. Il se rabattit alors sur le président, dont il était autrefois le serviteur dévoué, mais n'ayant pu en obtenir les faveurs qu'il sollicitait, il lui jura une haine implacable. Après lui venait Moncayo, personnage de basse extraction, mais hautain et orgueilleux. Soutenu par la bourse du président il avait aussi passé plusieurs années dans une communauté religieuse avant de chercher fortune dans le monde. Il comptait sur son ancien protecteur, mais le président, peu sympathique aux défroqués, resta sourd à toutes ses requêtes. Emporté par son ressentiment, Moncayo jura de se venger. Dans ce groupe figuraient encore Campuzano, depuis longtemps lié aux conspirateurs, Roberto Andrade et Manuel Cornejo, tous deux pervertis par les abominables écrits de Montalvo. Andrade, fils d'un paysan d'Ibarra, pauvre étudiant en droit, se croyait un nouveau Brutus. Il avait dessiné sur une page de son portefeuille le portrait de Garcia Moreno assassiné et du P. Terenziani décapité. Pour cet esclave des francs-maçons, Garcia Moreno devait périr pour avoir pratiqué la tyrannie, et le P. Terenziani pour l'avoir enseignée dans son cours de législation. Recruteur d'assassins, c'est lui qui avait entraîné Cornejo dans le complot en lui affirmant qu'un chef de corps, le commandant Sanchez, seconderait les conjurés avec les forces dont il disposait. Cornejo, jeune homme, honnête jusque-là, épris autrefois d'enthousiasme pour Garcia Moreno au point de lui former avec d'autres jeunes gens une escorte d'honneur, oublia sa famille et ses principes pour s'attacher à ses détestables compagnons. Enfin venait le malheureux Rayo qui, lui aussi, avait tour à tour aimé et détesté le président. De famille pauvre, il avait quitté la Nouvelle-Grenade, sa patrie, pour servir, en qualité de mercenaire dans les troupes de l'Équateur. C'était un de ces chrétiens étran-

ges, qu'on voit un jour agenouillés dans une église, priant avec une piété d'ange, puis le lendemain brandissant un poignard. Après lui avoir confié des fonctions importantes au Napo, Garcia Moreno l'avait destitué par suite de ses malversations. Devenu simple sellier pour gagner sa vie, au lieu de s'accuser de sa chute, Rayo ne pensa plus qu'à se venger du président.

Tels étaient les instruments choisis par la secte pour exécuter son affreux dessein. Les conciliabules nocturnes de ces jeunes gens paraissaient très suspects au peuple et à Garcia Moreno lui-même, quand arriva subitement du Pérou un autre personnage, originaire de Guatemala, dont les allures étranges attirèrent son attention. Cet individu, nommé Cortès, s'introduisit à Quito sous les apparences de la pauvreté, et bientôt, au grand étonnement de la ville, on le vit aussi fréquenter assidûment les salons du ministre péruvien. Lié d'amitié avec les hôtes habituels de l'ambassade, il passait son temps à chanter des hymnes à la liberté et à déclamer contre les despotes. Un jour il poussa si loin ses violences et ses insolents propos que Garcia Moreno lui signifia d'avoir à quitter immédiatement le territoire de la République. On soupçonna, non sans motif, que cet envoyé du Pérou avait pour mission de distribuer les rôles aux principaux acteurs du drame. Ceux-ci n'en continuèrent pas moins avec leurs affidés de Lima des correspondances secrètes, qu'ils dérobaient aux investigations de la police, grâce aux subterfuges les plus audacieux. L'aide de camp de Garcia Moreno lui présente un jour certaines lettres déposées sur son bureau pour recevoir l'estampille du gouvernement. Soupçonnant une fraude, le président brise l'enveloppe, et trouve l'adresse d'Urbina. C'était une communication des révolutionnaires avec leur chef du Pérou. Mgr Vanutelli, délégat apostolique, se trouvait à Guayaquil au mois

de juillet 1875, prêt à s'embarquer pour l'Europe. Ayant ouvert un paquet de lettres expédiées de Lima à son adresse, il lut sur une seconde enveloppe le nom de l'avocat Polanco, qu'il ne connaissait pas, et auquel il envoya, par l'intermédiaire d'un jésuite, des lettres contenant probablement les dernières instructions des loges.

On ne pouvait plus se dissimuler que le danger était proche, et l'on conseillait au président de se mettre en garde contre les assassins. Un prélat de ses amis, de passage à Quito, lui dit dans un entretien familier : « Il est de notoriété publique que la secte vous a condamné et que ses sicaires aiguisent leurs poignards : prenez donc quelques précautions pour sauver votre vie. — Et quelles précautions avez-vous à me suggérer ? dit le président. — Entourez-vous d'une escorte. — Et qui me défendra contre l'escorte, car enfin on pourra la corrompre ? J'aime mieux me confier à la garde de Dieu. » Et il ajouta ces paroles du Psalmiste : *Nisi Dominus custodierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam.*

C'est dans ces lugubres circonstances qu'il écrivit sa dernière lettre au souverain pontife, lettre dont chaque ligne respire la piété d'un saint et le courage d'un martyr. « J'implore votre bénédiction, Très Saint Père, ayant été, sans mérite de ma part, réélu pour gouverner pendant six années encore cette république catholique. La nouvelle période présidentielle ne commence que le 30 août, date à laquelle je dois prêter le serment constitutionnel, et c'est alors seulement qu'il serait de mon devoir d'en donner officiellement connaissance à Votre Sainteté ; mais j'ai voulu le faire aujourd'hui, afin d'obtenir du ciel la force et la lumière dont j'ai besoin plus que tout autre pour rester à jamais le fils dévoué de notre Rédempteur, le serviteur loyal et obéissant de son Vicaire infaillible.

« Aujourd'hui que les loges des pays voisins, excitées par l'Allemagne, vomissent contre moi toutes sortes d'injures atroces et d'horribles calomnies, se procurant en secret les moyens de m'assassiner, j'ai plus que jamais besoin de la protection divine, afin de vivre et de mourir pour la défense de notre sainte religion et de cette chère République que Dieu m'appelle à gouverner encore. Quel plus grand bonheur peut-il m'arriver, Très Saint Père, que de me voir détesté et calomnié pour l'amour de notre divin Rédempteur ? Mais quel bonheur plus grand encore, si votre bénédiction m'obtenait du ciel la grâce de verser mon sang pour celui, qui étant Dieu, a voulu verser le sien pour nous sur la croix ! »

Jamais chrétien des premiers siècles aux prises avec les bourreaux n'exprima de plus beaux sentiments. Il demandait ensuite au Saint Père une double grâce : des religieuses pour l'hôpital des pauvres lépreux, et les reliques du B. Pierre Claver, délaissées à Carthagène. « Votre Sainteté, disait-il, a béatifié cet apôtre de la charité catholique : elle ne voudra pas que ses restes précieux demeurent dans un endroit où personne ne les apprécie ni ne les vénère. Notre pauvre Équateur ne cherche ni ne désire d'autre protection que celle de Dieu : aussi sera-t-il très heureux d'avoir un avocat de plus dans le ciel. »

Le cœur rempli de ces fortifiantes pensées, Garcia Moreno se mit à composer tranquillement le message qui devait être lu, le 10 août, à l'ouverture du congrès. Les avertissements les plus solennels et les plus graves venaient à chaque instant le distraire de ce travail, mais il se remettait immédiatement à l'œuvre avec le plus grand calme. Le 26 juillet, fête de sainte Anne, patronne de sa femme, parmi les cartes adressées à celle-ci, il s'en trouvait une dans laquelle on lui recommandait de

veiller sur son mari parce que prochainement les sicaires exécuteraient leurs menaces. A cette occasion, plusieurs de ses amis lui répétèrent encore que, s'il ne prenait garde, il tomberait certainement quelque jour sous le fer d'un assassin. « Eh bien, leur répondit-il d'un air joyeux, que veut un voyageur, si ce n'est arriver au terme de son voyage ; un navigateur, si ce n'est saluer les rivages de la patrie ? Je ne me ferai point garder ; mon sort est entre les mains de Dieu, qui me tirera de ce monde quand et comment il lui plaira. »

Le 2 août, un religieux lui écrivit de Latacunga que la conspiration ourdie contre lui par les francs-maçons éclaterait sous peu de jours, et qu'il avait entendu prononcer le nom d'un certain Rayo parmi ceux des conjurés. « Rayo ! s'écria Garcia Moreno, c'est une infâme calomnie. Je l'ai vu communier il y a peu de jours : un chrétien n'est point un assassin ! » Cet homme avait su cacher son ressentiment, et le président se défiait si peu de lui que, se proposant de faire une promenade à cheval avec son fils, le 10 août, fête de l'Indépendance, il avait commandé à Rayo une selle pour le petit Gabriel.

Le 4 août, il écrivit une dernière lettre à son ami, Jean Aguirre, dont il avait fait, dès ses années de collège, son compagnon intime. Quelques mois auparavant, au moment de partir pour l'Europe, Jean Aguirre était venu lui faire ses adieux. Après un long entretien, dans lequel il se montra très expansif, Garcia Moreno reconduisit son ami jusqu'à la porte et lui dit en le serrant sur son cœur : « Nous ne nous reverrons plus, je le sens, c'est notre dernier adieu ! » Puis il se détourna pour cacher ses larmes et lui cria une dernière fois : « Adieu ! nous ne nous reverrons plus. » Le 4 août, après lui avoir rappelé ces pressentiments, il ajoutait : « Je vais être assassiné ; je suis heureux de mourir pour la foi : nous nous reverrons au ciel. »

Le 5 août, il s'entretenait avec son Conseil d'État du complot qui défrayait toutes les conversations. Don Vincente Piedrahita lui avait écrit de Lima que dans cette ville on regardait l'assassinat comme un fait accompli. A Quito du reste, le chef de la police était sur la piste des principaux conjurés et de leurs complices. Comme on ne prenait aucune mesure pour déjouer leurs plans, les conseillers d'État l'exhortèrent encore à se précautionner contre le danger, mais il soutint qu'il était impossible d'éviter le poignard de l'assassin acharné à sa victime, toujours en embuscade et prêt à frapper au moment et à l'endroit où on l'attend le moins. « Les ennemis de Dieu et de l'Église peuvent me tuer, ajouta-t-il, Dieu ne meurt pas ! » Vers le soir, voulant terminer son message au congrès, il avait donné l'ordre à son aide de camp de ne recevoir qui que ce fût, quand un prêtre se présente et demande à voir le président. Sur le refus de l'officier, le prêtre insiste parce que la communication qu'il doit faire ne peut être remise au lendemain. Introduit devant Garcia, il lui tient ce langage : « On vous a prévenu que la franc-maçonnerie avait décrété votre mort, mais on ne vous a pas dit quand le décret serait exécuté. Je viens vous avertir que vos jours sont comptés, et que les conjurés ont résolu de vous assassiner dans le plus bref délai, et peut-être demain s'ils en trouvent l'occasion. Prenez vos mesures en conséquence. — J'ai reçu déjà bien des avertissements semblables, répondit le président, et j'ai vu, après avoir mûrement réfléchi, que la seule mesure à prendre, c'est de me tenir prêt à paraître devant Dieu. » Et il continua son travail comme si on lui eût annoncé une nouvelle sans importance. On remarqua cependant qu'il passa en prières une partie de la nuit.

Le lendemain 6 août, fête de la Transfiguration de

Notre-Seigneur, vers six heures du matin, il se rendit selon sa coutume à l'église Saint-Dominique, pour y entendre la messe. C'était le premier vendredi du mois, jour spécialement dédié au Sacré-Cœur. Comme beaucoup d'autres fidèles, le président s'approcha de la sainte table, et reçut le Dieu de l'Eucharistie, sans doute comme viatique de son dernier voyage, car après tant d'avertissements reçus de tous côtés, il ne pouvait se dissimuler qu'il était en danger de mort ; aussi prolongea-t-il son action de grâces jusque vers huit heures.

Les conjurés, dans lesquels nous reconnaîtrons bientôt les hôtes de l'ambassade péruvienne, l'épiaient depuis le matin. Ils l'avaient suivi de loin jusque sur la place Saint-Dominique, où ils stationnèrent durant la messe, tantôt par petits groupes, tantôt se rapprochant les uns des autres pour se communiquer leurs observations. On conjectura qu'ils voulaient l'assaillir au sortir de l'église, mais qu'un obstacle imprévu, peut-être le concours assez nombreux des fidèles, les empêcha d'effectuer leur dessein. Le président rentra tranquillement chez lui, passa quelque temps au milieu de sa famille, puis se retira dans son cabinet pour mettre la dernière main au message dont il voulait, ce même jour, donner communication à ses ministres.

Vers une heure, muni du précieux manuscrit qui devait être son testament, il sortit avec son aide de camp pour se rendre au palais, il s'arrêta en chemin chez les parents de sa femme, dont la demeure touchait à la *Plaza Mayor*. Ignacio de Alcazar, qui l'aimait beaucoup, lui dit avec tristesse : « Vous ne devriez pas sortir, car vous ne pouvez ignorer que vos ennemis observent tous vos pas. — Il n'arrivera, répondit-il, que ce que Dieu permettra. Je suis dans ses mains en tout et pour tout. » Comme la chaleur était extrême, il prit alors je ne sais quelle boisson qui le mit subitement

en transpiration et le força de boutonner sa redingote, circonstance insignifiante mais qu'il importe de relever. Quelques instants après, on le vit se diriger vers le palais du gouvernement, toujours suivi de l'aide de camp Pallarès.

A ce moment, les conjurés se trouvaient réunis dans un café attenant à la place, d'où ils observaient les démarches de leur victime. Dès qu'ils l'aperçurent, ils sortirent les uns après les autres et s'embusquèrent derrière les colonnes du péristyle, chacun au poste assigné par leur chef Polanco, lequel se transporta de l'autre côté de la place pour écarter les obstacles et parer à tout évènement. Il y eut alors pour les meurtriers un moment de terrible angoisse. Avant d'entrer au palais, le président voulut adorer le Saint-Sacrement exposé dans la cathédrale [1]. Longtemps il resta agenouillé sur les dalles du temple, absorbé dans un profond recueillement. Comme à l'approche des ténèbres les objets créés disparaissent et la nature se repose dans un calme solennel, Dieu, à ce moment suprême, écartant de l'âme de son serviteur tout souvenir des êtres créés, l'attirait doucement au repos de la céleste union. L'un des conjurés, Rayo, impatienté d'un retard qui pouvait devenir périlleux, fit dire au président par un de ses complices qu'on l'attendait pour une affaire pressante. Garcia Moreno se leva aussitôt, sortit de l'église, gravit les marches du péristyle, et déjà il avait fait sept ou huit pas vers la porte du palais, lorsque Rayo qui le suivait, tirant de dessous son manteau un énorme coutelas [2], lui en asséna un coup terrible sur l'épaule. « Vil assassin ! » s'écria le président en se retournant et en faisant d'inutiles efforts pour saisir son révolver dans sa redingote fer-

[1] La cathédrale et le palais du gouvernement forment un des angles de la *Plaza Mayor*.

[2] Appelé dans le pays *Machete*.

mée ; mais déjà Rayo lui avait fait à la tête une large blessure, pendant que les autres conjurés déchargeaient sur lui leurs révolvers. A ce moment, un jeune homme qui se trouvait par hasard sur la plate-forme, voulut saisir le bras de Rayo, mais blessé lui-même et à bout de force, il dut lâcher prise. Percé de balles, la tête ensanglantée, l'héroïque président se dirigeait néanmoins, tout en cherchant son arme, vers le côté d'où partaient les balles, lorsque Rayo, d'un double coup de son coutelas, lui taillada le bras gauche et lui coupa la main droite, de manière à la détacher presque entièrement. Une seconde décharge fit chanceler la victime, qui s'appuya contre la balustrade et tomba sur la place d'une hauteur de quatre à cinq mètres. Étendu sur le sol, le corps tout sanglant, la tête appuyée sur son bras, le moribond était sans mouvement, quand Rayo, plus féroce qu'un tigre, descendit l'escalier du péristyle et se précipita sur lui pour l'achever. « Meurs, bourreau de la liberté ! criait-il, en lui labourant la tête avec son coutelas. — Dieu ne meurt pas ! murmura une dernière fois le héros chrétien, *Dios no muere !.* »

Cependant le bruit des coups de feu attire les curieux aux fenêtres en même temps que la panique envahit tous les cœurs. Fonctionnaires et serviteurs se barricadent dans le palais, croyant qu'une bande d'émeutiers monte pour les égorger. L'aide de camp Pallarès court à la caserne chercher du renfort pendant que Polanco, Cornejo, Andrade, et les autres meurtriers s'enfuient au plus vite en criant : « Le tyran est mort ! » Les femmes se précipitent hors des boutiques établies sous le péristyle et poussent des cris lamentables autour du président couché par terre et baigné dans son sang. La place se remplit de personnes effarées, de soldats cherchant les assassins, de prêtres qui arrivent en toute hâte de la cathédrale pour donner au blessé, s'il respire

encore, les derniers secours de la religion. Il ne peut répondre à ceux qui lui parlent ni faire le moindre mouvement, mais son regard trahit un reste de vie et de connaissance. On le transporte à la cathédrale aux pieds de N.-D. des Sept-Douleurs, et de là dans la demeure du prêtre sacristain pour panser ses plaies béantes : soins inutiles, car on s'aperçoit à ses lèvres décolorées et livides qu'il est sur le point d'expirer. Un prêtre lui demande s'il pardonne à ses meurtriers ; son regard mourant répond qu'il pardonne à tous. Sur lui descend alors la grâce de l'absolution ; l'extrême-onction lui est administrée au milieu des larmes et des sanglots de l'assistance, et il expire un quart d'heure environ après l'épouvantable tragédie du palais.

Pendant ce quart d'heure d'agonie, une scène non moins sanglante épouvantait la foule assemblée sur la *Plaza Mayor*. Après l'assassinat, les conjurés disparurent l'un après l'autre, excepté Rayo qu'une balle destinée au président avait blessé à la jambe. Il s'éloignait péniblement, espérant encore une révolution radicale, quand il se vit entouré d'un peuple en fureur et de soldats qui menaçaient de le mettre en pièces. Son arrogance alors fit place au trouble et à la frayeur. Aux malédictions de la foule, aux soldats qui s'emparaient de lui pour le traîner à la caserne, il adressait des paroles incohérentes comme celles-ci : « Je n'ai rien fait,.. que me voulez-vous ?... rien ! ... rien !... » Malgré ses supplications, le flot populaire le refoulait de la place à la rue de la caserne, quand tout à coup un soldat, outré de colère, cria au peuple : « Comment pouvez-vous souffrir devant vos yeux ce lâche assassin ? Écartez-vous de lui. » La foule obéit, et le soldat déchargea son fusil sur le meurtrier qui, frappé à la tête, tomba roide mort. Son cadavre fut piétiné et traîné ignominieusement jusqu'au cimetière où plus tard sa veuve

lui fit creuser une tombe. Des chèques sur la banque du Pérou, trouvés dans les vêtements de l'assassin, prouvèrent à tous que la vénérable et vertueuse franc-maçonnerie, pas plus que le grand conseil des juifs, n'épargne les deniers aux Judas qu'elle emploie.

Dans la soirée de ce jour néfaste, le doyen de la Faculté de médecine, Guayraud, reconnut officiellement le cadavre du président et en fit l'autopsie. Le martyr avait reçu cinq ou six coups de feu et quatorze coups de l'infâme coutelas, dont l'un avait pénétré jusqu'au crâne. On compta sept à huit blessures mortelles. Sur la poitrine du président se trouvait une relique de la vraie Croix, le scapulaire de la Passion et celui du Sacré-Cœur de Jésus ; à son cou, pendait un chapelet auquel était attachée une médaille, représentant d'un côté le pape Pie IX et de l'autre le concile du Vatican. L'effigie de Pie IX était teinte du sang de Garcia Moreno, comme pour marquer par ce touchant symbolisme que l'amour de l'Église et de la Papauté avait causé la mort du glorieux martyr. On trouva également sur lui un agenda tout noirci de ses notes journalières. Sur la dernière page, il avait, ce jour-là même, tracé au crayon trois mots qui suffisent pour peindre l'âme d'un saint : « Mon Seigneur Jésus-Christ, donnez-moi l'amour et l'humilité, et faites-moi connaître ce que je dois faire aujourd'hui pour votre service. » En réponse à cette généreuse demande, Dieu réclama le sang du héros chrétien, et certes, il le versa de grand cœur, comme il l'écrivait à Pie IX un mois auparavant, « pour celui qui étant Dieu, a voulu verser le sien pour nous sur la croix. »

Si maintenant l'on demande pourquoi Dieu laisse ainsi répandre par des criminels le sang d'un de ces hommes créés tout exprès, ce semble, pour la régénération de son pays et le triomphe de l'Église, il faut

répondre que Dieu se plaît surtout à glorifier ceux qui toujours ont confessé la vérité. Or la suprême gloire, c'est de sceller de son sang cette vérité qu'on a défendue par ses paroles et par ses actes. Dieu donna cette gloire à son Fils, il l'a donnée aux martyrs, il l'a donnée à Garcia Moreno. Quant au monde, si Dieu lui enlève ses libérateurs, c'est que trop souvent le monde ne s'en montre pas digne. Combien de chrétiens ont repoussé Garcia Moreno, bafoué ses principes, entravé son œuvre au nom du libéralisme ? N'est-il pas juste que Dieu, pour les punir, les livre à la tyrannie libérale? Mais le peuple, si dévoué à Garcia Moreno, ne méritait pas ce châtiment ? Non, sans doute, mais que le peuple se rassure : de même que le sang des martyrs fut une semence de chrétiens [1], le sang de Garcia Moreno produira non seulement à l'Équateur, mais dans d'autres nations, des défenseurs du peuple et de l'Église. L'homme meurt, mais Dieu ne meurt pas. *Dios no muere.*

[1] *Sanguis martyrum, semen christianorum,* Tertullien.

CHAPITRE XIV

LE DEUIL

(1875.)

La mort de Garcia Moreno à peine connue, toute la ville se couvrit spontanément de deuil. Les rues se tendaient de noir, les drapeaux funèbres flottaient aux fenêtres de chaque maison, les cloches sonnaient le glas, le canon mêlait d'heure en heure ses lugubres grondements à ce triste concert, les larmes coulaient de tous les yeux : on eût dit que chaque famille venait de perdre un de ses membres. Au lieu de se trouver en révolution, comme on aurait pu le craindre, la capitale tomba dans une inexprimable consternation. La feuille officielle interpréta parfaitement le sentiment public en disant « que, sous le poids de la douleur, le mouvement de la vie s'était comme arrêté, les lèvres restaient muettes et les cœurs défaillants. » Elle exprimait en même temps la certitude que l'ordre ne serait pas troublé : « En immolant notre chef, une bande de scélérats a cru immoler du même coup la religion et la patrie, mais l'esprit de Garcia Moreno restera avec nous, le martyr du haut du ciel priera pour son peuple. »

De fait, il n'y eut pas même un semblant de désordre. Les assassins durent s'enfuir au plus tôt pour ne pas tomber sous les coups de la vengeance publique.

En vertu des dispositions constitutionnelles, le vice-président, don Javier Léon, se déclara chef du pouvoir exécutif et mit la République en état de siège. Par une circulaire adressée aux gouverneurs de province, il donna l'ordre d'employer tous les moyens possibles pour s'emparer des meurtriers. S'adressant à l'armée, il fit appel à son amour pour le chef immortel qu'elle venait de perdre : « Officiers et soldats, disait-il, des mains encore rouges de son sang vous présenteront peut-être un autre drapeau que celui de la religion et de la patrie, mais vous vous souviendrez des enseignements de votre illustre généralissime, vous serez fidèles aux lois de l'honneur. Braves soldats, tournez vos yeux vers le ciel, voyez sur la tête de celui que vous pleurez la glorieuse couronne du martyre, et jurez de défendre les institutions pour lesquelles il a donné sa vie. » De Cuenca, de Guayaquil, aussi bien que de Quito, arrivèrent des protestations de dévouement à la patrie, mêlées aux explosions de la plus vive douleur. Le corps diplomatique tout entier voulut s'associer au peuple et à l'armée dans ces touchantes manifestations du deuil national.

L'ordre ainsi assuré, un décret du pouvoir exécutif fixa au 9 août les funérailles du président. « Considérant, disait justement ce décret, que l'Excellentissime don Gabriel Garcia Moreno a été l'un des plus grands hommes de l'Amérique, et, par ses importantes réformes, le patriotique auteur de la prospérité dont jouit la République ; que sa mort prématurée sera pour tout le peuple un sujet d'éternelle douleur ; que les nations ont le devoir d'honorer les hommes assez généreux pour consacrer leur vie au service de la patrie : les obsèques de l'Excellentissime Gabriel Garcia Moreno seront solennellement célébrées dans l'église métropolitaine. Sur le catafalque, on lira ces mots qui résument sa vie :

Au régénérateur de la patrie, à l'invincible défenseur de la foi catholique. » Durant les trois jours qui s'écoulèrent entre la mort et les funérailles, le corps fut exposé dans une chapelle ardente. Assis sur un fauteuil, revêtu des insignes de sa charge, entouré de ses gardes, on l'eût dit simplement assoupi. Les assassins avaient criblé son corps de blessures, mais respecté son noble visage dont chacun pouvait reconnaître les traits expressifs et la mâle physionomie. Les visiteurs affluèrent sans interruption durant ces trois jours, non seulement de la capitale, mais de dix lieues à la ronde. En se rendant au congrès, les députés rencontraient sur leur route des processions interminables d'hommes, de femmes et d'enfants, qui avaient prié près du cadavre et s'en retournaient en pleurant à chaudes larmes. « Nous avons perdu notre père, disaient-ils ; il a donné son sang pour nous. » Jamais, s'écrient les témoins oculaires, on ne vit spectacle plus navrant.

Le jour des obsèques, sur un magnifique catafalque dressé dans la cathédrale, le cadavre du président, en costume de général, la tête découverte, apparut une dernière fois à la foule immense qui remplissait l'église et ses abords. Bientôt on vit entrer l'archevêque avec son clergé; les membres du gouvernement, entourés des autorités civiles et militaires, prirent place à leur tour. Tous les yeux se portèrent alors sur l'estrade d'honneur occupée par le président dans les cérémonies publiques, et le peuple la voyant vide se mit à sangloter, et à gémir. L'émotion redoubla quand don Vincent Cuesta[1], traduisant le sentiment général, appliqua au nouveau Judas Machabée, ces paroles de l'Écriture, si bien appropriées à la circonstance : *le peuple d'Israël pleura toutes ses larmes, et le deuil dura de longs jours, et ils*

[1] Doyen de la cathédrale de Riobamba et sénateur,

disaient : Comment est-il tombé, le vaillant qui sauvait Israël? « Si le silence, s'écria l'orateur, est l'expression des grandes douleurs quand il s'agit d'une infortune privée, à plus forte raison quand survient un de ces terribles évènements qui accablent tout un peuple. Que dire dans cette lugubre cérémonie, en présence des restes de ce chef illustre dont la vie féconde et l'héroïque trépas laisseront un éternel souvenir dans les annales de l'Équateur? O Dieu des nations, pourquoi donc avez-vous permis que la sentinelle de votre maison, le défenseur de votre Église, l'orgueil de votre peuple, tombât ainsi à l'improviste, baigné dans son propre sang ? O mon Dieu ! prosternés devant votre infinie majesté, nous ne pouvons qu'adorer vos inscrutables desseins. Vous nous l'aviez donné, vous nous l'avez enlevé, que votre saint Nom soit béni ! Nous étoufferons dans notre cœur tout sentiment de vengeance, nous ne voulons pas même dire aux assassins : Caïns, qu'avez-vous fait du sang du juste ! »

Les sanglots de l'auditoire étouffaient la voix de l'orateur. Laissant de côté les actes publics du président, « comme appartenant aux annales de l'Équateur, à l'histoire de l'Amérique, à la galerie des grands hommes de ce siècle, » il rappela ses vertus intimes, sa foi, sa piété, son zèle et sa noble protestation contre l'envahissement des États pontificaux « qui avait attiré sur une nation ignorée de tous, les regards du monde entier. Pie IX lui-même avait fixé son œil reconnaissant sur ce petit peuple des Andes, au milieu duquel, en ce temps d'apostasie générale, avait paru le seul homme assez fort pour brandir dans ses vaillantes mains l'épée de Constantin, de Charlemagne et de saint Louis. Et ces mains, ajouta-t-il, ont été lacérées par le crime ! Le soldat de Dieu est mort martyr de son zèle et de sa foi !.. »

Les gémissements redoublèrent quand l'orateur, s'écria en terminant : « Garcia Moreno ! tes yeux ne voient pas nos larmes, tes oreilles n'entendent pas les lamentations de ton peuple, ton noble cœur ne bat plus dans ta poitrine, mais ton âme nous comprend. Ah ! de cette région bienheureuse où t'a conduit ton héroïque vertu, jette un regard sur tes enfants, n'abandonne pas ton pays à l'anarchie, demande à Dieu de susciter un homme qui continue ton œuvre et sache dire comme toi : *Adveniat regnum tuum !* »

La cérémonie s'acheva sous une impression de terreur. Le bruit courut dans l'assistance qu'on venait d'attenter à la vie du petit Gabriel, fils du président défunt, bruit heureusement faux, mais qui devait s'accréditer facilement après l'horrible assassinat commis en plein jour sur la place de Quito. On disait aussi que des jeunes gens avaient déterré le cadavre de Rayo pour l'inhumer en terre sainte et poussé le cynisme jusqu'à demander un service funèbre pour ce monstre, qu'ils appelaient le libérateur de la patrie. Sous l'empire de ces appréhensions, les restes mortels de Garcia Moreno furent déposés provisoirement dans un caveau inconnu, afin de les soustraire au danger de sacrilèges profanations.

Ces infamies firent naître une telle exaspération que le peuple voulut à toute force s'emparer des assassins. Déjà deux d'entre eux, Campuzano et Polanco, étaient sous les verrous. Ce dernier avait espéré qu'un pronunciamento radical suivrait immédiatement l'assassinat du président, mais, en voyant l'indignation du peuple et la fureur des soldats, il courut se réfugier dans une boutique, d'où il sortit précipitamment pour gagner une retraite plus sûre. A son air étrange, à ses démarches inquiètes, les soldats devinèrent un criminel et le jetèrent en prison. Plus heureux, le jeune Cor-

nejo avait réussi à se cacher pendant deux jours dans une maison amie, où il raconta que, tout en conspirant, il n'avait point cessé de feindre un grand dévouement pour Garcia Moreno, et que, la veille encore, il était allé chez lui pour lui recommander de prendre garde aux assassins. « Je voulais par là, dit-il, égarer ses soupçons et me rendre ainsi la besogne plus facile. » Il ajouta qu'au moment du crime, après avoir reçu le premier coup de coutelas, le président avait fixé les yeux sur lui comme pour implorer du secours. Le malheureux lui avait répondu par un coup de révolver, que Dieu ne voulut pas laisser impuni. Comme on poursuivait les meurtriers avec activité, Cornejo craignit avec raison d'être découvert, s'il restait dans la ville. Profitant de l'obscurité de la nuit, il gagna les montagnes, s'enferma dans une hutte au milieu des bois, et se crut sauvé, mais il comptait sans la divine justice.

Quelques jours après le meurtre, un domestique fidèle qui l'avait accompagné dans sa fuite, revint à Quito s'informer de la marche des évènements et recueillir certains objets nécessaires à son maître. Ayant trouvé la maison déserte, car les parents de Cornejo, inconsolables du crime commis par leur fils, avaient disparu, il se mit à parcourir les chambres au milieu de la nuit, une bougie à la main, pour recueillir les hardes du fugitif. Un voisin d'en face, surpris de cette promenade nocturne dans une maison qu'il savait inhabitée, suivit l'inconnu à son départ et le dénonça au premier poste qu'il rencontra. Le domestique fut arrêté et condamné, sous peine d'être fusillé sur l'heure, à guider une escouade de soldats vers la cachette de Cornejo. Toutefois, grâce à la vigilance d'un indien qui lui donna l'éveil à l'approche des sbires, Cornejo parvint à s'évader ; les soldats se mirent à sa poursuite, et le gouvernement, averti par courrier, donna l'ordre de cerner le bois qui

lui servait d'abri. A cette nouvelle, le peuple en masse, hommes, femmes, enfants, accoururent de la ville et des villages voisins, pour enfermer le meurtrier dans un immense cercle et lui couper ainsi toute retraite ; mais on avait compté sans les buissons et les taillis d'où il leur fut impossible de le déloger. Dans sa fureur, le peuple mit le feu au bois, afin de forcer le fugitif à se rendre ou à périr. Voyant les flammes s'approcher, Cornejo se blottit dans le creux d'un arbre jusqu'au moment où la foule désespérée se décida à reprendre le chemin de la ville. Déjà il levait la tête pour respirer, quand un soldat resté en arrière l'aperçut, poussa un cri, et rappela la foule, qui faillit mettre l'assassin en pièces. Livré au conseil de guerre, Cornejo fit des aveux complets. Il résulta de ses déclarations que le crime était le résultat d'une conspiration dont Polanco était l'âme. C'est lui qui avait entraîné les conjurés et distribué les rôles au moment du drame. Condamné à mort, Cornejo se convertit sérieusement et écrivit à sa mère une lettre pleine de résignation : « Je suis heureux, dit-il, de mourir pour expier mon crime, et de mourir maintenant, après avoir eu le bonheur de me réconcilier avec Dieu. Si j'avais échappé, je serais perdu pour toujours. » Élevé par des parents chrétiens, la Révolution l'avait perdu : d'un jeune homme plein de bons sentiments, elle avait fait un assassin.

Avant lui, Campuzano avait payé sa dette à la justice. On dit qu'après sa condamnation, on lui promit la vie sauve s'il voulait révéler le nom de ses complices. « C'est inutile, s'écria le malheureux : mes compagnons, eux, ne me feraient pas grâce. J'aime mieux être fusillé que poignardé. »

Le docteur Polanco, l'organisateur du complot, en fut quitte pour dix ans de réclusion. Encore s'échappa-t-il de prison deux ans après, au moment d'une bataille

entre conservateurs et radicaux. Se jetant aussitôt dans la mêlée, il vomissait des blasphèmes et commandait aux soldats de tirer sur une bannière du Sacré-Cœur, lorsqu'une balle l'atteignit au front et l'étendit raide mort. Dieu est quelquefois moins patient que les conseils de guerre [1].

Andrade et Moncayo, cachés en pays étrangers, ne reparurent à Quito qu'après le triomphe de Vintimilla [2]. Au grand scandale de la population, le gouvernement radical les laissa circuler librement : Le peuple ignore encore que les loups ne se mangent pas entre eux. Cependant, malgré le bon vouloir des autorités, ces deux criminels durent fuir devant le mépris et les menaces des honnêtes gens, trop fidèles au souvenir de Garcia Moreno pour vivre en paix avec ses assassins.

Ces démonstrations d'attachement au héros chrétien, de colère contre ses meurtriers, de deuil inconsolable, se renouvelèrent dans toutes les villes de l'Équateur. Partout, à Guayaquil, à Cuenca, à Loja, à Ibarra, à Guaranda, le peuple accourut en foule aux obsèques solennelles ; partout la chaire retentit d'éloges en l'honneur du président défunt ; partout, aux larmes, aux sanglots de l'assistance, on put constater qu'il s'a-

[1] Chose digne de remarque : les assassins de Garcia Moreno meurent tous de mort violente. Nous venons de voir comment ont disparu Rayo, Campuzano, Cornejo et Polanco. Sanchez périt à Manabi, en 1883, sous les coups de fusil d'Alfaro, lors de la réaction contre Vintimilla. Manuel Cornejo Cevallos, l'assassin du 14 décembre 1869, mourut à Paris, écrasé par un fragment de corniche qui lui tomba sur la tête. M. Maldonado, compromis dans cette même conjuration, au moins d'après les dépositions de Manuel Cornejo, mourut à Latacunga, frappé d'une balle, en 1884. Qui sait ce que Dieu réserve à Montalvo, le principal instigateur de l'assassinat du 6 août, à Andrade, à Moncayo, et aux autres complices de ce grand crime? Puisse-t-il, quelle que soit leur mort, leur inspirer, comme au jeune Cornejo, des sentiments de repentir avant de les appeler à son tribunal !

[2] En juillet 1877.

gissait non d'une cérémonie officielle, mais d'un acte de piété filiale inspiré par l'amour et la reconnaissance. Toutefois, pour montrer l'union parfaite de la nation à son chef, il convient d'ajouter à ces témoignages populaires le témoignage plus solennel encore des représentants du peuple réunis au congrès.

Quelques jours après les funérailles, eut lieu l'ouverture de la session législative. Le vice-président Léon fit part aux députés et aux sénateurs des mesures prises pour sauvegarder l'ordre public, et leur annonça que le décret relatif à l'élection d'un nouveau président paraîtrait dans les délais légaux. « C'est au champ électoral, dit-il, que les hommes d'honneur doivent se donner rendez-vous. Il faut laisser aux infâmes celui de la révolte et de l'assassinat. Quant à moi, je n'aspire qu'à rentrer dans la vie privée ; je préférerais l'exil au pouvoir suprême, en voyant comment on récompense les plus généreux sacrifices. Ministre, ami, compagnon du président, je n'ai plus qu'un désir, c'est de pleurer en paix au sein de ma famille l'homme le plus pur et le plus vertueux que j'aie jamais connu. »

Le ministre de l'intérieur présenta ensuite au congrès le message que Garcia Moreno portait sur lui au moment de l'assassinat. Impossible de rendre l'impression qu'éprouva l'assemblée en voyant, tout couvert de taches sanglantes, ce manuscrit dans lequel le grand homme avait consigné sa pensée suprême; le père du peuple, sa dernière volonté. On en écouta la lecture dans un religieux et solennel silence :

« Il y a quelques années, disait Garcia Moreno, l'Équateur répétait chaque jour les tristes plaintes que le libérateur Bolivar adressait dans son dernier message au congrès de 1830 : *Je rougis de l'avouer : l'indépendance est un bien que nous avons conquis, mais aux dépens de tous les autres.*

« Depuis que, mettant en Dieu notre espérance, nous nous sommes éloignés du courant d'impiété et d'apostasie qui entraîne le monde en ces jours d'aveuglement et que nous nous sommes réorganisés en 1869 comme nation vraiment catholique, tout va changeant jour par jour pour le bien et la prospérité de notre chère patrie.

« L'Équateur était autrefois un corps duquel se retirait la vie, et qui se voyait dévoré comme les cadavres par cette multitude d'insectes hideux que la liberté de la putréfaction fait toujours éclore dans l'obscurité du sépulcre ; mais aujourd'hui, à la voix souveraine qui tira Lazare de la tombe, il se ranime et marche en avant, bien que traînant encore ses liens et son suaire, c'est-à-dire les restes de la misère et de la corruption dans lesquels nous étions ensevelis.

« Pour justifier mes paroles, il suffira que je vous rende un compte sommaire de nos progrès pendant ces dernières années, m'en remettant aux informations spéciales de chaque ministère pour tout ce qui concerne les documents et les détails. Afin qu'on voie exactement le chemin parcouru durant cette période de régénération, je comparerai l'état actuel avec son point de départ, non pour nous glorifier, mais pour glorifier Celui à qui nous devons tout et que nous adorons comme notre Rédempteur et notre Père, comme notre protecteur et notre Dieu. »

Il parcourait ensuite les différentes branches de l'administration, enseignement, bienfaisance, travaux publics, finances, missions : établissant, preuves en main, l'immense développement qu'avait pris la civilisation, sous le rapport intellectuel, moral et matériel, depuis que la religion présidait aux destinées du pays. C'est du reste ce remarquable document qui nous a fourni les renseignements et les chiffres dont nous nous sommes servi pour exposer les œuvres du président. Il

terminait par cette déclaration qui arracha des larmes aux membres du congrès :

« J'achève dans quelques jours la période du mandat qui m'a été confié en 1869. La République a joui de six années de repos, et durant ces six années elle a marché résolûment dans le sentier du progrès, sous la protection visible de la Providence. Bien plus grands eussent été les résultats obtenus, si j'avais possédé pour gouverner les qualités qui me manquent malheureusement, ou si, pour faire le bien, il suffisait de le désirer avec ardeur.

« Si j'ai commis des fautes, je vous en demande pardon mille et mille fois, et ce pardon, je le demande avec des larmes très sincères à tous mes compatriotes, les priant de croire que ma volonté n'a jamais cessé de poursuivre leur bien. Si au contraire vous croyez que j'aie réussi en quelque chose, attribuez-en d'abord le mérite à Dieu et à l'immaculée dispensatrice des trésors de sa miséricorde, puis à vous-mêmes, au peuple, à l'armée et à tous ceux qui, dans les différentes branches du gouvernement, m'ont aidé avec tant d'intelligence et de fidélité à remplir mes difficiles devoirs. »

Le congrès se montra digne d'un tel message. Il répondit, non au président qui ne pouvait plus l'entendre, mais à la nation, par un manifeste en l'honneur de Garcia-le-Grand, « grand non seulement aux yeux de l'Équateur, mais de l'Amérique, mais du monde entier, car le génie appartient à tous les peuples et à tous les siècles ». Il montra dans Garcia Moreno un génie tourmenté par deux idées divines, ou plutôt par deux divines passions : l'amour de la patrie et l'amour du catholicisme. Après avoir mentionné les progrès constatés par le message, le manifeste rappelle la glorieuse intervention du président dans les affaires de l'Église : « Voyez, s'écrie-t-il, voyez votre éminent ma-

gistrat, debout au milieu de la tempête qui sévit contre Rome; de tous les chefs de peuple, seul attaché au roc inébranlable de la papauté, seul loyal, seul fidèle, en face de l'apostasie et de la trahison qui se disent modernes mais qui sont aussi vieilles que l'ingratitude et la lâcheté. La Révolution renverse la croix du Rédempteur : lui la prend dans ses mains, se prosterne devant elle, et, du sommet des Andes, la présente au monde comme l'étendard sacré. La calomnie l'accuse, l'impiété le maudit, la haine et l'envie le poursuivent : le héros chrétien lutte sans reculer d'un pas et force l'histoire à le compter parmi le petit nombre d'hommes qui honorent le genre humain. Jamais le monde n'oubliera avec quel courage il protesta contre l'usurpateur de la plus auguste des couronnes et cela quand un indigne silence scellait les lèvres de tous les rois et potentats de la terre; avec quel dévouement il embrassa la cause du Pontife captif et dépouillé, partagea ses douleurs, et voulut boire à son calice d'amertume! Les ennemis de Dieu se sont moqués de cette filiale protestation lancée à la face du siècle par le représentant d'une république infime : insensés! si petit qu'il soit, un fils ne mérite pas le dédain quand il compatit aux infortunes de son père et proteste contre les maudits qui le dépouillent et l'outragent! » Puis, les représentants adressent en terminant de vives félicitations au peuple assez intelligent de ses devoirs et de ses intérêts pour repousser avec horreur les assassins et les anarchistes. « Ils ont voulu noyer la religion, la morale, les institutions de la patrie, dans le sang de l'auguste régénérateur, mais sur son tombeau la croix apparaîtra plus resplendissante que jamais, car c'est pour la sainte cause de la religion qu'il a versé son sang. Laissez donc ces scélérats se réjouir de leur forfait : les oiseaux de proie dans la nuit poussent des cris sauvages à

l'odeur des cadavres. Enfants de la lumière, nobles fils du glorieux champion de la civilisation catholique, serrez-vous autour du gouvernement et répétez avec Garcia Moreno : *Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs.* »

Non content d'avoir ainsi glorifié le héros de l'Équateur devant tout son peuple, le congrès voulut perpétuer sa mémoire en élevant dans la capitale un monument qui rappelât ses bienfaits. Dans la session du 16 septembre, il édicta le décret suivant, cité en partie dans notre introduction, mais que nous reproduisons en entier, comme le plus glorieux et le plus fidèle résumé des grandes œuvres accomplies par notre héros.

« Considérant :

« Que l'Excellentissime don Gabriel Garcia Moreno, par sa vaste intelligence comme par ses hautes vertus, mérite d'occuper la première place parmi les enfants de l'Équateur ;

« Qu'il a consacré sa vie et les dons si rares de son esprit et de son cœur à la régénération et à la grandeur de la République, en basant les institutions sociales sur le fondement solide des principes catholiques ;

« Qu'avec la magnanimité des grands hommes, il affronta sans crainte la diffamation, la calomnie, et les sarcasmes impies, donnant ainsi au monde le noble exemple d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir ;

« Qu'il aima la religion et la patrie jusqu'à souffrir pour elles le martyre, et légua, de la sorte, à la postérité une mémoire illustrée de l'immortelle auréole dont Dieu couronne les plus héroïques vertus ;

« Qu'il combla la nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et religieux ;

« Et qu'enfin la nation doit honneur, gratitude et

respect aux citoyens qui savent l'ennoblir et la servir sous l'inspiration du plus pur et du plus ardent patriotisme ;

« Le sénat et la chambre des députés décrètent :

« L'Équateur, par l'entremise de ses représentants, accorde à la mémoire de l'Excellentissime don Gabriel Garcia Moreno l'hommage de son éternelle gratitude, et, pour le glorifier selon ses mérites, lui décerne le nom de *Régénérateur de la patrie* et de *Martyr de la civilisation catholique.*

« Pour la conservation de ses restes mortels, il sera élevé, au lieu que désignera le pouvoir exécutif, un mausolée digne de ce grand homme.

« Afin de recommander son nom glorieux à l'estime et au respect de la postérité, une statue en marbre, érigée en son honneur, portera sur son piédestal l'inscription suivante : *A Garcia Moreno, le plus noble des enfants de l'Équateur, mort pour la religion et la patrie, la République reconnaissante.*

« Dans les salles des conseils municipaux et autres assemblées officielles figurera également un buste de Garcia Moreno, avec l'inscription : *Au régénérateur de la patrie, au martyr de la civilisation catholique.*

« La route nationale et le chemin de fer, œuvres principales du président défunt, porteront le nom de Garcia Moreno. »

Il faut remonter bien loin dans l'histoire pour rencontrer un homme assez grand pour mériter de pareils éloges, un peuple assez juste pour les lui décerner. Nulle part dans notre siècle où les catastrophes de toutes sortes ne sont pas rares, un chef d'État n'a été si unanimement honoré et pleuré. « Et ce n'est point assurément une chose ordinaire que nous voyons là, s'écriait à cette occasion un grand polémiste chrétien : un peuple reconnaissant envers le chef qui ne l'a point

spolié; qui n'a trahi ni son corps, ni son âme ; qui, au contraire, a audacieusement voulu le délivrer de l'ignorance, des menteurs, des hommes de proie ; qui l'a conduit devant Dieu dans la lumière, dans l'innocence et dans la paix ; et qui enfin a donné sa vie pour son salut ! Il y a donc aujourd'hui sur la terre un lieu petit et obscur, mais pourtant visible, où la louange du *Juste* est partout proclamée. On le pleure, non seulement à l'autel, mais en pleine rue. Nous en concluons qu'il y a encore une justice parmi les hommes ; et quand la justice parle quelque part au milieu du monde, c'est assez pour que le monde ne soit pas perdu. La justice qui parle dans l'Équateur est un grand service rendu au genre humain, le plus grand peut-être que l'Amérique ait rendu jusqu'ici [1]. »

Nous pouvons ajouter à l'honneur de l'humanité, que la couronne de gloire fut posée en ces jours sur la tête de Garcia Moreno, non seulement par le peuple au milieu duquel il a vécu, mais par toutes les nations catholiques sans exception. Comme l'Équateur, le monde civilisé porta le deuil du noble chevalier de la civilisation chrétienne. Les feuilles libérales tentèrent d'organiser le silence sur l'assassinat de Quito, afin de n'avoir ni à blâmer les assassins ni à louer la victime. Les radicaux, plus cyniques, vomirent tous leurs blasphèmes contre le catholicisme et son intrépide champion, mais l'explosion de douleur et d'admiration qui éclata d'un bout du monde à l'autre étouffa toute voix discordante. Ce n'était pas le bruit tumultueux organisé par une faction pour soulever l'opinion publique ; ni l'un de ces triomphes de parade en l'honneur des poëtes et des tribuns de l'anti-cléricalisme, où chacun joue son rôle en riant, au milieu de spectateurs imbéciles ; mais l'im-

[1] Louis Veuillot. *Univers*, 11 octobre 1875.

mense cri de douleur poussé par des millions d'âmes devant la tombe de l'hercule chrétien qui, durant quinze ans, n'a cessé de combattre pour Jésus-Christ, pour son Église, pour le salut des peuples. A genoux devant cette tombe, ouverte si prématurément par un crime, le peuple de Jésus-Christ se mit à pleurer comme il pleurait autrefois devant la tombe des martyrs, puis entonna un concert de louanges devant lequel s'effacent tous les panégyriques. Qu'on nous permette d'en détacher quelques notes avant de clore ce récit.

Les républiques américaines glorifièrent à l'envi le héros-martyr. A la Nouvelle-Grenade, un de ses adversaires politiques, Madiedo, polémiste vigoureux, lui rendit ce solennel hommage : « Homme d'un grand caractère et d'une énergie à toute épreuve, Garcia Moreno fut le chef d'une nouvelle école : l'école de la sécurité. .... Or, il faut le dire comme oraison funèbre sur la tombe de ce grand homme, entre la liberté de l'anarchie et l'autorité d'un gouvernement qui fait respecter le droit même à la Sixte-Quint, nous sommes pour le gouvernement. La prophétie de Bolivar s'accomplit à notre grand désenchantement : « il n'y a plus de foi en Amérique, ni entre les hommes ni entre les nations. Les constitutions et les lois sont des feuilles de papier ; les élections, des exercices de pugilat ; la liberté, un brigandage, et la vie, un enfer. » En somme, le critérium de toute loi politique, c'est la sécurité. Si la démocratie n'est qu'une invasion de scélérats et la république une farce nauséabonde, autant vaut la liberté comme en Russie ou en Turquie... Garcia Moreno était né pour gouverner un grand peuple : il se passera du temps avant que l'Équateur produise un génie comme celui-là... Ils l'ont assassiné, mais les martyrs ne meurent pas : ils passent de la prison au trône et de l'échafaud à la gloire. »

Le Chili, seconde patrie de Garcia Moreno, multiplia

les démonstrations en l'honneur de ce sincère et généreux ami. Un journal semi-officiel de Santiago, *La Rèpublica,* avait fait sur l'assassinat des réflexions abominables : « Comme toutes les œuvres du despotisme, disait-il, l'œuvre de Garcia Moreno disparaîtra avec lui. Malheureusement il y faudra quelque temps, car si le poignard a tué l'homme, il a prolongé la durée du système en posant la couronne du martyre sur un front qu'aurait dû couvrir le bonnet du forçat. » *L'Étendard catholique* répondit à la feuille gouvernementale par un brillant éloge de Garcia Moreno : « Le régénérateur a montré au monde qui abhorre le catholicisme ce que doit être un chef d'État. L'Équateur ne se distinguait en rien des autres peuples, si ce n'est peut-être par plus de misère et de corruption. Un homme d'intelligence et de volonté a suffi pour transformer le pays. Mais il ne savait pas, cet homme de cœur, applaudir à la négation de Dieu pour s'attirer les applaudissements de l'impiété : de là les anathèmes de la presse irréligieuse, qui ne rougit pas de l'appeler un monstre et un tyran. Ils poursuivent de leurs invectives le catholique Garcia Moreno, et ils réservent leurs éloges pour Guzman Blanco, le proscripteur des sœurs de Charité. Le grand homme de l'Équateur n'était pas de ces lâches vulgaires qui sacrifient tout à la popularité ou à l'intérêt du moment : il allait droit son chemin en regardant le ciel. Que de fois nous avons vu sur ses lèvres le sourire du mépris quand il parlait de ces hommes qui veulent à toute force se donner un renom de libéralisme ! Libéral ? disait-il : est-ce qu'il ne suffit pas d'être catholique ? »

Dans la capitale comme dans les principales villes du Chili, des services funèbres auxquels le peuple se porta en foule offrirent l'occasion de faire connaître à tous la vie et les vertus de Garcia Moreno. A la *Concep-*

cion, l'orateur, don Vicente Chaparro, ne craignit pas de l'appeler « le plus grand homme que l'Amérique latine ait produit. » — « Un personnage, dit-il, réunissant à un si haut degré les qualités et perfections qui constituent l'homme éminent, l'homme accompli en tout genre, je ne le rencontre pas même dans l'histoire des siècles, et Dieu sait que je n'exagère pas. Naissance illustre, talent extraordinaire, science très vaste, érudition immense, éloquence entraînante, organisateur de génie, diplomate habile, militaire exercé, économiste distingué, administrateur incomparable, et par-dessus tout, valeur indomptable, patriotisme à toute épreuve, vertus morales et chrétiennes éminentes : rien ne manque à cet homme extraordinaire que Dieu créa tout exprès pour la mission transcendante qu'il voulait lui confier. » Après avoir montré que cette mission (la résurrection du peuple équatorien à la vie matérielle, intellectuelle et morale) Garcia Moreno l'avait accomplie grâce à son ardent catholicisme, l'orateur établit que sa mort fut un véritable martyre : « Je ne veux point, dit-il m'arroger une autorité que possède seule l'Église infaillible, ni par conséquent prononcer un jugement définitif, mais, sans sortir des limites de la simple probabilité, serait-il téméraire d'affirmer que Garcia Moreno est mort martyr de la religion ? La théologie nous enseigne qu'il y a martyre quand la mort, infligée en haine de la foi ou de quelque autre vertu chrétienne, est acceptée librement par la victime. Or, selon toute probabilité, notre héros fut assassiné en haine de ses principes religieux et de sa conduite en tout conforme à ses principes, c'est-à-dire de sa vie chrétienne. Qu'il ait librement accepté la mort, cela paraît indubitable, car il la prévoyait depuis longtemps, il en parlait fréquemment, il savait pourquoi ses ennemis l'avaient condamné, et néanmoins il persistait dans sa manière

d'agir. Je me permets donc, sauf l'obéissance due à l'Église, de placer provisoirement la palme du martyre dans les nobles mains de Garcia Moreno. »

Un autre panégyriste prononca des paroles plus éloquentes et plus élogieuses, si c'est possible [1]. « Il n'est pas mort comme meurent les lâches, ainsi que parle l'Écriture. Héros et Martyr, il appartient à la race de ces géants qui s'appellent Constantin, Charlemagne, saint Louis, Thomas Morus, O' Connell, nés pour tirer de son tombeau l'humanité déchue et la faire monter, à l'ombre de la croix, dans la voie du progrès. Le nom de Garcia Moreno apparaîtra désormais aux générations de l'Équateur en lettres de sang : Voici, dira-t-on, le héros rédempteur de sa patrie, voici son berceau et voici sa tombe, toutes deux glorieuses, l'une par la foi qui le fit chrétien, l'autre par la croix qui le fit martyr. Le monde entier l'a proclamé le héros par excellence, le défenseur de la grande famille, de la patrie commune. Quand un chef d'État s'élance au combat contre les ennemis de l'Église, tous les catholiques doivent jeter des fleurs sur son passage ; quand il proteste contre les oppresseurs des papes, il doivent lui crier : Frère, merci : vous avez été notre interprète à tous ! Seul de tous les souverains, Garcia Moreno a pris en main la cause de l'Église, notre mère : honneur à sa mémoire ! »

De Buenos-Ayres, de Lima, des villes de l'Amérique centrale, les populations catholiques saluèrent du nom glorieux de martyr le héros tombé sous les coups des sectaires. Dans l'Amérique du Nord, les manifestations furent plus éclatantes encore. « Si les États-Unis possédaient un homme de cette valeur, disaient les journaux, on ne trouverait pas sur leur immense territoire un

[1] Don Salvator Donoso, curé *del Espiritu Santo*, Chili.

autre homme pour l'assassiner. » De fait, aucune insulte, aucun blasphème ne se mêla aux hymnes de louange. Le *Freeman* de New-York, publia les résolutions suivantes, prises par l'association de Saint-Michel: « Considérant que le président de l'Équateur vécut et mourut en confesseur de la foi catholique; qu'avant de succomber sous les coups de la franc-maçonnerie, cette peste des républiques américaines, il se recommanda au souverain pontife, implorant sa bénédiction à l'effet d'obtenir la grâce de verser son sang pour la foi catholique; enfin, qu'il mourut de la mort héroïque ambitionnée par lui, victime de son glorieux attachement pour l'Église : l'association de Saint-Michel, brûlant de rendre les plus grands honneurs à cet illustre martyr de la foi, sans anticiper sur les droits de notre mère la sainte Église, décide qu'elle célèbrera chaque année le glorieux anniversaire du 6 août par une messe solennelle à laquelle assisteront les membres de la société. L'intention sera de demander à Dieu, par l'intercession du défunt, que son héroïsme pénètre les cœurs des catholiques d'un bout de l'Amérique à l'autre. »

L'ancien monde, pourtant si blasé sur les révolutions et les assassinats, se réveilla de sa torpeur en apprenant la mort de Garcia Moreno. L'Europe tressaillit comme l'Amérique à la pensée qu'un homme avait pu, de nos jours, sacrifier sa vie pour défendre les droits de Dieu et de son Église. Les journaux catholiques d'Espagne, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie célébrèrent à l'envi les œuvres et la gloire de Garcia Moreno, son intrépide défense du pouvoir temporel, la mort plus intrépide encore du héros-martyr. Un Espagnol, Rosello, publia sous la dictée de son cœur et de sa foi *Le Martyr de l'Équateur,* œuvre de poésie et d'éloquence destinée à mettre en lumière l'action civilisatrice et les merveil-

leuses vertus du défunt. En Allemagne et en Suisse, des compositions dramatiques initièrent les foules aux épisodes de sa vie, aux scènes émouvantes de sa mort, aux nobles sentiments de son cœur. Mais c'est surtout en France, où le caractère chevaleresque de Garcia Moreno avait de longue date passionné les âmes restées chrétiennes, que l'impression de sa mort fut plus vivement ressentie. Des obsèques solennelles furent célébrées à Saint-Sulpice, au milieu des notabilités civiles et ecclésiastiques. L'orateur de Notre-Dame [1] de Paris, prêchant sur le naturalisme et sa haine des droits de Dieu, signala le meurtre de Quito : « Regardez, dit-il à ses auditeurs, les deux pôles du monde moderne. A Rome, voici un pape qui proclame les droits de Dieu ; sur le Pacifique, un grand chrétien qui en fait la règle de son gouvernement. Pie IX est prisonnier au Vatican, et le chrétien tombe baigné dans son sang, sous le couteau d'un infâme assassin. Reconnaissez le juste de ce siècle : Garcia Moreno ! » Plusieurs mois durant, les journaux catholiques, les Semaines Religieuses entretinrent leurs lecteurs des œuvres et des vertus du président de l'Équateur, revenant toujours à cette conclusion déjà formulée en Amérique : « Il faut compulser l'histoire de la souveraineté et du martyre pour rencontrer une figure aussi héroïque et aussi sublime. A l'Église seule de consacrer le martyre et le miracle par sa décision suprême, mais nous pouvons espérer que le sépulcre où sont déposés les restes immortels de Garcia Moreno deviendra un sépulcre glorieux. La postérité verra briller comme un astre au firmament de son Église celui que Dieu a fait grand aux yeux de ses contemporains [2]. »

Nous ne pouvons rappeler les hommages rendus par

[1] Le R. P. Roux. S. J.

[2] *Semaine Religieuse* de Montpellier.

la France au martyr de l'Equateur sans emprunter quelques pages à un autre chevalier du Christ dont la plume, vaillante comme l'épée de Moreno, esquissa de lui un portrait si magnifique et si ressemblant qu'il fit le tour des journaux de France et du monde.

« Saluons cette noble figure : elle est digne de l'histoire. Les peuples sont accablés d'éphémères fastueux et chiches dont la minute semble ne s'épuiser jamais. Des séditieux, des intrigants, des avortés, des fantômes vides, viennent insolemment tromper les disettes publiques. Devant chacun d'eux on a crié : « Voici l'homme providentiel ! » On le pèse, il n'a pas le poids ; il n'y a point d'homme !.... Telle est l'histoire commune des présidents de république : quelques crimes plats, infiniment de sottises plates, rarement l'honnête et plate vulgarité. Rien pour le présent, rien pour l'avenir. Point d'amour pour ces particuliers sans flamme et sans idée. Ils font des affaires, surtout leurs affaires ; ils s'ennuient, ils ennuient. Métier sans fruits, sans fierté, sans force, et dont les suites les plus heureuses ne peuvent être que les suites ordinaires d'un négoce adroit : du pain, de l'oubli, et, si l'on a de la conscience, du remords. Garcia Moreno était d'une autre espèce, et la postérité le connaîtra. Il a été admiré de son peuple. Il a échappé au crime, à la vulgarité, à l'oubli ; il aurait échappé même à la haine, si Dieu pouvait permettre que la haine ne suivît pas la vertu. On peut dire qu'il a été le plus antique des modernes, un homme qui faisait honneur à l'homme. Non pas un homme de Plutarque, ce ne serait pas assez. Sur un petit théâtre, il a fait tout ce que Plutarque raconte de ses meilleurs héros. Il l'a fait par un mouvement naturel de son caractère et par un engagement irrécusable de la règle qu'il avait embrassée. Il se fût indigné contre lui-même de n'être qu'un homme de Plutarque. Il avait une notion

plus vaste de la grandeur. Suivant son grand et saint devoir, s'élevant sans cesse, il osa tenter ce que l'époque estime impossible, et il y parvint. Il fut dans le gouvernement du peuple un homme de Jésus-Christ.

« Voilà le trait marqué et suprême qui le met hors de pair : homme de Jésus-Christ dans la vie publique, homme de Dieu. Une petite république du Sud nous a montré cette merveille : un homme assez noble, assez fort et assez intelligent pour persévérer dans le dessein d'être, comme on le dit, « homme de son temps », d'en établir les sciences, d'en accepter les mœurs, d'en connaître et d'en suivre les usages et les lois, et cependant de ne pas cesser d'être un homme de l'Évangile exact et fidèle, c'est-à-dire un exact et fidèle serviteur de Dieu, bien plus, de faire de son peuple, pareil lorsqu'il en prit la conduite à tous les peuples de la terre, un peuple exact et fidèle dans le service de Dieu.

« ... C'était un chrétien tel que les postes souverains n'en paraissent plus comporter, un chef tel que les peuples ne paraissent plus dignes d'en avoir, un justicier tel que les séditieux et les conspirateurs n'en paraissent plus craindre, un roi tel que les nations en ont perdu le souvenir : On vit en lui du Médicis et du Ximénès : Médicis moins la fourberie, Ximénès moins la pourpre et l'humeur romaines. Il avait de l'un et de l'autre l'étendue du génie, la magnificence et l'amour de la patrie. Mais on retrouvait davantage dans sa physionomie les traits admirables des rois justes et saints, la bonté, la douceur, la justice, le zèle de la cause de Dieu...

« Dès qu'il fut connu, la secte, si puissante en Amérique, et dont il se déclarait hardiment l'ennemi, le condamna à mort. Il sut que l'arrêt prononcé en Europe avait été ratifié dans les conciliabules d'Amérique et serait exécuté. Il s'en inquiéta peu. Il était catholique

et avait résolu de l'être partout et toujours : catholique sans remède, de la race aujourd'hui inconnue parmi les chefs officiels des peuples, qui se tourne d'abord vers notre Père qui est aux cieux et lui dit à haute voix : Que votre règne arrive !

« Cet homme de bien, ce véritable grand homme à qui ses ennemis ne reprochaient que de vouloir régénérer son pays et eux-mêmes par un indomptable amour de la lumière et de la justice, n'ignorait pas qu'il était guetté par des assassins. On lui disait de prendre des précautions ; il répondait : « Comment se défendre contre des gens qui vous reprochent d'être chrétien ? Si je les contentais, je serais digne de mort. Du moment qu'ils ne craignent pas Dieu, ils sont maîtres de ma vie ; moi je ne veux pas être maître de Dieu, je ne veux pas m'écarter du chemin qu'il m'a tracé. » Il suivait son droit et rude chemin qui allait à la mort du temps et à la vie éternelle ; il répétait son propos accoutumé : Dieu ne meurt pas !

« Il a été tué dans la rue par un homme de rien qu'il avait accueilli, obligé et renvoyé comme indigne ou incapable ; l'homme que les sectaires trouvent ordinairement, pour ces coups-là. Il a été tué sur le seuil de l'église et rapporté dans la chapelle de Notre-Dame des Sept-Douleurs, objet de sa dévotion particulière. Il y est mort après quelques instants. Sa dernière parole a été : Dieu ne meurt pas !

« Nous osons dire que Dieu lui devait cette mort. Il devait mourir dans sa force, dans sa vertu, dans sa prière, aux pieds de la Vierge des Sept-Douleurs, martyr de son peuple et de sa foi, pour lesquels il a vécu. Pie IX a publiquement honoré ce fils digne de lui ; son peuple, plongé dans un long deuil, le pleure comme l'ancien Israël pleurait ses héros et ses justes. Que manque-t-il à sa gloire ? Il a donné un exemple unique dans le

monde et dans le temps au milieu desquels il a vécu : Il a été l'honneur de son pays : sa mort est encore un service : peut-être le plus grand : il a montré à tout le genre humain quels chefs Dieu pourrait lui donner et à quels misérables il se livre lui-même par sa folie [1]. »

Pie IX a publiquement honoré ce fils digne de lui! Terminons cette revue, très incomplète, des manifestations catholiques en l'honneur de Garcia Moreno par l'hommage du Pontife suprême auquel fait allusion l'article magistral que nous venons de citer. Le pape des zouaves, celui qui versa tant de larmes sur les martyrs de Castelfidardo, ne pouvait manquer de pleurer le croisé de l'Église, assassiné par la Révolution. Le pontife-roi devait un éloge qui sanctionnât tant d'éloges funèbres à l'unique chef d'État qui se fût levé pour défendre son trône. Le 20 septembre 1875, dans sa prison du Vatican, Pie IX adressa aux pèlerins de Laval une de ces harangues justicières dont il flagellait quelquefois, lui leur captif, les odieux persécuteurs de l'Église. Il montra la secte maçonnique exerçant ses fureurs contre le Saint-Siège en France, en Allemagne, en Suisse ; dans les républiques américaines, emprisonnant les évêques, expulsant les religieux, confisquant les biens ecclésiastiques ; puis, sa voix, indignée jusque-là, se remplit de larmes : « Au milieu de ces gouvernements livrés au délire de l'impiété, la République de l'Équateur, dit-il, se distinguait miraculeusement de toutes les autres par son esprit de justice et par l'inébranlable foi de son président, qui toujours se montra le fils soumis de l'Église, plein de dévouement pour le Saint-Siège, et de zèle pour maintenir au sein de la république la religion et la piété. Et voilà que les impies, dans leur aveugle fureur, regardent comme une

[1] Louis Veuillot, *L'Univers*, 27 septembre 1875.

insulte à leur prétendue civilisation moderne l'existence d'un gouvernement qui, tout en se consacrant au bien-être matériel du peuple, s'efforce en même temps d'assurer son progrès moral et spirituel. A la suite de conciliabules ténébreux organisés dans une république voisine, ces vaillants ont décrété le meurtre de l'illustre président. Il est tombé sous le fer d'un assassin, victime de sa foi et de sa charité chrétienne envers sa patrie. » *Victime de sa foi et de sa charité :* Pour Pie IX aussi, la mort de Garcia Moreno fut la mort d'un martyr.

Le pape ne s'en tint pas à des paroles. Quelques jours après, il fit célébrer à ses frais des obsèques solennelles pour l'âme de Garcia Moreno, ainsi que font les pontifes quand Dieu ravit à l'Église un de ses enfants privilégiés. Il alla plus loin encore. Des catholiques italiens avaient conçu l'idée d'ériger à Rome une statue à l'invincible défenseur de l'Église et du pape : Pie IX applaudit à ce noble dessein et contribua lui-même pour une somme considérable à l'exécution du monument, qu'il fit placer dans le collège Pio-Latino-Americano, en mémoire du grand Américain. En costume militaire, debout sur son piédestal, Garcia Moreno prêche encore la croisade contre la Révolution. Sur les quatre faces du monument, quatre mots rappellent ses gloires :

Au gardien fidèle de la religion,
Au zélé promoteur des sciences,
Au serviteur dévoué du Saint-Siège,
Au justicier, vengeur des crimes [1].

Puis le marbre redit son martyre et le deuil du peuple catholique :

[1] Religionis integerrimus custos,
Auctor studiorum optimorum,
Obsequentissimus in Christi sedem,
Justitiæ cultor, scelerum vindex.

Gabriel Garcia Moreno
Président de la République de l'Équateur
Traîtreusement assassiné par la main des impies
Le 6 août 1875.
Les hommes de bien dans le monde entier
Ont célébré ses héroïques vertus,
Sa glorieuse mort pour la foi
Et pleuré le crime qui l'a ravi au monde.
Le Souverain Pontife Pie IX
Par sa munificence
Et les dons d'un grand nombre de catholiques
Éleva ce monument
Au brave défenseur
De l'Église et de la société [1].

Pie IX et Garcia Moreno, tous deux croisés contre la Révolution, l'un martyrisé par elle, l'autre emprisonné ; le prisonnier louant le martyr devant l'humanité qui applaudit, et Dieu, qui ne meurt pas, couronnant l'un et l'autre : nous pouvons rester sur ce grand souvenir.

La renommée de ces deux hommes grandira de jour en jour à mesure que la Révolution grandira elle-même abaissant les caractères et ruinant les sociétés. A la vue des hommes d'État, rois, empereurs, présidents de répu-

[1] Gabriel Garcia Moreno
Summus Reipublicæ Quitensis
In America Præses
Impia manu
Per proditionem interemptus
Nonis Aug. a. MDCCCLXXV.
Cujus virtutem
Et gloriosæ mortis causam
Admiratione et laudibus
Diri casus atrocitatem
Boni omnes prosecuti sunt.
Pius IX Pont. Max.
Pecunia sua
Et plurim. cathol. collatione
Egregie
De Ecclesia et Republica merito.

blique, ministres, qui sortiront des officines de la Franc-maçonnerie, les peuples rediront cette parole qui échappa un jour à deux savants allemands en voyant les œuvres du président de l'Équateur : « L'Europe est trop grande pour ceux qui la gouvernent, et l'Equateur trop petit pour Garcia Moreno. »

A mesure que se développera l'hérésie libérale qui supprime du gouvernement Dieu, Jésus-Christ et son Église, les pontifes, à l'imitation de Léon XIII, rappelleront aux nations la *Constitution chrétienne des États* et foudroieront le libéralisme. Les moins clairvoyants des catholiques seront obligés d'acclamer Pie IX, le docteur du *Syllabus,* et Garcia Moreno, le premier chef d'État catholique depuis 1789. Si, malgré l'enseignement de l'Église, les conservateurs libéraux s'obstinent à vanter l'Église libre dans l'État libre, la souveraineté absolue du peuple et des parlements, ils continueront à ouvrir la porte au radicalisme dans tous les états de l'Europe et de l'Amérique. La France, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, deviendront fatalement et à bref délai, la proie du socialisme. Alors sonnera le glas des sociétés, et l'on dira en cherchant les causes de cette horrible dissolution : Si l'on avait cru Pie IX, si l'on avait suivi l'exemple de Garcia Moreno !

Quand viendront ces calamités, — ou Dieu suscitera un chef chrétien qui organisera une croisade générale contre les modernes sarrasins pour délivrer la Terre-Sainte c'est-à-dire les nations chrétiennes, et le tombeau des saints apôtres profané par l'usurpation sacrilège de la Ville éternelle ; en ce cas, sauvé du satanisme révolutionnaire, le monde bénira Pie IX et Garcia Moreno, les initiateurs du mouvement catholique : — ou bien les chrétiens continueront à baisser la tête devant les francs-maçons, les loges remplaceront les églises,

comme les mosquées de Mahomet s'élèvent sur les ruines des temples chrétiens. Alors, les quelques enfants de Dieu, errants sur les ruines de Jérusalem, diront en pleurant : Nos chefs nous ont perdus parce qu'ils ont refusé d'écouter les leçons de Pie IX, le pontife prisonnier, et de marcher sur les pas de Garcia Moreno, le héros-martyr.

ÉPILOGUE

L'ÉQUATEUR APRÈS GARCIA MORENO

I

LE PRÉSIDENT BORRERO

(1875-1876)

Nos lecteurs se demandent sans doute avec quelque anxiété ce que devint, après le crime du 6 août 1875, la République chrétienne de Garcia Moreno : mourut-elle avec lui, et la Révolution, par d'odieuses et sanglantes réactions, donna-t-elle raison aux pronostics de l'opposition libérale ? Un coup d'œil sur l'histoire de l'Équateur durant ces dix dernières années suffira pour mettre dans tout son jour la sagesse politique et l'influence posthume du héros-martyr.

Le lendemain de l'assassinat, restait au gouvernail le vice-président Léon qui, dès le premier jour, se déclara trop faible et trop inexpérimenté pour diriger une barque exposée à tant d'écueils. Il consentait cependant à conserver le pouvoir en attendant l'élection d'un nouveau chef. C'était bien le moment pour les radicaux de tenter un bouleversement, puisque le peuple, d'après

leurs dires, exécrait le despote dont ils avaient délivré le pays ; mais non : avec une ombre de gouvernement, l'ombre de Garcia Moreno, l'Équateur resta calme et tranquille durant deux mois. Ministres, députés, soldats, citoyens, pleuraient le grand homme enlevé à leur amour. Certains révolutionnaires éhontés, comme Montalvo, continuaient à lancer contre leur victime des pamphlets qui ne déshonoraient qu'eux-mêmes, mais ils se gardaient bien d'aucune tentative de rébellion. On les craignait si peu que, six semaines après le drame du 6 août, le gouvernement leva l'état de siège.

Que fallait-il pour maintenir l'ordre existant ? Un pouvoir intelligent, qui continuât franchement la politique conservatrice et catholique de Garcia Moreno. Malheureusement les députés et sénateurs dévoués à cette politique ne purent s'entendre sur le choix d'un candidat. La majorité désigna d'abord le docteur Antonio Florès, mais un nouveau scrutin ayant eu lieu à l'instigation des mécontents, les votes se portèrent sur le docteur Luis Antonio Salazar, comme le plus capable de maintenir haut et ferme le drapeau de l'ordre et de la religion. Cette division du parti conservateur enchanta les libéraux plus ou moins catholiques qui, depuis quinze ans, s'efforçaient vainement de se hisser au pouvoir. Ces ambitieux patronnaient Borrero, le sage de Cuenca, l'adversaire obstiné de Garcia Moreno. Avec Borrero, disaient leurs journaux, l'Équateur allait enfin voir régner l'ordre et la liberté, le catholicisme et le libéralisme. L'Église n'avait rien à craindre d'un homme aussi religieux que Borrero, et la civilisation moderne pouvait tout espérer du rédacteur de la *Centinela*. Les radicaux eux-mêmes poussaient Borrero au fauteuil : n'avaient-ils pas combattu avec lui contre le despote ? « J'ai renversé Garcia Moreno, écrivait Montalvo, c'est ma gloire ; maintenant je demande qu'on vote pour

Borrero. » Ils avaient besoin de ce cheval de renfort pour monter la côte. Les frères et amis s'en expliquaient clairement entre eux. « Tu n'es donc pas initié à notre plan de campagne, répondait un radical à un effarouché de la bande ; sois tranquille sur l'avenir ; Borrero n'est qu'un comparse qui disparaîtra quand nous le voudrons. Il ira rejoindre les histrions de son espèce, et nous laissera le champ libre. »

Le gouvernement aurait pu, en éclairant les électeurs, contrebalancer l'influence de cette coalition ; aussi les radicaux, soutenus par de coupables ambitions, s'empressèrent-ils de le renverser. Le 2 octobre, un soulèvement populaire, organisé contre le vice-président et ses ministres, amena leur démission et leur remplacement par un ministère libéral. Là dessus Salazar déclina toute candidature ; Florès, qui maintint la sienne, fut grossièrement insulté dans les rues d'Ambato par les partisans de Borrero, sans pouvoir obtenir du gouvernement aucune satisfaction. Ainsi abandonnés, les conservateurs se rallièrent pour la plupart à Borrero, qui, soutenu par tous les partis, même par les socialistes, obtint trente-huit mille voix. Fier d'un pareil succès, Borrero se crut un moment beaucoup plus populaire que Garcia Moreno.

Le nouveau président arrivait au pouvoir dans les meilleures conditions de sécurité, ainsi que le fit remarquer un journal libéral de Lima. « On pouvait craindre, disait-il, de grands bouleversements à la mort de Garcia Moreno, mais ce chef d'État a su inoculer à son peuple un tel amour de l'ordre qu'on a respecté la légalité, même quand son bras puissant n'était plus là pour l'imposer. Prodige inouï dans les fastes de l'histoire américaine : un tyran qui survit à son œuvre, sans que l'ordre soit un instant troublé par sa chute ! Oscillant perpétuellement entre l'action et la réaction, nous ne

pouvions prévoir un pareil dénouement dans un pays qu'on croyait soumis à un despotisme odieux. Ce n'était donc pas un despote vulgaire, ce Garcia Moreno qui passait, nous disait-on, sur notre continent comme une calamité publique, dont l'histoire ne devait offrir aux races futures que des monuments de perversité ; mais un vrai grand homme qui laisse après lui tout un ordre de choses capable d'immortaliser sa mémoire, et de plus un gouvernement si populaire, si solidement établi, que le pays se transforme à sa mort sans explosion ni convulsion. En prenant les rênes, le libéral Borrero trouve résolu le problème épineux qui se dresse devant tous les régimes nouveaux : comment maintenir la paix ? La paix existe, dans la plus anormale des situations. Nous avons été les ardents adversaires de Garcia Moreno ; toutefois ce qui se passe à l'Équateur nous paraît une éloquente apologie d'outre-tombe en faveur de cet éminent personnage. » Le grave Borrero n'a donc qu'à se féliciter avec ses amis : le voilà capitaine du navire, la mer est calme, et le temps splendide ! Nous allons assister aux savantes manœuvres du politicien libéral.

Le 7 novembre, appelé à prêter le serment à la constitution en face de ce congrès de 1875 qui venait de voter une statue « au martyr de la civilisation catholique, » Borrero se crut obligé, pour afficher immédiatement son libéralisme, d'invectiver contre la constitution à laquelle il venait de jurer fidélité. « Les devoirs que j'ai à remplir envers le pays, dit-il, sont indiqués par la constitution, mais cette constitution, vicieuse elle-même, a besoin d'être réformée d'après des principes que je crois opportun de vous exposer. Selon certaine école politique, le meilleur système de gouvernement consiste à tenir les peuples en tutelle sous un pouvoir fort et compressif. A mon avis, cette tutelle est inacceptable aussi bien pour les gouvernants que pour les

gouvernés : pour les premiers, c'est une charge trop lourde que la tutelle d'une nation ; pour les seconds, c'est une insulte à la dignité humaine, réduite à l'état de machine par un pouvoir absolu. Avec un gouvernement omnipotent, omniscient, infaillible, le suffrage populaire, la presse libre, l'opinion publique, n'ont plus de raison d'être. On arrive à la dictature perpétuelle, à l'avilissement de la nation. » Après un paragraphe obligé sur la répression de la licence, Borrero se vantait, lui l'élu du peuple, de donner enfin un corps à ce pouvoir électif et responsable dont l'Équateur n'avait jusque-là connu que le nom.

Comprend-on ce catholique qui déchire à belles dents la loi fondamentale de l'État, tout en lui jurant fidélité ? Sur quoi va-t-il s'appuyer pour réclamer l'obéissance de ses subordonnés ? Pas un mot de son illustre prédécesseur, mais un outrage implicite dans cette pauvre déclamation sur les tuteurs de peuples ! Les radicaux exultèrent en lisant ce factum ; les libéraux trouvèrent que leur homme allait vite en besogne ; les conservateurs se confirmèrent dans l'idée qu'avec un tel pilote le navire sombrerait au premier coup de vent. Quelques jours après, dans une adresse à Pie IX, le congrès de 1875 vengeait son grand homme d'État des insultes du pygmée libéral, et manifestait hautement ses craintes pour l'avenir. « Notre premier acte, disaient les représentants, fut d'honorer la mémoire de l'illustre magistrat catholique qu'un crime vient de nous enlever ; nous ne voulons pas clore nos sessions sans nous montrer dignes de l'école politique, morale et religieuse, que fonda parmi nous le génie de Garcia Moreno. Catholiques dans la vie politique comme dans la vie privée, nous ne poserons jamais d'actes contradictoires avec notre foi ; nous voulons être libres, mais de la liberté des enfants de Dieu ; nous voulons que nos lois soient

modelées sur les lois de l'Évangile ; nous pensons que le progrès matériel n'exclut pas le progrès des mœurs. Grâce à l'homme providentiel dont nous déplorons la perte, nous avons échappé jusqu'ici au déluge d'impiété qui s'étend sur toute la terre ; aujourd'hui que ce libérateur nous manque, n'allons-nous pas être envahis à notre tour ? Avant le 6 août, s'ouvraient devant nous de grandes et belles perspectives ; aujourd'hui l'horizon s'assombrit, et le ciel se couvre de nuages. Nous espérons toutefois que le sang du martyr n'aura pas été versé en vain et que Dieu aura pitié de nous. »

Les « nuages » amenèrent bientôt la tempête. De la déclamation officielle du président contre les vices de la constitution, les radicaux conclurent assez logiquement que le gouvernement avait le droit de donner enfin à l'Équateur cette constitution libérale si longtemps prônée et réclamée par Borrero. Ils agitèrent le pays dans ce sens, multiplièrent les pamphlets contre la charte d'esclavage et contre le tyran qui, durant quinze ans, s'était constitué le tuteur de la nation, sommant Borrero, par des pétitions émanées de certains conseils municipaux, de convoquer au plus tôt une assemblée constituante.

Borrero fit la sourde oreille. L'instinct de conservation, éveillé sans doute par « la concupiscence du pouvoir », sa passion dominante au dire de ses amis, lui montra le danger que les *Conventionalistes* allaient lui faire courir. Au reste, les catholiques vinrent à son aide par des contre-pétitions sans nombre, dans lesquelles on lui prouvait péremptoirement qu'il ne pouvait convoquer une convention sans violer ses serments ni trahir ses électeurs : on l'avait nommé pour défendre contre les radicaux la constitution de 1869, et non pour les aider à la détruire. Un vieux guerrier d'Ayacucho dévoila les machinations de la bande rouge, qui voulait porter Pedro Carbo à la présidence et Urbina

au commandement de l'armée pour détruire ensuite les institutions catholiques. « Je plains Borrero, disait le noble vétéran ; s'il donne gain de cause à ces politiciens, il se perd et perd la République avec lui. Borrero ne se sauvera qu'en faisant sienne la devise de Garcia Moreno : Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. »

Après avoir consulté son conseil et ses amis, qui naturellement opinèrent pour la négative, Borrero répondit aux conventionalistes « qu'ayant juré de respecter et de faire respecter la constitution, il ne pouvait prêter la main à son renversement ; qu'obéir à un millier de pétitionnaires plutôt qu'au vœu général de la nation, ce serait faire acte de dictature ; qu'après tout, personne n'avait à se plaindre de son gouvernement, puisqu'il laissait la presse libre jusqu'à se faire accuser de tolérance excessive, et qu'enfin la constitution étant essentiellement réformable, les futurs congrès pourraient toujours l'améliorer. » Toutefois, pour donner à ses bons amis un semblant de satisfaction, il leur sacrifia ses ministres les plus ouvertement défavorables à la convention.

Battus sur la constituante, les révolutionnaires entreprirent au moins d'annuler la constitution en foulant aux pieds la religion et les lois édictées pour la défendre. De là, recrudescence d'abominations sacrilèges contre l'Église et ses ministres, contre l'enseignement des jésuites, contre la théocratie dont l'Équateur était victime, et même contre la divinité de Jésus-Christ. En vertu des lois constitutionnelles qui l'obligeaient « à faire respecter la religion de l'État, » Borrero aurait dû sévir contre ces blasphémateurs, mais pouvait-il violer ses chers principes sur la liberté de la presse et s'exposer à se voir remettre sous les yeux ses articles de la *Centinela ?* Il réserva ses colères pour la *Civilisation Catholique*,

feuille conservatrice nouvellement fondée pour répondre aux ennemis de l'Église. Le journal officiel traita de brouillons et de perturbateurs, ces écrivains intransigeants dont la politique irritante attire à l'Église une multitude d'ennemis. Par où l'on voit que le libéralisme prêche partout à l'Église la même tactique : se laisser opprimer sans mot dire, pour ne pas exaspérer ses ennemis.

Les évêques de l'Équateur refusèrent de se prêter à ce jeu de dupes. Un journal de Guayaquil, *Le Populaire,* se distinguait de tous les autres par l'acharnement et la violence de ses attaques contre le clergé ; aussi l'évêque de Riobamba, par sentence motivée, en interdit-il la lecture aux fidèles sous peine d'excommunication. Borrero s'indigna d'une pareille audace ; peu s'en fallut qu'il ne poursuivît l'évêque pour attentat à la liberté de la presse ; mais, voyant d'autres défenseurs de l'Église entrer en lice et le peuple s'irriter de ses lâches condescendances, il finit par ordonner lui-même des poursuites contre les journalistes et pamphlétaires coupables d'offense ou d'outrage envers la religion. Toutefois il admettait des circonstances atténuantes en faveur des écrivains irréligieux, car leurs excès provenaient, selon lui, de ce que la presse avait été quinze ans bâillonnée. Évidemment Garcia Moreno était la cause de tout le mal !

A son grand regret, ces agissements étranges, et ces raisonnements plus étranges encore, ne changeaient pas le cœur du peuple, fidèle au héros-martyr. Le 6 août 1876, anniversaire du drame sanglant, l'Équateur prit spontanément le deuil. Dans toutes les villes on célébra des services funèbres. La capitale, en particulier, affecta des démonstrations d'autant plus pompeuses qu'elle avait à cœur de venger la noble victime des fureurs de la presse et des dédains du gouvernement. Sur presque

toutes les maisons de la ville flottait le drapeau noir, bien que l'autorité eût menacé, dit-on, d'infliger aux manifestants une amende de cinquante piastres. On raconte même qu'une dame, vexée par la police, envoya les cinquante piastres à qui de droit, afin qu'on la laissât arborer son drapeau tout à son aise. Aux obsèques solennelles, le clergé, la noblesse, le corps diplomatique, les sociétés populaires, remplissaient les vastes nefs de l'église métropolitaine. Il n'y manquait que Borrero et son entourage officiel. Du reste, il eût été trop dur pour lui et pour les siens d'entendre résonner sous les voûtes du temple des paroles comme celles-ci : « Constantin fut grand pour avoir donné la paix à l'Église ; Théodose, pour l'avoir protégée ; Charlemagne, pour l'avoir défendue contre les barbares. Avec plus de foi que le premier empereur chrétien, plus de zèle que Théodose, plus d'énergie que Charlemagne, Garcia Moreno, en plein XIX[e] siècle, se fit le champion de la plus sainte des causes. En présence de deux cent millions de catholiques en deuil, du vénérable Pie IX baigné de larmes, d'une assemblée de rois et de princes apostats, il osa défendre les droits du pontife et remettre sur ses épaules le manteau royal qu'en arrachaient les mains de l'ingrate France, de l'Allemagne athée, et de la parricide Italie. Voilà le grand homme des temps modernes, devant qui disparaissent les Palmerston, les Cavour, et les Bismarck ! La taille de ces colosses d'astuce et de violence diminuera de jour en jour ; celle de Garcia Moreno, l'invincible justicier, grandira de siècle en siècle. Pour éclipser tous les héros, il lui a manqué un théâtre vaste comme son génie et un trône en Europe. Sur ces hauteurs, l'éclat de cette grande figure eût fait pâlir les Charles-Quint et les Napoléon [1] ! » L'Équateur

[1] *Oracion funebre por D. Miguel Garces.*

applaudit à ce discours, mais on comprend que Borrero se soit peu soucié de l'entendre.

C'eût été cependant le moment de méditer sur la sagesse politique de son prédécesseur. En donnant à son gouvernement une orientation contraire, Borrero avait découragé les conservateurs, déchaîné les révolutionnaires contre l'État et contre l'Église, et reconduit l'Équateur à deux doigts de l'abîme d'où Garcia Moreno l'avait tiré. Tranquilles comme des agneaux durant six ans, les radicaux, après six mois de libéralisme, comptaient sur un triomphe prochain. Pour essayer leurs forces et sonder le tolérant Borrero, ils organisèrent à Guayaquil un semblant de révolution sous le couvert de gens de bas étage. La tentative avorta, comme s'y attendaient les meneurs ; mais, désireux de leur complaire, le naïf Borrero fit grâce aux insurgés, ce qui les confirma dans l'idée qu'avec un personnage de cette force on pouvait tout oser.

Pour renverser Borrero, la Révolution avait besoin d'un soudard à poigne : elle jeta les yeux sur le général Vintimilla. Le président connaissait Vintimilla, car il s'est amusé plus tard à tracer de lui ce portrait peu flatteur : [1] « Ceux qui ne l'ont pas vu de près, dit-il, s'imaginent trouver en Vintimilla, comme dans toute l'espèce humaine, une âme raisonnable : ils s'aperçoivent bientôt que l'âme est remplacée chez lui par un instinct grossier, moins raffiné que celui des brutes. Nulle idée intellectuelle, morale ou religieuse, ne pénètre cette matière. Ni conservateur ni libéral, Vintimilla accepte tous les régimes qui engraissent leurs adeptes. Ignorant et stupide, ivrogne et joueur, sa science politique consiste à distinguer le rhum du cognac, à s'enivrer la nuit

[1] *La Revolucion del* 8 *de setiembre de 1876*, por A. Borrero, Lima, 1877.

et à dormir le jour. Aussi servit-il avec la même chaleur Roca, Urbina et Garcia Moreno : enthousiaste de ce dernier jusqu'en 1869, il trempa dans la révolution du 19 mars ourdie par son frère José Vintimilla, ce qui le força de s'expatrier durant quelques années. » Or, cet Ignacio Vintimilla, que Borrero nous dépeint sous des traits si repoussants, les révolutionnaires de la *Tierra caliente* le réclamèrent comme commandant-général des troupes de Guayaquil. Borrero nous apprend que cette demande le stupéfia : mettre ce radical, cet esclave d'Urbina, ce viveur, ce traître, à la tête de l'armée toujours un peu remuante de Guayaquil, c'était une folie insigne ! mais ses bons amis les libéraux le pressaient de faire cette folie, ils répondaient de la fidélité du général : malgré les supplications des conservateurs, Borrero mit les troupes de Guayaquil sous les ordres de Vintimilla.

Arrivé à son poste, Vintimilla, sans presque se donner la peine de dissimuler ses plans, écarta de l'armée les chefs fidèles et les remplaça par ses complices. On avertit Borrero de la trahison dont il allait être victime. Pour en avoir le cœur net, le président s'adressa directement au général, qui naturellement exhala toute son indignation contre de pareils soupçons. « S'il avait éloigné des casernes un commandant et un major, c'est qu'il avait de graves raisons de suspecter la loyauté de ces deux chefs, lesquels avaient servi le *tyran* durant quinze ans. Du moment que le président désapprouvait cet acte de prudence, Vintimilla n'avait plus qu'à se retirer, car, disait-il, le soldat comme la femme n'a que son honneur, et son honneur une fois perdu c'est pour toujours ! » En lisant cette phrase légendaire, le pauvre Borrero fut au regret, je ne dis pas d'avoir soupçonné, mais même d'avoir pu questionner un tel homme sur un tel sujet.

Entouré de partisans fidèles, Vintimilla entreprit alors de désarmer la capitale avant de faire son pronunciamento à Guayaquil. Pour assurer le succès d'une manœuvre qui paraissait impossible, il feignit des inquiétudes sur les dispositions de ses troupes. Des ferments de révolution agitaient les casernes. A l'occasion de la fête prochaine de l'Indépendance, on pouvait craindre une explosion qu'il fallait empêcher à tout prix. Vintimilla demandait à « son bon et cher ami Borrero » de lui expédier de Quito quelques régiments très sûrs, avec lesquels il se faisait fort d'écraser tous les mutins. De Guayaquil on écrivait au président de se tenir sur ses gardes ; dans la capitale, on se mit à ses genoux pour le supplier de ne pas se laisser prendre à une ruse qu'un enfant aurait déjouée : n'écoutant que Vintimilla, Borrero lui envoya de Quito les hommes et les armements demandés.

Tout moyen de défense ainsi enlevé au président, Vintimilla jeta le masque. Le 8 septembre 1876, ses amis les radicaux signèrent l'acte suivant : « Attendu que le docteur Antonio Borrero, traître aux principes proclamés et défendus par lui, gouverne d'une manière absolument contraire aux idées du parti qui l'a élevé au pouvoir ; que sa politique absurde perpétue des institutions incompatibles avec un gouvernement démocratique et que par conséquent l'Équateur ne peut, sans une transformation radicale, s'élever à la hauteur de la civilisation moderne : nous refusons obéissance à don Antonio Borrero, et proclamons chef suprême de la République le grand citoyen Ignacio Vintimilla. » En même temps, l'armée se disposait à marcher sur Quito

Borrero tomba des nues quand le courrier de Guayaquil lui apprit la révolution du 8 septembre. Vite, il prit sa meilleure plume pour réfuter les arguments « de l'Iscariote qui vendait son maître après avoir tant de

fois protesté de sa fidélité et de son dévouement. Vintimilla veut détruire la constitution : mais il lui prêtait serment hier ! La liberté est en péril ! certes, si la liberté fleurit quelque part, c'est bien à l'Équateur, sous le gouvernement d'Antonio Borrero ! Aux armes donc, braves Équatoriens, contre ces ennemis de tout ordre social et politique, ces propagateurs d'athéisme, ces insulteurs de Jésus-Christ, ces sectaires de l'Internationale et de la Commune ! Plutôt mourir sous les décombres de la patrie que d'assister au triomphe de ces criminels ! » Le vrai criminel, n'est-ce pas ce Borrero qui, sous prétexte de liberté de la presse, a laissé le parti révolutionnaire propager les idées qu'il condamne aujourd'hui ? N'est-ce pas lui qui, en haine des conservateurs, a casé dans les emplois les insurgés de Guayaquil, y compris leur chef Vintimilla ?

Malgré cette trahison inconsciente du libéral Borrero, le parti conservateur se rangea derrière lui pour résister à l'insurrection. On parvint ainsi à composer une armée qui, bien commandée, aurait pu tenir tête à l'ennemi, mais le malheureux Borrero, toujours défiant à l'endroit des conservateurs, écarta les généraux capables. Les troupes, campées à Guaranda, restèrent un mois dans l'inaction. A ce moment, ayant terminé ses préparatifs d'invasion, Vintimilla s'avança vers Guaranda à la tête d'un corps d'armée, pendant qu'Urbina en dirigeait un second sur Riobamba. Le général Saenz, qui commandait les troupes de Borrero, ne laissa au camp de Guaranda que les forces nécessaires pour le garder, et se porta, ainsi que le gros de son armée, à la rencontre d'Urbina. Celui-ci l'écrasa dans les champs de Galte, tandis que Vintimilla, passant sur le corps des détachements laissés à Guaranda, arrivait triomphalement à Quito. La République tombait aux mains des radicaux. Borrero, jeté en prison, s'y morfondit pendant

deux mois ; puis, exilé à Lima, il se consola de ses déboires en vantant les douceurs de son gouvernement et en traçant, pour la postérité, le portrait de Vintimilla, que nos lecteurs ont admiré plus haut.

Et voilà le grand génie qui se trouvait humilié de vivre sous un Garcia Moreno ! Hélas ! que de Borrero parmi nos modernes politiciens ! Que de libéraux français, soi-disant conservateurs et catholiques, en haine de la monarchie chrétienne et par amour des immortels principes, ont jeté leur pays dans les bras de Vintimilla-Gambetta [1]

[1] Dans ce chapitre comme dans les précédents, lorsque nous avons critiqué des catholiques politiquement opposés à Garcia Moreno, nous n'avons entendu contester ni leur parfaite honorabilité, ni leurs intentions, ni leur catholicisme, ni leur piété. Nous disons cela de tous, mais en particulier de don Antonio Borrero, dont les sentiments religieux sont connus de tous les équatoriens. Ceci posé, nous croyons que les catholiques plus ou moins libéralisants ont des idées fausses sur les devoirs des gouvernants, et qu'en pratique, par suite de leurs idées libérales, ils aboutiront au radicalisme. Il faut donc respecter leur vie privée, mais blâmer leur conduite publique comme funeste à la religion et à la patrie.

II

LE DICTATEUR VINTIMILLA

(1877—1883.)

Sous le nom de *régénération,* Vintimilla apportait à son pays la ruine et la mort. Laissé à lui-même, peut-être se fût-il contenté de manger tranquillement les revenus de l'État, mais ses conseillers intimes, Urbina et Carbo, avaient à se venger de l'Église et des conservateurs.

Un décret du 1er février 1877 sur la sécularisation de l'enseignement inaugura l'ère de persécution. Les athées sont partout les mêmes : une fois maîtres d'un pays, ils n'ont rien de plus pressé que de laïciser les enfants, c'est-à-dire de les rendre athées comme eux. Les pasteurs, l'évêque de Riobamba à leur tête, réclamèrent contre ce décret tyrannique. De quel droit privait-on l'Église, mère des chrétiens, du soin d'instruire et d'élever ses enfants ? On leur répondit par un déluge de pamphlets injurieux, dans lesquels les sectaires professaient le libéralisme le plus absolu, demandaient la séparation de l'Église et de l'État, et s'attaquaient même aux fondements du christianisme. Pour marquer son assentiment et donner une plus grande publicité à ces écrits outrageants, le gouvernement les reproduisait dans les colonnes du journal officiel, ce qui

n'empêcha pas les évêques de les condamner ni les prédicateurs de les flétrir. Indigné d'une pareille audace, Vintimilla décréta, le 2 mars, que « les ecclésiastiques convaincus d'avoir, par mandements, sermons, ou autres moyens, alarmé les consciences et poussé à la rébellion, seraient bannis de la république. » Là-dessus, l'archevêque de Quito, Mgr Chéca, qui jusque-là avait cru prudent de se taire, entra en lice. « Le décret disait-il, s'appuie sur un faux supposé, car aucun évêque, aucun prêtre n'avait envie de renverser le gouvernement. En tout cas, les causes épiscopales, en matière criminelle, d'après le concile de Trente et le concordat, ne relèvent que du Saint-Siège. » Dans sa réponse, le ministre Pedro Carbo maintint l'accusation de sédition et déclina le recours au Saint-Siège, sous prétexte que la rébellion doit être réprimée sans délai. L'archevêque répliqua qu'avant d'agir il ferait bien de relire la bulle *Apostolicæ Sedis,* laquelle fulmine l'excommunication contre tout homme assez criminel pour chasser un évêque de son diocèse. « D'ailleurs, ajoutait le vénérable prélat, il en sera ce que Dieu voudra, mais je continuerai de toutes mes forces, et par tous les moyens en mon pouvoir, de m'opposer à la propagation de l'erreur. C'est mon devoir : avec la grâce de Dieu, je saurai le remplir. »

Quinze jours après, la secte maçonnique débarrassait le gouvernement de ce sermoneur importun. Le vendredi-saint, 30 mars, Mgr Chéca montait à l'autel pour y remplir les saintes fonctions. A peine eut-il pris le vin des ablutions que, saisi d'horribles souffrances, il s'écria : « je suis empoisonné ! » On l'emporta chez lui: une heure après, il expirait dans de violentes convulsions. Les assassins avaient mêlé douze grammes de strychnine au vin du sacrifice. Le ministre Carbo ordonna des poursuites contre l'auteur d'un crime inouï,

disait-il, dans les annales d'un pays « dont les habitants se sont toujours fait remarquer par leur caractère plein de douceur et de suavité. » Évidemment Pedro Carbo n'avait jamais entendu parler des monstres qui avaient assassiné Garcia Moreno, jamais il n'avait lu les polémiques de Montalvo ! On devine sans peine que la police ne trouva pas les meurtriers de l'archevêque. Pouvait-il les rechercher sérieusement, ce gouvernement qui favorisait à cette heure-là même deux des assassins du 6 août 1875 ?

Ce drame sacrilège ameuta le peuple contre Vintimilla sans pourtant ralentir le feu de la persécution. Un nouveau décret prescrivit que, « pour honorer les martyrs des principes sacro-saints du libéralisme, un service funèbre serait célébré, le 19 avril, dans toutes les églises de l'Équateur, en mémoire des citoyens tombés, depuis le 19 mars 1869 (date de l'insurrection de José Vintimilla), victimes de leur dévouement aux institutions libérales et de leur haine contre la tyrannie. » Chacun sait que, dans l'argot maçonnique, on entend par *tyrannie* tout gouvernement régulier, et par *institutions libérales* toute dictature plus ou moins semblable à celle de Vintimilla. *Les martyrs des principes sacro-saints du libéralisme,* ce sont les scélérats morts, le fusil ou le poignard à la main, en flagrant délit de conspiration contre l'autorité civile ou religieuse. Comme on devait s'y attendre, les évêques refusèrent de prêter leur ministère à cette indigne bouffonnerie. « Les principes du libéralisme, dirent-ils, étant formellement condamnés par l'Église, en les appelant *sacro-saints,* le gouvernement commet un blasphème. On ne peut honorer sans injurier Dieu et l'Église ceux qu'il appelle des *martyrs,* ni procéder à la cérémonie commandée par le décret sans scandaliser tout le peuple catholique. » Ce refus exaspéra Vintimilla, qui dut

étouffer sa colère pour ne pas soulever le peuple, mais jura de se venger.

La victime cette fois fut le docteur Arsenio Andrade, vicaire capitulaire de Quito. En plusieurs circonstances Andrade avait dû tenir tête au président, et notamment à l'occasion des funérailles de l'archevêque. Vintimilla eût voulu que les obsèques se fissent dans l'église métropolitaine, interdite par suite du crime du vendredi-saint et non encore réconciliée : Andrade s'y opposa énergiquement. Il profita même de cette discussion avec le chef de l'État pour lui reprocher son libéralisme persécuteur. De plus, obligé par devoir de poursuivre les assassins de l'archevêque, il fulmina la sentence d'excommunication contre tous ceux qui refuseraient de les dénoncer, eux et leurs complices. A tout prix il fallait écarter ce prêtre au zèle intolérant et intempestif.

L'occasion ne se fait pas attendre à ceux qui la cherchent. Le 20 mai, se produisit dans les provinces du nord un mouvement insurrectionnel contre l'humiliante dictature que subissait l'Équateur. Des jeunes gens sans armes, décidés à mourir plutôt que de vivre esclaves, se groupèrent dans les environs d'Ibarra pour combiner un plan de résistance ; mais quelques bataillons eurent bientôt anéanti ce que le gouvernement appelait pompeusement « l'armée révolutionnaire de la réaction. »

Fier de ce triomphe, Vintimilla commanda de mettre en branle toutes les cloches de la capitale pour célébrer la gloire des vainqueurs. Il ignorait sans doute, lui aussi, que les cloches sont consacrées au culte et que l'autorité civile n'a aucun droit sur elles. Le vicaire capitulaire lui reprocha cette nouvelle usurpation des droits de l'Église, et défendit aux curés d'exécuter les ordres donnés par le gouvernement. Dans sa fureur, Vintimilla infligea une amende aux curés récalcitrants ainsi qu'au vicaire capitulaire : Andrade défendit de payer cette

amende, à laquelle nul ne pouvait se soumettre sans se rendre complice de la violation des immunités ecclésiastiques. Alors, ne gardant plus de bornes, le dictateur ordonna à ses sbires d'appréhender nuitamment l'intrépide Andrade et de le déporter dans les provinces du nord.

Vintimilla ne s'attendait pas au coup qui allait le frapper. Prévoyant qu'on l'arracherait à son troupeau, Andrade avait laissé dans les mains du chapitre un décret d'interdit sur toutes les églises de la capitale, décret qui devait être publié vingt-quatre heures après son départ, si Vintimilla ne révoquait point ses ordres. A l'heure fixée, l'interdit, promulgué et exécuté, sema dans toute la ville le deuil et la consternation. Quand, les églises fermées, on n'entendit plus les cloches appeler au saint sacrifice, les fidèles se rassemblèrent sur les places publiques en poussant des sanglots, et organisèrent des processions de pénitence pour désarmer la colère de Dieu. Et voilà qu'après deux jours passés dans une désolation voisine du désespoir, le peuple se réveilla tout à coup au bruit de détonations formidables.

Le Cotopaxi faisait entendre sa voix de tonnerre ; ses cratères en éruption lançaient des tourbillons de flammes, des avalanches de pierres, des nuées de cendres qui obscurcissaient l'air à quatre-vingts lieues de distance ; de ses flancs déchirés s'échappaient une telle quantité d'eau que les ponts s'écroulaient sous la pression des torrents, les vallées se changeaient en lacs, les haciendas et les villages disparaissaient dans ce nouveau déluge. Plusieurs autres volcans mêlaient leurs sourds grondements à la grande voix du Cotopaxi, vomissant comme lui des nuées de cendres. Durant trois jours, d'épaisses ténèbres couvrirent le pays, si bien que de Guayaquil à Quito, et du Carchi au Macara, le peuple épouvanté croyait assister aux préludes du jugement dernier.

Ces calamités vengeresses auraient dû faire trembler ceux qui les avaient provoquées, mais les ennemis de Dieu, comme les démons, tremblent sans cesser de haïr. Encore sous le coup du cataclysme, ils ne craignirent pas de river de nouveau aux mains de l'Église les chaînes brisées par Garcia Moreno : un décret du 28 juin déclara le concordat suspendu et la loi du patronat remise en vigueur. C'était défier l'épiscopat, qui se leva tout entier pour protester. L'évêque de Riobamba prononça l'excommunication contre tous les fidèles de son diocèse, ecclésiastiques ou laïques, qui, méconnaissant les lois concordataires, se soumettraient en matière spirituelle à la loi schismatique du patronat. Andrade avait levé l'interdit par pitié pour son peuple aux abois, et renoncé même à la charge de vicaire capitulaire afin de ne point attirer sur son église de nouvelles vexations ; mais, à la lecture du décret, il s'empressa de retirer une démission non encore acceptée, ne voulant pas rejeter sur un autre le devoir de la lutte et les angoisses de la persécution. Caché dans les bois du Pichincha, il y vécut en anachorète et ne cessa de gouverner de sa pauvre hutte la vaillante église de Quito.

Le président prit alors le parti d'affamer ce clergé qu'aucune tribulation ne pouvait réduire. Comme si les biens de l'Église lui eussent appartenu, il décréta « que tous les évêques et prêtres rebelles seraient privés des revenus ecclésiastiques. » Des curés, des chanoines, des évêques, se virent réduits à la mendicité pour la moindre désobéissance aux caprices du tyran. Le 8 septembre, anniversaire de sa révolution *régénératrice,* il lui prit fantaisie de demander à l'évêque de Guayaquil un *Te Deum* d'actions de grâces. « Comment voulez-vous, lui répondit l'évêque, que nous fassions entendre des chants de réjouissance au milieu de l'É-

quateur en deuil, alors que votre révolution n'a procuré que des offenses à Dieu, des larmes à l'Église, et des persécutions à ses ministres ! » Le gouvernement lui supprima ses revenus, ce qui amena de nouvelles et plus ardentes protestations. L'évêque de Riobamba notifia une seconde fois au président la sentence d'excommunication qu'il encourait comme sacrilège usurpateur des biens ecclésiastiques. L'évêque de Cuenca, un vénérable vieillard, s'autorisa de son âge pour essayer de faire naître quelque remords dans cette âme endurcie : « Ces biens de l'Église sont des biens sacrés, s'écriait-il, dont vous ne disposez en aucune manière. Vous encourez anathème sur anathème, excommunication sur excommunication. Avez-vous donc oublié, général Vintimilla, que vous avez une âme ? Seriez-vous arrivé à ce comble de stupidité de ne plus croire en ce Dieu qui bientôt vous demandera compte de vos actions ? Avez-vous fait un pacte avec la mort, ou pensez-vous qu'on ne brûle plus en enfer ? Lisez les pages de Lactance *sur la mort des persécuteurs :* que de pages on pourrait de nos jours ajouter à son livre ! Évêque et citoyen, je proteste contre tous et chacun de vos attentats. Puisse le Dieu de miséricorde, jetant sur vous un regard de pitié, oublier les iniquités commises par vous contre notre sainte religion ! »

Vintimilla fit la sourde oreille, mais le peuple catholique écoutait, frémissant d'indignation. On se rappelait les beaux temps de Garcia Moreno ; certains libéraux regrettaient publiquement leur injustifiable opposition à sa politique si chrétienne et si patriotique ; en présence des tyrans de l'Équateur, on commentait ces paroles prophétiques du héros-martyr aux conservateurs libéraux qui le menaçaient de lui retirer leurs suffrages : « Je n'ai pas besoin de vous, disait-il, mais vous avez besoin de moi. Quand je ne serai plus là pour vous

protéger, vous deviendrez la proie du radicalisme. » Que n'était-il là, le grand capitaine, pour se mettre à la tête de son peuple et chasser les oppresseurs du pays? Inspirés par son souvenir, les patriotes de Quito, les jeunes gens surtout, se groupèrent autour du général Yépez, et se jetèrent comme des désespérés sur les casernes de Quito. Durant plusieurs heures, patriotes et soldats se battirent dans les rues de la capitale, jusqu'à ce qu'enfin, ayant brûlé leurs dernières cartouches, Yépez et ses braves dussent quitter le champ de bataille.

Cette prise d'armes, qui aurait pu être fatale au gouvernement, exaspéra les radicaux contre les évèques, soupçonnés d'avoir inspiré et favorisé la révolution d'Yépez. Déjà l'évêque de Loja avait passé la frontière pour ne pas tomber dans les mains de Vintimilla; l'évêque de Guayaquil mourut subitement d'une maladie qui ressemblait fort à un empoisonnement; l'évêque de Riobamba, plus détesté que tous les autres à cause de sa guerre au libéralisme et aux usurpations sacrilèges du pouvoir, n'eut que le temps de gagner les montagnes pour échapper aux assassins. Avec ces prélats, des prêtres, des magistrats, des généraux et autres notabilités du parti conservateur, furent condamnés à s'expatrier. On espérait que le peuple, ainsi privé de ses chefs, s'endormirait dans l'esclavage ; mais ce peuple catholique, ce peuple de Garcia Moreno, témoigna si haut son indignation, cria d'une voix si forte et si menaçante : « A bas Vintimilla ! vivent les évêques ! vive la religion ! » que le dictateur se vit dans l'alternative ou de virer de bord, ou de sombrer sous le flot grossissant de la réprobation publique. Il s'empressa de virer de bord.

Du reste, Vintimilla ne cherchait qu'une occasion de se réconcilier avec l'Église et les conservateurs. Affamé de pouvoir pour jouir, non pour faire le mal, s'il avait persécuté c'était comme instrument passif

d'Urbina et de la bande radicale. Quelques mois auparavant, à Guaranda, dans une conférence avec l'évêque de Riobamba, en présence de deux cents témoins, il avait pris l'engagement « d'interdire dans le journal officiel toute publication injurieuse pour la religion, d'annuler les décrets rendus jusque-là contre les droits de l'Église, et de remettre en vigueur le concordat. » Après une promesse explicite d'user de toute son influence pour empêcher la future convention de légiférer contre l'Église catholique, apostolique et romaine, il jura même devant toute l'assemblée que jamais il n'autoriserait la liberté des cultes. On dit bien qu'en face des frères et amis il nia ses engagements, mais il avait commis sous l'influence d'Urbina des actes de faiblesse bien autrement graves. Toujours est-il que, voyant le terrain s'effondrer sous lui, il prit la résolution de se débarrasser de la tutelle compromettante des Urbina et des Montalvo. Sans être un aigle, il comprenait parfaitement que jamais il ne reconquerrait un grain de popularité, tant qu'on le croirait l'esclave d'Urbina, l'homme le plus exécré de l'Équateur. Les journaux libéraux eux-mêmes lui disaient tous les jours : « Vintimilla ne serait point détesté comme il l'est, s'il ne prenait son mot d'ordre près du chef des Tauras. Il faut qu'il lui enlève à tout prix la direction des affaires. Pour cela, il n'est pas nécessaire de le déporter, mais simplement de lui donner à boire et à manger, plus une bonne solde pour ses menus plaisirs. » Comme Urbina dans ses accès de violence, menaçait de quitter le pays, une feuille libérale promit, s'il exécutait ses menaces, de lui faire élever une statue avec cette inscription : « Au sauveur de la patrie », et même d'ouvrir une souscription dans ses bureaux pour payer les frais du voyage. « On ne peut trop payer, dit-elle, pour se débarrasser de l'homme qui nous arrivait, l'an dernier,

la besace sur l'épaule et des sandales aux pieds, et qui aujourd'hui mène un train d'empereur... à nos dépens[1] ». Évidemment, si conservateurs et libéraux jugeaient ainsi ses conseillers, il ne restait à Vintimilla d'autre moyen de salut que de se soustraire à leur tutelle.

Il le fit en se plaçant sous l'égide de la convention qu'il venait enfin de réunir, au commencement de 1878, après quinze mois de dictature. Malgré la pression exercée sur les électeurs, la majorité de l'assemblée se composait de libéraux ennemis de toute violence contre l'Église. Certains districts, comme Guayaquil, avaient élu pour les représenter la fine fleur du radicalisme, mais, en revanche, d'autres, comme Cuenca, avaient choisi d'excellents catholiques. Dans son message apologétique, Vintimilla apprit aux députés « qu'à la mort de Garcia Moreno, n'ayant aucun espoir de faire triompher un *Pur,* le parti libéral avait jeté les yeux sur Borrero, comme un naufragé s'attache à la première planche qui flotte sur l'eau, si fragile quelle paraisse. La glorieuse révolution du 8 septembre avait dû jeter à la côte ce retardataire obstinément attaché à la charte d'esclavage, et entreprendre la régénération du pays. Cette œuvre, entravée par l'hostilité des partis, la convention allait la mener à bonne fin. » Sauf quelques phrases sur l'abus de l'excommunication, destinées à contenter les radicaux, le message n'avait rien d'agressif.

La convention commença par fabriquer une constitution, la neuvième depuis 1830. Sur la question religieuse, Pedro Carbo proposa de supprimer l'article qui déclare « la religion catholique religion de l'État, à l'exclusion de tout autre culte ». Mais ses amis eux-

[1] *La Candela*, avril 1878.

mêmes trouvèrent la proposition souverainement inopportune. « Demander une pareille réforme au peuple équatorien, tel que l'a fait Garcia Moreno, disait *La Candela,* c'est le comble de l'inhabileté parlementaire. Aussi le vice-président de l'assemblée, Julio Castro, se contenta d'opposer à Carbo ce simple argument de bon sens : « Le gouvernement doit protéger le fait actuel, qui est l'unité de croyance ; si un jour les différents cultes ont beaucoup d'adeptes à l'Équateur, la tolérance s'imposera, comme en France, comme à Rome même, où les papes tolèrent la synagogue, qu'ils y ont trouvée. Pourquoi sacrifier sans raison ce bien sans égal de l'unité religieuse ? Introduire comme par force dans notre pays ce que les autres nations ont regardé comme un mal nécessaire, c'est faire une besogne antipatriotique. » Les amis de Vintimilla votèrent l'article malgré les cris des radicaux.

Vingt-huit députés s'entendirent ensuite pour proposer l'abrogation du décret suspendant le concordat. Les intimes de la présidence étaient gagnés à ce projet, mais Urbina menaça la majorité de partir pour Guayaquil et d'y faire une nouvelle révolution si l'on rétablissait le concordat. « Qu'au moins, pour l'honneur de la chambre, la motion soit mise en délibération, s'écria un orateur. — Pas même cela ! » répondit Urbina en accentuant ses menaces. Par prudence, on ajourna cet acte de justice.

La question de la liberté de la presse mit en émoi tous les orateurs. On fit de magnifiques discours en son honneur, puis on vota, comme toujours, des lois restrictives ; ce qui faisait dire à un journaliste libéral que les députés chantaient comme des cygnes et votaient comme des chauves-souris.

En somme cette constitution d'un libéralisme très modéré déplut singulièrement aux radicaux, qui ne lui

ménagèrent ni leurs critiques ni leurs injures. « La constitution que viennent de bâcler les eunuques de Vintimilla, s'écriait l'un deux, est plus rétrograde et plus méprisable encore que celle de Garcia Moreno, dont ils ont copié servilement les plus mauvais articles. »

Ils n'étaient point au bout de leurs surprises. A peine élu par la convention président définitif, Vintimilla, devenu subitement conservateur, nomma aux emplois des hommes notoirement hostiles à sa dictature, et qui même avaient combattu contre lui sous les drapeaux d'Yépez. Sa conduite envers les exilés trahit plus encore sa volte-face. Avec son assentiment, la convention avait voté le rappel pur et simple des émigrés, mais Urbina réclama contre cette mesure équitable et obtint que nul expatrié ne rentrerait sans l'autorisation du pouvoir exécutif. Vintimilla s'empressa d'accorder cette autorisation à tous les prêtres qu'il avait expulsés. « Voulant inaugurer son pouvoir en jetant un voile sur le passé, dit le décret du 18 juin 1878, le président daigne ordonner que le docteur Andrade et les autres ecclésiastiques poursuivis pour motifs politiques jouissent d'une pleine et entière liberté. » De sa retraite inconnue, le courageux Andrade répondit « qu'il avait été persécuté, non pour motif politique, mais, tout l'Équateur pouvait l'attester, pour avoir défendu les droits de Dieu et de son Église. En lui attribuant d'autres intentions, le gouvernement se rendait coupable d'injure grave à son égard. Si la fidélité à Dieu, à la religion, au devoir, constitue un crime, disait-il, alors je m'avoue coupable, mais comme les apôtres envers la synagogue, comme les martyrs envers les proconsuls romains ». Cependant il remerciait Dieu d'avoir ramené le président dans la voie de la justice, exprimant l'espoir que, réconcilié avec l'Église, Vintimilla lui restituerait les droits dont il l'avait injustement dépouillée.

Ce retour à la justice, dont les catholiques félicitaient le président, lui attirait de la part des révolutionnaires des bordées d'invectives et de menaces. A de certains indices on pouvait croire qu'une levée de boucliers se préparait contre le « transfuge ». Vintimilla en profita pour se faire donner par la convention des pouvoirs extraordinaires, en d'autres termes, reprendre la dictature, ce qui mit les rouges en fureur. « C'était bien la peine, écrivait Montalvo, de maudire le despotisme de Garcia Moreno, pour marcher ensuite sur ses traces. On pouvait sans rougir se courber devant Garcia Moreno, mais devant Vintimilla ! Garcia Moreno! quel homme, quel grand homme si ses instincts ne l'eussent porté vers la tyrannie! Intelligence sublime, bravoure à toute épreuve, génie plein d'ardeur et de fécondité, volonté forte, impérieuse, invincible : Garcia Moreno eût été sans contredit le premier homme de l'Équateur, s'il n'eût mis ses puissantes facultés au service de l'oppression [1] ». Quel éloge dans la bouche d'un Montalvo ! Quant à Vintimilla, le pamphlétaire lui exprimait son mépris dans les termes les plus injurieux. A Guayaquil, on organisait contre lui des meetings d'indignation; on assassinait lâchement don Vicente Piedrahita, en qui les patriotes voyaient l'homme de l'avenir; on justifiait par toutes sortes de crimes les pouvoirs dictatoriaux que le président s'arrogea pendant la durée de son mandat.

Au fond, plus fort que ne le pensait Borrero, Vintimilla était arrivé au comble de ses vœux : maître absolu du pays, il pouvait jouir à son aise. Alors commença pour les gouvernants une véritable orgie, pour les gouvernés la ruine matérielle et morale. Durant ces quatre années, les revenus de l'État servirent à enri-

[1] *El desperezo del Regenerador,* 12 juin 1878, p. 4.

chir des banqueroutiers devenus hauts dignitaires, à entretenir l'armée nombreuse qui servait de garde au dictateur, surtout à payer ses dépenses et celles de l'insatiable Urbina, de leurs parents, amis et connaissances. Celui-ci réclamait cinquante mille piastres, celui-là cent mille, en compensation des dommages subis sous le règne du *tyran*. Vintimilla faisait payer à la nation cinq mille piastres pour son uniforme et les harnais de ses chevaux, neuf mille pour trois banquets officiels, et vingt-cinq mille pour sa liste civile, tandis que Garcia Moreno se contentait de la moitié, et encore la dépensait-il en charités ! La dilapidation des deniers publics fut poussée si loin que jamais ministre des finances n'osa rendre compte des recettes et des dépenses, ni accuser les énormes déficits qui s'ajoutaient chaque année à la dette publique. Naturellement, les travaux commencés restèrent inachevés, faute d'argent. Loin d'ouvrir de nouvelles voies de communication, le gouvernement ne sut pas même entretenir la route nationale de Garcia Moreno. L'instruction publique retomba dans le mépris, comme au temps d'Urbina. L'Université avilie, les professeurs destitués, les élèves opprimés, les collèges fermés, les conservatoires et académies sans objet, et le soudard immoral et indiscipliné remplaçant partout l'homme de science et le lettré : tel était, au commencement de 1882, dernière année de la présidence de Vintimilla, le spectacle navrant qu'offrait l'Équateur.

Les conservateurs se réjouissaient de voir arriver la fin de cette longue et honteuse dictature, et cependant on n'était pas sans crainte. Les radicaux, tenus en bride jusque-là, n'allaient-ils pas profiter du changement de pouvoir pour s'imposer à la nation par un coup de force ou peut-être au moyen de quelque manœuvre électorale ? Vintimilla profita de ces inquiétudes, jetées à

dessein dans le public, pour se faire adresser par ses amis des pétitions, absolument inconstitutionnelles, dans lesquelles on le suppliait de ne point abandonner les rênes aux mains des révolutionnaires. Cette ruse exaspéra les conservateurs aussi bien que les radicaux, mais, n'écoutant que son ambition, le président se rendit à Guayaquil où il fit voter par ses amis, sous le nom d'*Acte populaire,* un nouveau système de dictature dans lequel il figurait comme chef suprême. Trois mois après, pour amadouer les conservateurs, il recevait solennellement le nonce apostolique et affirmait « qu'interprète fidèle de la nation, il aurait à cœur, non seulement de conserver, mais de resserrer les liens qui l'unissaient au Saint-Siège. Magistrat et catholique sincère, il protègerait et ferait respecter la religion du Crucifié. » Comme preuve de sa sincérité, il rendait au concordat sa force obligatoire et faisait cesser le long veuvage de l'Église métropolitaine en lui donnant pour pasteur le vaillant évêque de Riobamba, son implacable adversaire d'autrefois. De quoi pouvaient se plaindre les catholiques ? Vraiment Borrero a trop cédé à sa mauvaise humeur d'exilé quand il nous présente Vintimilla comme un stupide : c'est un retors des plus madrés.

Mais il avait compté sans la colère du peuple. On avait supporté le président constitutionnel, on ne trouva pas la force de supporter le dictateur. Conservateurs et libéraux coururent aux armes. Les derniers mois de 1882 se passèrent en escarmouches dans les provinces, mais, le 8 janvier 1883, la capitale elle-même sonna le tocsin. « Aux armes, chers compatriotes, disait-on. Les combats livrés jusqu'ici ont affranchi plusieurs de nos cités. Le tyran ne règne plus qu'à Quito et à Guayaquil. Joignons-nous aux compagnons du nord et du sud pour terminer l'œuvre de notre rédemption. Jetons-nous sur nos bourreaux et donnons un nouveau

jour de gloire à la patrie des Florès, des Ascasubi, des Garcia Moreno. Débarrassons-nous des vandales qui ont scandalisé le monde entier par leurs assassinats et leurs brigandages. Soldats de Vintimilla, autrefois les défenseurs de la patrie, aujourd'hui les assassins de vos frères dont vous avez répandu le sang à Galte, à Ibarra, à Chambo, à Quito, abandonnez le drapeau du tyran, et joignez-vous à nous pour sauver la patrie en deuil. Si vous le faites, nous oublierons le passé ; sinon, nous laverons dans votre sang les hontes de l'Équateur ! »

Ce jour-là même, les jeunes gens de la capitale se ruèrent sur le parc d'artillerie, pillèrent l'arsenal, et s'en furent avec leur butin rejoindre l'armée des patriotes, campée dans les environs. Le 10, cette armée pénétra dans la cité et après un combat sanglant de plusieurs heures, força les soldats du dictateur à évacuer la place. Six mois plus tard, le 9 juillet, les patriotes chassaient Vintimilla de Guayaquil, son dernier refuge, comme vingt-cinq ans auparavant Garcia Moreno en avait chassé Franco, le dernier lieutenant d'Urbina.

III

LA RÉPUBLIQUE DU SACRÉ-CŒUR

(1883-1888.)

L'Équateur était à même de calculer ce que lui avait coûté l'abandon de la politique chrétienne inaugurée par Garcia Moreno. Le libéralisme de Borrero l'avait en huit mois conduit au radicalisme, et le radicalisme en huit ans l'avait jeté dans l'abîme où sombrent les nations. Avant le 6 août 1875, aucun peuple ne suivait l'Équateur, même de loin, sur la route de tous les progrès ; aujourd'hui ses chefs, souillés de crimes sans nom, ont asservi l'Église, empoisonné ou exilé ses évêques, ruiné l'instruction et les mœurs. Que sont devenus les trente-deux mille enfants des écoles primaires, les nombreux étudiants des collèges, les élèves de l'École polytechnique, des facultés supérieures, des académies ? Et les routes, les voies ferrées, l'agriculture, le commerce, l'industrie ? Et les rêves d'avenir, de colonisation, de civilisation jusque dans les parages lointains de la province d'Orient ? Hélas ! de toutes ces grandes choses il ne reste que le souvenir. Les particuliers sont ruinés, le trésor public est vide. Depuis huit ans, on ne parle que de complots et de guerres fratricides. Le sang coule à Galte, aux Molinos, à Quito, au Carchi, à Ibarra, à Cayambe, à Ambato, à Riobamba,

à Guayaquil, à Manabi, à Esmeraldas ! Ainsi se vérifie le mot de l'Écriture : « La justice élève les nations, l'impiété les plonge dans un abîme d'infortunes. »

Trois forces avaient sauvé l'Équateur de cette tourmente. Le clergé, appuyé sur le concordat, avait tenu haut et ferme le drapeau des principes catholiques malgré les revendications et les persécutions du libéralisme ; le peuple, attaché de cœur et d'âme à ses évêques, avait forcé les radicaux à reculer ; et le Dieu « qui ne meurt pas », le Dieu du héros-martyr, devenu par la consécration au Sacré-Cœur, le protecteur officiel de l'Équateur, l'avait enfin débarrassé des tyrans qui l'opprimaient, selon la prophétie de Garcia Moreno. « Après ma mort, dit-il un jour à ses amis, l'Équateur tombera de nouveau aux mains de la Révolution. Elle gouvernera en despote sous le nom décevant de libéralisme, mais le cœur de Jésus, à qui j'ai consacré ma patrie, l'en arrachera une fois encore pour la faire vivre, libre et honorée, sous la garde des grands principes catholiques. »

Après ses victoires inespérées sur les révolutionnaires, le peuple du Sacré-Cœur manifesta hautement sa reconnaissance envers son bienfaiteur en revenant à la politique franchement chrétienne de Garcia Moreno. Le gouvernement provisoire, entraîné par ce mouvement d'opinion, lança le décret suivant : « Considérant que les récents triomphes dont se glorifie la patrie sont dus manifestement à la protection du Dieu tout-puissant et que par conséquent il est juste de lui consacrer, au nom de l'Équateur, un immortel monument de notre gratitude, nous décrétons l'érection d'un temple national dédié au Sacré-Cœur, lequel sera élevé aux frais de l'État et avec les contributions volontaires des particuliers. »

Ce projet, pour avoir force de loi, devait être ratifié

par la future convention, laquelle se composa de catholiques, de conservateurs plus ou moins libéraux. et même d'un certain nombre de révolutionnaires qui avaient combattu avec les conservateurs contre Vintimilla. Quand il s'agit d'approuver le décret du gouvernement provisoire et de voter des fonds pour l'érection de la basilique, les Alfaro, les Cardenas et autres radicaux, prétendirent que Dieu n'a pas besoin de monuments extérieurs pour apprécier notre gratitude. La capitale regorgeait d'églises : avec l'argent qu'on allait dépenser,on pourrait percer de nouvelles routes, secourir les pauvres ou civiliser les sauvages du Napo. Au nom du peuple catholique et de la grande majorité de ses collègues, le docteur Matovelle fit justice de ces pauvretés libérales en montrant que le décret, «applaudi par tout l'Équateur et par les catholiques du monde entier, n'avait point pour but d'ajouter un temple à ceux qui existaient déjà, mais de faire une manifestation publique, solennelle, nationale, de foi catholique.»

« Messieurs, s'écria l'orateur, le grand crime de nos jours, c'est la lâche apostasie de toutes les nations de la terre. Tous les gouvernements, en tant que gouvernements, ont cessé de reconnaître les droits sociaux de Jésus-Christ et de son Église. Sans doute, ils ne vont pas jusqu'à blasphémer son saint nom, mais ils nient pratiquement sa royauté et protestent qu'elle n'existe pas pour eux. Eh bien ! que prétendons-nous faire en élevant ce temple national? Nous voulons proclamer hautement, à la face du monde entier, que l'Équateur reconnaît Notre-Seigneur Jésus-Christ pour son Dieu et pour son roi, et qu'il lui reconnaît à lui-même, comme au Roi des rois et au Seigneur des seigneurs, une souveraineté sociale sur toutes les nations de la terre.

« Oui, ce que nous désirons, ce que nous prétendons

obtenir, c'est que la convention de 1884 tombe à genoux devant le divin et suprême monarque de toutes les nations, qu'elle renouvelle sa consécration première, qu'elle élève enfin un monument durable attestant aux générations futures que *l'Équateur est la République du Sacré-Cœur de Jésus,* non pas du Dieu idéal des panthéistes, mais du vrai Dieu, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

« Messieurs, l'isthme de Panama va s'ouvrir. On dit que la civilisation européenne débordera chez nous par ce canal et couvrira de ses trésors tous nos océans. C'est le moment d'élever bien haut le flambeau de notre foi pour illuminer de son éclat les eaux du Pacifique et attirer à nos plages ces foules de voyageurs errants. La basilique du Sacré-Cœur, élevée sur le sommet du Pichincha comme le phare lumineux de la civilisation catholique, attirera vers nous les âmes qui cherchent la lumière. Levons les yeux au ciel, messieurs : c'est là que nous trouverons écrits les grands et mystérieux secrets de notre avenir. »

Émus par ces nobles et patriotiques accents, plus des trois quarts des députés votèrent le projet. L'œuvre de Garcia Moreno avait donc porté des fruits, puisque la royauté du Christ faisait tressaillir ainsi cette assemblée catholique. On vit bientôt que le souvenir du héros chrétien était profondément ancré dans le cœur du peuple.

L'honorable José Maria Caamano, un des chefs du parti conservateur, était élevé depuis un an à la présidence de la République quand arriva le dixième anniversaire du drame à jamais lamentable de Quito. Sous ce régime réparateur, le noble martyr, si longtemps calomnié et insulté par les misérables qui tyrannisaient le pays, avait droit à une solennelle glorification. Le 6 août 1885, dès les premières heures de la journée, le

drapeau noir flottait sur presque toutes les maisons de la capitale. A dix heures, devant un superbe catafalque, eut lieu le service funèbre, auquel assistèrent les évêques de l'Équateur, venus à Quito pour la célébration du quatrième concile, le président de la République entouré des hauts dignitaires de l'État, et grand nombre de députés et sénateurs. Tous les yeux se portaient instinctivement sur le jeune Gabriel, alors âgé de quinze ans, qui, pour la première fois, conduisait le deuil de son glorieux père. Autour de lui s'étaient rangés les parents et les amis de Garcia Moreno, le cercle de la « Jeunesse Catholique », la noblesse de Quito, les étudiants, les artisans, et des flots de peuple. Le nonce apostolique officiait au milieu des larmes de l'assistance.

L'oraison funèbre fut prononcée par le P. Proano, de la compagnie de Jésus, qui, dès les premières paroles, fit naître dans tous les cœurs une indicible émotion. « C'est à peine, dit-il, si je puis articuler devant vous le nom du héros dont je dois célébrer la gloire, car, depuis le 6 août 1875, je ne puis le redire dans le silence de ma cellule sans verser des larmes. Gabriel Garcia Moreno ! Voilà le nom de cet homme que le peuple équatorien a aimé, qu'il aime et qu'il aimera toujours cent fois plus que ses ennemis ne pourront le haïr. Et il ne faut pas lui en faire un crime, car c'est sa gloire de pleurer et de pleurer toujours l'affreux parricide qui nous priva de notre grand chef, de notre bienfaiteur et père. » L'orateur montra dans Garcia Moreno, l'homme de foi, l'homme de Dieu, d'où cette conclusion que, pour mesurer la taille de ce héros chrétien, il faut s'élever sur les hauteurs où il planait lui-même. « Le monde, dit-il, ne peut apprécier Garcia Moreno, parce qu'il envisage sa vie publique au point de vue superficiel et trompeur de ses tribunaux incompétents. Ni les

philosophes de ce siècle ne peuvent le juger, parce que leur sagesse est païenne, tandis que la philosophie de Garcia Moreno est toute chrétienne ; ni les politiques, parce que sa politique est celle du Dieu qu'ils ne connaissent pas ; ni les hommes de guerre, parce qu'ils combattent celui dont il fut l'intrépide soldat. De même que les pharisiens, les sadducéens et les prétoriens, s'improvisant juges du Christ, portèrent contre lui une sentence de mort ; de même, proportion gardée, les philosophes, politiques et guerriers de notre siècle, traînent à leur barre Garcia Moreno pour l'accuser et le condamner. Hommes du XIXe siècle, pour redresser vos jugements, écoutez Pie IX, l'oracle de l'infaillible vérité : « Il est tombé victime, dit-il, le chevalier du Christ, il est tombé victime de sa foi et de sa charité chrétienne pour sa patrie ! » Et maintenant cherchez dans les dix-neuf siècles précédents un autre pontife qui, sur le cadavre ensanglanté d'un roi ou d'un empereur, ait prononcé pareil éloge ! »

Après avoir présenté le tableau des vertus chrétiennes et morales du grand magistrat catholique, l'orateur termina par cette saisissante leçon : « Il y a dix ans qu'on nous l'a enlevé, et durant ces dix ans que de pages lugubres et sanglantes ajoutées à notre histoire ! Les meurtriers nous ont dit que la date du 6 août 1875 ouvrirait à la patrie une ère de paix et de prospérité, qu'après avoir brisé nos fers, ils allaient enfin arborer le drapeau de la liberté, que la chute du colosse équatorien donnerait un nouvel essort à la civilisation et au progrès : les insensés ! que sont devenus leurs promesses ?... *Et nunc reges, intelligite !* »

Le président Caamano était digne d'entendre ces grandes leçons. Conservateur et catholique, dévoué à l'Église et au peuple, il n'était point homme à pactiser avec la Révolution. On a dit, je ne sais sur quel fon-

dement, que la veille du jour où il devait jurer solennellement de ne rien entreprendre contre l'Église catholique, apostolique et romaine, il alla trouver la veuve de Garcia Moreno et lui demanda, pour la cérémonie du lendemain, l'écharpe de son illustre époux, « Je veux, aurait-il dit, qu'on me regarde comme le successeur de sa loyale politique. — Je ne vous la prête pas, se serait écriée la noble veuve, je vous la donne : nul plus que vous n'est digne de la porter. » Quoi qu'il en soit de cette légende, le président Caamano se montra toujours dévoué à la religion, bien qu'on puisse lui reprocher peut-être d'avoir trop sacrifié aux idées de tolérance et de fausse modération, si chères aux politiques de nos jours. Dans un pays perverti par l'erreur et l'impiété, on est obligé parfois de tolérer certains faits qu'on ne peut empêcher, ou certains hommes qu'on ne peut écarter des emplois publics, mais quand on a l'honneur de gouverner un peuple catholique, avec la mission constitutionnelle de protéger ses croyances, on ne saurait trop méditer le principe de Garcia Moreno : « Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. » On a dit aussi qu'au début de son administration, le président aurait pu économiser pour des travaux plus utiles les sommes employées à l'achèvement et à la décoration d'un théâtre élevé à grands frais dans la capitale par le général Vintimilla. Que le dictateur, homme de plaisir, ait employé les revenus de l'État à divertir ou pervertir les riches et les oisifs, cela se comprend ; mais, dans un pays religieux et pauvre, le grand devoir des conservateurs sera toujours de sauvegarder la religion et les mœurs en éloignant les foyers de corruption. Néanmoins, malgré ces concessions regrettables aux partis qui divisent l'opinion, il faut reconnaître que le président Caamano n'a point cessé de s'intéresser aux progrès religieux,

intellectuels et matériels du pays. Les collèges, les écoles primaires, les missions orientales, ont retrouvé en lui un vrai protecteur, et la grande œuvre des travaux publics, si longtemps interrompue, un administrateur assez éclairé pour suivre les traces de Garcia Moreno.

Deux faits, ou plutôt deux grandes scènes religieuses ont illustré, pendant ces quatre dernières années, l'Équateur et son chef. Terminons notre histoire par ce double récit qui laissera dans l'esprit de nos lecteurs l'impérissable souvenir du peuple rendu à Dieu et à l'Église par le héros-martyr.

C'était le 21 juin 1886. Deux cents ans auparavant, à pareil jour, l'Église avait autorisé le culte public du Sacré-Cœur. Pour célébrer dignement ce grand anniversaire, les évêques, les personnages de distinction, les catholiques militants, s'étaient réunis à Quito, dans un congrès eucharistique, à l'effet de promouvoir le règne social de Jésus-Christ. L'avant-veille de la fête, sur l'initiative de quelques-uns de ses membres, le sénat, « considérant que la loi du 8 octobre 1873 a consacré la République au Sacré-Cœur de Jésus et l'a déclaré son patron et son protecteur ; que le 21 juin de la présente année ramène le second centenaire du culte public rendu à ce Cœur divin ; qu'il est juste et convenable pour les représentants du peuple de témoigner leur foi catholique dans une si grave circonstance ; le sénat, disje, avait décrété qu'en signe d'adhésion aux sentiments du peuple, il s'abstiendrait de siéger en ce jour. » Ainsi stimulé par l'exemple de ses chefs et par les exhortations de l'autorité ecclésiastique, la population attendait avec impatience la grande fête nationale.

Dès la veille au soir, la capitale se transforma comme par enchantement. Les nuages, qui avaient obscurci le ciel durant toute la journée, avaient subitement disparu.

Et voilà qu'en un instant les rues, les maisons, les palais, les églises, les monuments publics, s'illuminent sous l'azur d'un ciel parsemé d'étoiles : cinquante mille hommes parcourent les rues en tous sens, pleins de joie et d'enthousiasme au milieu de cette ville ruisselante de lumières. Sur la façade des maisons, on aperçoit partout l'image du Sacré-Cœur, entourée de fleurs, de candélabres et de riches draperies. Des aérostats aux couleurs nationales, s'élèvent dans les airs, portant aussi l'effigie du Sacré-Cœur avec ces inscriptions : « L'Équateur à son protecteur divin ! Vive la République du Sacré-Cœur ! » L'oreille est charmée par des concerts ravissants, voix d'enfants, musiques militaires, chœurs joyeux : les passants émerveillés s'arrêtent pour écouter ces cantiques pieux, ces suaves harmonies.

Ainsi le peuple du Sacré-Cœur préludait aux grandes démonstrations du lendemain. Au lever du soleil, des salves d'artillerie éveillèrent la cité. Aussitôt les rues furent envahies par les foules qui se dirigeaient vers les églises pour y faire la communion réparatrice. A sept heures, la vaste nef de l'église métropolitaine s'emplissait d'hommes de tout rang, magistrats, militaires, professeurs, avocats, étudiants, laboureurs, artisans, qui, eux aussi, voulaient s'approcher de la sainte table pour consoler le Cœur de Jésus. A la cathédrale seulement, on distribua plus de dix mille communions. Un peuple entier au banquet eucharistique ! On se croyait, non pas même au Moyen-Age, mais dans les beaux siècles de l'Église primitive. Quand l'orgue, au moment solennel, remplit le temple de ses pieuses mélodies, et que les chants de ces milliers d'hommes montèrent vers le ciel, des larmes, de douces larmes coulèrent de tous les yeux !

Uni à son Dieu, le peuple équatorien pouvait procéder à l'acte solennel de réparation demandé par l'archevê-

que. Vers le soir, les évêques ou leurs délégués, les autres membres du clergé séculier et régulier, le président de la République entouré de ses ministres, les membres du congrès, la cour de justice, les chefs de l'armée, et la foule à leur suite, prirent place dans le temple. Alors, au nom des autorités ecclésiastiques et civiles, une voix prononça cet acte sublime de foi nationale que chacun répéta dans son cœur.

« Roi des rois, Seigneur des seigneurs, de qui relèvent tous les empires et toutes les nations de la terre, en reconnaissance de votre aimable et infinie souveraineté, les pouvoirs publics de l'Église et de l'État prosternés à vos pieds, offrent à votre Cœur divin et lui consacrent pour toujours la République de l'Équateur comme votre propriété exclusive. Daignez faire de ce peuple votre héritage, régner sur lui perpétuellement, le délivrer de ses ennemis, et montrer au monde de quelle félicité jouit une nation qui vous a choisi pour son Seigneur et son Dieu. »

Après cet hommage-lige du peuple envers son suzerain, commença, au milieu des sanglots de l'assistance, l'acte d'expiation et d'amende honorable pour toutes les offenses dont l'Équateur avait pu se rendre coupable envers la divine Majesté :

« Seigneur, reprit la voix, notre Dieu, notre Créateur, l'unique Maître par qui règnent les rois et légifèrent les puissances de ce monde, à Vous nos solennelles actions de grâces pour avoir défendu contre l'ennemi et comblé de vos dons cet Équateur devenu votre nation chérie. Mais, hélas ! au lieu de correspondre à tant de bonté, nous avons péché contre vous, nous avons foulé aux pieds vos divines lois, et mérité tous vos châtiments. Ne regardez pas nos iniquités, Seigneur, mais seulement votre miséricorde. »

A ce moment, un dialogue aussi touchant que subli-

me s'établit entre le peuple et son interprète. « Pour toutes nos iniquités ! s'écriait le représentant de Dieu, — Pardon ! disait l'assemblée. — Pour les péchés des prêtres ! — Pardon ! pardon ! » Et la voix continua, n'épargnant aucune classe de la société. — « Pour les injustices de nos législateurs, disait-elle, les fautes de nos magistrats, les péchés des pères de famille, les crimes du peuple, les impiétés et les blasphèmes, les parjures et les sacrilèges, les révolutions et les guerres fratricides, les attaques contre l'autorité ecclésiastique, les attentats contre l'autorité civile, les horribles forfaits du 6 août et du 30 mars, les excès honteux de la presse, les crimes politiques, les scandales publics, en un mot toutes les iniquités sociales. — Pardon ! pardon ! » criait avec larmes l'assemblée entière, en entendant ces litanies de forfaits révolutionnaires.

Quelques jours après cet acte de publique expiation, la fête du Sacré-Cœur réunissait une fois encore les représentants de l'Église et de l'État, heureux de renouveler, avant de clore le congrès eucharistique, la consécration solennelle de 1873. Ils furent accueillis par un invitatoire sublime, dans lequel on distinguait des paroles comme celles-ci : « Venez, pieux pontifes, et vous, ministres du sanctuaire, vous jeter aux pieds du divin Pasteur ; venez, chef catholique du nouvel Israël, faire acte de vassalité devant le Roi immortel des siècles ; venez, juges de la terre, puiser dans le Cœur de Jésus cette parfaite justice que ne connurent ni les scribes ni les pharisiens. » Et les pontifes, et les prêtres, et le chef de l'État, et les ministres, et les magistrats, vinrent tour à tour se consacrer au divin Cœur. Après eux, jusqu'à la fin de ce grand jour, la basilique se remplit des pères et des mères de famille, puis des enfants, puis des jeunes gens, puis des soldats, qui tous, pieusement agenouillés, répétèrent l'acte de consécration au Roi

des rois, au Dieu des armées, au Dieu de bonté qui bénit les pères et les enfants.

Cette scène, digne des beaux siècles de foi, nous met sous les yeux le peuple du Sacré-Cœur ; celle qui va suivre nous montre dans tout l'éclat de son dévouement le peuple du Pontife-Roi.

En 1887, l'univers catholique se préparait à célébrer les noces d'or de Sa Sainteté le pape Léon XIII. Les fidèles envoyaient leurs offrandes, les chefs d'État préparaient leurs lettres de félicitations, mais les peuples, en tant que peuples, gardaient le silence. Les parlements, qui prétendent les représenter, se croient trop grands pour se mettre officiellement aux pieds du chef de la chrétienté, dont ils ne reconnaissent, hélas ! ni le pouvoir temporel, ni le pouvoir spirituel. Mais de même que Garcia Moreno avait protesté seul, au nom de l'Équateur, contre l'envahissement des États Pontificaux, son peuple se leva seul[1] pour présenter au grand pape Léon XIII un hommage véritablement national. Après avoir entendu le message du président Caamano, message franchement catholique, où se manifestait la plus complète harmonie entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique, les deux chambres réunies en congrès votèrent le décret suivant :

« Art. 1. Au nom du peuple dont il est le représentant, le congrès de l'Équateur présente respectueusement ses félicitations à Sa Sainteté Léon XIII en ce cinquantième anniversaire de sa première messe, et fait des vœux pour qu'on lui rende, avec la liberté, les droits sacrés qui lui appartiennent en sa qualité de successeur de Pierre et de chef visible de l'Église Catholique.

« Art. 2. En son nom et au nom de la nation dont il

[1] Saluons cependant en passant le noble peuple de la Colombie, ses représentants, son digne président Rafaël Nunez, qui rivalisèrent avec l'Équateur en cette circonstance.

est l'interprète, le congrès de l'Équateur réitère la protestation faite solennellement de rester fidèle aux enseignements du Saint-Siège, et spécialement aux doctrines des Encycliques *Diuturnum* et *Immortale Dei*[1].

« Art. 3. On inscrira au budget la somme de cinquante mille francs (diez mil sucres) comme part de contribution à l'honoraire que le monde catholique doit offrir à Sa Sainteté pour la messe du Jubilé sacerdotal.

« Art. 4. Le 31 décembre prochain sera pour la nation un jour de fête civique, et le pouvoir exécutif fera célébrer dans toutes les cathédrales une messe solennelle suivie du *Te Deum,* à laquelle assisteront toutes les autorités. »

Le peuple applaudit à ses représentants. Dociles aux exhortations de leurs évêques, les fidèles offrirent chacun leur obole au Pontife bien-aimé, et le pauvre Équateur, pauvre en biens matériels, mais riche en noblesse et en vertu, put ajouter au don national une nouvelle somme de cent mille francs.

En même temps le vénérable archevêque de Quito concevait l'heureuse idée de présenter au pape, en son nom et au nom des fidèles de son diocèse, un splendide reliquaire qui rappelât aux pèlerins de Rome la foi et la piété du peuple équatorien. Ce monument en argent massif, réduction de la future basilique nationale du Sacré-Cœur, devait renfermer une relique insigne de la bienheureuse Marianne de Jésus, le Lys de Quito. Sur l'une des faces apparaît la statue symbolique de l'Équateur. La République chrétienne tient d'une main

[1] L'Encyclique *Diuturnum* traite de l'origine du pouvoir civil, des droits et des devoirs réciproques des gouvernants et des gouvernés. C'est une introduction à l'Encyclique *Immortale Dei* sur la constitution chrétienne des États. La première date de 1881, la seconde de 1885.

sa bannière surmontée de la croix, de l'autre un écusson aux armes de Léon XIII. A ses pieds un condor, aux ailes déployées, porte dans ses serres le blason de la République : le grand soleil équatorial versant ses feux sur les cimes des Andes. Sur le socle Notre-Seigneur les bras étendus, le cœur ardent, semble prêcher la divine bonté. Près de lui, à droite, le médaillon du président-martyr, du magnanime Garcia Moreno, à gauche, le blason de l'archevêque de Quito ; l'un et l'autre représentent les deux grandes autorités de la République se consacrant au Sacré-Cœur.

C'était bien toujours la nation aux pieds du Pontife-Roi. Pour donner toute leur signification à ces démonstrations du parlement, à ces offrandes du peuple et du clergé, le président de la République adressa au Pape cette lettre autographe, que tous les souverains peuvent lui envier :

« Très Saint Père, au jour de votre jubilé sacerdotal, vous recevrez de tous les peuples civilisés des félicitations et des témoignages de respectueuse déférence qui seront la confession évidente de votre divine suprématie sur toutes les puissances de la terre. Ce sera aussi le gage certain que, sous la houlette placée par Dieu en vos augustes mains, en dépit des erreurs et des prévarications de l'heure présente, le monde doit former un seul troupeau régi par un seul pasteur.

« Au milieu des manifestations d'allégresse qui saluent cet heureux jour, veuillez recevoir aussi, Très Saint Père, mes filiales congratulations et l'humble offrande de notre humble République, offrande à peine perceptible, sinon à vos yeux paternels, mais pourtant d'une inestimable valeur, comme tribut de foi et d'amour de tout un peuple qui, de concert avec ses législateurs, ses magistrats, ses gouvernants, fléchit le genou devant Votre Sainteté, et d'une même voix, d'un

seul cœur, s'écrie de ses lointaines montagnes : Salut, ô Père très saint, Vicaire du Roi des rois, auguste Délégué de la souveraineté sociale de Jésus-Christ sur la terre.

« Daignez donc, Très Saint Père, accepter favorablement de la part de l'Équateur ce témoignage officiel d'un respect qui ne s'est jamais démenti, et nous accorder les bénédictions que j'implore de Votre Sainteté pour la République, pour son gouvernement, et pour celui qui ose se dire, en vous réitérant ses sentiments de respectueuse et cordiale affection, votre fils loyal et dévoué. »

Cette lettre du président Caamano rappelle à chaque phrase les lettres et les messages si profondément chrétiens de Garcia Moreno. Dieu voulut qu'au jour du jubilé pontifical, le héros-martyr se levât pour ainsi dire de sa tombe pour présenter lui-même au Saint-Père les hommages de l'Équateur et de ses représentants. Déjà, parmi les dons offerts au Saint-Père, figurait un magnifique portrait de l'immortel Président tenant dans ses mains sa célèbre protestation contre l'envahissement des États pontificaux; mais, de plus, quand vint le jour de son audience, l'envoyé extraordinaire de l'Équateur, M. Antonio Florès, le fils de l'illustre Florès, remit au pape un précieux coffret en cristal de roche, tout orné de pierreries. C'était un nouveau don de l'Équateur, le plus saisissant et le plus significatif, ainsi qu'il l'explique lui-même :

« Très Saint Père, dit-il, je suis extrêmement touché de l'insigne honneur que Votre Sainteté m'accorde en me permettant de lui présenter mes hommages et de lui remettre la modeste offrande que mon gouvernement ajoute à l'humble obole que j'ai versée entre les mains de Son Éminence le cardinal sécrétaire d'État. Dans ce coffret de cristal de roche j'ai pris sur moi de

placer provisoirement le message autographe que le regretté président martyr Garcia Moreno portait dans ses mains le jour de sa cruelle immolation, et qui est teint de son sang héroïque. Je prie Votre Sainteté d'agréer cette offrande que j'ai l'honneur de faire en mon nom et en celui de l'écrivain catholique, M. Éloy Proano y Vega, qui a ramassé ce document sur le théâtre du crime et qui me l'a envoyé à l'étranger, où je l'ai gardé soigneusement pendant neuf ans. »

Vivement touché à la vue de cette relique, Léon XIII répondit à l'ambassadeur : « Nous faisons les vœux les plus ardents pour la prospérité de l'Équateur et de son Président, auquel nous recommandons encore en cette circonstance les intérêts de la religion catholique, qui sont ceux du peuple dont ils assurent la félicité.

« Nous acceptons aussi avec joie, Monsieur le ministre, le précieux don que vous voulez bien nous faire en cet heureux anniversaire. Ce message autographe que l'illustre Garcia Moreno se proposait de lire au congrès quand il a été frappé, Nous le conserverons comme le touchant souvenir d'un homme qui a été le champion de la foi catholique, et auquel s'appliquent à juste titre les paroles dont l'Église se sert pour célébrer la mémoire des saint martyrs Thomas de Cantorbéry et Stanislas de Pologne : *pro Ecclesia gladiis impiorum occubuit*[1]. »

Terminons ce récit par cette parole du grand Pontife, la plus glorieuse peut-être de toutes celles qui ont été dites en l'honneur de Garcia Moreno. Nos lecteurs comprennent maintenant que l'œuvre du président martyr n'est pas morte avec lui. Le héros chrétien revit dans ce peuple, dans ce clergé, dans cette magistrature, dans ce gouvernement, dans cette République

[1] Il est tombé pour l'Église sous le glaive des impies.

prosternée aux pieds de Léon XIII, et fière de s'appeler la République du Sacré-Cœur. Et nous pouvons espérer qu'une nouvelle ère de prospérité va s'ouvrir pour elle à l'ombre de la croix, car le chef qu'elle vient de se donner au commencement de 1888, c'est ce même Antonio Florès qui, lors du jubilé pontifical, remit à Léon XIII le manuscrit ensanglanté du président-martyr, après avoir conservé précieusement cette relique pendant neuf années. Homme de savoir et d'expérience, ayant eu mille fois l'occasion, au cours de ses diverses missions diplomatiques en Europe aussi bien qu'en Amérique, de méditer sur les maux qui rongent les peuples et les erreurs qui tuent les gouvernements, il s'inspirera de la maxime de Garcia Moreno : « Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. » Daigne « le Dieu qui ne meurt pas » maintenir ainsi sa souveraineté sur cette partie du héros-martyr, relique bénie de la chrétienté d'autrefois, ou plutôt, oserai-je dire à la veille du centenaire de 1789, type et modèle de la future chrétienté ! Puisse la France, en arrêtant son regard sur ce nouveau peuple du Christ, se rappeler qu'elle aussi fut autrefois la nation très chrétienne, et comprendre que, pour sortir de l'abîme où la Révolution l'a plongée, il lui faut un Garcia Moreno !

TABLE DES MATIÈRES

DU SECOND VOLUME.

SECONDE PARTIE

LA CROISADE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉTAT CHRÉTIEN.

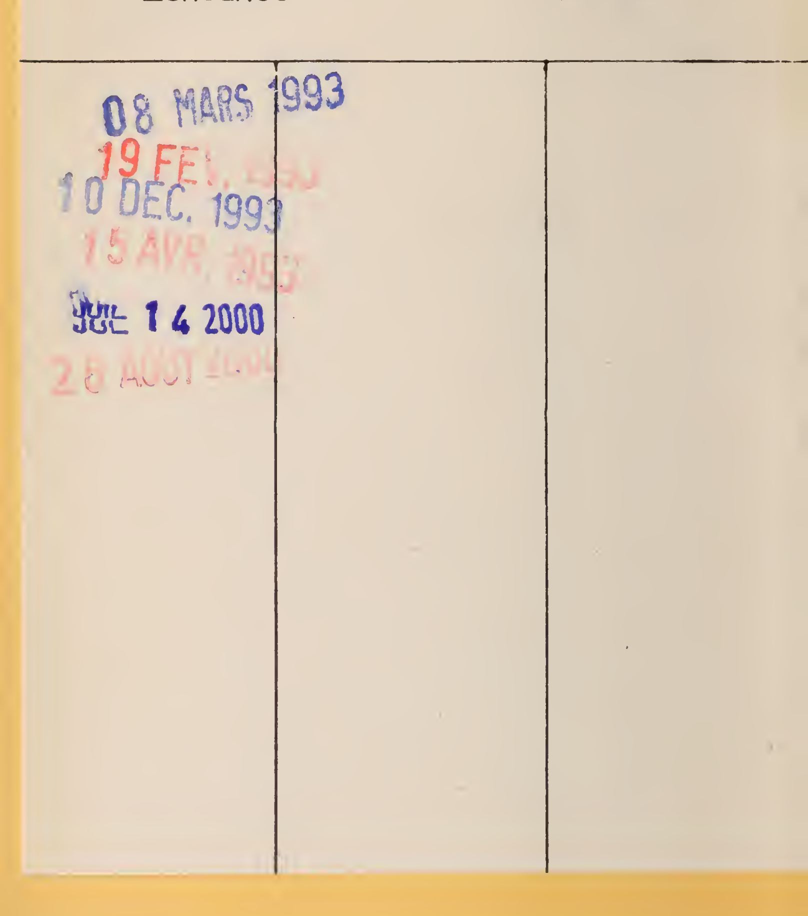
ÉPILOGUE

L'ÉQUATEUR APRÈS GARCIA MORENO.





Imprimerie Notre-Dame des Prés. ERN. DUQUAT, directeur.
Neuville-sous-Montreuil (Pas-de-Calais).


08 MARS 1993
10 DEC. 1993
JUL 14 2000